

Profond renouvellement au bureau politique du PC soviétique

M. Mikhaïl Gorbatchev met à l'écart plusieurs conservateurs

Le « noyau dur » isolé

CHACUNE rentrée politique de M. Gorbatchev est dure pour ses adversaires. Il y a tout juste un an, au retour de vacances qui avaient vu les « tides » de la perestroïka redresser la tête, le secrétaire général avait obtenu le départ de plusieurs vétérans de l'équipe dirigeante, dont Andreï Gromyko. Il récidive cette année, avec un nouveau coup de balai qui touche à la fois de vieux dirigeants braïnviens tels M. Tcherebitchik, le quasi inséparable patron du parti en Ukraine, mais aussi l'un des premiers « gorbatchévistes » de 1985, membre important du « noyau dur » de la direction constituée à la mort de Tchernomir, l'ancien chef du KGB M. Tcherebitchik.

Il est vrai que ce « noyau dur » subit en la personne de M. Ligatchev, l'homme dont tout le monde reconnaît aujourd'hui la position-clé en tant que chef de file des conservateurs de l'appareil. Et aussi de son allié Lev Zaïkov, le chef du parti à Moscou sans parler d'autres personnalités dont l'attitude est apparue ambiguë ces derniers temps, comme le premier ministre Ryzkov. Les adversaires de la démocratisation politique se trouvent néanmoins plus isolés que par le passé.

RESTE à savoir si cela sera suffisant pour rétablir une situation fort compromise sur tous les autres plans. M. Gorbatchev paraît avoir décidé de surmonter la vague de difficultés, d'une part en élargissant son discours contre les déformations nationalistes, comme en témoigne le rapport qu'il a présenté cette semaine, d'autre part en flattant, par des projections soigneusement dosées, certaines branches de l'appareil : les grands bénéficiaires de ce dernier remaniement sont, en effet, la police secrète du KGB - dont le chef est promu sans transition membre titulaire du bureau politique, tandis qu'un autre ancien des « organes », M. Pougov, est également promu ; le complexe militaro-industriel - en la personne de M. Masloutov, numéro deux du gouvernement ; enfin, l'appareil régional du parti, dont quatre membres entrent au secrétariat.

On notera dans cette tournée l'absence de tout militaire : le général Iazov, ministre de la défense et suppléant du bureau politique depuis deux ans, est maintenu dans cette position mineure qui contraste avec la promotion de ses « cousins » du KGB.

ON aurait pu s'attendre aussi, à l'issue d'un plénum consacré aux nationalités, que davantage de places soient accordées aux non-Russes : en fait, mis à part un Belge (mais qui n'exerce plus de fonctions dans sa République) et un Tatar qui bénéficient de promotions secondaires, les grands gagnants sont une fois de plus les Slaves. En particulier, le nouveau chef du parti du Kazakhstan, qui était pourtant éligible en tant que membre du comité central, reste en dehors de la direction suprême.

M. Eltsine avait suggéré l'an dernier que tout le bureau politique démisionne à la nomination d'un nouveau secrétaire général, pour permettre à celui-ci de constituer une équipe à lui, comme cela se fait dans d'autres pays. C'est bien ce que tente de faire M. Gorbatchev, mais il n'y est encore parvenu qu'à moitié, après bientôt cinq ans de pouvoir. N'est-ce pas un temps précieux qui est ainsi perdu pour la perestroïka ?

M 0147 - 0922 0 - 4,50 F



3790147004500 09220

Le comité central du PCUS a procédé, mercredi 20 septembre, à l'issue d'un plénum de deux jours, à un remaniement du bureau politique - des conservateurs sont exclus, des réformateurs promus - qui renforce l'emprise de M. Gorbatchev. Il a également adopté à l'unanimité une « plate-forme sur les nationalités » qui prévoit une plus grande autonomie pour les républiques fédérées. L'ancien appel à l'unité, M. Gorbatchev a rejeté toute idée de fédéralisation du parti.

MOSCOU

de notre correspondant

Le problème du parti largement réglé, la question est maintenant de savoir si le pays tiendra. Car si l'économie s'effondre dans une inflation à trois chiffres, si les pénuries deviennent disette, les affrontements du Caucase, guerre civile où les aspirations à l'indépendance secession, l'URSS passera alors au chaos créateur d'aujourd'hui au chaos sanglant.

Si tant bien que mal les choses au contraire tiennent, la victoire que M. Gorbatchev a remportée,

mercredi 20 septembre, sur les conservateurs marque une date dans cette marche incertaine de l'Europe communiste vers l'après-totalitarisme. Après avoir obtenu, mardi, que le prochain congrès du parti se tienne dans les conditions les plus favorables possibles pour les réformateurs, le secrétaire-général a, en effet, réussi à faire entériner par cette réunion de rentrée du comité central un profond remaniement de la direction.

BERNARD GUETTA

Lire la suite page 4

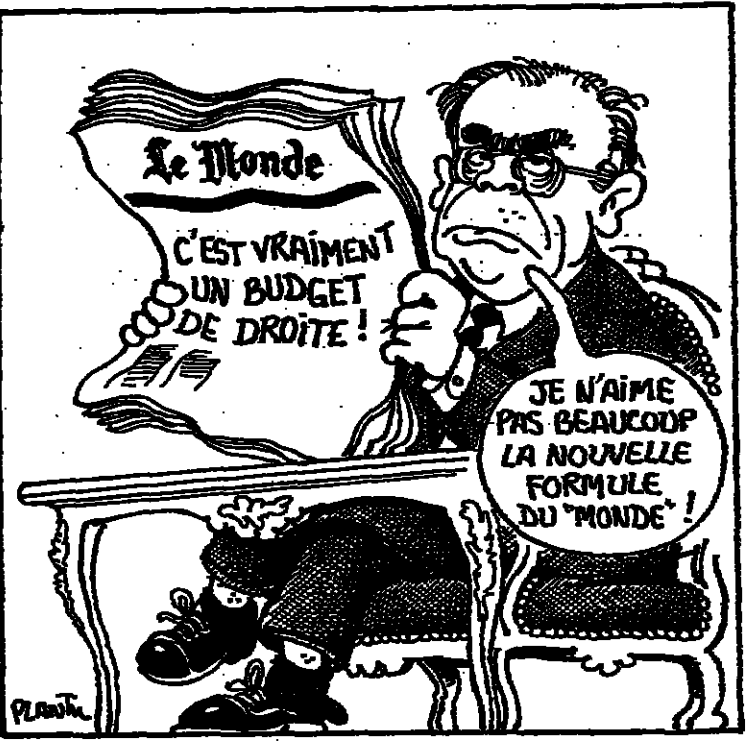
Le projet de budget pour 1990

Le gouvernement a voulu concilier justice sociale et efficacité

Le conseil des ministres a adopté, mercredi 20 septembre, le projet de loi de finances pour 1990. Ce texte veut concilier justice sociale et efficacité. Il prévoit une croissance de 5,3 % des dépenses publiques destinées aux secteurs prioritaires (l'enseignement, la recherche et l'emploi, la formation professionnelle), et une nouvelle réduction du déficit budgétaire.

Pour compenser la réduction de la fiscalité sur l'épargne, le gouvernement a multiplié les mesures de justice sociale.

Lire page 26 section C l'article d'ALAIN VERHOLDES



Guadeloupe : Hugo, hélas...

Face aux ravages provoqués par le cyclone, les sinistrés n'attendent pas tout de la métropole : ils organisent l'entraide

POINTE-A-PITRE

de notre envoyé spécial

Quelqu'un, peu importe qui, a prononcé une phrase anodine et terrible lors de l'ultime réunion présidée par M. Louis Le Penec avant le retour du ministre des DOM-TOM vers la métropole. Étaient assis, raconte un témoin, tous les experts des indicateurs de tendances qui font la vie ici : l'eau et le pain, l'électricité et le téléphone, le logement et le travail. Quelqu'un a dit simple :

ment : « La Guadeloupe est à reconstruire ».

Il n'est pas réagi tout de suite. La formule était plate, politique comme une évidence préfectorale. Cela faisait tellement longtemps que les Antilles étaient à bâtir ou à rebâtir dans des conclusions de discours... Puis, lentement, dans un silence pesant, chacun pour soi, ils ont fait le compte de ce qu'ils avaient vu en vingt-quatre heures de visite de ruines. Il y avait bien là une terre, la

« Grande-Terre », le cœur névralgique d'un département, et il n'en restait plus rien. Il y avait bien là une île, mais elle était désormais rase de l'œuvre des hommes. Les spécialistes de M. Le Penec étaient hébétés, victimes d'un effet retard très voisin de celui ressenti par les Guadeloupéens, jetés par terre par l'ouragan Hugo. Samedi, parce que le seul vrai cyclone moderne, Inés (1966), avait fini par se faire oublier.

PHILIPPE BOGGIO

Lire la suite page 17 - section B

Nouvelle-Calédonie

Un rapport sévère pour les amis de M. Lafleur

La divulgation d'un rapport de l'inspection générale des finances, très sévère pour le bilan de l'Agence foncière de Nouvelle-Calédonie au cours de la période 1986-1988, est interprétée par le gouvernement comme une tentative de déstabilisation des accords de Matignon sur l'avenir du territoire à quelques jours de la réunion à Paris, le 5 octobre, de la première réunion du comité du suivi chargé de superviser la mise en œuvre du plan de paix conçu l'an dernier. Ce document, dont les conclusions ont été résumées dans un autre rapport - communiqué, celui-là, aux dirigeants politiques néo-calédoniens, - détaille de « nombreuses irrégularités » dans le fonctionnement de cet organisme public, parle d'« agissements anormaux » et dénonce notamment les passe-droits accordés à des proches du RPCR et les traitements inéquitables infligés aux Mélanésiens dans les opérations foncières, sous l'autorité politique de la formation de M. Jacques Lafleur.

Lire page 10 nos informations et la chronique d'ALAIN ROLLAT

MONSIEUR DES AUTRES

Jacques Gaillot
évêque d'Évreux

79F

« SI L'ÉGLISE NE SERT PAS, ELLE NE SERT À RIEN. »

JACQUES GAILLOT
ÉVÊQUE D'ÉVREUX

Editions du Seuil

Mutation

LE MONDE nouveau est arrivé. Première constatation, il ne suit pas les mêmes. Pour le reste, n'ayez pas peur : les changements annoncés par le trait - le « flet » - bleu qui barre désormais la « une » sous le logo n'impliquent aucune rupture. Il vient essentiellement à améliorer le contenu, par le développement de certains secteurs et la création de nouvelles rubriques, et la présentation, en accroissant le confort, et, pourquoi pas, le plaisir de lecture : une mise en page peut être sobre sans être rébarbative.

Combien de fois ne nous a-t-on pas dit qu'il était difficile de s'y retrouver dans l'épaisseur d'un quotidien riche de la matière d'un gros livre ? Ce grief, à notre sens, n'a plus de raison d'être. Sommaires plus détaillés, introduction systé-

matique de chapoux et de sous-titres, recours à des caractères plus élégants, facilitant à la fois le classement et la distinction de l'information et du commentaire, illustration - dessins et photos - plus abondantes, devraient faciliter la tâche de celui qui souhaite à la fois avoir une bonne vue d'ensemble et trouver sans peine ce qui l'intéresse plus particulièrement.

C'EST à ce besoin que répond, bien sûr, la plus importante des modifications apportées : la division de chaque numéro en « sections » qui, dans les numéros à forte pagination, prendront la forme de cahiers distincts.

A. F.

Lire la suite page 20 - section B

L'explosion du DC-10 Brazzaville-Paris

La direction d'UTA privilégie la thèse de l'attentat bien que les revendications reçues jusqu'à maintenant ne soient pas prises très au sérieux par les enquêteurs page 40 - section C

La grève chez Peugeot

« Laissez Jacques Calvet tranquille », nous déclare M. François Perigot, président du CNPF page 25 - section C

Projets d'architectes

● L'Etat envisage de participer au financement de la cathédrale d'Evry
● Polémique autour de l'agrandissement du Musée Rodin page 13 - section B

AFFAIRES

La direction du budget ● Trois industriels jugent la réforme des PTT ● Du champagne en Inde pages 32 à 35 - section C

LIVRES ♦ IDÉES

Sur les lieux où vécut Freud ● La vérité selon Sartre ● Le feuilleton de Bertrand Poirot-Delpech ● La chronique de Nicole Zand pages 41 à 48 - section D

DÉBATS

L'orthographe ? Et si l'on parlait d'histoire...

par Gérald Antoine

Un devoir sans doute incombe à l'histoire de la langue d'intervenir dans le débat qui se ramène sur la vieille question de l'orthographe. Il est étrange en effet qu'à travers le flot d'articles de toutes parts publiés, l'aspect historique soit obstinément passé sous silence. Serait-ce qu'on l'ignore ou qu'il gêne ceux qui en sont instruits ? Le simple rappel de quelques dates-jalons permettrait à tout le moins de relativiser les enjeux.

Un fait domine tous les autres : durant plus d'un millénaire — des *Sermens de Strasbourg* à Jules Ferry — l'orthographe du français fut affaire d'usage. Sans doute en 1673, suivant l'avis de Bossuet contre celui de Corneille, l'Académie décida-t-elle d'adopter une certaine orthographe qui serait celle de son Dictionnaire, propre à distinguer « les gens de lettres d'avec les ignorants et les simples femmes ». Mais celle-ci, truffée d'archaïsmes, ne fut reconnue de personne, si bien qu'en 1736, les Quarante, saisis d'inquiétude, confièrent à l'abbé d'Olivet le soin de la réviser. Ce fut une révolution : sur environ dix-huit mille mots enregistrés par le Dictionnaire, plus de cinq mille changèrent de visage. En 1762, nouveau réajustement. Voltaire, voulant aller plus loin encore et devait remettre à l'Académie un ensei-

ble de propositions, lorsque la mort rompit son engagement.

Les Révolutionnaires, puis Napoléon — dont on sait les caprices orthographiques — s'occupèrent surtout de l'enseignement de la langue, s'en rendant davantage au Comité de l'instruction publique, et aux maîtres de l'Université. Peu à peu, une manière de consensus s'établit entre pédagogues, éditeurs et public cultivé, en passant par des tergiversations dont une lettre de Sainte-Beuve porte en 1868 un plaisant reflet : « Sérieusement, je voudrais que vous fussiez ces Observations de M. Didot (sur l'orthographe française). D'après votre système, on écrirait thronne, phantome, etc., mais il paraît que notre vigueur de réformation expire à l'an 1740 et que l'abbé d'Olivet a posé en orthographe les colonnes d'Hercule. Oh ! cher monsieur Arne, que nous sommes donc routiniers en même temps qu'aimables ! Et comme tout en faisant un pas vers le progrès du pied gauche, nous tenons à botter de l'autre pied. »

Enfin Jules Ferry vint qui, ayant fait voter sa grande loi sur l'enseignement primaire obligatoire, fit adopter ce qui lui paraissait son corollaire naturel : une norme orthographique dictée désormais, dès l'école, à tous les citoyens.

Faire entrer, soit dit en passant, ce code datant d'un siècle dans notre « patrimoine national », c'est donc employer un bien grand mot pour un passé un peu court.

Le fléau de l'école

Cependant, notre rappel historique vaut d'être poursuivi jusqu'aux débuts au moins du siècle présent. Le fondateur de la chaire d'histoire de la langue en Sorbonne, Ferdinand Brunot, se trouve y avoir joué les premiers rôles. On ne saurait trop recommander à ceux que préoccupe aujourd'hui notre orthographe de lire la « lettre ouverte » (mais non « anonyme ») courageusement envoyée en 1905 au ministre de l'Instruction publique par l'illustre linguiste sur ce sujet devenu déjà brûlant si peu d'années après Jules Ferry. L'auteur commence par se citer lui-même :

« Je disais (en 1901) : « Il est possible que le hasard de la politique amène un jour au ministère un homme assez instruit pour savoir que le préjugé orthographique ne se justifie ni par la logique ni par l'histoire, mais qu'il se fonde sur une tradition relativement récente, formée surtout d'ignorance, assez intelligible aussi pour comprendre que rien ne sera fait pour le progrès de l'enseignement primaire tant que de si courtes années d'études devront être employées principalement à enseigner aux enfants à lire et à écrire, comme en Chine. »

Ensuite il donne la parole aux témoins patentés de la vie scolaire : « Demandez à vos directeurs, à vos inspecteurs : le cri sera unanime. L'orthographe est le fléau de l'école. Tous les maîtres l'ont dit et le répètent. Néanmoins, j'ai voulu avoir tout récemment encore une impression directe. J'ai prié un inspecteur primaire de réunir en conférence les instituteurs et institutrices de sa circonscription. Je voulais avoir devant moi le personnel entier (...). Or, pas une voix ne s'est élevée pour défendre l'état des choses actuel, alors que toutes les mains, d'un même élan, votaient l'adoption d'une réforme radicale, systématique de l'orthographe officielle. »

La lettre est datée, répétons-le, de 1905 : une vingtaine d'années avaient donc suffi pour faire mesurer une flagrante disproportion entre l'effort et le temps demandés aux élèves et la médiocre valeur du but assigné. Ne concluons point de

là qu'il faille reprendre mot pour mot, en 1989, les observations de F. Brunot : temps, mœurs, structures sociales, tout a changé. Mais retenons-en plusieurs leçons.

D'abord, on a grand tort de s'enflammer pour une cause qui n'a ni prestige historique ni fondement logique véritable.

Deuxième remarque : au long de deux siècles — et quels ! — l'Académie française a largement prouvé qu'elle n'était point opposée, tant s'en faut, à une révision progressive de notre système orthographique. Il n'y a aucune raison pour qu'elle refuse aujourd'hui d'accueillir des propositions de changements raisonnables, c'est-à-dire satisfaisant à la fois à la cohérence et au bon sens.

En troisième lieu s'impose une affligeante constatation : la plus ancienne commission appelée dès l'aube de ce siècle à réformer le code J. Ferry, présidée par un spécialiste éminent, Paul Meyer, échoua. Depuis lors, quantité d'autres commissions se sont tout à tour évertuées, toutes en vain. Le moment ne serait-il pas venu de charger un groupe de personnes diverses par leurs origines et leurs tâches d'examiner pourquoi toutes ces tentatives finissent naufrage, et d'en déduire ce qu'il conviendrait maintenant de faire — et de ne pas faire — pour réussir ?

Méthode et sens pratique

A la lumière de ces investigations peut-être découvrirait-on que, moyennant un honnête compromis entre l'esprit de méthode et le sens pratique, il suffirait de retenir un nombre limité de changements — de l'ordre de la centaine — pour donner à notre orthographe un aspect de meilleur aloi, débarrassé de ses pièges malins et de ses fantaisies inutiles.

Mais que cela ne nous fasse pas oublier l'essentiel. L'orthographe n'est après tout qu'un véhicule. Or c'est aujourd'hui le corps même de la langue — son vocabulaire et sa syntaxe — qui est en danger croissant d'appauvrissement et de dissolution. Et c'est à sa « défense et illustration », à l'école et hors de l'école, qu'il est de plus en plus urgent de s'atteler si l'on veut assurer à ce pays une nouvelle Renaissance.

► Gérald Antoine, ancien recteur, a été professeur d'histoire de la langue française à la Sorbonne.

La mort des révolutions

par Denis Langlois

BAINS de sang, émeutes raciales, les régimes communistes sont-ils destinés à s'effondrer dans les pires convulsions ? Tiananmen, Ouzbékistan. Que de jeunes vies fauchées ! Que de lamentables tueries ! Que de larmes de crocodile aussi ! Que de fausses compassion chez ceux qui, dans tout cela, ne voient qu'une chose : les deux empires « révolutionnaires » (certains de leurs satellites ont déjà commencé à le faire) vont revenir tôt ou tard dans le giron « capitaliste » et offrir le pactole inespéré de leurs immenses marchés.

Car, en fait, la question est là : en cette année du Bicentenaire, n'est-on pas, tout simplement et hypocritement, en train de fêter le mort des révolutions ? D'affirmer officiellement que, quoi qu'on fasse, les sirènes de la consommation seront toujours les plus attirantes ? De certifier que le destin de tout révolutionnaire — ou de ses successeurs — est de rentrer un jour sagement au sein de la société bien-pensante, où il est de bon ton de chercher à « se réaliser » matériellement sans se préoccuper beaucoup de ses voisins ?

Le socialisme — le véritable socialisme — fait appel à la générosité des hommes, à l'acceptation du partage. Il est un progrès sur la nature humaine qui, Rousseau nous pardonne, est souvent d'être égoïste et assoiffé d'honneurs, d'argent et de pouvoir.

Le problème est de savoir s'il est possible de lutter contre cette tendance, si ce n'est pas un rêve utopique, si l'humanité n'est pas vouée pour l'éternité — ou jusqu'à sa destruction — à l'inégalité et à l'injustice. Constatant que des hommes se sont élevés contre cette malédiction. Dressés sur leurs ergots, ils ont hurlé leur refus. A force d'avoir été échaudés, ils ne croyaient plus aux réformes (un pas en avant, un pas en arrière). Ils cessaient l'espoir d'un changement total : la révolution qui renverserait les riches et les puissants, qui, d'un seul coup, rendrait tous les êtres humains égaux dans tous les actes de leur existence.

La redoutable erreur de Marx

Ils ont donné leur vie ou leurs illusions pour rien. Ils auraient dû se méfier. Trop beau pour être vrai. Sous leurs pas, l'échec était déjà inscrit.

La révolution a réussi matériellement (plus ou moins) mais elle a échoué (plus ou moins) à l'égard de la justice. Elle n'a été que le prélude à une lutte acharnée pour le pouvoir. Lénine, Staline, Mao. Peu importe les noms. Le résultat est connu. Des dizaines d'années de dictature. Des millions de vies brisées. L'armée et la police omnipotentes. Puis, peu à peu, la reconnaissance de l'échec, et le retour à ce qui ne demande aucun effort : le libéralisme économique, qui n'est que le fait de laisser le bride aux instincts les plus égoïstes.

Etait-il possible d'arriver à un autre résultat ? Certainement, ou alors c'est à désespérer de toute possibilité pour l'homme de s'améliorer. Mais il aurait fallu une autre tactique. Marx a commis une

redoutable erreur en pensant qu'il suffisait de changer les structures économiques pour changer les hommes, leur comportement et leur mentalité. C'est en fait le contraire. Seuls des êtres meilleurs peuvent transformer profondément le monde où ils vivent. L'éducation, au sens large du terme, est donc primordiale. Le problème, c'est que l'éducation donnée dans une société est généralement à l'image de cette société et renforce même ses valeurs. Aujourd'hui, dans nos vieux pays « démocratiques », l'éducation, si l'on veut simplifier les choses, vise à donner aux enfants le sens de la hiérarchie et du profit. Si tu travailles bien, tu auras un bon emploi, tu seras riche et tu dirigeras les autres.

Les mains encore un peu rouges

Nous sommes loin d'une éducation fondée sur la générosité et le partage. Nous sommes loin du travail bénévole pour la collectivité. Bien sûr — et heureusement — dans ce monde de compétition et de guerre, il y a toujours des exceptions. Des individus qui résistent à contre-courant, qui comprennent mal les principes qu'on veut leur inculquer, qui s'insurgent carrément contre eux, et qui ont même l'insolence de rêver de justice.

Bref, n'en déplaise aux gardiens de musées et aux ordonnateurs de cérémonies officielles, la révolution est une idée neuve, toujours à l'ordre du jour. (Deux cents ans et une vingtaine de tentatives, qu'est-ce que c'est pour notre planète ?) Faite par des hommes avides de pouvoir, fondée principalement sur la violence, elle n'a pu jusqu'ici que déboucher sur l'échec. Pour tous les damnés de la terre — et ils sont nombreux de Pékin à Santiago en passant par Johannesburg — il est indispensable qu'elle demeure une espérance.

Si, un jour, nous devons définitivement reconnaître que c'est une illusion, ce serait quelque chose de terrible. Jusqu'à la fin des temps, nous serions obligés de nous contenter d'un seul infime espoir, qui n'est même pas abordable pour tout le monde : ce pis-aller, qu'on appelle la social-démocratie. Vous savez, ce régime qui permet aux riches de prospérer et qui se donne bonne conscience en distribuant quelques miettes aux pauvres.

Les Russes et les Chinois, même s'ils ont les mains encore un peu rouges, vont finir par y accéder. C'est bien sûr préférable à la dictature policière ou militaire. Leurs cadres vont en goûter d'autant plus les délices que c'est nouveau pour eux. Je ne suis pas sûr que les citoyens de basse zèle de quel sauter en l'air de joie. Nous qui en avons déjà pris pour quelques années, nous savons que c'est sans couleur et sans saveur. Sans grand intérêt non plus. En tout cas, bien insuffisant pour satisfaire l'un des droits les plus essentiels de l'individu : s'enthousiasmer pour sa propre vie et se sentir heureux parmi d'autres hommes heureux.

► Denis Langlois est avocat et écrivain.

TRAIT LIBRE



« Encore un petit instant, il va y avoir quelque chose à manger ».

Journal « TZ » de Munich

AU COURRIER DU MONDE

Défense du CAPES et de l'agrégation

Participant dans mon université à la préparation au CAPES et à l'agrégation, je commence à être ulcéré — et je ne suis pas le seul — par l'actuel déferlement d'articles, tantôt apitoyés, tantôt goguenards, sur la prétendue baisse de niveau de ces concours. L'argumentation des auteurs de ces diatribes (et je pense particulièrement à Claude Sarraute) repose sur les critères d'admissibilité et d'admission : seuls des cancres peuvent être reçus avec une moyenne de 6/20 !

Si ces défenseurs de la qualité du recrutement pressent la peine de s'informer, ils sauraient, depuis que ces concours existent, la notation est traditionnellement très sévère : il y a vingt ou trente ans, les derniers reçus étaient déjà avec de telles notes (entre 6 et 8/20).

Cela tient, en grande partie, au système de correction, qui consiste le plus souvent à confronter, au moyen d'une grille préalablement établie, les devoirs des candidats à un devoir modèle rédigé, sans contingence d'horaires, par celui des membres du jury qui a proposé le sujet.

Quant aux « perles » relevées par M. Sarraute dans son récent billet (*le Monde* du 16 septembre), elles n'ont rien de plus de bien nouveau. Il s'agit, dans presque tous les cas, de lapsus, certes parfois cocasses mais qui n'ont rien de surprenant dans des copies généralement très longues et rédigées dans un temps qui, eu égard à l'ampleur des sujets à traiter, est très court.

S'en gausser grossièrement est facile. Les donner en pâture au

public pour illustrer la « nullité » de jeunes enseignants relève de je ne sais quelle démagogie anti-intellectuelle qui, même dans un billet d'humeur, ne soulève guère l'hilarité.

Quant au fond du problème, je tiens à témoigner que le CAPES reste, en dépit de l'augmentation du nombre des postes, un concours difficile, exigeant des candidats un lourd travail.

PIERRE BONNASSIE
Professeur d'histoire médiévale à l'université de Toulouse - La Mirail

Faux espoir pour les éléphants ?

La dépêche AFP citée en page 15 de votre numéro du 15 septembre risque de donner de faux espoirs aux amis des éléphants dont le nombre, en France, vous étonnerait ! Vérification effectuée auprès du MITI, au Japon, ce pays n'a pas interdit définitivement, mais simplement suspendu toute importation d'ivoire jusqu'à la réunion, le 9 octobre prochain à Lausanne, des deux pays signataires de la convention de Washington sur le commerce des espèces menacées (CITES).

En attendant, le Japon a engraissé tout l'ivoire disponible sur le marché, et à plus de 90 % d'origine illégale malgré les documents officiels l'accompagnant le plus souvent. Une grande partie de cet ivoire a été acheminé par des sociétés françaises, via la Belgique, notre ministre de l'environnement, M. Brice Lalonde, ayant été le premier à interdire, dès le 5 juin, toute

importation ou transit d'ivoire mais n'ayant été effectivement suivi par les autres pays de la CEE que le 17 août dernier.

Lors de la réunion, du 4 au 8 juillet au Botswana, du groupe de travail éléphants de la CITES où j'étais l'un des deux représentants de la France, le Japon et les pays d'Afrique du Sud, premier exportateur en 1988, avec le Congo, d'ivoire braconné se sont féroce-ment opposés à tout arrêt de ce commerce, pourtant réclamé par tous les autres pays d'Afrique, sauf le Congo et le Cameroun. Entêtement d'autant plus étonnant que tous les rapports scientifiques soumis lors de cette réunion démontraient que la continuation du commerce aboutirait inéluctablement, dans les prochaines années, à la quasi-extinction des éléphants et donc au tarissement des sources d'ivoire !

PIERRE PFEFFER
Directeur de recherche au CNRS
Secrétaire général de la Société nationale de protection de la nature

Mise au point

Le *Monde* a publié dans son numéro du 16 septembre un article signé E.L., mettant en cause Gustave Leven. Pour couper court, M. Gustave Leven entend préciser que la personne mentionnée dans cet article ne travaille pas pour lui et n'a d'ailleurs jamais travaillé pour lui. M. Gustave Leven précise également n'être pas informé des opérations boursières que cette personne aurait effectuées.

MICHEL BARTFELD
Avocat

De Valmy à Waterloo

Le 15 septembre, la « Naissance d'une Nation » a été présentée à la presse, à Valmy. Le même jour a été rendu public l'accord de rééchelonnement des dettes accumulées par l'Irak à l'égard de la France. Cet accord « ouvre la voie à une normalisation des relations commerciales (...) comprennent en particulier la vente de cinquante Mirage 2000 par la Société Dassault » (le *Monde* daté 17-18 septembre). L'éditorial de ce journal précise que l'Irak cherche « avant tout à renforcer sa panoplie militaire ». Il ajoute : « Out à la reconstruction, non au surarmement ! »

Le même numéro du *Monde* rend compte de la visite de M. Mitterrand aux 337 réfugiés kurdes venus d'Irak, au camp militaire de Bourg-Lastic (Puy-de-Dôme). « Ces 337 réfugiés avaient dû quitter leur village de l'Est irakien au mois de juillet 1988 pour échapper, notamment, aux bombardements chimiques effectués par l'armée irakienne ».

Nous n'avons pas appris que l'Organisation des Nations unies ait, à ce jour, rejeté de son sein un Etat qui élimine par les gaz certains de ses citoyens, ce qui déshonore l'ONU. Mais nous ne pouvons accepter d'être nous-même déshonorés en réarmant un pays assassin de ses compatriotes.

Il paraît sain de dénoncer un système économique et financier qui nous oblige à une telle honte, à ce véritable Waterloo qui réduit à zéro les justes célébrations d'une révolution ainsi bafouée.

FÉLIX LÉVY
(Paris)

Le Monde

Édité par la SARL le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication
Anciens directeurs : Hubert Beau-Méry (1944-1969),
Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Rédacteur en chef : Daniel Vernet
Corédacteur en chef : Claude Sales
Administrateur général : Bernard Wourms

7 RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-87-27
Télécopieur : (1) 45-23-08-81

صكنا من الامم

ÉTRANGER

Malte : barre à l'Ouest toute

L'archipel fête jeudi 21 septembre son premier quart de siècle d'indépendance sous le signe d'un rapprochement marqué avec l'Europe.

LA VALETTE

de notre envoyé spécial

Le colonel Kadhafi n'est pas venu. La reine d'Angleterre non plus et le président des États-Unis encore moins. Le souverain a délégué son épouse, le prince Philip, le président Bush, son frère William et le « guide » de la Jamahiriya a envoyé son secrétaire aux affaires étrangères. Invités comme les autres, les Russes, eux, n'ont envoyé personne. C'est l'ambassadeur soviétique à La Valette qui devait « honorer de sa présence... ». Modeste assistance pour une fête dispendieuse, feux d'artifice, spectacles laser et fanfares internationales.

Disons les choses comme elles sont : vingt-cinq ans après avoir formellement obtenu son indépendance des Britanniques, et deux petites années seulement après avoir donné un sérieux coup de barre à l'Ouest, le caillou maltais, perdu comme il est entre Sicile et Tunisie, n'intéresse plus grand monde. Même les Italiens qui restent, mais de loin, les principaux bienfaiteurs, n'ont pas trouvé un ministre libre pour assister aux cérémonies. C'est M. Giovanni Spadolini, honorable président d'un Sénat encombré à Rome, qui a été délégué.

« Finalement, se désole un haut fonctionnaire du cru, nous étions à la fois plus choyés et plus négligés lorsqu'on nous jugeait gênants. » Implacable logique de l'échiquier des relations internationales. Et s'il faut reconnaître un seul mérite au gouvernement travailliste précédent, ce fut de l'avoir bien assimilée et d'en avoir usé. Jusqu'à la corde...

Que de sueurs froides M. Dom Mintoff, le premier ministre de l'époque, n'a-t-il pas fait couler en Occident ? Entre les Libyens, les Russes, les Nord-Coréens de Kim Il-sung et les Chinois à qui il avait ouvert généreusement les docks (abandonnés en 1979 par les forces britanniques de l'OTAN), le « vieux lion » socialiste semblait vouloir à tout prix collectionner les relations dangereuses. Surtout pour les horribles « bourgeois capitalistes impérialistes », comme on disait en ces temps antédiluviens de 1987.

Aujourd'hui, c'est terminé. Banni d'un poir de crinière aux élections d'il y a dix-huit mois, le Labour du vieux lion a pris congé, et c'est le « lapin » démocrate-chrétien qui gouverne les 316 kilomètres carrés et les 350 000 habitants de ce bloc de calcaire sans arbres mais non sans charme. « Lapin », en maltais se dit « fenech », et c'est aussi le patronyme du premier ministre, très

« thatchérien » — en théorie — que Malte s'est donné. Immense différence avec son modèle britannique cependant, M. Edward Fenech-Adam se veut poisseusement européen.

« Pour accrocher une fois pour toutes son île à l'Ouest afin de décourager par avance d'éventuelles aventures », comme le prétendent certains diplomates ? « ou pour fournir à son parti une belle plate-forme en vue de la prochaine élection », qui tombe — coïncidence — en 1992 ? Finalement, peu importe. Associée à la CRE depuis dix-neuf ans, la « petite fiancée balnéaire » de l'Europe fera sa demande officielle de mariage à la fin de l'année prochaine. Dans le meilleur des cas, si elles ont jamais lieu, les épousailles ne seront pas célébrées avant l'an 2000. En attendant, la belle se prépare, donne des gages de fidélité et éloigne les « mauvais garçons » qui lui tournent encore autour...

Un paradis fiscal ?

Plus de Nord-Coréens, sauf un ambassadeur découvert qui, aux dires de ses collègues occidentaux, « traite son ennui de cocktail en cocktail ». Moins de Libyens, de Soviétiques et de Chinois, qui de toute façon n'ont jamais été très nombreux. « La première chose que nous avons faite, affirme un ministre en place, fut de dire à Kadhafi que nous ne nous sentions plus liés par la clause du pacte d'unité de 1984 qui prévoyait un échange d'informations militaires ». Normalement échu le 19 novembre prochain, le traité en question « ne sera en aucun cas reconduit en l'état ». Ce qui ne signifie pas que Malte va mettre fin, tout à trac, à ses relations avec la Jamahiriya.

« Économiquement, explique M. Anthony Galdes, gouverneur de la Banque centrale, elles nous sont bénéfiques à tous deux. » Près de 10 % des exportations maltaises vont effectivement à Tripoli. Mais si les touristes libyens, qui n'ont pas besoin de visa pour entrer, viennent encore nombreux chaque semaine goûter la dolce vita maltaise et dévaliser les supermarchés de La Valette, leur centre « culturel », qui faisait face au palais des grands maîtres de l'Ordre de Malte, aujourd'hui palais du gouvernement, a été pris de démantèlement à la périphérie. Naguère bruisant comme une ruche, c'est aujourd'hui un quasi-désert. Ajoutons, ce qui est sans doute dommage, que sur les vingt mille étudiants maltais qui apprennent l'arabe en 1986, il n'en reste qu'une

petite... vingtaine. Le gouvernement a en effet rapporté l'obligation qui avait été naguère imposée à l'enseignement public secondaire par les travaillistes.

Avec Moscou, même schéma. La neutralité proclamée du caillou méditerranéen, garantie militairement par l'Italie, a été reconnue par l'URSS — et la France — dès 1981. Quelques paquebots soviétiques font encore escale de temps à autre à La Valette mais ils sont souvent plus nombreux au Pirée. Sur les huit navires marchands de 40 000 tonnes — commandés par Moscou aux arsenaux de Malte en 1984, un seul a été livré. Le travail continue sur les autres. Selon les diplomates occidentaux, « rien d'inquiétant dans tout cela... »

Ce qui l'est beaucoup plus peut-être, c'est le projet, déjà bien avancé, de faire de l'archipel un centre financier off shore. Autre-

ment dit, selon l'opposition travailliste, qui avait pourtant jadis initié le projet, « un paradis fiscal ». Les autorités affirment s'être entourées du maximum de garanties contre l'utilisation abusive que pourrait en faire la criminalité organisée. Notamment pour le blanchiment des macrodollars. « La Sicile n'est pas loin », rappelle-t-on au Labour...

A tout hasard, M. Pierre Joxe, le ministre français de l'intérieur, est tout de même passé en coup de vent, il y a deux semaines, à Malte. Il a parlé coopération entre les polices des deux pays. En matière de terrorisme bien sûr, mais aussi de trafic d'armes et de drogue. On ne sait jamais. Quand le « faucon maltais » se lance dans de nouvelles aventures, mieux vaut rester en alerte...

PATRICE CLAUDE

ESPAGNE

Un postier tué par un colis piégé

MADRID

de notre correspondant

Action terroriste, certes, mais de quel bord ? Face à la nouvelle escalade de violence que connaît le Pays basque, on hésite à désigner les responsables de l'attentat qui a fait, mercredi 20 septembre, un mort et deux blessés à Renteria, chef des nationalistes radicaux entre Saint-Sébastien et Irun.

La victime est un facteur de vingt-deux ans qui est mort sur le coup, le visage défiguré, après l'explosion d'une enveloppe piégée qu'il était en train de déposer dans une boîte aux lettres. Deux passants ont été atteints par la déflagration.

On a d'abord cru à un nouvel attentat de l'ETA — qui a eu de plus en plus souvent recours, ces derniers mois, à l'usage de lettres piégées, notamment contre des gardiens de prison avant d'apprendre que le destinataire de l'envoi, Idelfonso Salazar, était... un militant connu de la coalition Herri Batasuna, proche de l'ETA, arrêté à

plusieurs reprises pour ses activités politiques. Fait sans précédent, la coalition allait condamner immédiatement — une fois n'est pas coutume — l'attentat.

Déjà, le 12 septembre — jour de l'assassinat, à Madrid, du procureur, M^{re} Carmen Tagle — un autre attentat s'était produit : un homme de soixante et un ans, Luis Reina, était mort à Bilbao en ouvrant un paquet piégé. Un dirigeant de Herri Batasuna avait alors affirmé que la victime était un sympathisant de la coalition, avant de revenir sur ses déclarations. En s'attribuant par la suite l'assassinat de M^{re} Tagle, l'ETA s'était abstenue de faire allusion à cet autre attentat.

On ignore à Madrid si on a affaire à une « erreur », voire à une manœuvre de diversion, de l'organisation séparatiste, ou si est en train de réapparaître un « contre-terrorisme » qui n'avait plus fait parler de lui depuis la disparition du Groupe antiterroriste de libération (GAL).

THIERRY MALINIAR

GRECE : pour écoutes téléphoniques illégales

Le Parlement décide de traduire M. Papandréou devant une cour spéciale

Le Parlement grec a décidé mercredi soir 20 septembre à la majorité, de faire comparaître l'ancien Premier ministre socialiste Andreas Papandréou devant un tribunal spécial pour avoir été « l'instigateur moral » d'une série d'écoutes téléphoniques illégales contre ses adversaires politiques. Contre des directeurs de journaux, des journalistes et des membres de son gouvernement.

ATHÈNES

de notre correspondant

Les députés conservateurs de la Nouvelle démocratie et ceux de la Coalition de gauche et du Progrès (dominée par les communistes) se sont également prononcés pour la comparution en justice de M. Costas Tsimas, l'ancien directeur du service national des renseignements (EYP), placé sous l'autorité directe du premier ministre, et de M. Theophanis Tombas, l'ex-tout puissant directeur général de l'Office des télécommunications héliennes (OTE) qui effectuait les écoutes pour le compte de l'EYP. M. Tsimas a été élu député socialiste européen en juin dernier et les autorités grecques devront demander la levée de son immunité parlementaire au parlement de Strasbourg.

Les députés du PASOK (mouvement socialiste panhellénique) ont refusé de prendre part au vote et ont quitté la salle au moment du scrutin. Pendant les deux jours du débat retransmis en direct à la télévision, les orateurs socialistes se sont attachés à démontrer que les accusations portées contre M. Papandréou étaient « imprécises » et « non prouvées ».

L'ancien premier ministre ne s'est pas présenté devant l'Assemblée. « Je refuse aujourd'hui de suivre mes adversaires sur la voie glissante de la pénalisation de la vie politique, de la calomnie, de la sapement des institutions », a souligné M. Papandréou dans une lettre lue devant les parlementaires. « Comment empêcher-on maintenant une majorité parlementaire de pénaliser la minorité ? » a-t-il ajouté. Pour lui, le programme de « Catharsis » (épuration de l'alliance conservateurs-communistes, qui a formé un gouvernement provisoire jusqu'aux élections (prévues au plus tard le 5 novembre) « s'est transformé en un règlement personnel et politique ».

Offensive de M. Mitsotakis

« Les écoutes étaient une réalité et font honte à la Grèce », il s'agit de la page la plus triste de l'histoire du pays », a de son côté déclaré le président de la Nouvelle

démocratie, M. Constantin Mitsotakis. « Le Watergate américain est peu de choses à côté de ce qui se passait ici », a-t-il affirmé. M. Mitsotakis pour qui les preuves sont « complexes », a fait état de témoignages d'employés de l'EYP et de l'OTE qui procédaient à des écoutes dans trois pièces aménagées spécialement au siège de l'EYP, et de la découverte d'une série de « fiches d'écoutes » dans le « service de protection du secret des communications téléphoniques » de l'OTE.

Selon le dirigeant conservateur, « Tout le monde était à l'écoute : ministres, gardes du premier ministre, sa famille, les membres du bureau exécutif du PASOK ». Il existait même, a-t-il dit, « un marché des cassettes ». Georges Moskotakis par exemple, le banquier-escroc au centre d'un autre scandale, achetait des enregistrements, c'est M. Papandréou qui, « personnellement, donnait l'ordre » de ces écoutes ; il doit être jugé car « personne dans ce pays n'est au-dessus de la loi ». Pour les commentateurs proches du gouvernement, M. Papandréou avait créé un « régime de type Orwell » (1).

La procédure engagée contre M. Papandréou, conformément à la loi sur la responsabilité des ministres établie du temps de la dictature (1967-74), est longue et le dirigeant socialiste ne devrait pas être jugé avant deux mois, c'est-à-dire en principe après les prochaines élections. Le Parlement a

désigné cinq députés de la majorité qui soutiendront l'accusation devant la Cour spéciale, composée de douze magistrats tirés au sort et présidée par le président de la Cour suprême.

Le Parlement doit, par ailleurs, se prononcer la semaine prochaine sur l'éventuelle comparution de M. Papandréou devant ce tribunal pour son rôle dans l'affaire Koskotas. Le rapport de la commission d'enquête déposée, il y a quelques jours, l'accusait notamment de « corruption passive » et a demandé sa comparution ainsi que celle de quatre anciens ministres socialistes.

M. Papandréou s'estime dans ces affaires comme « la cible à abattre » car il a combattu « l'état de la droite » et s'est battu pour l'indépendance nationale. Il considère sa présence comme « indispensable » pour assurer l'unité du pasok et permettre « le rassemblement des forces progressistes et démocratiques ». Il a engagé une série de contacts avec des anciens du pasok et des personnalités de gauche, du centre et même de droite pour présenter un large front aux prochaines élections, plusieurs de ces personnalités ont déjà marqué leur accord pour faire face à l'alliance « contre-nature » des conservateurs et des communistes.

DIDIER KUNZ

(1) Référence à l'œuvre de George Orwell, imaginant un système totalitaire où les citoyens sont placés sous étroite et constante surveillance.

JEAN-LUC BENOZIGLIO



Fiction & Cie
Jean-Luc Benoziglio
Tableaux d'une ex
roman / Seuil



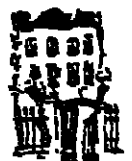
Tous les lecteurs de Benoziglio, cette vigilante et admirative franc-maçonnerie d'amoureux fous de la littérature la plus lucide, la plus impudique et la plus vagabonde, s'enchanteront de ces « Tableaux d'une ex ». Frédéric Vitoux / Le Nouvel Observateur

« Tableaux d'une ex », de Jean-Luc Benoziglio, serait-il le roman le plus drôle de la rentrée ? Antoine de Gaudemar / Libération

Train d'enfer et brio, J.-L. B. mène, jusqu'au bout, ce jeu de massacre. L'Express

Collection Fiction & Cie dirigée par Denis Roche. 95 F

Editions du Seuil



EUROPE

URSS : profond renouvellement du bureau

M. Mikhaïl Gorbatchev élimine des dirigeants conservateurs

(Suite de la première page.)

Adversaires déclarés et poids morts quittent le bureau politique. Hommes nouveaux et partisans des réformes font leur apparition où sont promus, et M. Gorbatchev se retrouve au bout du comte débarrassé des entraves les plus lourdes et maître du jeu politique. Devant au fil des mois le plus redoutable de ses opposants de l'ombre, M. Tchebrikov fait ainsi partie de la charrette et ce départ est à lui tout seul une démonstration de force du secrétaire général.

Avant le plénum d'avril dernier déjà, on avait, en effet, murmuré que cet ancien patron du KGB devenu en septembre 1989 président de la commission juridique du comité central, allait être remercié. Ce n'aurait été que logique puisque ses responsabilités étaient lourdes dans la sanglante répression des manifestations de Tbilissi et que cette provocation avait été directement organisée contre M. Gorbatchev.

M. Gorbatchev avait alors réussi à faire démissionner d'un coup cent dix membres du comité central, mais M. Tchebrikov était resté en place. En août, alors que le secrétaire général était en vacances, c'est encore lui qui avait été à l'origine d'une déclaration de la direction du parti contre les nationalistes baltes dont le but évident était de railler les conservateurs tout en jetant — opération parfaitement réussie — de l'huile sur le feu.

Après cela, le secrétaire général n'avait plus d'autre choix que de s'avouer, tant vis-à-vis des conservateurs que des réformateurs, en position de faiblesse. L'entreprise était ardue non seulement parce qu'on ne s'attaque pas si facilement à un homme qui a eu

le temps d'apprendre beaucoup de choses en vingt-deux ans de carrière au KGB, mais parce que M. Tchebrikov a d'abord été l'un des plus chauds partisans de M. Gorbatchev.

Protégé, lui aussi, de Iouri Andropov, auquel il avait presque directement succédé à la tête du comité pour la sécurité d'Etat, M. Tchebrikov incarne en effet la perestroïka première manière, l'espoir de moraliser et de rationaliser le système sans toucher à aucun de ses fondements. En rompant avec lui, M. Gorbatchev a ainsi consommé sa rupture avec le courant qui l'avait porté, contre les brejnéviens, sur les fonts baptismaux.

Affirmations d'autorité et geste vis-à-vis des nationalistes tant baltes que géorgiens, cette mise à l'écart est donc aussi, et sans doute avant tout, la marque d'un choix fait en faveur d'une accélération des changements structurels, tant économiques que politiques.



grand mal à tenir la barre. Les gages politiques qu'il a maintenant donnés suffiront-ils à lui assurer ce soutien ? Les oppositions soviétiques sauront-elles, en quelques mois d'existence, atteindre la maturité ?

Rien ne le garantit encore et c'est en ce sens que ce plénum pourrait aussi être considéré un jour comme le début de la chute. Ce jeudi, M. Gorbatchev est en état d'apaisant, privé de parrains qui ne le reconnaissent plus et encore dépourvu d'une base sachant faire la différence entre la politique et la thérapie par le cri.

Mais si toute offensive implique un passage à découvert, celle-ci a été bien pensée. Car en même temps que sort M. Tchebrikov, entre directement au bureau politique, sans jamais en avoir été membre suppléant, l'actuel président du KGB, M. Krioutchkov. Cette promotion-clair est plus qu'une compensation offerte au puissant comité. Nommé il y a un an par M. Gorbatchev, cet ancien collaborateur (encore un...) de Iouri Andropov, a fait, en effet, l'essentiel de sa carrière de gubiste dans le secteur renseignements du KGB.

Ce n'est pas un flic, mais un espion qui connaît, à ce titre, parfaitement le monde étranger à l'anneau duquel il est à même de mesurer le tragique sous-développement soviétique. Comme tous ces anciens diplomates auxquels M. Gorbatchev a fait appel pour l'aider à gérer le pays, il est devenu réformateur par fonction et incarne parfaitement celui des KGB sur lequel M. Gorbatchev va maintenant s'appuyer.

Universitaire, bien connu à l'étranger et figure marquante du petit cercle des pères intellectuels de la perestroïka, M. Primakov qui entre au bureau politique comme suppléant en même temps que

M. Pougov, ancien premier secrétaire de Lettonie, n'est pas seulement un homme apprécié des députés réformateurs. Il est aussi président d'une des deux Chambres du Soviet suprême et incarne ainsi l'entrée au bureau politique du nouveau Parlement, dont M. Gorbatchev va avoir énormément besoin cette année. Avec M. Pougov, il incarne également l'arrivée en force des « Gorbatchev's boys ».

La promotion (de membre suppléant à membre plein) de M. Maslounov sanctionne elle l'ascension d'un technocrate issu de la seule industrie qui marche vraiment, la militaire, et qui est aujourd'hui l'un des trois premiers vice-premiers ministres du gouvernement formé au début de l'été. « Gorbatchev's boy » donc encore — tout comme le sont, *ipso facto*, les quatre figures nouvelles qui font leur entrée au secrétariat, MM. Stroïev, Masenkov, Ousmanov et Girenko. Leur promotion est évidemment à destination de l'appareil intermédiaire un signal

qu'il y a des carrières à faire pour qui saura faire le bon choix.

et pour ce qui est de M. Girenko dont la région relève de l'Ukraine, elle signifie bien sûr que cette République dont le premier secrétaire et dernier des brejnéviens, M. Tchcherbinski quitte le bureau politique, est à la veille d'importants changements de direction. Les autres départs, ceux de MM. Nikonov, Soloviev et Talyzine, sanctionnent soit des hommes qui n'occupaient plus les fonctions au titre desquelles ils siégeaient au bureau politique soit une chronique absence de personnalité.

Chef de file historique des conservateurs, M. Ligatchev fait un peu désormais figure de pièce de musée et cela d'autant plus que son ami, M. Zaïkov, le premier secrétaire de Moscou, aura du mal à y remporter, contre M. Eltsine, les élections locales du printemps et pourrait donc devoir à son tour quitter le bureau politique. Signe des temps, la très conservatrice *Pravda* adressait jeudi matin des excuses en bonnet et des formes à ce même M. Eltsine pour avoir reproduit lundi l'article de *La République* l'accusant d'avoir été en permanence ivre mort durant les dix jours qu'il vient de passer aux Etats-Unis.

Avant de se déplacer, le plénum a approuvé le projet de plate-forme du parti sur la question nationale qui reconnaît aux Républiques de l'union le « droit à la souveraineté » économique. Le plénum a également entendu un rapport (déjà publié) du procureur général innocentant M. Ligatchev des accusations de concussion portées contre lui au printemps dernier.

BERNARD GUETTA

Un pari

nécessaire et audacieux, ce choix repose néanmoins sur un pari qui n'est pas gagné d'avance — celui de parvenir à se rallier, jusqu'au congrès au moins, les plus radicaux des mouvements, organisations et personnalités nées de la Perestroïka. Pour l'heure, tant avec les députés les plus réformateurs qu'avec les Baltes et la miriade de mouvements informels, le courant ne passe pas ou mal.

Sans leur soutien, c'est-à-dire essentiellement sans leur volonté active de contribuer — comme solidarité l'a fait pendant neuf ans en Pologne — à calmer les poussées de fièvre, M. Gorbatchev aura le plus

L'arrivée des « Gorbatchev's boys »

Universitaire, bien connu à l'étranger et figure marquante du petit cercle des pères intellectuels de la perestroïka, M. Primakov qui entre au bureau politique comme suppléant en même temps que

La nouvelle direction du parti

Le Bureau politique :
 • 11 membres titulaires (L'Assemblée élève les nouveaux membres)
 Edouard Chevardnadze (1985), 61 ans, ministre des affaires étrangères.
 Mikhaïl Gorbatchev (1980), 58 ans, secrétaire général, chef de l'Etat.
 Alexandre Iakovlev (1987), 66 ans, secrétaire du parti.
 Vladimir Krioutchkov *, 65 ans, président du KGB.
 Egor Ligatchev (1985), 69 ans, secrétaire du parti.
 Iouri Maslounov *, 52 ans, président du Gosplan.
 Vadim Medvedev (1988), 60 ans, secrétaire du parti.
 Nikolai Rykov (1985), 60 ans, chef du gouvernement.
 Nikolai Slonovskiy (1987), 60 ans, secrétaire du parti.
 Vital Vorotnikov (1983), 63 ans, chef de l'Etat de la Fédération de Russie.
 Lev Zaïkov (1986), 66 ans, secrétaire du parti, premier secrétaire à Moscou.

• 7 suppléants
 Alexandra Birioukova (1988), 60 ans, vice-présidente du conseil des ministres.
 Dimitri Iazov (1987), 66 ans, ministre de la défense.
 Anatoli Loukianov (1988), 59 ans, premier vice-président du présidium du Soviet suprême.
 Boris Pougov *, 52 ans, président du comité de contrôle du parti.
 Evgueni Primakov *, 60 ans, président du Soviet de l'Union du Soviet suprême de l'URSS.
 Guéorgui Razoumovski (1988), 53 ans, secrétaire du parti.
 Alexandre Vinov (1988), 57 ans, chef du gouvernement de la Fédération russe.

Le secrétariat :
 12 membres
 Mikhaïl Gorbatchev (1978), 58 ans, secrétaire général depuis 1985.
 Oleg Balounov (1988), 57 ans, responsable des industries de défense.
 Andreï Guireno *, 53 ans.
 Alexandre Iakovlev (1986), 66 ans, président de la commission pour la politique internationale.
 Egor Ligatchev (1985), 69 ans, président de la commission pour la politique agricole.
 Iouri Maslounov *, 52 ans.
 Vadim Medvedev (1986), 60 ans, président de la commission idéologique.
 Goumar Ousmanov *, 57 ans.
 Guéorgui Razoumovski (1986), 53 ans, président de la commission des structures du parti et de la politique des cadres.
 Nikolai Slonovskiy (1987), 60 ans, président de la commission économique et sociale.
 Egor Strovov *, 52 ans.
 Lev Zaïkov (1985), 66 ans, chef du parti à Moscou.

La visite aux Etats-Unis de M. Chevardnadze

La lettre de M. Gorbatchev au président Bush contiendrait « de sérieuses propositions » sur le désarmement conventionnel

Le ministre soviétique des affaires étrangères, M. Edouard Chevardnadze, a déclaré, mercredi 20 septembre à son arrivée aux Etats-Unis, que la lettre de M. Gorbatchev dont il est porteur pour le président Bush contient « de sérieuses propositions (...) qui lèveront les obstacles aux négociations conventionnelles ». Les pays de l'OTAN ont, de leur côté, annoncé qu'ils feraient, jeudi à Vienne où se déroulent ces négociations sur les armes conventionnelles, de nouvelles propositions sur les questions de vérification et de contrôle. Les principales divergences avec les Soviétiques portent sur la définition des avions à prendre en compte dans la négociation et sur la nationalité des troupes dont les effectifs devront être réduits.

M. Chevardnadze devait rencontrer jeudi, à Washington, le président américain, avant de partir pour le Wyoming, où il s'entreentreviendra, vendredi et samedi, avec le secrétaire d'Etat, M. James Baker.

A New-York, où vient de s'ouvrir l'Assemblée générale de l'ONU, le vice-ministre soviétique des affaires étrangères, M. Petrovski, a affirmé pour sa part que l'URSS est « très mécontente du rythme des négociations, en particulier celles qui portent sur la limitation des armes stratégiques et sur l'interdiction des essais nucléaires ». Dans le même temps, à Moscou, le porte-parole du ministère des affaires étrangères, M. Guerasimov, soulève l'abandon officiel par les Etats-Unis de leur opposition aux missiles intercontinentaux mobiles, qui « lève un des obstacles dans les négociations pour la réduction des armements offensifs ». M. Guerasimov a cependant regretté que l'administration américaine « n'ait pas avancé une ou deux idées de plus (...) à propos notamment des missiles basés en mer ». Il a par ailleurs confirmé la possibilité d'un accord américano-soviétique prochain sur l'inspection des armes chimiques. — (AFP, Reuters.)

L'afflux de réfugiés de RDA

Situation toujours tendue dans les ambassades de RFA à l'Est

Seize des cent vingt Allemands de l'Est réfugiés dans l'ambassade de RFA à Varsovie ont quitté, mercredi 20 septembre, le bâtiment de la mission diplomatique pour un ancien séminaire du diocèse de Varsovie, où ils seront provisoirement hébergés par une organisation caritative, rapportait jeudi la presse polonaise. L'ambassade, où la situation était devenue insupportable, est fermée au public depuis mardi.

Ces réfugiés, selon le quotidien *Zydz Warszawy*, auraient reçu l'assurance des autorités polonaises qu'ils ne seraient pas expulsés vers la RDA. Un porte-parole du ministère des affaires étrangères à Varsovie a indiqué pour sa part que la question des réfugiés de RDA devait être réglée entre les deux Allemagnes, et que la Pologne était prête à offrir ses bons offices si cela était nécessaire. A Prague, le nombre de ressortissants est-allemands réfugiés dans l'enceinte de l'ambas-

sade de RFA atteignait mercredi cinq cent cinquante.

Par ailleurs, en RDA, une personnalité de l'opposition, le peintre Baerle Bohley, qui a contribué à fonder la semaine dernière un nouveau mouvement indépendant, Forum nouveau, a affirmé mercredi que quelque mille cinq cents membres réformateurs du Parti communiste, le SED, avaient adhéré à ce mouvement.

► RFA : sanglante prise d'otages. — Trois personnes ont été tuées au cours d'une prise d'otages qui s'est déroulée du 14 au 20 septembre à Brême. Le mal-faiteur, un chômeur de trente ans, a commencé par tuer son ancienne fiancée puis a pris une mère de famille en otage, qu'il a tuée avant de se suicider au moment où la police donnait l'assaut. — (AFP.)

KOWEITA PARIS
 21, Boulevard de la République - 75011 PARIS
 Avec la participation de CITA
 Société Franco-Koweïtienne de Capital Développement
 17, rue Dumont d'Urville - 75116 PARIS

EUROPE

politique du Parti communiste soviétique

Les partants

Vladimir Tchitcherbitski : un patriarche égaré dans la perestroïka

Son tour devait venir : il était depuis des années déjà, et de loin, le plus ancien chef du parti dans une République. Le départ de MM. Gromyko et Solomentsov, il y a un an, avait fait de lui le doyen de la direction collégiale, un patriarche égaré au royaume de la perestroïka. Il venait d'être sévèrement critiqué par le Front populaire ukrainien ; il l'avait été dès 1987 devant le comité central d'Ukraine, et la rumeur le donnait comme partant depuis plus longtemps encore.

Vladimir Tchitcherbitski est né dans la région de Dniepropetrovsk et faisait à ce titre partie du « clan Brejnev ». C'est à Dniepropetrovsk qu'il fait des études d'ingénieur chimiste et que la guerre le surprend : il se bat dans le Caucase nord et reprend dès 1946 une carrière dans l'appareil du parti, dont il est devenu membre en 1941. Il est nommé notamment en 1948 second secrétaire de Dniepropetrovsk, ville natale de Brejnev, à un moment où ce dernier dirige le comité régional. Premier secrétaire de la même ville après la mort de Staline, il prend la direction de la région en 1955. Mais sa principale promotion a lieu en 1961, lorsqu'il est nommé coup sur coup chef du

gouvernement ukrainien, membre du comité central à Moscou et suppléant de son bureau politique.

La fin de l'ère Khrouchtchev lui fait cependant subir les contrecoups du combat que se livrent ses épigones, notamment Brejnev et Podgorny, premier secrétaire en Ukraine de 1957 à 1963, et qui ne figure probablement pas parmi ses amis. Non seulement la succession de ce dernier, qui est alors premier secrétaire national, lui échappe pour aller à Petr Chelost, mais il perd ses fonctions à la tête du gouvernement de la République pour se retrouver à nouveau premier secrétaire à Dniepropetrovsk.

Il n'y restera que deux ans, le temps pour Brejnev d'évincer en douceur Podgorny du pouvoir réel. En octobre 1965, M. Tchitcherbitski retrouve la présidence du gouvernement ukrainien et, deux mois plus tard, son siège de suppléant du bureau politique. Au congrès de 1971, il est même promu titulaire, ce qui le place directement en ligne pour la succession de Chelost. Lorsque ce dernier, qui déplaît pour son « nationalisme », disparaît sans laisser de traces en mai 1972, Vladimir Tchitcherbitski va

diriger à sa place le PC d'Ukraine pendant dix-huit ans, plus longtemps qu'aucun de ses huit prédécesseurs.

Dernier responsable de République nommé par Brejnev (avec son voisin moldave Semen Gromov) comme M. Tchitcherbitski a-t-il survécu à trois ans de gestapo et de l'Institut diplomatique du ministère des affaires étrangères, ce qui lui vaut une affectation à l'ambassade d'URSS en Hongrie — où Iouri Andropov est ambassadeur — de 1954 à 1959.

Il suivra désormais Andropov, d'abord au service du comité central chargé des relations avec les

MICHEL TATU

Viktor Tchebrikov : entre le KGB et l'appareil du parti

On s'était demandé l'an dernier à quelle époque si la « sortie » de M. Tchebrikov du KGB et sa nomination au secrétariat du parti auguraient une mise à l'écart ou, au contraire, une promotion, dans la mesure où l'intéressé aurait gardé la haute main sur les « organes » et étendu son domaine. En fait, M. Tchebrikov avait bien, à la tête de la commission juridique du parti, conservé un rôle sur ses anciennes activités, mais n'était pas plus très en vue, pas plus d'ailleurs qu'aucun des présidents de ces commissions constituées l'an dernier — et dont le but principal semble avoir été de casser le secrétariat et sa machine traditionnelle. Sa « mise à la retraite » ne trompe personne, alors que d'autres membres du bureau politique — à commencer par son allié conservateur M. Ligatchev — sont plus âgés que lui.

En fait, ce « pontage » dans l'appareil avait été pour lui un retour à une activité familière après une éclipse policière de vingt ans. Né en 1923 à Dniepropetrovsk, en Ukraine (le fief de Brejnev), Viktor Tchebrikov était l'un des rares dirigeants actuels à avoir fait une guerre active (il fut trois fois blessé) et il n'avait terminé ses études qu'en 1950. Au début, ingénieur métallurgiste, il gravit rapidement les échelons dans l'appareil du parti : il est notamment premier secrétaire de la ville de Dniepropetrovsk de 1961 à 1963, puis second secrétaire de la région jusqu'en 1967.

C'est à cette date qu'il monte à Moscou pour prendre la direction du service des cadres du KGB, dont Iouri Andropov vient de devenir président. Peut-être Brejnev souhaitait-il confier à un des ses chers « dniepropetrovskiens » ce poste-clé, encore que Viktor Tchebrikov ait dix ans de moins que les principales figures de ce clan. Toujours est-il qu'il fait bon ménage avec son nouveau patron Andropov

et s'élève constamment dans la hiérarchie du KGB : il en est vice-président dès 1968, premier vice-président pendant le bref intermède du général Fedotchenko, qui succède à Andropov en avril 1982, et président quelques mois plus tard, lorsque Andropov s'installe aux commandes. Membre du comité central dès 1981 et promu suppléant du bureau politique par Andropov en décembre 1983, il avait soutenu résolument, en mars 1985, la candidature de M. Gorbatchev à la succession, ce qui lui avait valu une promotion comme titulaire un mois plus tard.

Depuis lors, comme Egor Ligatchev et d'autres membres du

« noyau sain » de la direction de 1985, Viktor Tchebrikov avait pris ses distances vis-à-vis de la perestroïka gorbachevienne. Il est vrai que son métier l'obligeait à mettre en garde contre les « intrigues des services spéciaux impérialistes », trop nombreux de pécher dans les eaux troubles de la glasnost. Mais il avait récidivé en s'en prenant vivement aux Baltes, après la déclaration adoptée par le comité central le mois dernier contre les « extrémistes ». Son départ n'était en tout cas pas prévu en juin dernier, puisqu'il avait été élu, avec bien d'autres ténors de la direction actuelle, membre de la commission constitutionnelle.

M. T.

produite en mars, lorsque tous les chefs du parti de la région avaient été recalés par les électeurs de Leningrad lors des élections au congrès des députés. En tant que suppléant du bureau politique, M. Soloviev avait été le plus illustre des battus au plan national.

Né en 1925 dans la région de Koubychev, blessé au combat pendant la guerre, Iouri Soloviev avait commencé sa carrière comme ingénieur à Leningrad, où il dirige notamment la construction du métro jusqu'en 1973. Il est ensuite premier secrétaire du parti pour la ville (1978-1984), ministre de la construction industrielle à Moscou, enfin, en 1985, premier secrétaire de la région de Leningrad.

● Nikolai TALYZINE, le dernier évincé du bureau politique, n'exerçait lui non plus aucune fonction depuis qu'il avait été oublié, en juin dernier, lors de la formation du nouveau gouvernement. Né en 1929, diplômé en 1955 de l'Institut électronique des télécommunications de Moscou, il avait fait toute sa carrière dans les postes soviétiques, dont il était devenu ministre en 1975.

Les nouveaux membres

— VLADIMIR KROUCHOV fait l'objet de la promotion la plus spectaculaire, puisqu'il entre au bureau politique par la grande porte, sans passer par l'étape intermédiaire de suppléant. Né en 1924 à Volvograd (Stalingrad), il commence sa carrière au lendemain de la guerre dans les Jeunesses communistes (Komsomol) de sa région, puis travaille dans le procureur (parquet) de la ville tout en poursuivant ses études : il est diplômé d'un institut juridique et de l'Institut diplomatique du ministère des affaires étrangères, ce qui lui vaut une affectation à l'ambassade d'URSS en Hongrie — où Iouri Andropov est ambassadeur — de 1954 à 1959.

Il suivra désormais Andropov, d'abord au service du comité central chargé des relations avec les

pays socialistes, puis, en 1967, au KGB, dont il dirigera pendant près de quinze ans la première direction principale, chargée du renseignement à l'étranger. Déjà vice-président du KGB depuis 1978, il a succédé, il y a tout juste un an à la tête du comité, à M. Tchebrikov, avec le grade de général d'armée. Il est membre du comité central depuis 1986, mais, en tant que membre du gouvernement, il n'a pas été élu ce printemps député au congrès des députés, alors qu'il siégeait au Soviet suprême depuis 1984.

— IOURI MASLOUKOV devient, à cinquante-deux ans, le benjamin du bureau politique. Ce Russe, né au Tadjikistan, a terminé en 1962 l'Institut de mécanique de Leningrad et s'est orienté aussitôt

vers une carrière de technocrate dans l'industrie de la défense : ingénieur, puis directeur d'un institut de recherche jusqu'en 1970, il prend la direction d'une usine minière dans la région d'Ijévat, dans l'Oural, avant d'être muté en 1974 au ministère de l'industrie de la défense à Moscou, dont il devient vice-ministre en 1979. En 1982, il est nommé premier vice-président du comité d'Etat au plan (Gosplan), toujours en charge du même secteur. De 1985 à 1988, il préside la commission gouvernementale pour l'industrie militaire (VPK) avec le rang de vice-président du conseil des ministres. C'est en février 1988 qu'il a remplacé M. Talyzine à la direction du Gosplan, en même temps qu'il devenait premier vice-président du gouvernement et membre suppléant au bureau politique.

Les nouveaux suppléants

EVGUENI PRIMAKOV, né en 1929, est un orientaliste, diplômé en 1953 de l'Institut des études orientales de Moscou (dont il fut directeur de 1977 à 1985) et membre de l'Académie des sciences de l'URSS depuis 1979. Il a commencé sa carrière dans les années 50 comme journaliste, d'abord à la radio-télévision, puis à la Pravda, notamment comme correspondant au Proche-Orient jusqu'en 1970. Directeur adjoint de l'Institut de l'économie mondiale et des relations internationales (MEMO) pendant sept ans, il a pris la tête du même Institut en 1985, succédant à Alexandre Iakovlev, aujourd'hui membre titulaire du bureau politique.

En juin dernier, après avoir été élu député sur la liste du Parti com-

muniste, il était élu président du Soviet de l'Union et du groupe parlementaire de l'URSS, président du comité du Soviet suprême chargé des questions internationales, et membre de la Commission constitutionnelle. Elu membre suppléant du comité central au congrès de 1986, il avait été promu titulaire en avril dernier. Il passe pour un fidèle partisan des réformes à l'intérieur et de la « nouvelle pensée » en politique étrangère.

BORIS POUGO, né en 1937, dans la ville de Kaliningrad, est le fils du vieux bolchevik letton Karlis Pougo, émigré en URSS avant la guerre. Sorti en 1957 de l'Institut polytechnique de Riga, il a été ingénieur, puis responsable konsomol en Lettonie, avant de devenir l'un des responsables konsomols nationaux à Moscou. En 1975, il prenait la direction du parti à Riga, avant d'être muté l'année suivante à la police secrète (KGB) de Lettonie, qu'il a dirigée de 1980 à 1984, avec le grade de général-major. En avril 1984, il devenait premier secrétaire du parti en Lettonie, un poste qu'il a quitté il y a un an pour devenir président du comité de contrôle du parti à Moscou. Il siège, à ce titre, à la commission chargée des réhabilitations pour les procès des années 30, ainsi qu'à la commission des cadres du comité central, dont il est membre depuis 1986. Il avait été élu député au congrès des députés ce printemps, sur la liste du parti.

Les nouveaux secrétaires

EGOR STROEV, né en 1937 et membre du parti depuis 1958, a fait toute sa carrière dans la région d'Orel, en Russie d'Europe, d'abord comme spécialiste agricole, puis dans l'appareil du parti. Après avoir terminé l'Ecole supérieure du parti en 1969, il avait pris la direction du parti dans un canton rural de sa région. En 1973, il était devenu secrétaire régional chargé de l'agriculture et, en 1983, après un passage dans l'appareil du comité central à Moscou, premier secrétaire de la région d'Orel.

IOURI MANAENKOV, né en 1936, est, lui aussi, un cadre régional de la Russie d'Europe, de formation agricole et, lui aussi, ancien élève de l'Ecole supérieure du parti. Membre du PC depuis 1960, il a travaillé jusqu'en 1984 dans la région de Tatarie, d'abord comme journaliste et propagandiste (notamment comme rédacteur en

chef d'un journal de canton rural) jusqu'en 1968, puis comme secrétaire (1973) et second secrétaire (en 1983) du comité régional du parti. Depuis 1984, il était premier secrétaire de la région de Lipetsk, également en Russie d'Europe.

GOUMER OUSMANOV, né en 1932, est de nationalité tatar, l'un des deux non Slaves de la promotion actuelle avec le Balte Rougo. Diplômé en 1961 de l'Institut agricole de Kazan, il a fait toute sa carrière dans l'appareil du Komsomol (Jeunesses communistes), puis du parti de sa République, notamment comme secrétaire d'une ville et d'un canton jusqu'en 1965. A partir de 1966 et pendant toutes les années brejnéviennes, il a dirigé le gouvernement de la République autonome de Tatarie, avant de prendre la direction du comité régional du parti en 1982.

ANDREI GUIRENKO, né en 1936, est Ukrainien. Diplômé en 1958 d'un institut métallurgique de Krivéi, Rog dans la région de Dniepropetrovsk (celle de Brejnev) et de l'Ecole supérieure du parti en 1971, il a travaillé dans les Jeunesses communistes de cette région avant de devenir premier secrétaire du Komsomol ukrainien en 1972. Il a été ensuite second secrétaire (en 1975), puis premier secrétaire (1980) de la région ukrainienne de Kherson. Il était, depuis juin 1987, premier secrétaire du parti en Crimée. A la différence des autres nouveaux secrétaires, qui ont tous fait leur entrée au comité central en 1986, M. Guirenko y siégeait depuis 1981, mais comme suppléant. Il a donc été promu titulaire au cours du même remaniement, en même temps que secrétaire du parti.

du 15 au 24 septembre 1989

FOIRE NATIONALE A LA BROCANTE

ILE DE CHATOU

près de Paris. Accès direct R.E.R. Chatou.

organisée par le Syndicat National du Commerce de l'Antiquité et de l'Occasion.

Tél. 47.70.88.78

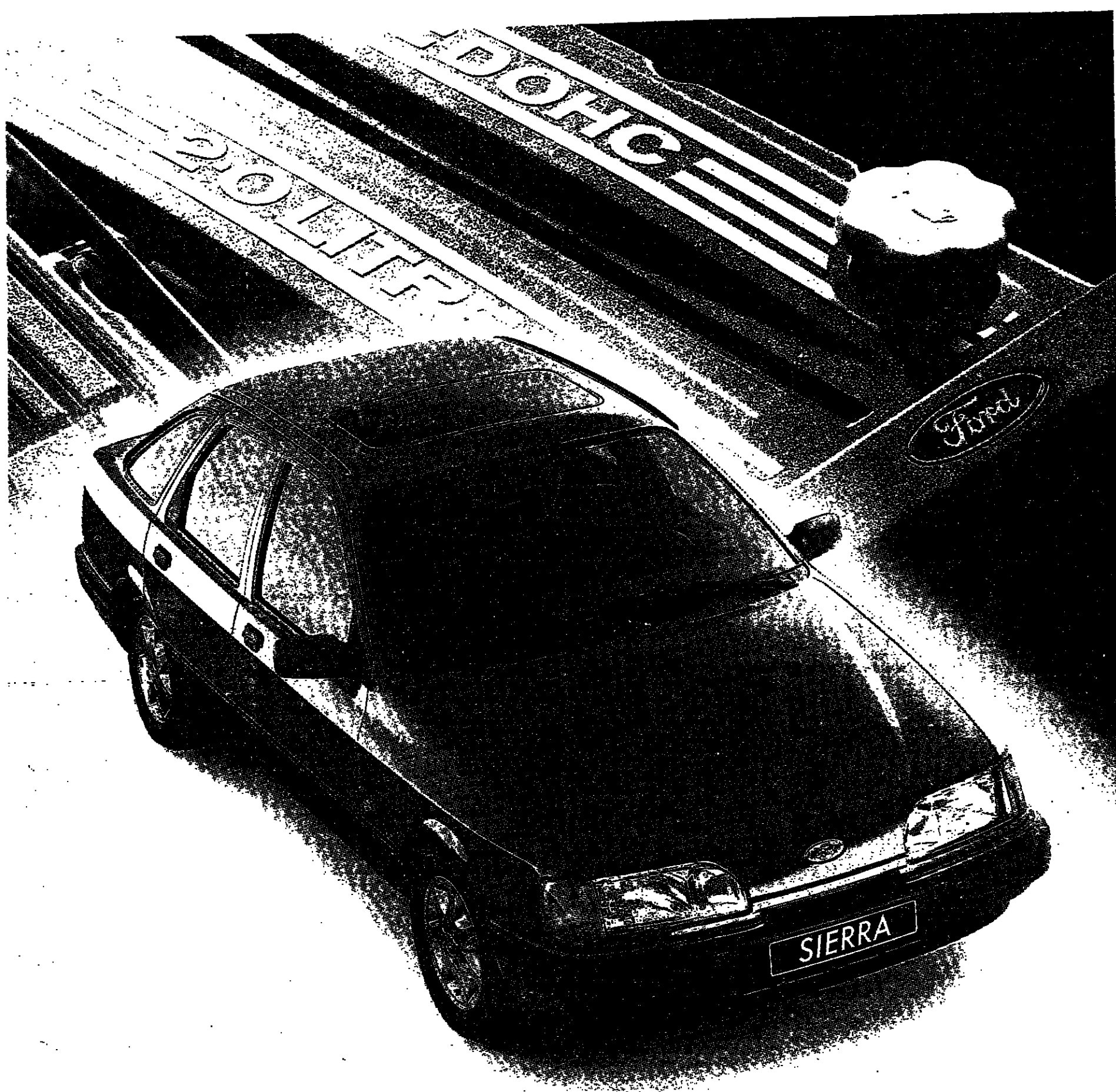


Au départ de Lyon, Swissair vous emmène aux quatre coins du monde.

swissair

110 destinations dans 68 pays

**NOUVELLE SIERRA TWIN CAM.
LA PUISSANCE DEVIENT PLAISIR.**



Avec les nouvelles Sierra Twin Cam, la puissance n'est plus seulement le fruit de la technologie. Elle devient réellement plaisir.

Plaisir sans cesse renouvelé des nouveaux moteurs
2.0i (7 CV) ou 2.0i injection et de leurs 109 ou 125 Ch*.

Plaisir rare et intelligent d'une nouvelle approche
technologique: double arbre à cames en tête; gestion

électronique, admission haute turbulence... Pour plus de souplesse, plus d'économie, plus de propreté. La nouvelle Sierra Twin Cam accepte tous les Supers sans plomb.

Plaisir de savoir que la puissance est là, à tout instant pour se transformer en plaisir de conduire: réserve d'accélération et de reprise, nouvelle boîte de vitesses en alliage léger, freinage ABS en option.

direction précise, pneus taille basse. Le Plaisir toujours.

Plaisir d'un confort raffiné: toit ouvrant**. vitres teintées, vitres électriques avant..., finition soignée pour se sentir bien tout au long du voyage.

Avec les nouvelles Sierra Twin Cam, le nouveau plaisir de conduire est arrivé. Venez très vite le découvrir chez votre concessionnaire.

LA QUALITÉ PASSE À L'ACTION



*Consommation (UTAC) du moteur 2.0i: 5,8l à 90 km/h - 7,3l à 120 km/h - 9,2l en ville. **De série sur GT et Ghia. Modèle présente: Sierra GT. Modèle 90 - kitus alliage en accessoire. Moteur 2.0i injection disponible en version GL, Ghia et S.

PROCEED

SECRET

Public Health

gagner le monde

[illegible]

1. The first step is to identify the problem.

services de

AVIGNON • Palais
de Beaux-Arts
arts français

1. Mr. J. H. Smith
 2. Mr. J. H. Smith
 3. Mr. J. H. Smith
 4. Mr. J. H. Smith
 5. Mr. J. H. Smith
 6. Mr. J. H. Smith
 7. Mr. J. H. Smith
 8. Mr. J. H. Smith
 9. Mr. J. H. Smith
 10. Mr. J. H. Smith
 11. Mr. J. H. Smith
 12. Mr. J. H. Smith
 13. Mr. J. H. Smith
 14. Mr. J. H. Smith
 15. Mr. J. H. Smith
 16. Mr. J. H. Smith
 17. Mr. J. H. Smith
 18. Mr. J. H. Smith
 19. Mr. J. H. Smith
 20. Mr. J. H. Smith
 21. Mr. J. H. Smith
 22. Mr. J. H. Smith
 23. Mr. J. H. Smith
 24. Mr. J. H. Smith
 25. Mr. J. H. Smith
 26. Mr. J. H. Smith
 27. Mr. J. H. Smith
 28. Mr. J. H. Smith
 29. Mr. J. H. Smith
 30. Mr. J. H. Smith
 31. Mr. J. H. Smith
 32. Mr. J. H. Smith
 33. Mr. J. H. Smith
 34. Mr. J. H. Smith
 35. Mr. J. H. Smith
 36. Mr. J. H. Smith
 37. Mr. J. H. Smith
 38. Mr. J. H. Smith
 39. Mr. J. H. Smith
 40. Mr. J. H. Smith
 41. Mr. J. H. Smith
 42. Mr. J. H. Smith
 43. Mr. J. H. Smith
 44. Mr. J. H. Smith
 45. Mr. J. H. Smith
 46. Mr. J. H. Smith
 47. Mr. J. H. Smith
 48. Mr. J. H. Smith
 49. Mr. J. H. Smith
 50. Mr. J. H. Smith
 51. Mr. J. H. Smith
 52. Mr. J. H. Smith
 53. Mr. J. H. Smith
 54. Mr. J. H. Smith
 55. Mr. J. H. Smith
 56. Mr. J. H. Smith
 57. Mr. J. H. Smith
 58. Mr. J. H. Smith
 59. Mr. J. H. Smith
 60. Mr. J. H. Smith
 61. Mr. J. H. Smith
 62. Mr. J. H. Smith
 63. Mr. J. H. Smith
 64. Mr. J. H. Smith
 65. Mr. J. H. Smith
 66. Mr. J. H. Smith
 67. Mr. J. H. Smith
 68. Mr. J. H. Smith
 69. Mr. J. H. Smith
 70. Mr. J. H. Smith
 71. Mr. J. H. Smith
 72. Mr. J. H. Smith
 73. Mr. J. H. Smith
 74. Mr. J. H. Smith
 75. Mr. J. H. Smith
 76. Mr. J. H. Smith
 77. Mr. J. H. Smith
 78. Mr. J. H. Smith
 79. Mr. J. H. Smith
 80. Mr. J. H. Smith
 81. Mr. J. H. Smith
 82. Mr. J. H. Smith
 83. Mr. J. H. Smith
 84. Mr. J. H. Smith
 85. Mr. J. H. Smith
 86. Mr. J. H. Smith
 87. Mr. J. H. Smith
 88. Mr. J. H. Smith
 89. Mr. J. H. Smith
 90. Mr. J. H. Smith
 91. Mr. J. H. Smith
 92. Mr. J. H. Smith
 93. Mr. J. H. Smith
 94. Mr. J. H. Smith
 95. Mr. J. H. Smith
 96. Mr. J. H. Smith
 97. Mr. J. H. Smith
 98. Mr. J. H. Smith
 99. Mr. J. H. Smith
 100. Mr. J. H. Smith

... comme raison de son

[illegible]

TO : DIRECTOR, FBI
FROM : SAC, NEW YORK
SUBJECT: [REDACTED]
[REDACTED]

صكرا من الامل

PROCHE-ORIENT

Dans un entretien à la radio israélienne

Le président Moubarak invite Jérusalem à engager le dialogue avec l'OLP

Le président égyptien Hosni Moubarak a déclaré mercredi 20 septembre que le chef de l'OLP, M. Yasser Arafat, avait accepté sa proposition d'un dialogue direct israélo-palestinien. « Arafat est d'accord pour un dialogue entre deux délégations, mais vous, Israéliens, vous compliquez tout », a-t-il souligné dans une interview accordée à la radio israélienne.

M. Moubarak a invité les Israéliens à cesser de « se cogner la tête contre les murs » et à engager un dialogue avec l'OLP, « sans la participation de laquelle il ne peut y avoir de processus de paix ». La centrale palestinienne, a-t-il expliqué, a

« une très grande influence sur les habitants des territoires occupés et Israël doit reconnaître que sans cette organisation il n'y aura pas de solution ».

« Il faut que le peuple israélien dialogue avec son gouvernement et le persuade d'accepter le principe de l'échange des territoires contre la paix. C'est une question capitale, ce n'est pas un jeu », a-t-il ajouté, réaffirmant qu'il était impossible « de former une délégation palestinienne pour les conversations préliminaires sur les élections dans les territoires occupés sans une participation des Palestiniens de l'extérieur ».

Les réserves de M. Kaddoumi

TUNIS
de notre correspondant

L'initiative de paix égyptienne ne suscite pas seulement des désaccords parmi les dirigeants israéliens. Elle paraît également loin de faire l'unanimité au sein de la direction de la centrale palestinienne.

Après le comité exécutif de l'OLP qui a rejeté implicitement sans doute pour ne pas heurter de

front le président Moubarak - le plan égyptien en dix points concernant les élections dans les territoires occupés (le Monde du 16 septembre), c'est M. Farouk Kaddoumi, chef du département politique, faisant office de ministre des affaires étrangères, qui émet des réserves. Dans une interview publiée mercredi 20 septembre par le journal *Al-Sakafa*, il va même jusqu'à mettre en doute son existence.

« Tout ce qui a été écrit sur ce plan, déclare M. Kaddoumi, est sans fondement et constitue une opération publicitaire orchestrée par les organes de presse pour attirer des lecteurs. Selon lui, le plan dont il a été question consiste plutôt en « des questions adressées essentiellement à Israël qui ne nous engagent pas, d'autant plus que nous en avons pris connaissance seulement par voie de presse ».

M. Kaddoumi, qui dément que le président de l'OLP soit disposé à se rendre en Israël, ainsi que l'a déclaré M. Moubarak lors d'une conférence de presse, affirme que les récents déplacements au Caire de M. Arafat « ne s'inscrivent pas du tout » dans le cadre d'une médiation égyptienne. « Ils ont, affirme-t-il, un but bien précis et très connu consistant à rapprocher les vues entre Moubarak et Kadhafi dans la perspective d'une rencontre. Après ses visites au Caire, M. Arafat s'est effectivement rendu à deux reprises à Tripoli en une semaine, avant de regagner jeudi matin la capitale égyptienne.

D'autre part, M. Kaddoumi estime que la poursuite d'un dialogue américano-palestinien « est nécessaire » et qu'il se poursuivra « pendant des années s'il le faut, jusqu'à ce que l'administration américaine cesse d'aligner sa position sur celle d'Israël ». Le chef de la diplomatie palestinienne n'envisage pas une rupture de ce dialogue au cas où les États-Unis refuseraient un visa à M. Arafat pour se rendre à l'assemblée générale des Nations unies. Il ne précise d'ailleurs pas si une demande de visa a été ou sera déposée.

MICHEL DEURÉ

Consultations dans le camp chrétien sur les propositions arabes

BEYROUTH
de notre correspondant

Pressé de toutes parts de donner une réponse aux propositions arabes (le Monde du 20 septembre) de règlement de la crise libanaise - notamment par la France et l'URSS dont les ambassadeurs tiennent, dans les deux secteurs de Beyrouth, une activité débordante, le général Michel Aoun multiplie les consultations avec tout ce qui compte en pays chrétien : dignitaires religieux, députés, chefs de partis et de milices.

Or, si le cessez-le-feu est agréé par tous, la condition posée à la levée du blocus que la Syrie impose aux côtes chrétiennes - fait grincer des dents à l'est de Beyrouth. Sur le plan politique, les réformes constitutionnelles évoquées dans la proposition du comité arabe (Algérie, Maroc, Arabie Saoudite) ne devraient pas faire problème, quitte à être discutées. En revanche, la consécration de la présence militaire syrienne au Liban a soulevé un tollé dans le camp chrétien.

Cependant, la présence à Beyrouth de l'émisaire du comité arabe, M. Lakhdar Ibrahim, auquel le général Aoun pourrait donner sa réponse samedi 23 septembre, coïncide avec une nette diminution des bombardements.

L. G.

BIBLIOGRAPHIE

« Victime et bourreau », de Joseph Saadé

L'horreur comme raison de vivre

« Comment, en quelques minutes, des Européens auraient-ils pu comprendre ma barbarie ? » Comment, en fait, lire sans frémir le récit d'un homme qui serait bien en peine de dénombrer ses crimes tant il en a commis ? Comment ne pas avoir froid dans le dos devant l'absence totale de remords de la part d'un homme qui a déclenché des tueries et se plaît à détailler les tortures qu'il a infligées à ses adversaires ? Mais c'est un fait : Joseph Saadé n'a aucun remords ; seulement un regret, celui de ne pas avoir mis assez d'« art » dans son œuvre meurtrière.

Écrit par deux journalistes, Frédéric Brunquell et Frédéric Couderc, l'histoire de Joseph Saadé (1) est celle d'un homme, un chrétien libanais, auquel la guerre a enlevé ses deux enfants dans des conditions particulièrement atroces et qui s'est servi de cette guerre pour assouvir sa vengeance dans des conditions non moins horribles.

Ce récit fait du Liban le royaume de l'horreur la plus ignominieuse, le plus immonde, sorte de remake d'*Orange mécanique*, à l'échelle d'un pays entier. « Une fièvre, démente, s'abatait sur le quartier. Nous n'étions plus des hommes. Les loups, sans doute, sont moins cruels. (...) On nait

sans relâche, et c'était à celui qui se convertirait le plus de sang. Les plus déments triomphaient. »

On ne peut réduire la guerre du Liban à l'expérience de Joseph Saadé : trop d'éléments internes et externes au pays s'y télescopent pour admettre un tel amalgame. De plus, combien de parents ont pleuré l'un de leurs enfants sans verser dans la barbarie ? Reste que la sauvagerie dépeinte, avec un luxe de détails qui donne la nausée, dans *Victime et bourreau* n'est malheureusement pas l'apanage du seul Joseph Saadé ni même d'un seul camp.

La guerre du Liban - comme d'autres conflits avant elle - a donné lieu à tellement de massacres et d'atrocités que l'on ne peut considérer Joseph Saadé comme une exception. Et si l'on doit trouver un mérite à cet étalage de cruauté, c'est peut-être celui d'offrir un sujet de réflexion sur l'engrenage de la violence et la manière la plus déshumanisante de produire des monstres.

Y. H.

► Joseph Saadé est l'invité de l'émission « Apostrophes » de Bernard Pivot, vendredi 22 septembre, sur Antenne 2.

(1) *Victime et bourreau*, édité par Calmann-Lévy, 227 pages, 89 F.

AFRIQUE

AFRIQUE DU SUD : la prestation de serment du chef de l'Etat

M. de Klerk prêt à négocier avec des « gens raisonnables »

JOHANNESBURG
de notre correspondant

L'Afrique du Sud est à un tournant, a assuré M. Frédéric De Klerk lors de son discours d'investiture qui a suivi sa prestation de serment, mercredi 20 septembre, à Pretoria. Le nouveau chef de l'Etat a pris officiellement ses fonctions au cours d'une cérémonie au siège du gouvernement, à l'Union Building, à laquelle étaient conviés près de 3 500 personnes. Réception pompeuse, chorales, défilé aérien, saive de vingt et un coups de canon, pour marquer l'entrée dans « la nouvelle ère ».

« Je veux plaider aujourd'hui pour un nouvel esprit et une nouvelle approche, a déclaré le successeur du président Pieter Botha. Tendez vos mains. Faites un petit effort. Ensemble, nous allons construire une nouvelle et juste Afrique du Sud. » M. De Klerk a

réaffirmé qu'il s'était « engagé dans une quête pour la paix, l'équité, la justice » et a demandé au peuple de son pays et à ses dirigeants de l'aider dans sa tâche. Il a aussi adressé un appel au monde, qui « a les yeux tournés vers nous », requérant de la communauté internationale « d'user de son influence de façon constructive » et « d'adopter une attitude positive ».

M. De Klerk veut « restaurer la fierté nationale et sortir l'Afrique du Sud de son isolement ». Pour ce faire, le nouveau chef de l'Etat s'est déclaré prêt à être « testé » sur ses engagements, notamment sur sa volonté de dialogue, son souci d'éliminer l'apartheid en recherchant « des formules alternatives de protection des groupes de manière non discriminatoire » et son désir de rechercher une nouvelle formule constitutionnelle per-

mettant d'associer la communauté noire à la vie politique.

M. De Klerk a reconnu que « des espoirs avaient été soulevés au cours des derniers mois ». « Nous avons l'intention d'y répondre », a-t-il souligné, mettant cependant en garde contre « les attentes irréalistes, trop d'enthousiasme, voire des versions déformées de notre politique ». Il a répété qu'il était en faveur d'un processus évolutif de négociations avec « des gens raisonnables » et de la libération des prisonniers politiques, dont « chaque cas sera examiné en fonction des circonstances de façon que l'ordre ne soit pas menacé et le développement de solutions pacifiques promu ».

Enfin, si l'évolution de la situation est favorable, M. De Klerk est prêt « à sortir graduellement de l'état d'urgence », mais, en attendant, l'ordre sera maintenu.

M. B.-P.

BURKINA-FASO : après la tentative de coup d'Etat

Les militaires exécutés auraient été victimes d'une machination

OUAGADOUGOU
correspondance

Deux jours après la tentative de coup d'Etat contre le président Blaise Compaoré, le calme règne dans la capitale. Les rues de Ouagadougou ont conservé leur animation, encombrées d'un incessant va-et-vient de cyclomoteurs et de vélos. Les Burkinabés vaguent à leur occupation comme si rien ne s'était passé.

La diffusion à la radio, mercredi 20 septembre, des « aveux » enregistrés des deux putschistes - le commandant Jean-Baptiste Lingani, et le ministre de la promotion économique, le capitaine Henri Zongo - ont pas convaincu la population de leur entière responsabilité dans ce coup manqué contre le chef de l'Etat. Les deux chefs historiques de la révolution burkinabé, avec Thomas Sankara et Blaise Compaoré, ont été passés par les armes dans la nuit de lundi à mardi, peu de temps après le retour du président, qui venait de passer quatre jours en Asie, notamment en Chine.

Les militaires avaient officiellement l'intention de s'attaquer

à l'aviation présidentielle dès son arrivée sur la piste. D'après les « aveux » des deux putschistes, il semble bien que ces derniers aient été victimes d'une machination permettant de se débarrasser des deux derniers compagnons du capitaine Thomas Sankara, assassiné le 15 octobre 1987. Leurs témoignages exprimés avec une sérénité surprenante ont laissé les observateurs très sceptiques.

Le capitaine Zongo s'est défendu en affirmant qu'il avait été mis dans la confidence au tout dernier moment, dans la journée de lundi. S'il avait accepté le principe d'un putsch, il s'était néanmoins opposé à « toute idée de violences gratuites mettant en péril des vies innocentes ». Pour sa part, le commandant Lingani reconnaît avoir cru à la sincérité des camarades qui lui ont expliqué la crise politique du pays et l'ont mis en garde contre le « déviationnisme à droite de la révolution burkinabé ». Il a estimé qu'il « s'agissait d'un montage fait sur son dos ».

On peut penser qu'un véritable piège a été tendu aux derniers chefs historiques de la révolution burkinabé. En effet, à travers les

différents témoignages entendus, on s'aperçoit que le complot a été mené à la hâte, sans aucune précaution. On peut s'étonner aussi que le commandant Lingani se soit confié au capitaine Gilbert Dienguer, l'homme de confiance de Blaise Compaoré, chargé de la sécurité présidentielle, comme pour avoir supervisé le coup d'Etat contre Thomas Sankara.

Pourquoi les putschistes ont-ils attendu le retour du chef de l'Etat, alors qu'il était plus simple de le renverser en son absence ? L'élimination physique presque immédiate et sans procès des deux militaires avec, comme pièce à conviction, un minuscule morceau de papier bleu où étaient inscrites à la main les consignes élémentaires en cas de réussite du coup, confirme la volonté du capitaine Compaoré de renforcer son pouvoir et son autorité en faisant disparaître des compagnons de la première heure. Ainsi le chef de l'Etat se retrouve le seul maître à bord, mais il garde avec lui un témoin qui pourrait se révéler gênant, le capitaine Dienguer, considéré aujourd'hui comme le véritable numéro deux du régime.

ROBERT MINANGOU

ASIE

CHINE : les dissidents s'organisent

La Fédération pour la démocratie se réunit à Paris


Tandis que la presse de Pékin donnait une publicité maximale à l'incident qui a opposé dans un aéroport parisien policiers français et ressortissants chinois (le Monde du 21 septembre), une voiture appartenant à l'ambassade de Chine en France a explosé mercredi 20 septembre devant les locaux du service commercial, provoquant d'importants dégâts. Cette explosion n'a pas été revendiquée.

Les dissidents chinois qui se trouvent à Paris pour préparer leur réunion prévue ce week-end ont réaffirmé mercredi leur adhésion à la non-violence, condamnant l'attentat et n'ont pas exclu qu'il puisse s'agir d'une provocation. Au cours d'une conférence de presse donnée dans les marbres d'un salon de l'hôtel Prince-de-Galles, à un jet de pierre de l'ambassade de Chine, ils ont présenté l'un des principaux intellectuels recherchés par le régime, M. Su Xiaokang. Auteur de la série télévisée controversée, *L'Égérie du Fleuve*, violemment critiquée par les éléments conservateurs, M. Su est arrivé à Paris le 14 septembre après s'être caché pendant cent jours.

Les dissidents ont, d'autre part, annoncé qu'ils avaient invité des représentants du PC chinois, du Kuomintang et du dalaï-lama au congrès constitutif de leur mouvement, la Fédération pour la démocratie en Chine, qui s'ouvrira vendredi matin dans l'amphithéâtre Richelieu de la Sorbonne et durera trois jours. Les délégués - environ cent cinquante venus du monde entier et comprenant les dissidents les plus influents qui ont quitté la Chine au cours des derniers mois - devraient se doter de structures et élire des dirigeants. Ils préconisent l'instauration d'un régime démocratique, multipartite et fédéral en Chine.

Pierre MENDÈS FRANCE

CEUVRES COMPLÈTES



vient de paraître

tome V

Préparer l'avenir 1963-1973

déjà parus

tome I
S'engager 1922-1943

tome II
Une politique de l'économie 1943-1954

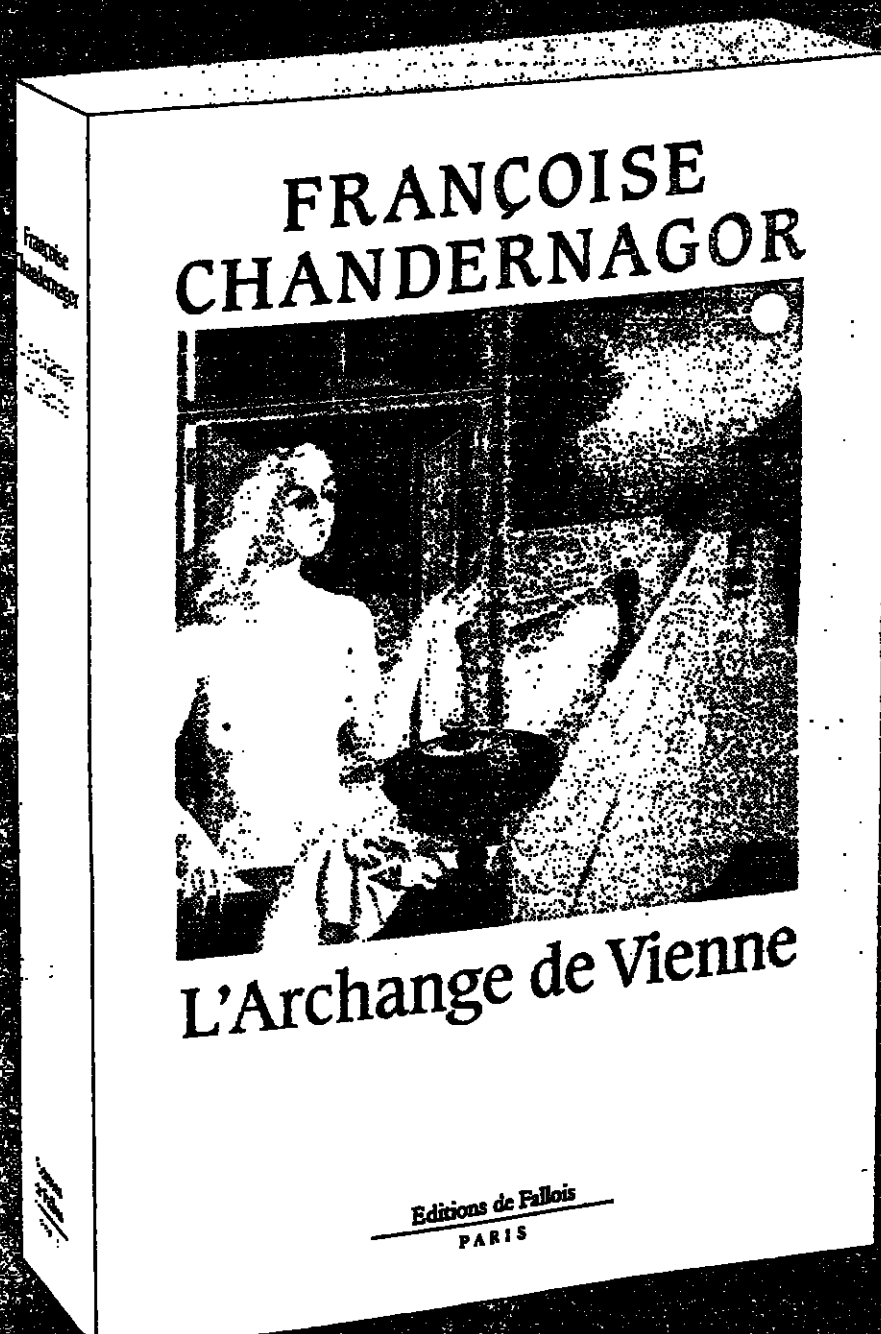
tome III
Gouverner, c'est choisir 1954-1955

tome IV
Pour une République moderne 1955-1962

GALLIMARD *nrf*

CHANDERNAGOR

Les années Giscard de "la Sans Pareille"



"Ce volume ne prolonge pas seulement le portrait, passionnant et tourmenté, d'une jeune femme qui encourage « la méprise » et favorise « le malentendu » : il offre aussi le tableau, très fouillé, d'une époque récente, à peine défunte : les années Giscard."

François Bott *Le Monde*

AFRIQUE

Namibie : la SWAPO en accusation

Meurtres, internements, disparitions, tortures : depuis plusieurs années, le mouvement nationaliste de l'ancien Sud-Ouest africain a multiplié les violations des droits de l'homme.

WINDHOEK

de notre envoyé spécial

Riundja Ali Kaakunga, dit « Othy », n'est pas un revanchard. Après trois ans passés dans les cachots de la SWAPO (l'organisation du peuple du Sud-Ouest africain), cet ancien membre du bureau politique assure ne plus avoir d'« amertume ». Libéré en avril et de retour dans son pays début juillet, ce Namibien de trente-huit ans, qui fut secrétaire du Président Sam Nujoma, n'a pourtant toujours pas compris ce qui lui est arrivé. Alors qu'il était étudiant en droit à Londres, le mouvement de libération lui a demandé de revenir en Angola. A sa descente d'avion, Othy s'est retrouvé encadré par deux agents de la sécurité et escorté, sous la menace d'armes, jusqu'à Lubango, au sud.

Arrivé à destination, c'est-à-dire dans un camp de l'organisation indépendantiste, ses « anges gardiens » l'ont suspendu, entièrement nu, à un arbre et frappé à coups de gourdin. Cela a duré deux jours, jusqu'à ce qu'il avoue ce qu'on voulait lui faire dire : « Je suis un espion à la solde de l'Afrique du Sud ». Othy a inventé une histoire romanesque dont ses tortionnaires n'ont pas cru un mot. Mais cela a suffi pour qu'on le laisse en paix.

L'obsession de l'espionnage

Pendant deux ans, ce militant convaincu a survécu, seul dans la cellule d'une prison souterraine, à quatre mètres de profondeur. Un trou de 2,50 mètres sur 2 mètres dans lequel tombaient les scorpions et les serpents. Avec juste ce qu'il faut de nourriture pour ne pas mourir (un bol de riz par jour en général), Othy a attendu, sans compter les jours, l'heure de la libération. « L'indépendance de la Namibie n'étant pas en vue, j'ai cru que j'allais rester là cinquante ans. C'est peut-être cela qui m'a fait tenir, raconte-t-il, d'un ton tranquille. Quand j'ai été libéré, ce fut un tel choc que je ne pouvais pas y croire. »

Le 4 juillet, en compagnie de cent cinquante-deux de ses compagnons d'infortune, dont dix-huit enfants, Othy a été rapatrié dans son pays après douze ans d'exil. Dans l'avion du retour, ces rescapés se sont juré qu'ils n'oublieraient pas les autres, ceux qui sont restés. Chacun a rassemblé ses souvenirs. Une liste de cinq cent trente-deux noms a été dressée. Une organisation, le PCC (Conseil politique consultatif), a été formée. Son président, Othy, s'est refusé à intégrer un parti. « Je ne cherche pas l'exploitation politique ; tout ce que je veux c'est leur libération. C'est à ce moment que mon combat s'arrêtera. » Ensuite, il veut tourner la page, oublier ce passé douloureux et se consacrer au vrai débat politique dans sa patrie retrouvée.

Le 13 juillet, le comité exécutif du PCC a écrit à M. Hage Geingob, directeur de la campagne électorale de la SWAPO, pour demander des comptes. A la lettre était jointe une liste de quatre-vingt-quatre noms, dont cinq du comité central, morts, présumés morts ou fuillés par un peloton d'exécution pour cause d'« espionnage ». La requête est restée sans réponse. Des négociations ont alors été amorcées avec le Conseil des églises namibiennes (proche de la SWAPO) pour que cette épineuse question soit réglée.

L'organisation de libération use de faux-fuyants, mais reconnaît tout de même que « quelques erreurs ont été commises ». Elle affirme, néanmoins, que tous les détenus incarcérés dans ses camps ont été libérés, et a invité l'ONU à vérifier elle-même. Une commission s'est rendue en Angola et se trouve actuellement en Zambie. D'après la résolution 435 des Nations unies, tous les prisonniers politiques, d'un bord comme de l'autre, auraient dû être relâchés. L'Afrique du Sud s'est exécutée, à l'exception de quelques auteurs d'attentats. Côté SWAPO, un peu plus de deux cents détenus ont été libérés.

Combien en reste-t-il ? Le PCC ne se fait guère d'illusions sur les résultats de la commission d'enquête de l'ONU. Toutes les prisons, à l'exception d'une, baptisée *Ethiopia*, sont souterraines. D'ores et déjà, le comité des parents des détenus a fait citer en justice le président Sam Nujoma. Cette organisation, qui, depuis des années, se bat pour faire connaître les violations des droits de l'homme par la SWAPO, avance le chiffre de 1 400 prisonniers.

Sur les murs de Windhoek, des inscriptions sont apparues accusant la SWAPO de « meurtres ». Le jour même du retour de Sam Nujoma, des affichettes jaunes dénonçaient les atrocités de l'organisation en désignant ses responsables : son président et le chef de la sécurité, Salomon Hawala, dit « Jésus » (son nom de guerre), surnommé « le boucher de Lubango ». Le numéro deux de la Plan, la branche militaire du mouvement, est considéré comme l'artisan du soupçon d'espionnage qui a jeté des centaines de militants, de cadres et de soldats dans les culs-de-basse-fosse de la SWAPO, principalement dans le sud de l'Angola.

Cette purge a démarré au début des années 80, époque à laquelle pratiquement tous les nouveaux arrivés étaient emprisonnés comme « agents de l'ennemi ». « Une absurde paranoïa et une obsession de l'espionnage », selon Othy, qui ont entraîné « une autodestruction » de l'organisation. Les intellectuels, certains cadres géants, ceux qui posaient trop de questions ou ceux qui avaient le tort d'appartenir à une ethnie non Owambo, majoritaire au sein de la SWAPO, étaient torturés et forcés de donner les noms de supposés complices.

Ce dérèglement pervers s'est amplifié à partir de 1984, à la suite de revers militaires sur le terrain.

Des masquarades, de retour d'opération, ont été arrêtés pour avoir prétendument failli au code de bonne conduite. Une circulaire de 1981 punissait de mort « tous combattants qui a perdu ou jeté sans raison son uniforme ». Huit des soixante membres du comité central ont été mis aux arrêts. Au moins deux sont morts, dont Taumo Hamkuluipi qui aurait succombé à la torture. L'épouse du président Nujoma, qui s'inquiétait de voir disparaître certains de ses amis, ainsi que son frère n'ont pas échappé à cette chasse aux sorcières. Cette déviance, façon Khmers rouges, a été engendrée par le développement d'un système de sécurité, celui d'une direction qui croyait son leadership et ses positions menacés.

Trente-quatre méthodes de torture

Les rescapés des camps font des récits effroyables de leurs conditions de détention. Pas moins de trente-quatre méthodes de torture ont été recensées : enterrement vivant dans le sable jusqu'à suffocation, essence, piment ou sel versés sur les plaies, petit doigt introduit dans le canon d'un fusil et brisé net, déjeunement des mâchoires, corde d'instrument de musique nouée autour de la tête que l'on fait vibrer sans cesse, « gégène », morceau de bois introduit dans l'anus, viol, etc. Les séances de confession étaient filmées à la caméra vidéo et promues comme autant de preuves du complot, de la tentative d'infiltration du mouvement. Tous ou presque finissaient par céder pour rester en vie. Les garde-chiourme ne cessaient de répéter à ces « collaborateurs » qu'ils seraient « traités devant la justice populaire et exhibés dans les rues de Windhoek après la libération ».

Selon le PCC, plusieurs membres de la direction de la SWAPO et le président ont visité les prisons et se sont rendus sur les lieux de travail forcé. Ils ne pourront donc pas dire : « Nous ne savions pas ». Leur liberté retrouvée, les anciens détenus mettent, aujourd'hui, au défi la SWAPO de traduire les prétendus coupables d'espionnage devant un tribunal. Dimanche, lors d'une réunion électorale à Windhoek, Moses Garoeb, secrétaire administratif de l'organisation, a reconnu les détentions. « Nous n'avons aucune excuse à fournir », a-t-il déclaré. Si nous n'avons pas arrêté ces agents de l'ennemi, je ne serais pas là aujourd'hui. C'était la révolution. C'était la lutte, pas un pique-nique. »

Dans le rapport qu'il a rédigé, le PCC lance « un avertissement au peuple namibien contre cette jungle non démocratique et incompétente » qui risque de diriger le pays après les élections de novembre prochain. « Quand ils (la SWAPO) seront au pouvoir, ajoute le mémorandum, ils emprunteront à nouveau les mêmes vieilles pratiques barbares et sauvages comme ils l'ont fait pendant leur règne en exil. »

MICHEL BOLE-RICHARD

605 PEUGEOT

Venez la découvrir et la baptiser au MUMM Cordon Rouge dès le 14 septembre

NEUBAUER

8, rue du 4 septembre 75002 PARIS ☎ 42.61.15.68
4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎ 42.85.54.34
227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎ 48.21.60.21

سكننا من الراحل

EUROPE 93

Bien que des comptes bancaires soient autorisés

Les possibilités d'utilisation de l'écu par le particulier français restent très faibles

Le 9 mars, le ministre de l'économie et des finances annonçait, en même temps que la suppression du décret de 1968 instituant le contrôle des changes, l'autorisation pour les particuliers français de détenir des comptes bancaires en écus.

L'initiative de M. Bérégovoy était intéressante, puisque, à l'heure actuelle, un particulier n'est pas autorisé à ouvrir des comptes pour devises.

En ouvrant cette voie, le ministre de l'économie et des finances avait pour souci de conférer à l'écu un statut particulier, et de montrer ainsi son attachement à la monnaie européenne. Or, plusieurs mois après, si les banques parisiennes connaissent effectivement l'existence de cette nouvelle réglementation, elles n'ont pour la plupart jamais ouvert de comptes en écus pour leurs clients, et se trouvent bien embarrassées si on leur demande d'effectuer une telle démarche. A cela, l'explication est simple. Pour un particulier, un compte en écus ne sert à rien, ou presque, car son utilisation est très onéreuse, à moins de ne jamais en sortir d'écus en francs. L'écu étant considéré comme une devise à part entière, l'encaissement d'un chèque en écus, puis sa conversion en francs, est soumis à une commission de règlement, et une commission de change, pour lesquelles le montant minimum des frais est rarement inférieur à 100 francs. De quoi décourager celui qui souhaite payer en écus son inscription à un colloque sur le grand marché de 1993.

Seule une personne recevant et effectuant des règlements en écus, sans conversion en francs, peut trouver un avantage à détenir un compte libellé dans la devise européenne.

Pour que les règlements en écus se multiplient, la suppression des

commissions serait évidemment nécessaire. L'Association bancaire pour l'écu, qui réunit des personnalités européennes de la finance, émet périodiquement des demandes en ce sens, mais ses responsables semblent pour l'instant pessimistes quant aux chances d'acceptation par les banques d'une telle requête. D'ailleurs, les établissements bancaires s'intéressent davantage au marché de l'écu pour les entreprises, déjà bien plus développé que celui des particuliers, et dont le potentiel est immense.

Un coût dissuasif

A défaut de détenir un compte en écus, comment un Français peut-il utiliser la devise européenne ? La plupart des instruments financiers traditionnels existent maintenant en écus ; l'Etat français a émis à deux reprises depuis le début de l'année des obligations libellées en écus, et devrait lancer d'autres tranches d'emprunts publics de cette sorte au cours des prochains mois. Les obligations peuvent être achetées en francs ou en écus, et les coupons perçus dans l'une ou l'autre monnaie. De nombreuses SICAV et fonds communs de placement font également une place importante aux produits libellés en écus.

En dehors de ces instruments d'épargne, le Français qui désire voyager dans la Communauté pourrait trouver naturel d'utiliser l'écu pour régler ses dépenses. Or, très peu d'organismes des pays de la CEE acceptent la monnaie européenne comme moyen de règlement. Le voyageur doit donc, dans chacun des pays, convertir ses écus acquis, par exemple sous forme de chèques de voyage auprès de la Compagnie française du chèque de voyage, en monnaie locale. Or, des experts ont calculé que si un voyageur, mené au départ d'écus,

voyage dans chacun des douze pays de la Communauté, il aura perdu en frais de transactions, au terme de son voyage, l'équivalent de 30 % de son avoir initial. Un exemple qui prouve les limites actuelles de l'utilisation de l'écu, mais également son intérêt une fois que la monnaie européenne aura été acceptée comme moyen de règlement dans les pays de la communauté.

Malheureusement, le rapport Delors sur l'Union monétaire européenne, s'il a reconnu que l'écu avait le potentiel pour devenir la devise unique de la Communauté, a répondu ce statut nouveau à la dernière phase de l'intégration monétaire européenne. Une phase pour laquelle il n'est donné aucune date pour l'instant. Côté bancaire, on estime que le secteur privé a déjà fait suffisamment d'efforts et que c'est maintenant aux pouvoirs publics de prendre la relève. Ainsi, les règlements entre la Communauté européenne et les divers Etats membres s'effectuent toujours en monnaie locale. En acceptant d'effectuer ces règlements en écus, les Etats prouveraient, selon les banquiers, qu'ils sont décidés à s'engager pour le développement de l'usage de l'écu.

FRANÇOISE LAZARE

Une proposition de la Commission de Bruxelles

Moins de frontières pour les chasseurs

Moins de frontières pour les chasseurs ! La Commission de Bruxelles a soumis, mercredi 20 septembre, aux Douze une proposition visant à harmoniser l'achat et le transport d'armes d'un Etat membre à l'autre. Son objet est de supprimer l'un des motifs de contrôle de police aux frontières intracommunautaires en donnant aux administrations nationales les garanties de sécurité nécessaires.

BRUXELLES

de notre correspondant

La proposition de la Commission concerne les ressortissants de la CEE qui détiennent légalement des armes, tels les chasseurs ou les membres de clubs de tir, et n'a donc pas été conçue dans un esprit répressif. C'est sa seconde tentative. Elle avait présenté en 1987 une première proposition que les principaux intéressés - les chasseurs - avaient jugée mal adaptée et qui, pour cette raison, n'avait pas abouti. Il s'agit cette fois d'une version améliorée tenant compte, notamment, des suggestions faites naguère par le Parlement européen.

Afin de rassurer les services de police, la Commission estime

nécessaire de procéder à une harmonisation partielle des dispositions nationales régissant l'achat et la détention d'armes. Pour y parvenir, elle s'est inspirée des solutions récemment approuvées (mais pas encore appliquées) par les cinq pays signataires de l'accord de Schengen (France, Allemagne, Pays-Bas, Belgique, Luxembourg). Il serait établi une classification entre quatre catégories d'armes à feu : 1) les armes interdites ; essentiellement les armes de guerre ou encore celles jugées particulièrement dangereuses ; 2) les armes soumises à une autorisation préalable : ce sont surtout les armes de défense ; 3) les armes soumises à déclaration : il s'agit des armes de chasse ; 4) les armes libres : la Commission limite cette catégorie aux carabines les moins dangereuses.

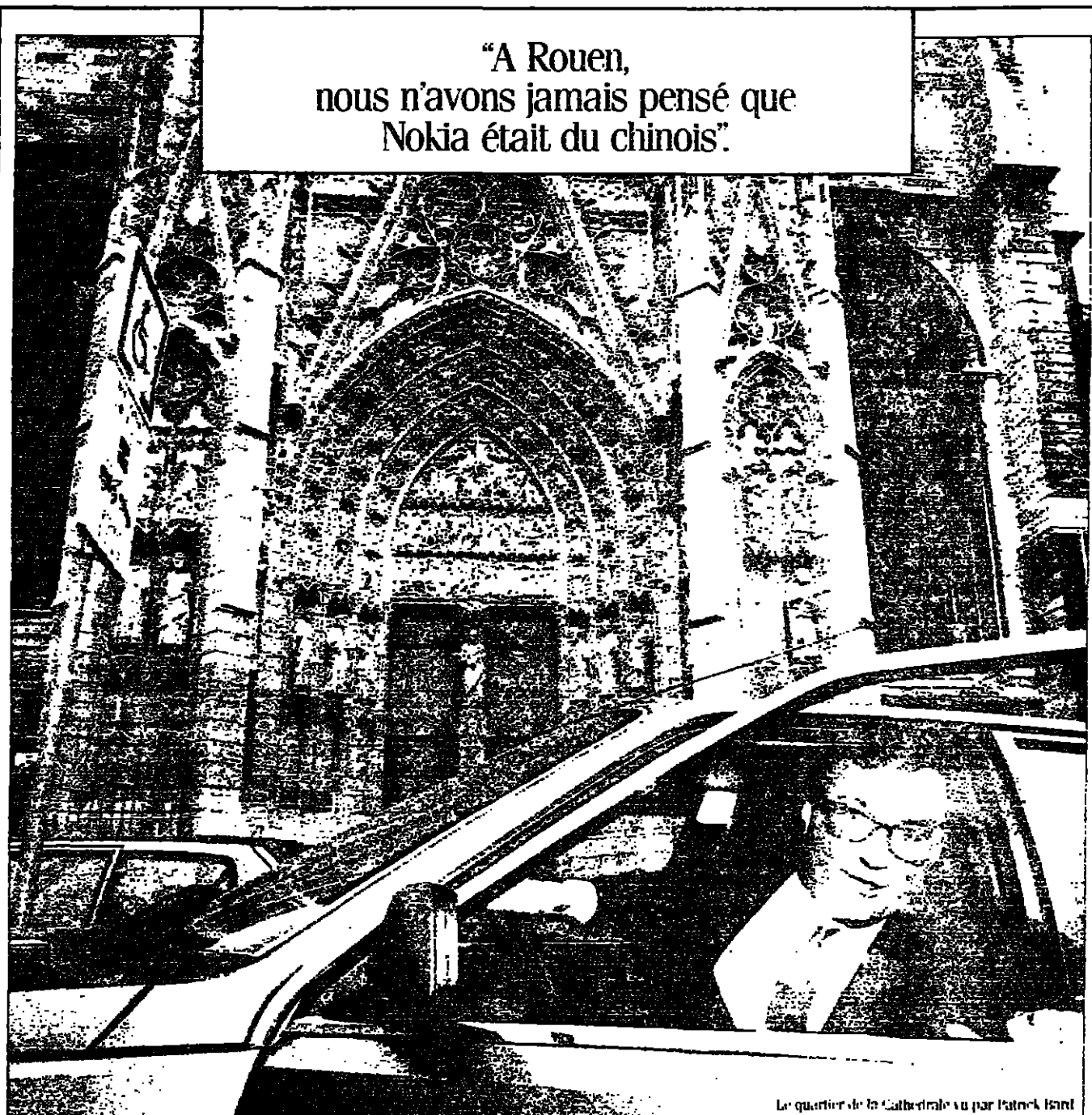
Une carte d'identité

Cette classification constituerait un régime minimal ; rien n'empêcherait les Etats membres, si la proposition était approuvée, de prévoir des dispositions plus sévères interdisant, par exemple, un type d'arme classé dans la catégorie soumise à autorisation. Il reste que, telle qu'elle est, la proposition de la Commission obligerait certains Etats membres à modifier leur

légalisation dans un sens plus sévère : différents types d'armes qui sont aujourd'hui en vente libre dans certains Etats membres devraient être soumis au moins à un régime de déclaration obligatoire aux autorités publiques. M. Martin Bangemann, le vice-président de la Commission chargé du marché intérieur, en conclut que cette nouvelle directive augmenterait la sécurité dans la Communauté.

Comment combiner la sécurité et la circulation facile pour les chasseurs ou les sportifs qui voyagent avec leurs armes ? Les régimes bilatéraux actuels, du moins lorsqu'ils sont appliqués, sont passablement tatillonnés. La Commission préconise la création d'une carte européenne d'arme à feu qui serait une sorte de document d'identité de l'arme et de son propriétaire. Elle constituerait la preuve que le voyageur est un détenteur légal de l'arme dans son pays. Plutôt que de devoir demander une autorisation avant chaque voyage - ce qui est la règle aujourd'hui - il est proposé de garantir aux chasseurs et aux tireurs sportifs le droit de se rendre sans formalités dans d'autres Etats membres, à condition qu'il soient en possession de cette nouvelle carte et qu'ils puissent démontrer, lors d'un contrôle éventuel dans le pays visité, le but de leur séjour.

PHILIPPE LEMAÎTRE



Le quartier de la Cathédrale vu par Patrick Jarry

En effet, nous n'avons pas attendu 1993 pour construire l'Europe. Et faire en sorte que ROUEN joue le rôle d'une véritable plate-forme économique internationale. Nous n'avons pas attendu 1993 pour que NOKIA, CARNAUD, MATRA, AKAI, TOSHIBA, FERRERO, UTA INDUSTRIES, L'BRIZOL, I.C.L., s'implantent et produisent dans notre région. Nous n'avons pas attendu 1993 pour que les Américains, les Japonais, les Européens fassent de la

HAUTE-NORMANDIE la 1^{re} région française pour les investissements étrangers. Nous n'avons pas attendu 1993 pour que les moteurs d'Ariane soient construits à VERNON, la vitamine B12 produite à ELBEUF. Nous n'avons pas attendu 1993 pour que 10 % de l'électricité nucléaire soient produits à PALUEL. Bref, nous n'attendons pas 1993 pour que ROUEN, ville ouverte aux investissements étrangers, joue efficacement son rôle de capitale économique.



ROUEN ville capitale

Contact : Claude DEMONRAI - Tél : 35 07 49 07

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09

Tél : (1) 42-47-97-27
Téléc. MONDIPAR 650572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Edité par la SARL le Monde

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037

Renseignements sur les microfilms
et index du Monde au (1) 42-47-99-61.

Le Monde
PUBLICITE

5, rue de Montigny, 75007 PARIS
Tél : (1) 45-55-91-92 ou 45-55-91-71
Téléc. MONDPUB 286 136 F

Le Monde
TÉLÉMATIQUE
Composés 36-15 - Tapez LEMONDE
ou 36-15 - Tapez LM

Insignes
du « Monde »
12, r. M. Gumbert
94832 IVRY

Reproduction interdite de tout article,
sauf accord avec l'administration

ABONNEMENTS

BP 58709 75422 PARIS CEDEX 09 Tél : (1) 42-47-98-72

TARIF	FRANCE	BENELUX	SUISSE	AUTRES PAYS voies normales
3 mois	365 F	399 F	504 F	700 F
6 mois	720 F	762 F	972 F	1 400 F
9 mois	1 030 F	1 089 F	1 404 F	2 040 F
1 an	1 360 F	1 380 F	1 800 F	2 650 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner, RENVOYEZ CE BULLETIN accompagné de
votre règlement à l'adresse ci-dessus
ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

PORTAGE : pour tous renseignements
tél : 05-04-03-21 (numéro vert)

Changements d'adresse détaillés ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance. **PORT PAYÉ : PARIS RP**

BULLETIN D'ABONNEMENT

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 9 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____ Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

POLITIQUE

Le gouvernement confronté à une tentative de déstabilisation des accords de Matignon

Deux rapports sur l'agence foncière de Nouvelle-Calédonie dénoncent les passe-droits accordés à des proches du RPCR

Deux rapports officiels ont été consacrés aux activités de l'Agence de développement rural et d'aménagement foncier (ADRAF), cet « établissement public territorial à caractère industriel et commercial » créé en Nouvelle-Calédonie en juillet 1986 pour remplacer l'Office foncier datant de 1982 : un « rapport de vérification » — sorte d'état des lieux — établi à la demande du premier ministre et à usage administratif interne, par un inspecteur des finances, M. François Asselineau, dans le cadre des pouvoirs d'enquête normalement dévolus à l'inspection générale des finances, et un « rapport de mission » rédigé conjointement par M. Asselineau et deux autres hauts fonctionnaires, MM. Philippe Lacarrière, inspecteur général des finances et Jean Cotharet, ingénieur général du génie rural, des eaux et forêts, dont un exemplaire a été remis récemment à chacun des membres du comité consultatif placé depuis les accords de Matignon auprès du haut-commissaire à Nouméa.

Un bilan accablant

par Alain Rollot

Qui cherche à saboter les accords de Matignon sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie ? La question est posée, tant du côté du premier ministre que de celui du ministre des DOM-TOM, depuis qu'une source anonyme a entrepris de diffuser, sur le territoire et en métropole, un rapport de l'inspection générale des finances extrêmement critique sur la politique foncière menée sur le territoire, de 1986 à 1988, à l'époque du gouvernement de M. Jacques Chirac, sous l'autorité morale du président du RPCR, M. Jacques Lafleur, député RPR.

Confirment les jugements portés alors par les indépendantistes, ce document dresse un bilan accablant de la gestion de l'ADRAF (Agence de développement rural et d'aménagement foncier), dépeinte tout à la fois comme l'instrument d'une politique « indigeste » délibérément provocatrice à l'égard des Canaques, le paravent de « nombreuses irrégularités » commises au profit politique ou privé de quelques notables RPCR, le lieu d'« agissements anormaux qui ont parfois conduit — selon l'euphémisme employé par le rapporteur, M. François Asselineau, inspecteur des finances — « à l'utilisation de fonds publics à des fins incertaines ».

Les résultats de cette enquête administrative, demandée en août 1988 par M. Michel Rocard et remis en janvier dernier au ministre de l'économie, des finances et du budget, n'apprennent rien de vraiment nouveau sur le caractère élitiste du fonctionnement de la société calédonienne mais ils devaient, en principe, demeurer secrets bien qu'ils aient été résumés dans un autre rapport officiel, établi, celui-là, pour inspirer justement une nouvelle politique foncière, et dont les dirigeants locaux du RPCR et du FLNKS ont reçu copie cet été.

Leur divulgation sous le manteau vise apparemment à ranimer les querelles entre les Caléoches et les Canaques sur le terrain le plus sensible, les litiges fonciers ayant été à l'origine de toutes les révoltes mélanésiennes depuis l'arrivée des navigateurs européens en Nouvelle-Calédonie. Ce n'est certainement pas une coïncidence, en effet, si ce « rapport de vérification » a été mis en circu-

Le premier de ces documents, dont le contenu n'a été rendu public, compte 73 pages, mais il a été résumé en 16 pages seulement dans le chapitre I du second rapport, gros de 90 pages et conçu pour servir de base de réflexion au gouvernement, aux élus locaux et à l'administration du territoire. La conclusion de ce « rapport de vérification », qui résume le constat effectué par l'inspecteur Asselineau sur l'activité et la gestion de l'ADRAF en 1987 et au début de 1988, équivaut à un réquisitoire. A partir de nombreux exemples, elle met en cause, en général, la politique foncière suivie, au cours de cette période, par les représentants de la majorité territoriale, et, en particulier, le comportement des trois principaux administrateurs de l'agence, MM. Denis Millard, alors directeur, Philippe Gomes, directeur adjoint, aujourd'hui maire de La Foa, et Harold Martin, alors président de la région Ouest, qui siège encore au congrès et au conseil d'administration de l'ADRAF.

L'ADRAF a été créée, depuis sa création, en 1986, dans des conditions ne correspondant pas au sérieux et à l'impartialité qui doivent marquer l'administration d'un établissement public, souligne ce texte. La plupart des décisions ont été adoptées formellement par le conseil d'administration, mais en fait par un nombre réduit d'administrateurs, en concertation avec la direction. Nombre d'entre elles ont été prises sans étude suffisante ; d'autres ont résu-

lément d'irrigation ou de partitionnement d'infrastructures de part et d'autre de cet égard. Les acquisitions de terres ont été décidées

sans l'avis des Domaines dans la quasi-totalité des cas ; près d'un tiers d'entre elles paraissent largement surévaluées, sans raison convaincante. Les choix d'attribution de terres, qui sont par nature des décisions délicates et qui le sont d'autant plus dans le contexte calédonien, auraient dû être faits avec un maximum de transparence et un souci constant d'équité. Or, ni l'une ni l'autre n'ont prévalu. Alors qu'il y avait en moyenne six fois plus de demandes que d'offres, les choix ont été faits ad hominem, sans critères explicites, sans mise en concurrence des projets présentés, sans prise en compte, au moins partielle, des revendications coutumières et sans souci d'attribuer des terres équivalentes aux deux principales communautés. La gestion de l'établissement, dispendieuse et brouillonne, a, en outre, fait l'objet d'agissements anormaux qui ont parfois conduit à l'utilisation de fonds publics à des fins incertaines.

Le risque d'ajouter aux conflits

La sévérité de cette conclusion est à la mesure de l'inventaire révélateur dressé sur place par l'inspecteur Asselineau en octobre 1988.

1) Le fonctionnement du conseil d'administration et la mission de l'ADRAF ont été dévoyés. Le rapporteur parle d'un conseil « largement dépourvu de ses pouvoirs » par « l'ingérence des administrateurs aux informations, des ordres du jour très chargés empêchant un examen approfondi des dossiers ; le non-respect de l'ordre du jour ; l'absence de choix offert aux administrateurs ; des informations incomplètes ; l'absence d'avis des Domaines ».

Deux illustrations :

« Lors du conseil d'administration des 27 et 31 août 1987 (où quarante dossiers d'attribution devaient être examinés), cinquante-quatre dossiers supplémentaires d'attribution ont été rajoutés en séance, concernant la région de La Foa. Selon les dires de M. Millard, directeur de l'ADRAF, cette liste d'attributions avait été arrêtée à son insu par M. Gomes, directeur adjoint de l'établissement, en accord avec M. Harold Martin, représentant du Territoire. Cette liste était également connue des agents des services techniques de l'établissement qui ont dû la relever sous la dictée pendant le conseil d'administration (...). Le président de séance (...) a proposé une suspension de une heure et (...) les membres du conseil ont donc en moyenne une minute pour examiner chacune des cinquante-quatre propositions d'attribution. Celles-ci ont été adoptées en bloc, après que M. Pene (président de la chambre d'agriculture) et Boévi (le indépendantiste de la région Centre) eurent refusé de prendre part au vote ».

« Lors du conseil du 2 février 1988, M. Boévi a, dès la première attribution, souligné comme les raisons qui motivent le choix

d'un attributaire parmi plusieurs ». Le directeur de l'ADRAF a alors répondu que « l'attributaire retenu était celui qui correspondait le mieux aux critères établis ». Cette réponse est étonnante dans la mesure où la politique officielle de l'équipe de direction était précisément de « s'être refusée à édicter des critères de sélection ».

Sur cinq cent trente-six propositions d'attribution ou d'attribution de terres adoptées par le conseil d'administration, « seules trois ont été après modification proposées par un membre du conseil qui ne participait pas aux pré-conseils officieux ».

Sur sept cent dix-sept demandes émanant de Mélanésiens, « seules cent trente-six ont été satisfaites. Il aurait suffi que quarante et une propriétés attribuées à des Européens le soient à des Mélanésiens (cinq cent quatre-vingt — une demande non satisfaites) pour que les deux communautés aient été attributaires d'un même nombre de propriétés (...). L'analyse de certains cas montre, en outre, souligne le rapport, que l'ADRAF semble avoir délibérément pris le risque d'ajouter aux conflits entre tribus mélanésiennes et Européennes des conflits entre Mélanésiens (...). Enfin, quelques attributions paraissent très inopportunes étant donné les événements qui se sont déroulés sur le territoire. Tel est en particulier le cas de l'attribution d'une propriété de 2 hectares 02 au Mont-Dore à M. Maurice Mitré, qui est l'un des inculpés au procès des auteurs de la fusillade de Hienghène au cours de laquelle dix Mélanésiens (dont deux des frères de M. Jean-Marie Tjibaou) furent tués le 5 décembre 1984. Cette attribution, assortie d'un abatement de 50 % fondé sur un protocole de médiation familiale et faisant suite à l'acquisition du terrain de l'intéressé à Hienghène à un prix supérieur de 42 % à l'avis du service des Domaines, ne paraissait pas prioritaire. Tel est aussi le cas de l'attribution de 400 hectares à M. Serge Vanhale à La Foa, titulaire de société, dont le nom avait été prononcé dans des circonstances analogues ».

Les amis et les parents

2) De « nombreuses irrégularités » ont marqué les mécanismes d'acquisition et d'attribution de terres. « Le rapport de M. Asselineau souligne que, conformément à la mission de la République fixée à l'ADRAF, les dispositions avantageuses retenues pour les acquisitions et les rétrocessions de terres « auraient dû être prohibées pour toute transaction de nature privée, c'est-à-dire ayant fait l'objet d'un accord préalable entre le vendeur et l'acheteur, à l'exception de l'existence de liens de parenté entre l'un et l'autre », mais il note que « les principes ainsi énoncés n'ont pas été respectés ». Plusieurs vendeurs ont été surpayés et les acheteurs sous-facturés, les différences étant prises en charge par les fonds publics. « En outre, vingt-sept propriétés ont été acquises (19 % des acquisitions) et rétrocedées à

un acheteur choisi par le vendeur... ».

Evocant, parmi les exemples retenus, le cas du domaine de Maco, propriété du président du RPCR, M. Jacques Lafleur, le rapport indique : « La société de Ouaco a vendu à l'ADRAF un terrain de 159 ha à Kaala-Gomen pour 3 180 000 F CFP (174 900 F) le 2 février 1988. Ce terrain a été attribué le même jour à M. René Marlier. Les modalités d'attribution (abattement de 50 %, remboursement sur quinze ans après un différé de cinq ans) sont telles que l'attributaire n'aura à verser que 1 590 000 F CFP (87 450 F) sans intérêts, entre 1993 et 2008. Or cette parcelle de 159 ha avait fait l'objet d'un compromis de vente entre la société de Ouaco et M. René Marlier, le 16 août 1979 (soit huit ans et demi auparavant). L'acheteur avait déjà réglé 290 000 F CFP (13 950 F), mais ne semblait pas en mesure de payer la totalité des 3 180 000 F CFP fixés par la promesse de vente. L'intermédiaire de l'ADRAF, faisant prendre en charge la moitié de cette somme par les fonds publics, lui permettait peut-être d'achever de rembourser ses dettes ».

Le rapport juge également contestables certaines attributions de terres effectuées « à des agents de l'ADRAF ou à leurs parents, ou bien sur la base de recommandations électorales ou politiques ». A ce chapitre, figurent une attribution à un membre du conseil d'administration, M. Auguste Paravi-Reybes, conseiller territorial RPCR — bénéficiaire d'une propriété de 8 ha à Houailou, « cédée 252 000 F CFP (12 600 F) à l'intéressé alors qu'elle avait été acquise 400 000 F CFP (20 000 F) par l'Office foncier en 1985 », quatre attributions à des agents de l'ADRAF, douze attributions à des membres des familles (conjoints, fils, cousins, neveux) d'agents de l'établissement. Ces attributions, observe le rapporteur, ont largement contribué à la réputation de favoritisme et de partialité de l'ADRAF. Il ajoute : « Enfin, l'examen de la répartition géographique des attributions a fait ressortir que 36,9 % des attributions de terres (...) ont eu lieu sur le territoire des deux communes : La Foa (le quart de toutes les attributions) et Bourail (11,4 %). Faut-il rapprocher ce fait, se demandant-il, des ambitions électorales qui étaient prêtées à M. Millard et à M. Gomes, respectivement sur les maires de Bourail et de La Foa ? ».

Saccage

3) Une gestion anormale. « Le dernier chapitre du rapport de l'inspecteur Asselineau consacre une quinzaine de pages à la gestion de l'ADRAF. Il y est question, exemples à l'appui, de « gestion du personnel malsaine, dépenses somptueuses, traitement inégal des créanciers, déviation indigne envers les employés, faux certificats administratifs, non-respect du plafond de délégation de signature, paiement de travaux surfacturés, cessions incontrôlées de cheptel et

de matériel... », et même, in fine, de « violences » : « Le bureau de M. Millard, directeur de l'établissement, a été saccagé dans la soirée du 23 novembre 1987, raconte le rapporteur. Selon les dires du RPCR, M. Jacques Lafleur, le rapport indique : « La société de Ouaco a vendu à l'ADRAF un terrain de 159 ha à Kaala-Gomen pour 3 180 000 F CFP (174 900 F) le 2 février 1988. Ce terrain a été attribué le même jour à M. René Marlier. Les modalités d'attribution (abattement de 50 %, remboursement sur quinze ans après un différé de cinq ans) sont telles que l'attributaire n'aura à verser que 1 590 000 F CFP (87 450 F) sans intérêts, entre 1993 et 2008. Or cette parcelle de 159 ha avait fait l'objet d'un compromis de vente entre la société de Ouaco et M. René Marlier, le 16 août 1979 (soit huit ans et demi auparavant). L'acheteur avait déjà réglé 290 000 F CFP (13 950 F), mais ne semblait pas en mesure de payer la totalité des 3 180 000 F CFP fixés par la promesse de vente. L'intermédiaire de l'ADRAF, faisant prendre en charge la moitié de cette somme par les fonds publics, lui permettait peut-être d'achever de rembourser ses dettes ».

Objectif prioritaire

A partir de ce constat édifiant, le second rapport — celui de la mission d'évaluation et de proposition confiée en septembre 1988 à MM. Lacarrière et Cotharet, assistés de M. Asselineau, par les ministres des finances, du budget, de l'agriculture et des DOM-TOM — reprend à son compte, sans entrer dans le détail, les conclusions de M. Asselineau, mais il formule surtout diverses suggestions en faveur d'une politique foncière et rurale qui s'inscrirait dans la logique pacificatrice des accords de Matignon. « L'objectif prioritaire des pouvoirs publics dans l'avenir sera de débloquent la situation foncière, souligne-t-il. Il faut pour cela, poursuivre l'effort entrepris dans le passé en vue de rééquilibrer, au profit de la communauté canaque, le partage des terres. Cet effort pourrait s'opérer sous la forme de l'attribution de la nue-propriété des terres aux Mélanésiens, ou en leur rétrocédant la pleine propriété de terres que l'ADRAF aurait rachetées à leurs exploitants actuels, ou enfin en combinant les deux systèmes. Compte tenu de l'expérience du passé, la cadence de redistribution des terres par l'ADRAF ne semble pas pouvoir excéder 8 000 ha par an (...). L'effort à entreprendre, ajoute toutefois ce second rapport, ne peut pas s'opposer sans prendre en considération les droits des exploitants actuels, en particulier européens, qui sont juridiquement fondés (...). Un meilleur partage des terres ne doit pas aboutir à une régression de l'efficacité économique du territoire ».

L'examen de ce dernier rapport sera, à la mi-octobre, inscrit à l'ordre du jour de la première séance de travail de l'ADRAF « nouvelle formule », corrigée dans son organisation par le décret du 16 août, afin d'empêcher, autant que possible, le renouvellement des errements du proche passé.

A. R.

A la commission des lois de l'Assemblée

Le projet de loi sur le financement des partis politiques est adopté sans l'amnistie

Le projet de loi sur le financement des partis politiques a été adopté, mercredi 20 septembre, par la commission des lois, amputé de sa disposition d'amnistie. Tandis que les groupes RPR, UDF, UDC et communistes votaient la suppression de l'article 18, prévoyant l'amnistie des délits commis en matière de financement des campagnes électorales et des partis politiques, le groupe socialiste décidait, après une suspension de séance de quinze minutes, de ne pas participer au vote.

C'est au cours d'une réunion, mardi 19 septembre, que M. Louis Mermaz, président du groupe

socialiste, avait défendu devant ses troupes la non-participation au vote sur ces amendements. Mercredi à l'issue du débat, M. Jean-Pierre Michel (PS, Haute-Saône) déclarait que le groupe socialiste laissait « la droite prendre des initiatives. Après tout, il y a plus de chefs d'entreprise que d'hommes politiques qui sont inculpés ».

Du côté de l'UDF, elle aussi partagée sur cette amnistie, M. Gérard Longuet (UDF-RPR, Meuse) absent au moment du vote, a tenu à préciser par une intervention en séance qu'« à titre personnel », il restait « favorable à l'amnistie ». « Je souhaite que comme toujours en matière pénale des délits, ces délits ne puissent plus être poursuivis grâce à une décision d'amnistie », mais a souligné M. Longuet, « je suis un militant

politique et je respecte la discipline de mon groupe ».

L'article 18 sera tout de même débattu en séance publique à partir du mardi 10 octobre. M. Michel Sapin (PS, Haute-Saône), président de la commission des lois, a estimé qu'il fallait « laisser le débat continuer jusqu'en séance pour que chacun se détermine ». Quant au rapporteur du projet de loi, M. Robert Savy (PS, Haute-Vienne), il a observé que « tout le monde était embarrassé par ce texte » et que les groupes de l'opposition éprouvaient « une difficulté à s'opposer à ce projet qui apporte des modifications considérables ». Pour le rapporteur, « le travail législatif en commission a été important. Ce texte est ouvert. Les discussions ont montré que le gouvernement ne s'accrochait pas bec et ongles à ces dispositions ».

Les commissaires ont en effet largement amendé le projet qui leur était soumis en abaissant le plafond des dons et des dépenses électorales (le Monde du 20 septembre). Ils ont également adopté, à l'unanimité, un amendement supprimant la disposition qui interdisait à un candidat de recevoir un don d'une personne physique de nationalité étrangère. A l'initiative de M. Robert Savy, les députés ont profondément modifié par amendement le nombre et la composition des membres de la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques.

Seul le PS a voté pour l'ensemble du texte, les commissaires UDF et UDC se sont abstenus, le RPR a voté contre le PC n'a pas participé au vote.

P. R. D.

صكرا من الامال

POLITIQUE

La préparation des élections sénatoriales

EURE : lutte fratricide à droite

EVREUX
de notre envoyé spécial

Nul besoin d'inclure les élections sénatoriales dans le cadre de la future loi sur la limitation des dépenses électorales : la régulation dans l'Eure se fait toute seule. Faut-il, disant et économiquement, elles ne donnent lieu, tous les trois ans, qu'à des dépenses modestes. Le contact personnel prime tout, particulièrement dans un « petit » département comme celui-ci (1 570 grands électeurs).

« Les maires normands sont des gens qui ont les qualités de leur terroir : ils parlent peu, mais ils ont les pieds sur terre », explique M. Henri Collard, président du conseil général de l'Eure, sénateur UDF sortant et rare survivant d'une espèce jadis fleurissante dans ce département, l'élu radical (1).

Aussi les trois « successeurs » de ce département à « héritiers » (Ladislav Poniatowski et Jean-

Louis Debré y ont été élus députés) se représentent-ils main dans la main, comme leurs aînés aujourd'hui disparus. Un radical, un centriste, un RPR, la palette de l'opposition nationale était ainsi bien représentée et devait assurer des élections sans surprise. C'était sans compter avec l'extrême diversité des courants de l'UDF.

Une « maison de retraite »...

Le scrutin étant majoritaire, un candidat indépendant est venu déranger ce bel ordonnancement en provoquant une primaire à droite. Le maire de Bernay, M. Joël Bourdin (UDF-Clubs Perspectives et Réalités), a décidé de se présenter en solo. Le personnage a une « bonne posture », comme on dit sur place et il pourrait bien, le 24 septembre, se faufiler dans le trio de tête. Cet agrégé en sciences économiques et en gestion, professeur de finances à l'Université de Caen (écarté du rectorat en 1981), est conseiller général et conseiller régional. Une solide carte de visite à laquelle s'ajoute la fonction de secrétaire général de l'Union des maires.

Pour plus de sûreté et afin de ne pas se faire reprocher par ses adversaires un profil trop « grosse tête », M. Bourdin a pris la précaution de prendre comme sup-

plément le président de la Fédération des exploitants agricoles. On n'est jamais trop prudent. Ardent défenseur de la décentralisation, qu'il souhaite voir étendue à la santé et à la culture, le maire de Bernay, cinquante et un ans, veut « participer à la réactivation du Sénat ». « Il n'est pas inscrit dans la Constitution qu'il s'agit d'une maison de retraite... »

Le propos vise-t-il le sénateur Jean Guénier, son aîné de quinze ans ? Des trois sénateurs sortants, c'est celui dont la position est la plus fragile. La prime au sortant est faible quand on est sénateur depuis huit mois seulement.

« M. Guénier n'a pas démissionné », affirme M. Collard, chef de file du trio sortant, pour « tirer » le « petit dernier ». Sa crainte ? Les répercussions qu'aura nécessairement au sein du conseil général qu'il préside cette lutte fratricide. Le pire semble toutefois avoir été écarté : un accord de désistement a été passé entre les deux partis afin de ne pas permettre à la gauche (le PS et le PCF) de présenter chacun trois candidats d'en profiter. Quant aux autres candidats (un FN et un indépendant de dernière minute), ils semblent relégués au rang de figurants.

PIERRE SERVANT

(1) Pierre Mendès France, alors jeune-turc du Parti radical, fut élu député de l'Eure en 1932.

Cascade de démissions « professionnelles » au Front national

Panique à bord ! Moins d'une semaine après la démission en bloc - à l'exception de deux conseillers régionaux - de la direction de la fédération du Bas-Rhin du Front national, deux responsables du Haut-Rhin ont annoncé, mercredi 20 septembre à Mulhouse, qu'ils faisaient de même tout en restant adhérents du mouvement d'extrême droite. Après MM. Robert Spielier et Michel Feuillass (le Monde du 16 septembre), c'est M. Gérard Freulet, conseiller municipal de Mulhouse, conseiller régional et ancien député FN qui quitte ses fonctions de secrétaire régional du Front « pour des raisons professionnelles et familiales ». M. Yves Schoepfer, secrétaire départemental du Haut-Rhin, a lui aussi invoqué des « raisons professionnelles » pour quitter son poste.

A l'évidence, une malaise remonte des profondeurs à l'intérieur du FN. Il touche en permanence les Bouches-du-Rhône. Il atteint maintenant l'Alsace et il pourrait frapper prochainement le nord de la France. Une même revendication est partout mise en avant : « Il faut plus de démocratie pour un véritable débat

d'idées ». La plupart des contestataires dénoncent les « courtisans » de M. Jean-Marie Le Pen. D'autres s'en prennent plus directement au pouvoir autocratique du président du mouvement, ou à « l'absence politique » de son secrétaire général, et certains regrettent que, avec la disparition de Jean-Pierre Stirbois, l'ancien secrétaire général mort accidentellement, une sensibilité soit éclipée au sein du mouvement d'extrême droite.

Ne parvenant pas, selon eux, à se faire entendre de la direction nationale du Front, des responsables sont conduits à abandonner leurs fonctions pour se consacrer à leurs mandats locaux, tout en prétendant conserver leur étiquette politique. Cette démarche a produit ses premiers effets dans le Bas-Rhin, puisque M. Carl Lang, le secrétaire général, est venu annoncer que le Front national était « un parti de droite, donc un parti sans désordre ». MM. Feuillass et Spielier n'en étaient plus membres, car « ils ne sont pas à jour de cotisations ».

M. Jean-Pierre Schenardi, qui était à jour de cotisations, vient de donner sa démission de son

poste de secrétaire national aux fédérations pour... « raisons professionnelles ». Il est remplacé par M. Dominique Chaboche, vice-président du Front, qui sera chargé de la normalisation du Bas-Rhin. Quant à Jean-François Touzé, secrétaire national aux adhésions, il vient tout simplement de quitter le Front national. Il n'a pas dit si c'était pour des « raisons professionnelles ».

O. B.

Le voyage de M. Marchais à Moscou. - A la tête d'une délégation de quatre membres, M. Georges Marchais, secrétaire général du PCF, devait commencer jeudi 21 septembre une visite en URSS - qu'il achèvera le 27 septembre - à l'invitation de M. Mikhaïl Gorbatchev. Le dirigeant français devait s'entretenir, le 22 septembre, avec le secrétaire général du PCUS. Dans une interview à la Pravda, M. Marchais indique que chaque PC « a son propre projet de socialisme », tout en ajoutant : « Il est évident que pour le succès (du socialisme), ce qui se passe dans le premier et le plus puissant des pays socialistes est très important ». L'entretien dans le journal soviétique est illustré d'une photo du dirigeant français vieille d'une vingtaine d'années.

Le communiqué du conseil des ministres

Le président de la République a réuni le conseil des ministres au palais de l'Élysée le mercredi 20 septembre. A l'issue du conseil, le service de presse de la présidence de la République a diffusé le communiqué suivant.

● LOI DE FINANCES POUR 1990 (Lire pages 26, 27, 28 et 30.)

● LE LOGEMENT DES PLUS DÉMUNIS

Le ministre délégué chargé du logement a présenté au conseil des ministres une communication sur les orientations d'une politique sociale de l'habitat destinée à garantir à chacun le droit au logement que le Parlement vient d'inscrire dans la loi.

Le programme d'actions en faveur des plus démunis qui découle de cette politique est cohérent avec le projet de loi de finances pour 1990. Il accentue l'orientation des aides publiques au logement vers ceux qui en ont le plus besoin, conformément à la volonté du président de la République exprimée en juin dernier devant le congrès de l'Union des fédérations d'organismes d'HLM.

1) Un devoir de solidarité. La persistance d'un nombre élevé de ménages sans logement traduit une réalité sociale inacceptable.

Face à cette situation, le gouvernement entend assumer toutes les responsabilités qui incombent à l'État. Mais son action ne pourra réussir que si les collectivités territoriales, les bailleurs, les gestionnaires de la participation des employeurs à l'effort de construction, le mouvement associatif conjuguent leurs efforts aux siens.

A cette fin, l'État passera des contrats avec chacun de ces partenaires. Un projet de loi proposera de rendre obligatoire dans chaque département l'élaboration d'un « plan pour le logement des plus démunis ».

Un « comité national pour le droit au logement » sera réuni avant la fin de l'année sous la présidence de l'abbé Pierre.

2) Un programme ambitieux et pluriannuel de logement.

La volonté du gouvernement est de loger chaque année plusieurs dizaines de milliers de ménages à faibles ressources dans des logements à loyer peu élevé, essentiellement dans le parc existant privé ou public.

A cette fin, des moyens de financement nouveaux seront mis en place pour réaliser dès 1990 un programme annuel de dix mille logements sociaux d'insertion : les organismes HLM pourront acquérir des logements anciens sans travaux. Les associations agréées pourront bénéficier de dotations sur la participation des employeurs à l'effort de construction pour réserver des logements : les pro-

priétaires jouant des logements à des bénéficiaires du revenu minimum d'insertion ou à des associations agréées seront exonérés de l'impôt en titre des revenus fonciers.

Les conditions d'attribution des logements sociaux feront l'objet d'une concertation entre l'État, les élus et les gestionnaires.

3) Des garanties pour un véritable droit au logement. Il s'agit d'abord de donner aux plus démunis les moyens d'assurer le paiement de leur loyer.

C'est pourquoi le gouvernement fait de l'ouverture du droit à l'allocation de logement, sous la seule condition d'un plafond de ressources, une priorité de son action à moyen terme.

En 1990, le bénéfice de ces allocations sera étendu à deux cent cinquante mille nouveaux ménages, en particulier des jeunes travailleurs et des bénéficiaires du revenu minimum d'insertion.

Pour permettre de maintenir dans leur logement des personnes soumises à des difficultés graves se traduisant par une baisse brutale de revenus, le dispositif des aides à la personne sera amélioré ; des

« fonds de solidarité logement » seront créés dans tous les départements.

Des actions d'insertion économique seront mises en œuvre à leur intention, notamment avec l'aide des entreprises de bâtiment et des organismes HLM.

Les mesures législatives nécessaires feront l'objet d'un projet de loi qui sera déposé au Parlement lors de la prochaine session.

Ces problèmes ont une dimension européenne. C'est la raison pour laquelle le ministre de l'équipement et le ministre chargé du logement organiseront fin décembre une réunion de travail des ministres du logement des pays de la Communauté économique européenne.

● LA SITUATION EN GUADELOUPE APRÈS LE PASSAGE DU CYCLONE HUGO

Le ministre des départements et territoires d'outre-mer a rendu compte devant le conseil des ministres, au retour de son voyage en Guadeloupe, de la situation dans ce département.

(Lire page 17.)

Nominations individuelles

Le conseil des ministres du mercredi 20 septembre a adopté un certain nombre de mesures individuelles :

M. Bernard Pêcheur, maître des requêtes au Conseil d'État, conseiller social à la présidence de la République, est nommé directeur général de l'administration de la fonction publique.

[Né le 7 décembre 1930 à Fontainebleau, M. Pêcheur, ancien élève de l'ENA, administrateur civil au ministère des finances, avait été nommé maître des requêtes au Conseil d'État, au tour extérieur en 1985. Antérieurement, il avait été le collaborateur de M. Laurent Fabius depuis 1981 au ministère du budget. A celui de l'industrie et à l'Élysée Matignon, où il était plus spécialement chargé de la politique sociale. Il est membre du Parti socialiste. Après avoir intégré le Conseil d'État en 1986, pendant la cohabitation, M. Pêcheur avait été nommé en mai 1988 conseiller social à la présidence de la République.]

M. Bernard Dejean de la Batie, ministre plénipotentiaire, est nommé conseiller diplomatique du gouvernement.

Plusieurs préfets ont été nommés :

M. Pierre Briasset, préfet délégué pour la police auprès du préfet du Nord, est nommé préfet adjoint pour la sécurité auprès du préfet du Nord.

M. Marcel Morin, préfet délégué pour la police auprès du préfet des Bouches-du-

adjoint pour la sécurité auprès du préfet des Bouches-du-Rhône.

M. Jean Thibault, préfet délégué pour la police auprès du préfet de la Corse-du-Sud et de la Haute-Corse, est nommé préfet adjoint pour la sécurité auprès des préfets de la Corse-du-Sud et de la Haute-Corse.

M. Diefenbacher, administrateur civil hors classe, sous-directeur du ministère de l'intérieur, est nommé préfet adjoint pour la sécurité auprès du préfet du Rhône.

[Né le 15 juillet 1947 à Sarrebourg (Moselle), M. Diefenbacher est licencié en droit, diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris et ancien élève de l'École nationale d'administration. Nommé en 1974 en qualité d'administrateur civil au secrétariat d'État aux départements et territoires d'outre-mer, puis directeur du cabinet du directeur des territoires d'outre-mer, M. Diefenbacher devient, en 1976, secrétaire général adjoint de la Polysie française pour les affaires économiques, puis administrateur de la Société de crédit et de développement de l'Océanie. En octobre 1981, il est nommé directeur du cabinet du préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, puis, de 1984 à 1986, sous-directeur des affaires politiques des départements d'outre-mer au secrétariat d'État chargé des DOM-TOM. Depuis 1986, M. Diefenbacher est sous-directeur du corps préfectoral, des administrateurs civils et des tribunaux administratifs au ministère de l'intérieur.]

LA VIE EST À PRENDRE

Hier on entrait dans la vie quand finissait l'école. Aujourd'hui, la vie commence par l'école.

Parce que l'école est désormais la porte d'entrée dans la vie. Parce qu'elle mobilise des savoirs élevés, complexes. Parce que les jeunes y jouent leur aspiration à une vie digne et forte. Apprendre, aujourd'hui, c'est vital. Il faut donner des moyens nouveaux à l'école pour des élèves mieux accueillis et respectés, des enseignants considérés et valorisés par leur métier. La France, sa jeunesse ont évolué. Aujourd'hui, il faut mettre l'école à leur hauteur. De l'air, des moyens, des profs pour l'école.

SN S
Syndicat National des Enseignements de Second degré

36.15 USTEL BUS

Le Monde

de la Révolution française

au sommaire du n°9

N°9
MENSUEL
SEPTEMBRE
1989 SPÉCIAL

de la Révolution française

Septembre 1789

QUE FAIRE DU ROI ?



JOURNAL DES DROITS DE L'HOMME
► O MA PATRIE / LA NATION p. 17 & 24
De l'Assemblée Nationale à la Révolution
LE PROCÈS DU COSMOPOLITISME
par Jean-Marie Gaudon
1789-1799
NATION ET RÉVOLUTION
par Pierre Nora
1793-1794
LA GRANDE NATION DES CHOISIS DE L'AN II
par Jacques Godechot
Cronique
Sous les ruines de l'Europe, les nationalités
par Jean Tulard
Portrait
JACQUES-PIERRE BRISSOT S'EN VA-T-EN GUERRE
par Pierre Guanyer
Histoire d'une liberté
L'AUTRE FRANCE
par Jean-Christophe Morin
Liberté en prison
PAR-DELA LES NATIONS, L'EUROPE DES CITOYENS
par Raphaël L. P. 20-21

ALMANACH DE 1789
► POLITIQUE
Le roi et son...
L'AFFAIRE LOUIS XVII
par le comité de Paris
Les élections au Directoire
JEAN-JACQUES ROUSSEAU, MAÎTRE DE PARIS
par Maurice Godelier
► CULTURE
LA BATAILLE DE CHARLES IX
par Pierre Fautou
LA GAZETTE DE BICENTENAIRE
► « RÉACTION » ET « NOSTALGIE »
par Jean Starobinski
► L'ASSEMBLÉE NATIONALE, 200 ANS APRÈS
Un anniversaire...
par Laurent Fabius
P. 25-26

En septembre 1789, la révolution politique est faite : du printemps à l'été, la France révolutionnaire s'est dotée d'un patrimoine qui constitue encore, après deux siècles, l'ensemble de notre démocratie. Le 4 août, un particulier, sous l'impulsion sociale d'ordres tendant pour faire place à celle de l'humanité moderne, émet le principe d'un peuple souverain, c'est-à-dire d'une nation une et indivisible. Avant, lorsque commençait, ce matin-là, les premiers débats sur la Constitution de 1791, d'un monde social asservi à l'infinité et pour toujours — la camp « patriote » — qui fait d'un roi, une question surgit-elle, bien propre à l'époque, « tout le monde s'accordait à dire que la Nation ? » dit : « ce qui, comme l'a dit Louis XVI un droit de veto « suspensif », les députés firent à peu près la fin pour consacrer à Louis XVI un droit de veto « suspensif », les députés firent à peu près cette réponse : un citoyen parmi d'autres, réduit au rôle d'administrateur des lois. (Voir pages 7 et 8 l'article de Jean Tulard)

L'ALMANACH DE 1789 :

• Septembre 1789 • Politique : que faire d'un roi dans la nouvelle société des individus libres et égaux ? La grogne des campagnes bretonnes contre les villes « patriotes » • L'homme du jour : Jean-Paul Marat et les débuts de l'Ami du Peuple • Théâtre : faut-il interdire Charles IX de Marie-Joseph Chénier ? • Etranger : la révolution belge, de Liège au Brabant.

LE JOURNAL DES DROITS DE L'HOMME :

La Nation, ou comment l'idée de nation s'impose au cosmopolitisme des Lumières, et comment elle triomphera à la suite des armées de l'An II, du Directoire et de l'Empire, au travers de la « Grande Nation » • Portrait : Brissot, l'homme par qui une guerre de vingt ans est arrivée • En 1989, l'Europe des nationalités doit-elle céder la place à celle des citoyens ?

LA GAZETTE DU BICENTENAIRE :

Entretien exclusif : Laurent Fabius, président de l'Assemblée nationale, révèle comment il souhaiterait réorganiser la vie parlementaire • Polémique : une exposition sur la sellette, « Les savants et la Révolution » • Les livres du mois et toutes les manifestations à Paris et en Province.

SEPTEMBRE 1989

30 F — Mensuel

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

سكنا من الاعمال

15 Photojournalisme à Perpignan
17 Les Antilles après le cyclone Hugo

18 Le budget de la défense
19 Sports : la Ryder Cup de golf

19 Conflit autour d'un juge d'instruction
20 La 5 devant le tribunal de commerce



L'architecte Mario Botta présente son projet

En dépit de la loi sur la séparation de l'Eglise et de l'Etat

Le ministère de la culture envisage de participer au financement de la cathédrale d'Evry

Le ministre de la culture, M. Jack Lang, devait participer, jeudi 21 septembre, à la séance de clôture des Rencontres internationales d'Evry qui, durant deux jours, ont réuni penseurs, architectes et religieux autour du thème : « L'architecture religieuse : le retour du monumental ». Le cardinal Jean Poupard, président du conseil pontifical pour la culture, devait également être présent à cette séance.

Le but inavoué mais patent de ces rencontres sur le retour du monumental dans l'architecture, doublées d'une exposition tout aussi démentie, aura été de soulever l'émotion pour la cathédrale qu'a élaboré le diocèse d'Evry-Corbeil, avec le soutien logistique de l'agence ABCD et la signature prestigieuse de l'architecte Mario Botta : une nouvelle

cathédrale dans l'un des plus dynamiques de ces ensembles artificiels que sont les villes nouvelles (le Monde du 16 et du 21 décembre 1988).

Ce projet, annoncé il y a un an, en avait déjà surpris plus d'un, alors qu'on pensait révolus l'heure des grands édifices chrétiens en Europe. Chrétiens et en Europe, car, faut-il le rappeler, le monde musulman continue de construire à tour de bras des mosquées à l'échelle des gigantesques fortunes pétrolières qui s'en font les maîtres d'ouvrage, tandis qu'en dehors du monde occidental, l'Eglise catholique continue de susciter la passion des bâtisseurs de l'Infini, souvent regardés ici par les plus sceptiques comme des mégalomanes.

Le projet d'Evry, dans ce contexte, a ceci de particulier, outre la renommée internationale de son architecte et son probable intérêt pour la population du diocèse, que son financement emprunte tout des modèles contemporains (marketing, promotion, mécénat, appels organisés à la

solidarité générale, etc.), et rien de ce qu'on imaginerait relever de la foi : assemblées de fidèles apportant chacun son obole, menues pontificales, fortune légende par une religion pour le rachat des péchés de son frère... Ce mode de financement nouveau explique sans doute la présence du ministre.

L'agence ABCD, qui met tout en œuvre pour réunir les fonds nécessaires à l'édification de la cathédrale, est en effet dirigée par Claude Mollard, le premier directeur de cabinet du ministre de la culture. Est-ce à dire que le gouvernement pourrait s'engager dans l'affaire ? On ne saurait être plus prudent au ministère de la culture, où l'on n'a pas oublié la loi de 1905 sur la séparation de l'Eglise et de l'Etat.

Mais on sait aussi qu'un coup de pouce, un peu moins abstrait que la présence d'un ministre en fin de colloque, contribuerait à encourager l'éventuelle générosité de mécènes. Pourquoi ne pas financer une partie de l'édifice dont la fonction serait purement laïque, un musée d'art sacré, par exemple, à

l'image du musée d'art juif qui doit ouvrir à Paris ?

Il est en revanche certain que l'Eglise de France, seule, ne pourrait ou ne voudrait certainement pas suffire au financement d'un tel projet, même en imaginant de l'étaler sur plusieurs siècles comme cela a été le cas pour les cathédrales d'autan (celle de Cologne a été achevée au dix-neuvième siècle, celle de Gaudí à Barcelone le sera-t-elle au vingt et unième ?). Et puis, il y a le précédent de Firminy, cette œuvre de Le Corbusier restée inachevée malgré les appels réitérés à la générosité privée, voire publique.

Cette dernière mésaventure laisse cependant penser que certaines dispositions de la loi de 1905 mériteraient d'être allégées. Pas forcément pour faire plaisir aux fidèles. Plutôt pour ces innombrables touristes qui viennent, avec ou sans foi, admirer — gratuitement — les splendeurs de l'architecture religieuse et monumentale.

FREDERIC EDELMANN

Faut-il toucher au Musée Rodin ?

Le projet d'Henri Gaudin pour trouver de nouveaux espaces dans ce lieu célèbre et protégé du VII^e arrondissement suscite une polémique

Les roses du Musée Rodin sont-elles menacées par le béton ? Une association (1), créée pour la sauvegarde de ce site exceptionnel, combat vigoureusement le projet d'extension du musée. Celui-ci, signé par l'architecte Henri Gaudin, menacerait l'intégrité de l'un des plus beaux jardins parisiens.

Sont contestés : la transformation de la chapelle néo-gothique, ou plutôt ce qu'il en reste, après son massacre, dans les années 50 ; la construction d'une « orangerie » le long d'un mur mitoyen, et la présence de galeries souterraines qui provoqueraient la suppression d'une partie du jardin. Les Monuments historiques sont saisis.

Des interventions ont été effectuées auprès de M. Edouard Frédéric-Dupont, député de l'arrondissement. L'architecte des bâtiments de France a reçu une visite des représentants de l'association. La commission culturelle de la mairie de Paris et celle du Sénat sont bombardées de mises en garde. Tempête dans un verre d'eau, ou problème véritable ?

Le Musée Rodin bénéficie d'un statut particulier voulu par le sculpteur lui-même. L'Hôtel de Biron qu'il habitait appartenait à l'Etat. Celui-ci lui laissa l'usufruit du bâtiment jusqu'à sa mort. En contrepartie, l'artiste lui abandonnait, après sa mort, l'ensemble de ses œuvres et de ses collections. Celles-ci devaient être présentées dans l'édifice où il avait vécu.

Mais le musée ainsi créé, rattaché à la direction des musées de France qui en nomme le conservateur, est largement indépendant. Il est géré par un conseil d'administration autonome, présidé actuellement par Mme Chaban-Dezmas. Il possède un budget propre (45 millions de francs), alimenté par les entrées (360 000 en 1988, sans doute plus de 400 000 cette année), et surtout par les droits de tirage des œuvres du sculpteur, puisque le musée est seul habilité à « multiplier » les œuvres de Rodin (voir encadré).

Ces éditions, augmentées de celles, plus modestes, d'objets

Richard Rogers l'emporte pour le Palais des droits de l'homme à Strasbourg. — Le comité des ministres du Conseil de l'Europe a décidé, lundi 18 septembre, de confier la réalisation du Palais des droits de l'homme de Strasbourg à l'architecte britannique Richard Rogers. Le Palais prendra la forme d'un paquebot en verre et en grès, rue des Vosges, et il s'étendra sur 21 000 mètres carrés.

divers (affiches, catalogues, foulards, etc.) permettent au musée d'entretenir son propre personnel (65 personnes) et d'envisager une extension de ses locaux pour faire face à l'afflux des visiteurs : les expositions temporaires ont un succès croissant, et la sortie du film de Bruno Nuyten — Camille Claudel BR — a vraisemblablement contribué à gonfler cette année le nombre des entrées. Les habitants du septième arrondissement trouvent là un refuge d'autant plus protégé, qu'il est payant. Ils se sentent menacés par ces « grands travaux » qui risquent de bouleverser leurs habitudes.

Le conservateur, M. Jacques Villain, est pris entre l'arbre et l'écorce. La nécessité d'agrandir l'établissement dont il a la responsabilité, et la crainte quasi sacrilège de toucher à un ensemble remarquablement équilibré : un beau morceau d'architecture du dix-huitième siècle, posé au milieu d'un grand jardin (3 hectares), abritant des œuvres fameuses. Pourtant, il est certain que l'accueil du musée est insuffisant pour faire face à la masse nouvelle des visiteurs.

Le circuit de la visite, qui se heurte à de nombreux culs-de-sac, est à revoir. Trop de richesses sont actuellement entassées dans des réserves encombrées. En particulier la collection personnelle de Rodin. Le sculpteur a rassemblé, au cours de sa vie, près de cinq mille pièces de toute origine. « Il y a peu de réels chefs-d'œuvre parmi elles, note Jacques Villain, mais cet ensemble permet de mieux comprendre l'esthétique du fragment cher à Rodin. »

Un pari audacieux

L'espace destiné à présenter les expositions temporaires est lui aussi insuffisant. Un concours a donc été lancé pour réaménager globalement le musée. Son lauréat, Henri Gaudin, prévoit la construction d'une galerie, le long d'un mur perpendiculaire à la rue de Varenne, destinée aux expositions temporaires : l'ouverture des sous-sols de l'hôtel où serait montrée la collection personnelle de Rodin ; l'aménagement de réserves d'un système de circulation souterrain ; la reconstruction de la chapelle néo-gothique qui recevra accueil, boutiques et bureaux.

L'Hôtel de Biron serait, lui, exclusivement consacré aux œuvres de Rodin. La Porte de l'enfer serait

avancée de quelques mètres. Le jardin ne devrait pas perdre un arbre dans l'affaire (ce qui est à vérifier), et les parterres seraient tous reconstitués après les travaux.

Le pari de Gaudin est audacieux. Il faut, dit-il, face à un bâtiment important, l'Hôtel de Biron, « porter l'architecture à son comble, qu'elle soit là, et en même temps qu'elle s'efface ». Il refuse aussi bien l'excès du Musée d'Orsay, « La voie guimauve, pompière, surconstruite » que « l'espace sans lieu » du Musée national d'art moderne. Il propose de jouer sur la lumière et la matière. « Qui dit musée dit lumière. Ici l'architecture ne doit pas être une machine à habiter mais un piège à lumière. »

Le projet, accepté au départ, semble maintenant faire reculer une partie des membres du conseil d'administration qui, sans oser l'avouer, trouvent le parti pris d'Henri Gaudin « trop moderniste ».

Il craignent, en outre, une polémique ouverte avec les diverses associations de défense du Musée Rodin. Le cas de la galerie, ce long vaisseau qui doit servir d'accueil aux expositions temporaires, semble réglé, mais l'aménagement de la chapelle les heurte soudainement. Si Gaudin garde les grandes lignes du bâtiment néo-gothique, il aménage des terrasses devant les bureaux, au premier étage, et ouvre des lanternes pour éclairer les salles du haut.

L'architecte redoute que les membres du conseil d'administration ne profitent de ces « audaces » pour refuser le projet en bloc. Avec la bénédiction du conservateur en chef, secrètement soutenu, Jacques Villain, temporisateur, affirme le contraire : le travail de Gaudin a simplement besoin d'être approfondi : « Entre l'esquisse du concours et l'avant-projet sommaire, il y a un monde. Nous travaillons ensemble tous les deux. Il ne faut pas être pressé. C'est nous qui finançons ces travaux — 65 millions de francs, — et ils sont d'une telle importance qu'on ne les fera pas deux fois. Nous n'avons pas le droit de nous tromper. Nous devons avoir toutes les cartes en main, avant de prendre une décision ferme ». Celle-ci sera connue dans le courant du mois d'octobre.

EMMANUEL DE ROUX.

(1) Association pour la sauvegarde du site du Musée Rodin, 83, rue d'Henri-Victor, 75010 Paris. Tél. : 42-46-57-15.

CNIT : nouvelle tête sous ancienne voûte

Le Centre de communication et d'échange s'ouvre le 27 septembre sous la superbe voûte du CNIT.

C'est à un véritable « one-man-show » — expression qui, en l'occurrence, n'a pas d'équivalent français — que s'est livré M. Christian Pellerin pour présenter le nouveau CNIT, son nouveau CNIT.

Le président de la SARI et de la SEERI, groupes qui réunissent ensemble tout ce que la promotion peut représenter en matière d'ingénierie, de maîtrise d'ouvrage, d'aménagement foncier, de gestion et de maintenance d'immeubles, a ainsi pu rassurer son auditoire sur la date définitive d'ouverture, le 27 septembre prochain, du Centre de communication et d'échange, puisque tel est désormais le petit nom de ce qui est, depuis 1958, le Centre national des industries et des techniques.

Le CNIT nouvelle formule accueille un nombre impressionnant d'organismes ou de services, c'est-à-dire, en gros, tout ce que l'air du temps attend de la dimension internationale des affaires : un marché européen des nouvelles technologies (notamment l'informatic), un centre de communication ultra-sophistiqué à l'usage des entreprises, un World Trade Center (WTC) en liaison avec cent quatre-vingt-dix autres WTC établis dans le monde, un centre des congrès articulé avec d'importantes surfaces d'expositions, un centre de formation (géré par l'ESSEC), des clubs conformes aux rêves de l'homme d'affaires-type (secrétariat à la carte, golf, arts et loisirs, resto gratin, etc.), un hôtel (Sofitel), des boutiques

(« de luxe », des restaurants (« toutes formules »), enfin, et ce n'est pas le moindre atout, un réseau de télécommunications d'enfer.

A la gloire de l'Incongru

La même chose en chiffres ? Qu'à cela ne tienne : 200 000 mètres carrés de plancher, pour un investissement de 2 milliards de francs. Une réalisation qui aura pris à peine un an. Trois millions de visiteurs attendus, et un chiffre d'affaires prévu de 500 millions de francs. Très certainement, un tel centre était nécessaire au cœur de la Défense, pour donner à ce quartier surchargé de bureaux les moyens de communiquer.

Mais voilà qu'après l'inauguration de l'Arche de la Défense, formidable monument à la gloire de l'Incongru, dans ce quartier qui déteste tous les hasards sauf ceux de l'urbanisme, on se rappelle que le CNIT a vaguement à voir avec l'architecture et son histoire. Eh bien oui, voilà, le massacre est fait : une des plus belles voûtes de cette histoire, une des œuvres les plus significatives d'une époque (l'après-guerre) bien pauvre en symboles et en humanité, relève désormais du passé. Elle aura servi de casquette à un projet qu'aucune urgence, sinon celle du trop fameux univers impitoyable, ne légitimait à cet endroit précis.

L'effacement de la voûte, qui n'est d'ailleurs pas total puisqu'il en subsiste une respectable calotte qui forme le ciel rayonnant du Centre, implique-il, pour autant la condamnation du travail d'André Lurçat et Paris, les deux architectes auxquels la SARI a confié cette réalisation (ils sont aussi les réalisateurs du Palais omnisports de Bercy, de la tour Totem sur le Front de Seine) ? Certainement pas.

Dans cet exercice périlleux qui consiste à adapter une tête à un chapeau biscornu, ils sont incontestablement parvenus à produire un outil efficace et, si cela se vérifie demain, rentable. Un peu de l'esprit ancien subsiste, qui laisse croire que l'endroit respire. Et sans doute respirera-t-il après les dernières finitions, lorsque les cols blancs auront succédé aux cols bleus.

Le nouveau bâtiment au « look » de grand hôtel américain aura alors complètement vampirisé l'ancien. Lorsqu'on émet des réserves sur l'Arche, ou encore sur l'Opéra de la Bastille, il faudrait, se dit-on soudain, indiquer qu'on se trouve à un niveau de qualité, de respectabilité, très supérieur à celui de bâtiments comme le CNIT rénové. Mais pour ce dernier, il y aura certainement des esprits assez éloquentes pour parler du Front, voire du Collège. Il faut en effet des arguments massives pour expliquer l'ineffectif.

F. E.

FREUD 1856-1939 50 ANS APRÈS

Pour la première fois au monde, l'intégralité de l'œuvre de Freud, dans une édition scientifique et critique.

Direction de la publication :

A. Bourguignon, P. Cotet.

Direction scientifique : J. Laplanche.

Œuvres complètes de Freud

Déjà parus :

Tome XIII - Une névrose infantile.

Métopsychoanalyse (1914-1915).

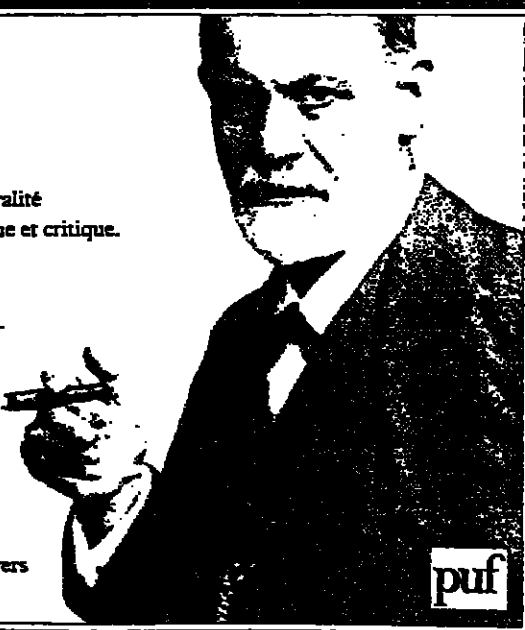
360 pages - 195 F

Traduire Freud. 392 pages - 195 F

A paraître fin octobre :

Tome III - Textes psychanalytiques divers

(1894 - 1899)



LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

CULTURE

MUSIQUES

Retrouvailles pour la chanson française

Le chemin de l'Amérique passe obligatoirement par le Québec où se tenaient les premières Francofolies canadiennes

Les premières Francofolies de Montréal, qui ont eu lieu du 7 au 16 septembre, ont permis de mesurer la largeur de l'Atlantique mais aussi l'étonnante des liens de consanguinité. Au Québec, Jacques Higelin ou Jean-Jacques Goldman ne sont connus que des initiés ; en France, on a oublié les héros de l'invasion québécoise des années 70, alors que de Michel Rivard à Richard Seguin - ils sont devenus là-bas, les piliers d'une chanson qui semble sortir du marasme.

Les Francofolies françaises ont été implantées en 1985 à La Rochelle par Jean-Louis Foulquier. La première édition québécoise a permis de remettre les deux pays en phase. Les spectacles associaient des artistes venus chacun d'un bord de l'océan : la Belge Maurane et Louise Forestier ; Pagliaro, version montrealaise de Bob Seger et Higelin ; ou le groupe bordelais Noir Désir et Jean Leloup.

Ces rencontres ont eu pour théâtre la scène du Spectrum, un ancien cinéma qui peut accueillir un millier de spectateurs dans des conditions dont les Parisiens ne font que rêver. Elles sont allées de l'incompréhension (le public, d'ordinaire plus que bon enfant, a quasiment boudé les rythmes savants et chaleureux des Martiniquais de Malavoi) au délice : le spectacle de Maurane a coïncidé avec sa percée à la radio et la chanteuse devrait revenir en tournée au début de l'année prochaine.

On n'est pas encore revenu aux temps où Jacques Higelin venait assurer les premières parties du

groupe Offenbach au Québec avant que les Québécois ne lui rendent la politesse en France, et les Canadiens francophones sont loin d'avoir retrouvé la popularité qui fut la leur, mais au moins, l'indifférence a reculé. C'est logique : les correspondances musicales existent toujours, la distance n'est pas très grande entre Seguin et Francis Cabrel par exemple, les influences sont communes, même si elles ne sont pas assumées de la même façon.

Un rythme de la communauté

Ici, la chanson vit au rythme de la communauté et ce n'est sans doute pas un hasard si son étiquette a correspondu aux lendemains douloureux du référendum de 1980. Depuis, elle a repris du poil de la bête, les ventes de disques ont remonté et le Québec s'est doté de la seule chaîne de télévision musicale francophone au monde, Musique Plus.

Une scène alternative se développe peu à peu avec, comme en France, des groupes aux noms qui marquent avant que le public en ait entendu une seule note (Vilain Pin-gouin, Valium et les Dépressifs), un club où ils peuvent se produire, les Foutaises Électriques, et depuis l'année dernière un festival de rock, le FIRM. S'y confrontent des groupes (qui n'ont pour la plupart pas encore enregistré) avec leurs aînés français. En 1988, Les Garçons Bouchers ou - déjà - Noir Désir ; cette année, la Mano Negra et Los Carayos.

Ces quelques vérités, Alain Simard, organisateur montrealais des Francofolies, voudrait les rap-peler aux artistes et aux professionnels français. Tout en voulant préserver l'esprit de rencontres du festival de La Rochelle, il n'a pas essayé d'en faire un événement de masse comme son équivalent français. En dix jours, le Spectrum n'aura accueilli que six mille spectateurs (contre mille à La Rochelle) et les recettes aux portes ne représentent qu'une fraction dérisoire des deux millions de dollars canadiens (environ onze millions de francs) qui constituent le budget total de l'opération. Le reste est affaire de retombées médiatiques et de substitutions françaises et québécoises.

Simard est à la tête d'un congrégat de sociétés où l'on trouve Audiogram, le principal label francophone et Spécel une société de production télévisée. Associé au producteur Guy Latraverse, il a réussi à convaincre la Communauté des télévisions francophones de faire de la soirée de clôture du festival son gala annuel. Il a ajouté aux artistes présents pendant les Francofolies (Charlebois, Rivard, Véronique Sanson, Maxime Le Forestier...) Elsa ou Patricia Kaza, valeurs sûres des variétés télévisées en France.

Le but de la manifestation est, bien sûr, de rentabiliser l'opération, mais aussi de préparer l'avenir : « Pour une première fois, il faut surtout acquiescer une certaine notoriété », explique Simard. Tout s'est bien passé, l'année prochaine nous aurons sans doute une programmation plus aventureuse. L'édition 1990 des Francofolies de Montréal devrait avoir lieu début décembre, en même temps que le CINARS (colloque international des arts de la scène). Ce salon professionnel accueille des professionnels des États-Unis.

THOMAS SOTINEL

Maison de la Poésie subventionnée par la Ville de Paris

101, rue Rambuteau, M^e Halle, 42362753

jeudi 28 septembre 20h30

POÉSIE MEXICAINE

avec Jean-Claude MASSON textes de Jacques HADJAJE en présence des poètes VÉRONICA VOLKOW et TOMAS SEGOVIA

MÉCÉNAT CULTUREL

En Haute-Vienne des entreprises s'engagent

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS • CAISSE D'ÉPARGNE ÉCUREUIL • CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE • CHAUSSE-RES WESTON • COGEMA • CRÉDIT AGRICOLE • CRÉDIT MUTUEL • FABRIQUE IMPRIMERIE • GLACES BÂTIMENT MIROVER • E. LECLERC • SOCAE COPRÉCO • CONSEIL GÉNÉRAL

SALON INTERNATIONAL DU DESSIN D'HUMOUR DE ST-JUST-LE-MARTEL
23 SEPTEMBRE/1^{er} OCTOBRE
FESTIVAL INTERNATIONAL DES FRANCOPHONES
28 SEPTEMBRE/15 OCTOBRE
MUSEE DEPARTEMENTAL D'ART CONTEMPORAIN DE ROCHECHOUART

culture et entreprises 87

THÉÂTRE

Bernard Faivre d'Arcier succède à Bernard Dort

Après le théoricien, l'homme de terrain.
Sa mission : mettre de l'ordre sur les planches

Sur proposition de M. Jack Lang, ministre de la culture et de la communication, Bernard Faivre d'Arcier a été nommé directeur du théâtre et des spectacles en remplacement de Bernard Dort lors du conseil des ministres du mercredi 20 septembre.

La décision de Bernard Dort de renoncer à la fonction de directeur du théâtre au ministère de la culture, n'étonnera pas plus les professionnels que celle de lui donner pour successeur Bernard Faivre d'Arcier.

Bernard Dort est en effet l'un des dramaturges les plus respectés, en France comme à l'étranger, depuis son compagnonnage avec le TNP de Jean Vilar et sa participation à la naissance du Festival mondial du théâtre de Nancy auprès de Jack Lang. Il a décidé de retrouver son poste d'enseignant au Conservatoire national d'art dramatique et ses travaux personnels de recherche sur le théâtre.

Bernard Faivre d'Arcier, après son apprentissage à l'École nationale d'administration, a commencé sa carrière au ministère des affaires culturelles, en 1972, dans cette direction dont il prend aujourd'hui la charge. Mais c'est à la tête du Festival d'Avignon, de 1980 à 1984, qu'il s'est véritablement comporté à la plupart des metteurs en scène et directeurs d'institutions publiques.

On savait que la jungle des dossiers de subventions et d'aides multiples qui envahit le bureau du directeur du théâtre n'était pas du goût de Bernard Dort. Sa compétence est de l'ordre de l'analyse technique ou financière. Se définissant lui-même dans ces colonnes comme « un corsaire de l'action culturelle » (le Monde du 26 juillet), Bernard Faivre d'Arcier ajoutait aussitôt : « Pas un pirate, un corsaire subventionné par l'État pour mener des missions précises avec obligations d'un résultat positif. » Une confiance qui apparaît aujourd'hui prémonitrice. Le plan de charge de celui qui fut président du directoire de la SEPT et chargé de mission auprès de M. Laurent Fabius à la présidence de l'Assemblée nationale tient à l'évidence de la navigation en haute mer.

Problèmes financiers et artistiques des théâtres nationaux, crise d'identité des maisons de la culture, missions disparates des centres dramatiques nationaux, difficultés endémiques des compagnies indépendantes, relations toujours complexes de l'administration centrale avec des créateurs turbulents et fragiles, il faudra toute l'énergie et le labeur de cet homme pour mettre de l'ordre sur les planches.

OLIVIER SCHMITT

(Né le 12 juillet 1944 à Albertville (Savoie), Bernard Faivre d'Arcier est

licencié ès-lettres et diplômé de l'École des hautes études commerciales et de l'Institut d'études politiques de Paris. Elève de l'École nationale d'administration (1970-1972), il est, pendant deux ans, chef du bureau des interventions culturelles à la direction du théâtre et des spectacles avant de devenir, pour deux années encore, chef de la division des interventions culturelles tandis qu'il continue d'enseigner les sciences politiques à l'École supérieure de commerce de Rouen (1973-1977) et de directeur de stages à HEC (1976-1979).

En 1977, il fonde l'Association Etudes et culture et rejoint l'Institut national de l'audiovisuel où il est délégué du directeur général jusqu'en 1979. Cette année-là, il devient chargé de mission auprès du directeur général du Centre culturel du cinéma, animateur de stage à l'ENEA, membre de la commission française de l'UNESCO et responsable des Cahiers de l'Atelier. En 1980, il succède à Paul Fassin à la tête du Festival d'Avignon. Il donnera sa démission en juin 1984 en raison des incertitudes politiques et financières pesant sur le Festival. Il devient alors conseiller technique de M. Laurent Fabius, premier ministre, puis, en 1986, président du directoire de la SEPT jusqu'à ce que le conseil de surveillance, le 10 septembre 1986, en passant à sa tête M. Georges Duby, procède à son départ après le changement de gouvernement. Bernard Faivre d'Arcier retrouve différentes manifestations culturelles internationales en tant que conseiller artistique et financier avant de rejoindre, en 1988, le cabinet de M. Fabius à l'Assemblée nationale, comme chargé de mission pour la culture et la communication.)

APRÈS SA TRAVERSÉE
TROCADERO-TOUR EIFFEL

PHILIPPE PETIT

"JONGLEUR DES RUES"
SAMEDI 23 SEPTEMBRE À 20H
PLACE DE LA MONTAIGNE - SORTIE CÔTÉ AU-DESSUS
sous la banderole

MACAD'AM CENTER
"entrée" libre...
AMERICAN CENTER : 40.15.00.88

SADE
CONCERT D'ENFERS
Enzo Cornmann
Philippe Adrien

Salle 1
du mardi au samedi 20 h
dimanche 15 h 30

CARTOUCHERIE
la Tempête
LOC 43 28 36 36

Attention : les portes seront fermées
dès le début du spectacle.

OEDIPÉ ET LES OISEAUX

SOYOKLE
ARISTOPHANE
CHARTREUX

NANTERRE AMANDIERS

à partir du 3 octobre en alternance :
OEDIPÉ TYRAN et OEDIPÉA COLONE
de SOPHOCLE, traduction Bernard CHARTREUX
mise en scène Jean-Pierre VINCENT

LOCATION OUVERTE : Tél. 47.21.18.81
de 12 h à 19 h du mardi au samedi
3 FNAC, Biletel, Minitel 3615 code COM21

JEAN VAUTRIN

Un grand pas vers le Bon Dieu

"Un grand pas vers le Bon Dieu" est le roman historique, le roman tragique, le roman poétique, le roman aventureux que vous souhaitez lire sans oser l'espérer.
Pierre Lepape / Le Monde

"Ce roman impétueux où le torrent verbal de Céline fertilise le terroir sudiste de Faulkner. Un grand pas vers le chef d'œuvre."
Pierre Billard / Le Point

"440 pages de bonheur. De quoi vous soucier de mots, de liberté, d'histoires. Jean Vautrin a l'art de rattraper avec le grand roman, celui qui se doit d'être plus vivant que la vie pour inventer la vie."
Michèle Gazier / Télérama

ROMAN

GRASSET

CULTURE

Premier bilan positif pour le Grand Louvre

Le Musée du Louvre aura accueilli 4,5 millions de visiteurs en 1988. Au cours d'une conférence de presse consacrée à un premier bilan du Grand Louvre, M. Jack Lang a indiqué que ce chiffre représentait une hausse de 44 % par rapport à l'an dernier. Le ministre de la culture s'est félicité d'une ouverture plus large du musée (92 % des salles ouvertes contre 70 % en 1988, pendant 63 heures - dont deux nocturnes - au lieu de 49 heures 30 en 1988) et du succès de sa librairie, « la plus importante d'Europe ». Un personnel plus nombreux, des moyens d'informations modernes (informatique ou vidéo), deux fois plus de visites-conférences, ont amélioré la qualité de l'accueil. M. Jack Lang a, par ailleurs, invité les visiteurs à emprunter la seconde entrée du Louvre, la porte Jaurès, pour éviter les attentes devant la pyramide. Cycles de conférences ou de colloques, concerts, spectacles et expositions, la programmation du Grand Louvre sera encore étoffée en 1989-1990. Dans le cadre des « Mids du Louvre », l'auditorium proposera régulièrement des projections de films ayant trait à l'histoire de l'art. Ce bilan positif et cet avenir prometteur pour le Grand Louvre s'appuient sur un effort budgétaire sans précédent. La saison 1988-1989 est dotée d'un budget de 400 millions de francs.

□ M. François Wehrin quitte la direction de l'Ecole des beaux-arts. — M. François Wehrin, directeur de l'Ecole des beaux-arts depuis 1982, est remplacé par M. Yves Michand.

[Professeur d'esthétique à l'université Paris-8 et directeur des Cahiers du musée national d'art moderne, M. Yves Michand est en outre l'auteur de nombreuses préfaces de catalogues consacrés à des peintres américains comme Sam Francis, Shirley Jaffe ou Joan Mitchell.]

[Né le 24 juillet 1935 à Strasbourg, M. François Wehrin est diplômé de sciences politiques et littéraires. Après un passage en 1963-1964 au ministère des affaires culturelles, il dirigea une année la galerie Louis Carré, puis fut chargé de la Fondation Maeght de 1965 à 1969. Il fut nommé en 1969 professeur de philosophie et d'histoire de l'art à l'Ecole spéciale d'architecture, dont il devint le directeur en 1975. En 1982, il remplaça Jean Mosy, brutalement « débauché » de la direction de l'Ecole des beaux-arts.]

PHOTOGRAPHIE

Des images à la hauteur des événements

La Chine des étudiants et l'URSS de Gorbatchev en vedette au premier Festival international de photoreportage qui se tient à Perpignan du 18 au 23 septembre

Si le fusil est décrié, le visage, lui, est conquérant. L'image a été prise à Pékin pendant le mouvement étudiant de mai dernier. Elle est sans doute la plus forte, la plus belle, la plus spontanée parmi les innombrables photos réalisées durant les événements de la place Tiananmen. Elle est aussi la plus exemplaire car son auteur est chinois. Agé d'une trentaine d'années, il vit toujours à Pékin, et se cache derrière le pseudonyme occidental de Davy.

Cette image, c'est aussi un grand bol d'air frais dans un photojournalisme qui avait tendance, depuis deux ans, à tourner en rond. Rien de tel qu'un bon état des lieux ; cette première édition du « Visa pour l'image » tombe donc à pic. Première mondiale, elle permettra de montrer les multiples tendances — 8 combien différentes et contradictoires — de l'image d'actualité, mais aussi de rendre hommage aux deux événements qui ont renouvelé, cette année, le reportage photographique : la Chine des étudiants et l'URSS de Gorbatchev.

Bien sûr, Perpignan va célébrer la photographie chinoise, comme Arles l'a fait, en juillet dernier, avec un soubassement de récupération déplacée. Aux organisateurs de ce nouveau festival d'éviter l'écueil pour ne pas faire de la seule Chine le symbole un peu trop voyant du renouveau.

Depuis deux ans, Paris, capitale mondiale du photojournalisme, était gagnée par un certain flottement. On y parlait surtout de transfert de photographes au sein des agences, de la remise en cause de ces dernières, de la création de petites structures, de la baisse du nombre de reporters sous contrat dans les magazines américains ; bref, il était plus souvent question du marché des images que de leur qualité journalistique et graphique.

Il est vrai que cela faisait bien longtemps que nous n'avions pas reçu d'images photographiques à la hauteur de l'événement qu'elles relatent. Nous connaissons l'extraordinaire richesse des photos du Vietnam, les grandes images d'Irlande du Nord, du Liban et des



Pékin, mai 1989 par Davy.

guerres de « libération » en Amérique centrale. Les images ramassées du « printemps de Pékin » sont de la même veine. Elles viennent rompre avec toute une série d'événements « verrouillés » par les parties en présence, qui interdisent leur territoire aux reporters. C'est ainsi que des trois conflits majeurs — Malouines, Afghanistan et Irak-Iran, — nous n'avons reçu que des images « pauvres ».

Certains photographes ont su cependant contourner par leur créativité, voire leur acharnement, ce problème des « frontières ». James Nachtwey — présent à Perpignan — en est le plus bel exemple. Cet Américain est devenu, en huit ans à peine, le plus grand photographe de guerre, couvrant les principaux conflits. A quarante ans, il vient de publier un livre qui fera date, *Deeds of War* (Actes de guerre) (1).

On peut se demander ce dont ce photographe serait capable s'il empruntait maintenant d'autres voies, plus intimistes. Ses meilleures images, donc, Nachtwey les a ramassées d'Irlande du Nord, du Liban, du Salvador et du Soudan, là où il pouvait travailler sans trop de problèmes. Dans son livre, une seule photo est consacrée à l'Afghanistan, tout l'approche photographique de cette guerre est difficile, et encore est-elle en marge du conflit.

La nouvelle génération américaine

James Nachtwey est aussi le principal représentant d'une génération de photographes américains qui « couvrent » à chaud les grands événements internationaux, un domaine qui était dominé depuis vingt ans par les photographes européens, français en particulier. La Fondation du World Press d'Amsterdam, qui décerne chaque année les « Oscars » mondiaux de la photo de presse, a consacré cette école américaine en avril der-

nier (2). Les frères David et Peter Turnley ont été primés pour leurs reportages sur le tremblement de terre en Arménie ; Allan Tannenbaum, pour sa couverture de l'intifada dans les territoires occupés par Israël ; Charles Hires pour sa couverture des inondations au Bangladesh, et Anthony Suau pour son reportage sur l'élection de Benazir Bhutto au Pakistan.

Le dernier goulag

Américaine, elle aussi, Alexandra Avakian, qui expose à Perpignan en compagnie de Deborah Copaken, affirme, à vingt-neuf ans et cinq ans de reporter, à peine, sa « volonté de dominer » ses sujets : « Je choisis toujours où je veux aller. Des rébellions, des guerilles, des guerres de libération plutôt que des guerres traditionnelles (Israël, Arménie, Haïti). Je reste longtemps, plusieurs mois ; j'emporte toujours avec moi des images prises par d'autres : Dolencu, Lartigue, par exemple ».

Le « printemps de Pékin », ce fut également le printemps des photographes, qui aura vu s'illustrer quelques reporters occidentaux comme Jacques Langevin (Sygma), David Turnley (Black Star), Peter Turnley (Newsweek) et Patrick Zachmann (Magnum) ; mais aussi, et c'est nouveau, des photographes chinois qui ont directement participé au mouvement en s'y engageant totalement.

Ces deux visions d'une même actualité sont complémentaires et reposent sur des différences de culture photographique : « Le photographe occidental cherchera toujours à montrer la foule ; le Chinois, non ; il en a trop l'habitude, préférant s'appuyer sur des personnages isolés », explique Christian Caujolle, le directeur de l'agence Via, qui présente à Perpignan le travail très attendu d'un des sept photographes chinois distribués par son agence ; en attendant un livre superbe — même si la phase de répression du mouvement

chinois, on la retrouve en comparant ce livre avec celui réalisé par les frères Peter et David Turnley, deux solides reporters américains installés à Paris, dont l'album *Beijing Spring* (4) suit mieux les différentes étapes de la révolte étudiante : un ouvrage plus journalistique, méthodique, mais qui est desservi par une maquette vieillotte et par un trop grand nombre d'images.

Autre événement de ce premier Festival de Perpignan, la photographie soviétique. Marie-Françoise George avait montré la voie en organisant, en novembre 1988, au Comptoir de la photographie, une exposition remarquable de trente-neuf photographes soviétiques. En juillet 1989, le magazine *Photo* consacrait un numéro entier à l'URSS. Le 1^{er} septembre, l'Express publiait « en exclusivité mondiale » un reportage signé Pierre Perrin (Sygma 2) sur « le camp de Perm, le dernier goulag d'URSS », un remarquable scoop qui semblait impossible à réaliser il y a un an, et qui laisse entrevoir une multitude de sujets en images à travers l'Europe de l'Est en mutation.

MICHEL GUERRIN

► « Visa pour l'image », premier Festival international de la photographie de reportage à Perpignan. Débats en soirée jusqu'au 23 septembre. Les expositions sont visibles jusqu'au 1^{er} octobre. Renseignements : 68-51-94-48.

- (1) *Deeds of War*, par James Nachtwey, Thames and Hudson, 1989.
- (2) Les photos primées par le World Press sont exposées au Centre Pompidou, dans le cadre de la Bibliothèque publique d'information (BPI), jusqu'au 13 novembre.
- (3) *Chine 89*, les 55 jours de Pékin, par sept photographes chinois. Flammarion, 1989.
- (4) *Beijing Spring*, photos de David et Peter Turnley ; texte de Melinda Liu. Asia 2 000, 1989.

CE SOIR PREMIERE

PETIT MONTPARNASSE

LES HOMMES NAISSENT TOUS EGO

COTILLARD Cie **DRAME BURLESQUE**

LOC. 43.22.77.74

AU FOYER DES 19 H. ASSIETTES GOURMANDES ET VINS CHOISIS

DROUOT RICHELIEU
9, RUE DROUOT, 75008 PARIS
Tél. : 48 00 20 28 • Téléc. : DROUOT 42 260
Informations téléphoniques permanentes
en français et anglais au : 48 00 20 17
Compagnie des commissaires-priseurs de Paris

LUNDI 25 SEPTEMBRE
S. 4. — 15 h. Tapis. — M^{re} LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.
S. 12. — Timbres-poste. — M^{re} LENORMAND, DAYEN.

MARDI 26 SEPTEMBRE
S. 2. — Dessins d'architecture fin 19^e et 20^e siècles. M. de Bayser, expert. — Instruments scientifiques. M. Willmet, expert. — Livres anciens et techniques. Bibliothèque J. BOUDARD, M. Blum-chong, expert. — M^{re} PESCHETEAU-BADIN, FERRIER.
S. 9. — 14 h 15. Dessins et tableaux modernes. — M^{re} ADER, PICARD, TAJAN.
S. 13. — Dessins, gravures, bibelots et mobilier. — M^{re} OGER, DUMONT, LAROCHE.
S. 14. — Tableaux, bibelots, meubles. — M^{re} CHAMBEILLAND, GIAFFERI, VEYRAC. Tél. : 42-94-10-24.

MERCREDI 27 SEPTEMBRE
S. 3. — Archéologie. — M^{re} BOISGIRARD.
S. 4. — Tableaux, bibelots, meubles anciens et de style. — M^{re} LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.
S. 8. — Linges, dentelles, poupées. — M^{re} MILLON, JUTHÉAU. M^{re} et M^{re} Demel, experts.
S. 10. — 14 h 15. Bons meubles. Objets mobiliers. — M^{re} ADER, PICARD, TAJAN.

JEUDI 28 SEPTEMBRE
S. 2. — Cadres 18^e, 19^e S. — M^{re} BOISGIRARD.
S. 11. — 14 h 15. Livres anciens et modernes. — M^{re} ADER, PICARD, TAJAN, M. Mesnère, expert.
S. 13. — Matériel photographique. Tableaux, bibelots, meubles anciens et de style. — M^{re} AUDAP, GODEAU, SOLANET.

VENREDI 29 SEPTEMBRE
S. 1. — Cérises. — M^{re} LANGLADE.
S. 5. — Cabinet de curiosités. — M^{re} LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR, M. Rouillon, expert.
S. 7. — Tableaux modernes. Art contemporain. — M^{re} CHARBONNEAUX.

ADER, PICARD, TAJAN, 12, rue Favart (75002), 42-61-80-07.
AUDAP, GODEAU, SOLANET, 32, rue Drouot (75009), 47-70-61-68.
BOISGIRARD, 2, rue de Provence (75009), 47-70-81-36.
CHARBONNEAUX, 134, rue Solferino (75008), 43-53-66-56.
LANGLADE, 12, rue Desbordes (75017), 42-27-00-91.
LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR (anciennement REHIMS-LAURIN), 2, rue Desnos (75009), 42-66-61-16.
LENORMAND, DAYEN, 12, rue Hérold-Lesbas (75009), 42-81-50-91.
MILLON, JUTHÉAU, 14, rue Desnos (75009), 47-70-00-45.
OGER, DUMONT, 22, rue Desnos (75009), 42-66-96-95.
PESCHETEAU-BADIN, FERRIER, 16, rue Grang-Saint-Hippolyte (75009), 47-70-88-33.

Savant dosage

Trente expositions et six soirées-débats sont au programme de ce premier « Visa pour l'image » (18-23 septembre) organisé par la ville de Perpignan, le conseil général, et par le groupe Filippacci (Paris-Match et Photo). Michel Decron, rédacteur en chef du magazine *Photo*, et Jean-François Leroy ont concocté un savant dosage entre les différentes familles du photojournalisme : grandes et petites agences, noir et blanc et couleur, actualité et faits de société, rétrospectives et expositions thématiques, guerre, sport, politique et paparazzi...

A noter : la rétrospective James Nachtwey, Sebastião Salgado, deux expositions sur le « printemps de Pékin », la photo soviétique. Cade par les Cubains. Les innombrables à Marseille par Michel Sebban et deux reporters prometteurs : Deborah Copaken et Alexandra Avakian.

DANIEL RONDEAU

Les Tambours du monde

« La hauteur des dialogues : un romantisme de la langue et du style toujours maîtrisé par la rigueur coupante d'un scalpel de chirurgien ; un éblouissant morceau de lyrisme amoureux, qui fait songer à Aragon. Pas de doute : Daniel Rondeau est un écrivain. » *Renaud Matignon / Le Figaro*

« Le lecteur frémissait... et voici qu'un écrivain de face lui est donné. » *Marc Lambron / Le Point*

ROMAN

GRASSET

(Publicité)

LE PEELING ANNA PEGOVA

Faire peau neuve, c'est la réalité du peeling Anna Pegova qui change votre visage. 12 jours de soins intensifs provoquent des réactions en profondeur et l'apparition d'une nouvelle peau saine, fine, et au grain raffiné et comestible. La technique Anna Pegova triomphe également des marques d'âge et autres les plus tenaces.

INSTITUT ANNA PEGOVA
346, rue Saint-Honoré - PARIS 1^{er}
Téléphone : 42-60-41-55



MICHEL SWISS

vous accorde les mêmes remises exceptionnelles qu'aux touristes étrangers

PARFUMS

ACCESSOIRES HAUTE COUTURE
PRODUITS DE BEAUTÉ
MARQUINERIE
PORCELAINE

PLACE DE L'OPÉRA

16, rue de la Paix

75002 Paris - 2^e étage

Tél. 42-61-61-11

Du lundi au Samedi de 9 h à 18 h 30 sans interruption

PLACE VENDÔME

TOUTES

LES GRANDES MARQUES

Trebel

Centre d'Esthétique

"Le Soir de Soi"

SOINS A LA CARTE

Méthodes exclusives Régine Ferville

"Le soin de soi"

POUR ELLE

"Soin Carotène"

80, rue de Valenciennes, PARIS 11^e

Tél. 45-62-08-10

FORME ET BEAUTÉ

LE RETOUR EN BEAUTÉ.

Être belle est devenu relativement facile grâce aux procédés modernes. Les solutions nouvelles venues sur le marché de la beauté garantissent à votre visage et à votre corps une nouvelle allure, une nouvelle fraîcheur, un nouveau charme.

Aujourd'hui, il faut nourrir et hydrater votre peau : les moyens sont nombreux, et nous avons choisi quelques exemples et quelques nouveautés qui méritent toute votre attention. Bref, c'est ici que vous découvrirez tout ce qui facilitera votre remise en beauté d'automne.

MATIS POUR HOMMES AUSSI

Enfin une ligne de produits de beauté pour hommes chez Matis, cette jeune et dynamique marque française qui, je vous le rappelle, propose, pour les hommes, des soins de teint bio-ceran qui masquent parfaitement les impuretés éventuelles : cicatrices, brûlures, etc. Mais, revenons aux hommes, qui trouvent donc huit nouveaux produits dont trois vraiment très pointus. Voici d'abord un talc « liquide » qui désodorise et rafraîchit, un « dynamiseur vital capillaire » dont l'efficacité est des plus performantes dans son genre et crée une mini-révolution. Ensuite un « Energy Tenseur Soin Intensif » qui atténue les rides et donne un coup de vitalité à votre visage. S'ajoutent encore un baume et une crème à raser, un masque hydratant, un baume autobronzant et un shampooing-douche. Numéro Vert. Tél. : 05-00-53-33.

LA MODE A MOINS 50 %

Savez-vous comment les femmes peuvent s'habiller avec de grandes griffes « couture » ? Il leur suffit de retenir une des trois adresses de « Toutes griffes dehors » ! A savoir 76, rue Saint-Dominique, 84, rue de Sèvres, ou 17, rue Lecourbe à Paris. En effet, la petite robe « d'un chic fou », à prix doux, se trouve ici grâce à des fins de séries ou des retours d'exportations. Autrement dit, une réduction allant jusqu'à 50 % sur le prix normal ! Par exemple, des jupes en laine de chez Courrèges à 430 F, un chemisier en soie imprimée signé Balmain à 550 F, des manteaux 100 % laine signés Gaston Jauret à 590 F, entre autres choses à découvrir dans ces boutiques où l'accueil est particulièrement sympathique !

ENFIN DE LA SANTÉ POUR LES CHEVEUX !

C'est grâce aux laboratoires pharmaceutiques S.E.R.B. que

vous allez enfin pouvoir donner un équilibre à la santé de vos cheveux, et cela en profondeur ! Ce miracle porte un nom : Diopase, vendu en pharmacie en coffret de six ampoules. Ce produit, un complexe à base d'huiles essentielles, a un pouvoir pénétrant extraordinaire et apporte au cuir chevelu, par les racines, tous les éléments nécessaires à son équilibre. Outre ses qualités comme produit capillaire, il faut encore signaler son effet spectaculaire de volumateur. Il convient donc, en particulier, aux personnes aux cheveux fins. Diopase est très facile à utiliser, s'applique une demi-heure avant le shampooing.

DÉFENDEZ-VOUS CONTRE LES GRIFFES !

On ignore encore le germanium en France, mais, aux États-Unis et au Japon, il est utilisé depuis vingt ans. Et c'est tellement logique ! Mais qu'est-ce ? Le germanium est un oligo-élément que l'on trouve, en principe, dans la nourriture. En bref, on pourrait dire que c'est lui qui développe nos défenses immunitaires contre rhumes, angines et autres rhumatismes. Hélas ! dans les aliments d'aujourd'hui, les engrais et les pesticides ont détruit ce fameux germanium. Alors, il faut en apporter à notre corps, autrement ! La solution s'appelle Germa 30, des gélules à prendre pendant une cure d'un mois suivie d'une autre de deux mois avec Bio Germa. Vendu en pharmacie.

IMPOSSIBLE N'EST PAS ANNA PEGOVA

Vous vous désespérez de votre peau à cause d'un masque de grossesse, de squellettes d'acné, de taches pigmentaires, de taches de rousseur ? Des cas difficiles, certes, mais pas impossibles ! Il faut savoir, en effet, que c'est à l'Institut Anna Pegova qu'il faut s'adresser ! Ici, vous trouverez

cinquante-huit ans d'expérience et la proposition d'un véritable rajeunissement, grâce à leur traitement de douze jours : un peeling qui révoque les tissus et vous donne un teint lumineux, ce qui est aussi valable pour les hommes, bien sûr ! 346, rue Saint-Honoré - 75001 Paris. Tél. 42-60-41-55.

LA PEAU DOUCE COMME DE LA SOIE !

Vous connaissez déjà les crèmes hydratantes, nourrissantes, traitantes, mais pas encore la crème « volumatrice » de visage : Liftil de Phytodil ! Elle est vraiment miraculeuse. Songez donc : elle nourrit et hydrate la peau en profondeur ; ensuite, elle la rend douce comme de la soie ! Comment ? Grâce à une huile biologique, extraite du Bombyx Mori (bombyx du mûrier ou ver à soie) ! Ce n'est pas tout, voici que ce bombyx du mûrier contient aussi de l'ecdysone, qui n'est autre qu'une véritable hormone juvénile naturelle. Voilà le miracle ! Liftil, vendu en pharmacie.

LA BEAUTÉ PAR VOIE INTERNE

Retrouvez, en quelques semaines, la force et la vitalité de votre peau et de vos cheveux à l'aide des gélules transparentes Bioformule. Ce sont des petites bombes vitaminées que l'on prend comme des compléments alimentaires. Elles pallient votre manque de vitamines et d'acides aminés, ces derniers étant un nouveau manque de notre société moderne ! 3 gélules par jour pendant 33 jours, et le tour est joué ! 58 F le flacon de 50 gélules.

LE LIFTING DOUCEUR

Se faire un lifting en douceur, c'est possible ? Oui, avec Medicoop, qui a mis au point l'appareil Myolift, une invention signée Charly Ancoïlo. Avec le temps, comme vous le savez, apparaissent des ridules et, plus tard, des rides. Pourquoi ? Parce que les muscles se relâchent, c'est ici que Myolift entre en jeu. Il reproduit les stimulations électriques semblables à celles, naturelles, de notre corps ! Ainsi, les muscles retrouvent leur jeunesse et redonnent au visage et au corps fermement. 10 à 12 séances pour un traitement du visage et du cou. Medicoop, 9, rue Casimir-Delavigne - 75006 Paris. Tél. : 43-25-25-23.

TRÉBEL, TOUJOURS À LA POINTE !

Le centre d'esthétique Trébel « Le soin de soi » est toujours à la pointe du progrès et propose, pour la rentrée, deux soins superbes ! D'abord, pour femmes, le système D comme « Détoxifiant » ! Une méthode très performante qui prépare pour les saisons à venir le visage et le corps. Elle est axée sur les trois points capitaux : l'exfoliation, l'élimination et l'hydratation ! Un soin extrêmement voluptueux contre 300 F, durée 1 h 30. Et, pour les hommes, un soin « Caractère », qui vous en donnera, grâce à des massages du dos et du visage, un brosseage facial, un masque relaxant et une manucure complète, 250 F et, jusqu'au 30 octobre, un cadeau griffé Daniel Hechter en plus ! Trébel, 60, rue de Miromesnil - 75008 Paris. Tél. : 45-62-08-10.

LA BEAUTÉ MOINS CHÈRE

Tous vos produits de beauté qui vous sont si chers à des prix imbattables ? Où les trouver ? Nous avons la réponse ! Chez Michel Swiss, c'est à la deuxième étage (ascenseur) du 16, rue de la Paix à Paris, que vous les découvrirez. Mais pas seulement votre crème de jour et votre crème réparatrice de nuit, non, voici une nouvelle collection d'accessoires qui vient de naître : foulards, châles, sacs et autres cravates, tous, bien sûr, dans les couleurs de la mode et toujours à des prix réduits, y compris les parfums des grands classiques aux nouveaux sortis ! Une adresse précieuse à conserver quand vous avez un cadeau à faire !

HALTE À LA CHUTE DE CHEVEUX !

Vous avez déjà tout essayé et rien n'y fait ? Peut-être la Clinique du cheveu Akasane a votre solution ? Elle propose un traitement à tous ceux qui s'angoissent : la photostimulation infrarouge pulsée consiste à stimuler les bulbes fatigués ! Les résultats sont, c'est le moins que l'on puisse dire, spectaculaires ! A ces stimulations infrarouges s'ajoutent ensuite une série de traitements, de lotions et de shampooings qui associent alors la technologie à la nature ! Bien sûr, un long entretien avec un spécialiste précède le traitement. Comptez 10 000 F pour la cure d'un an et, si aucune repousse n'apparaît à son terme, on vous rembourse ! 5, rue Beethoven - 75116 Paris. Tél. : 40-50-12-12.

Ça vient de sortir

Bientôt l'hiver !

Brr... dites-vous ! Comme vous avez tort de ne pas aller voir les fourrures de Spring Friars créées par Chloé de Brandon. Découvrez ce polaire court en vison Saga royal. C'est un travail très coûteux avec des airs rétro ! Spring Friars, 5, av. Victor-Hugo, 75016 Paris et grands magasins.

Faux !

Si vous avez envie de faire une écologie, en voici, proposée par une jeune styliste autrichienne, Marianna Beck. Elle a créé un manteau vert forêt en imitation renard à 3 300 F qui aurait fait le bonheur de Sissi, la célèbre impératrice. Points de vente : 45-08-42-06.

Un jambon de mer ? !

Ne soyez pas surpris, si vous voyez chez votre épicer, sous la marque habituellement réservée aux jambons et saucissons, Harro, de somptueux filets de maquereaux fumés au poivre, des saumons norvégiens et écossais, des harings divers. C'est nouveau, c'est délicieux et ce n'est pas cher !

Deux en un !

Gagnez encore quelques minutes de sommeil grâce au nouveau « longueurs et pointes », les « Duo », qui sont à la fois des shampooings et des baumes démaquillants ; ainsi, avec un seul geste vous en avez fait deux ! Dieu que c'est beau le progrès ! Existe pour tous les types de cheveux.

Sweet and sour

Il est tout nouveau le « Ricci-Club », la dernière née des eaux de toilette pour homme de Nina Ricci. Le flacon ressemble à celui, si beau, de « Phébus » sauf le bouchon, qui a changé et qui est en harmonie avec son emballage que nous devons au peintre américain Sol LeWitt. Quant à son contenu, c'est une crêpe baissée que la maison Nina Ricci aime défriser comme « sweet and sour » mais qui ne doit pas se confondre avec la cuisine chinoise ! Le « Ricci-Club » reste dans la tradition de l'élégance classique. Bon, très bon !

Le temps des cerises !

Elle se veut très british la première ligne de porcelaine de Gey Laroche et, avec son nom, « Cherry », on est en plein dans le mille avec ses motifs à feuilles et à cerises pour une vaisselle en porcelaine de Sèvres, ultra-classique sur fond blanc. « Oh dear, have a cup of tea » avec sa soucoupe pour 130 F. Points de vente : 42-23-15-06.

Rubis Noir

Pas de complication pour le flacon du parfum de René Girard, « Rubis Noir », mais quel monde à découvrir dans le jus ! Une surprise véritable, voici la jeunesse, l'espoir, une nuit, une plage aussi, bref, c'est une fantasme fille de fleur, de fruits et d'épices. On dirait même un retour à la féminité, on croit rêver ! Rubis Noir de René Girard.

Happy Bally Birthday

Les chaussures de cette marque ont toujours une jeunesse éternelle, pourvu elles fient leurs 70 ans ! Et pour souffler toutes ses bougies, Bally propose deux chaussures pour homme de très grande qualité, dans une de style Richelieu gold ou noir à 1 295 F, d'une finition absolument parfaite et qui vous enveloppe le pied comme celui d'un lord !

Maigrir avec Cartier

Quoi de plus ordinaire que les boîtes de cigarettes avec leurs coloris verdâtres et orange ? Ce qui est in, ce qui est « must » pour les adeptes de la pilule à l'aspartame, est signé Cartier ! C'est sûr, puisque cette petite nouveauté reprend deux thèmes chers à cette maison, d'abord le gallochage à godrons et, ensuite, les trois anneaux en or célébrés sous le nom de « les trois chics » à servir au moment du café.

GUNNAR P.

Toutes griffes dehors

LE SPÉCIALISTE DU GRIFFÉ DÉGRIFFÉ DES GRANDS COUTURIERS

Jupe Courrèges 430 F Tailleur G.L. 1 370 F

Chemisiers P.B. 550 F Manteau G.J. 590 F

17, rue Lecourbe 15^e - 45-67-87-85

84, rue de Sèvres, 7^e - 45-67-00-84

76, rue Saint-Dominique, 7^e - 45-51-88-14



deride le temps



l'unique méthode de lifting doux sans chirurgie

LE MEDICOOP-MYOLIFT

chez votre technicienne conseil-beauté

Pour connaître l'adresse de votre centre MEDICOOP-MYOLIFT le plus proche de chez vous, appelez :

SOS LIFTING 43-25-25-23

DIOPTASE

Le premier produit de rééquilibrage du cuir chevelu qui redonne du volume à vos cheveux.

LABORATOIRE SERB

53, rue Villiers de l'Isle Adam

75020 PARIS

Tél. 46-36-88-53

LIFTIL

La première crème qui donne du volume aux cellules de votre peau grâce à la présence d'une hormone juvénile.

Vendu en pharmacie



GERMA 30

Le Germanium

le plus fortement dosé

actuellement sur le marché

Pour une cure d'entretien

BIOGERMA

VENDU EN PHARMACIE

Akasane

La clinique

du cheveu

5, rue Beethoven

75116 Paris

Tél. : 40-50-12-12

FAITES LA PEAU AUX MACHOS



MATIS

PARIS

LISTE DES MAGASINS

SUR SIMPLE DEMANDE

MATIS

5, rue Scribe

75009 PARIS

47-42-66-66

Numéro vert : 05-00-85-33

صكنا من الامم

SOCIÉTÉ

Les conséquences du passage du cyclone aux Antilles

Huit disparus après un accident d'hélicoptère

Après être passé à l'est des îles Bahamas, suffisamment loin pour épargner ces îles, le cyclone tropical Hugo semble vouloir se diriger vers les côtes américaines. Mais tout cyclone ayant une route capricieuse et imprévisible, on ne peut dire quelle partie des côtes entre la Floride et la Caroline du Nord risquait de voir arriver Hugo le 22 ou le 23 septembre.

Un hélicoptère Puma de l'armée de l'air française est tombé en mer le 20 septembre dans la soirée. Il revenait de la Désirade, une île particulièrement touchée par le cyclone, où il était allé porter des secours. Tous les membres de l'équipage semblent avoir péri : mercredi soir, 20 à 30 (heure locale), on avait retrouvé un corps. Il y avait huit disparus.

La Désirade coupée du monde

La Désirade

de notre envoyé spécial

Si Christophe Colomb avait pu survoler l'île la plus proche de Saint-François à l'est de la Guadeloupe, à bord d'un Piper Cherokee-VI, il ne l'aurait pas appelée « Désirade » mais « Moribonde ».

Ce n'est que mercredi 20 septembre que le ballet des barges de transport et des avions-taxis a débuté. Grâce à la solidarité locale, les plus démunis portant assistance aux plus démunis. Quant aux membres de la Sécurité civile, ils n'étaient que vingt-trois mercredi et ils manquaient de carburant. Deux barges et un avion de l'aviation civile, secondés par tous les appareils de l'aéro-club de Pointe-à-Pitre apportant de l'eau, des bananes et des vêtements. La Désirade, selon son maire, M. Mathias Mathurin, était, mercredi, dans un « état de dénuement extrême » et avait « l'impression d'être un peu

délaissée du fait de l'isolement de l'île ».

Le médecin manque d'antibiotiques, mais n'a pas encore pu le faire savoir aux autorités, du fait des coupures des liaisons avec « le continent ». « Nous n'avons encore vu personne de l'équipement », ajoute un élu. Dans la rue, une femme attend la distribution de bûches. Elle habite dans le quartier de Bale-Mahaut où, sur trois cent cinquante maisons, seulement cinq sont habitables.

M. Robin, adjoint au maire, se réjouit tout de même d'avoir vu M. Roger Bambuck, secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports, Guadeloupéen d'origine.

Les pelletieuses mécaniques n'ont plus de carburant pour dégrader les rues encombrées. Et surtout, l'usine de dessalement d'eau de mer est hors d'usage. En outre, un cachalot entré non loin de là, voici quelques mois, commence à réapparaître.

ANDRÉ LÉGER

Des cases et des normes

La construction de bâtiments en Guadeloupe est soumise à quelques règles de sécurité qui visent à protéger les vies humaines. Les constructions doivent respecter des normes anticycloniques et des normes antiseismiques. Ainsi, les bâtiments recevant du public doivent pouvoir résister à des vents de plus de 230 kilomètres à l'heure, car les Antilles font partie de la région n° 4, cotation qui définit la vitesse de base des vents à 210,6 kilomètres à l'heure à laquelle s'appliquent des coefficients correctifs selon la situation du terrain constructible.

Toutefois les normes anticycloniques ne sont pas obligatoires et ne concernent pas les habitations privées. Or plus de 90 % des constructions se font sans architecte qu'il s'agisse des habitations en béton, dont le toit peut résister à des vents de 150 kilomètres à l'heure, ou des traditionnelles cases antillaises en bois et en tôle. La case est l'habitation la plus répandue en Guadeloupe pour des raisons financières, thermiques, mais aussi parce que les occupants ne sont pas propriétaires du terrain sur lequel ils habitent. En cas de litige avec le propriétaire, ils transportent la case sur un autre terrain.

□ Envoi de troupes américaines aux îles Vierges. — Le président George Bush a décidé, mercredi 20 septembre, d'envoyer des troupes aux îles Vierges. Cette décision fait suite aux nombreux pillages qui ont lieu dans l'île de Sainte-Croix, après le passage de l'ouragan Hugo. Selon le secrétaire général adjoint de la Maison Blanche, M. James Cincotti, un bataillon de police militaire (500 à 800 hommes) et des agents du FBI devaient se trouver dans l'île dès jeudi. Le gouverneur de ce territoire américain des Caraïbes, M. Alexander Parry, a démenti, dans la soirée de mercredi, l'existence d'un « état d'urgence » dans l'île, mais a confirmé les pillages.

C'est la première fois que des troupes fédérales sont envoyées rétablir l'ordre sur un point du territoire américain depuis 1968.

□ Typhon en Chine : plus de cent soixante morts. — Le typhon (cyclone tropical d'Extrême-Orient) Vera, qui s'est abattu le 16 septembre sur la province Zhejiang (côte orientale de la Chine), a fait cent cinquante-quatre disparus, a annoncé le 20 septembre le journal *China Daily*. Le quotidien chinois a ajouté que six cent quatre-vingt-dix personnes avaient été blessées et que les dégâts étaient évalués à 1,3 milliard de yuans (2,3 milliards de francs au cours officiel). Le typhon, qui est considéré comme le plus puissant ayant jamais frappé la province Zhejiang en vingt-sept ans, a incendié 347 000 hectares de cultures et anéanti les récoltes sur 16 000 hectares. — (A.P.)

Guadeloupe : Hugo, hélas...

(Suite de la première page.)

On avait encore espéré que le vent frapperait ailleurs, plus au nord ou plus au sud. Que la météo exagérât. A l'aube, samedi 17 septembre, en fin d'après-midi, celle qui ordonne de gagner les abris, chacun avait pris Dieu pour que la colère de ce ciel tropical épargne sa case, son palmier, son usine à sucre. Dans la nuit, au plus fort de la tempête, on s'était encore dit que les murs allaient tenir puisque le toit venait d'être arraché. Dimanche matin, Hugo défilait, le soleil revint, on se croyait sincèrement le seul malchanceux de ce mauvais rêve, chère maison, ou alors avec quelques voisins, ou encore, pour les plus lucides, avec sa ville.

Dimanche, lundi, la réalité traversa la Guadeloupe à la vitesse d'un lent aile. Ils pensèrent d'abord que seule Pointe-à-Pitre avait ses vitres brisées, ses voitures retournées, ses maisons de bois éclatées. Point-à-Pitre, Saint-François, les hôtels balnéaires, Sainte-Anne et son Club Méditerranée. A la limite, Saint-François, tout au bout de l'île, et son golf pour Texans. Le coup était rude mais, pour se remonter le moral, ils voulurent se persuader que le désastre n'était qu'urbain ou touristique, et qu'un fond d'écrit pure justice. Dieu devait punir la Guadeloupe d'avoir vendu son âme aux planches à voile.

Le premier choc, bien plus profond, vient des informations concernant le nord, là où l'île est à la fois ouvrière et pauvre. Le Moule d'abord, a perdu 80 % des ses maisons. Les caravanes de secours avançaient à la trappe et s'empêtraient de plus en plus dans les superstitious du désastre. Morne-à-l'Eau, Petit-Canal, Port-Louis, Anse-Bertrand : là où il y avait autrefois des villes, et où leurs habitants attendaient debout, sans rue ni égout, ou bien assis, admirables de fatalisme, sur des amas de murs, de cloisons et de débris. Mercredi encore, les officiels avançaient le chiffre de vingt mille sans-abri, mais ils avaient bien ce qu'il fallait. C'était le double, au moins. Toute l'électricité gît à terre, poteaux de béton tranchés net ; au milieu des arbres retournés, la canne à sucre vaillamment brisée à sucre de Garde, celle de Boufort ressemblent à des squelettes d'usine.

Un océan d'égoïstes

Alors, ils se mirent à regarder leur passé enfoui sous des amas de planches. Ils partirent de Bayrouth, de l'Arménie et, à ces évocations étrangères vues à la télévision, leurs nerfs se réveillèrent enfin. Mercredi 20 septembre, un sous-officier de la gendarmerie, torse nu, épuisé et ému par la crise de nerfs de sa femme, devait se coller sur l'organisation des secours. Il avait qu'il s'agissait, qu'il avait organisé la distribution d'eau, qu'il avait fait son devoir et qu'il était comme les autres, impuissant montrant son courroux de n'avoir plus de paysage autour de sa brigade en ciment, plus de voisins.

L'aide de la métropole, en temps et en moyens, était un record de

monde pour une si longue distance. Mais tous les sauveteurs, une fois les routes dégagées, toute l'armée et la gendarmerie, disparaissaient dans l'étendue du sinistre. Une goutte d'eau potable dans un océan d'égoïstes. « Que fait l'Etat ? On nous a oubliés. On ne nous aime pas », se plaignait une vieille habitante du Moule.

Et pourtant, depuis mardi, débarquaient les renforts d'EDF et de France-Télécom, les 747 se posaient à l'aéroport du Raizet, chargés jusqu'à la gueule de tout ce qui fait une vie précaire. L'eau arrivait. Comme les couvertures et les bâches pour les chanceux qui avaient encore des murs. L'argent suivait comme les rations alimen-

consommation comme tout média d'ici. La station ne cessa jamais d'émettre, ses animateurs se relayant à l'antenne pour rassurer, conseiller, soutenir l'espérance de l'île au plus fort de la sale bourrasque.

Cette activité-là vaut bien la médaille du Mérite national. Comme l'incroyable réseau d'entraide monté par RCI dès lundi, carrefour de toutes les bonnes volontés insoupçonnées d'une population jugée plutôt égoïste par la métropole. Enfant glorieux de l'assistance permanente, l'île est sortie de ses décombres avec un fantasme. Elle allait se débrouiller seule, sans Paris.

La Basse-Terre secourue par la Grande-Terre, en 1976, lors de l'éruption de la Soufrière, avait une

Et il en allait ainsi sur toutes les traces d'Hugo. Une étrange paix de sinistre. Un compte réglé pour l'heure avec un malentendu sur eux-mêmes. A Boissard, le bidonville des plus pauvres de Pointe-à-Pitre, on redressait les cases même la nuit, pressé de donner belle allure au ghetto de mauvaise réputation, « des fois qu'il vienne à la municipalité l'envie d'en profiter pour assainir ». Mercredi, Boissard était debout, les « lolos », épiques de fortune, ouvertes. Les habitants avaient même trouvé le moyen de s'éclairer. Plus que dans les quartiers riches, ils respectaient les consignes d'hygiène, annonçant des tas de déchets pour les brûler, jetant de la chaux vive sur les cadavres d'animaux.

Boissard relevé

Boissard relevé en deux jours, alors que ses occupants avaient, de toute l'île, passé la « nuit cyclonique » la plus pénible. Ils sont six mille environ, Guadeloupéens miséreux, délinquants, Hattiens ou Dominicains sans papiers : six cents seulement avaient rejoint les abris. Les experts de M. Le Penec se demandaient comment tant de gens avaient pu résister sous des planches à des charges de 240 kilogrammes à l'heure.

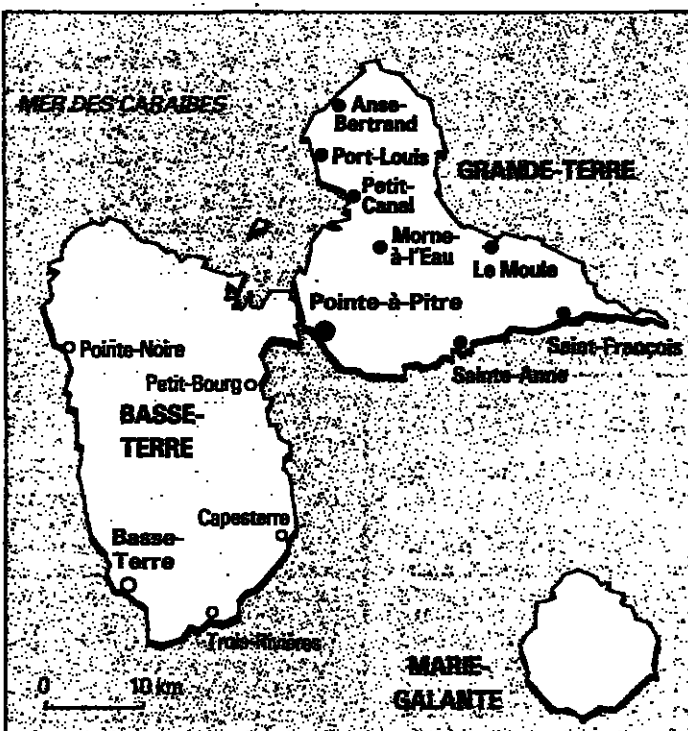
Alors, Roger Bambuck répétait que cette réaction-là, choc psychologique ou découverte de soi dans l'épreuve, était pour l'île une occasion à ne pas manquer. Puisqu'il fallait reconstruire, pourquoi ne pas changer le cours des choses ? Il y avait dans les effets de ce cyclone bien plus que la force du grain. Une sorte de vitrine brisée des maux de la Guadeloupe. Ses tares et son dysfonctionnement économique. Trop de maisons étaient à terre, preuve qu'aucune norme n'était respectée. On était passés les subventions du plan d'urbanisme, les crédits à la construction ? Les hôtels de Gosier, piscines vides et chaînes longues en lambeaux, n'étaient plus que mirage. Et si l'île avait trop misé sur une activité mal maîtrisée ? La culture des bananes était naufragée à 100 % ? Il était peut-être temps d'admettre que cette culture, trop fragile au pays des cyclones, subventionnée, chaque année sinistrée pour une raison ou une autre, était mal adaptée.

La Guadeloupe pouvait, depuis dimanche, mesurer un autre travers : son économie de surconsommation. L'inflation des commerces d'importation rendait déjà, avant, l'île incapable d'autonomie et les réflexes de peur, cette semaine, n'avaient fait que la vider de ce sang-là. Samedi, Hugo encore à quelques dizaines de kilomètres, les supermarchés avaient été pris d'assaut, les congélateurs des ménages bourrés. Tous les stocks, avec les coupures d'électricité, furent jetés. De quoi nourrir tous les sinistrés.

Les usines d'eau minérale Matouba et Capes furent très vite débordées parce que le négoce commande d'acheter l'eau en métropole. Hugo reparti, l'île n'était plus qu'une terre pauvre, presque au niveau de la Dominique, et pas par la seule faute du cyclone. Coupée de ses sources d'approvisionnement, la Guadeloupe ne pouvait pas miser sur ses forces de production. Ni dans l'agriculture, ni dans l'industrie. Des milliers de têtes neuves étaient nécessaires pour protéger les cases de la pluie qui recommençait à tomber mercredi. On se souvenait brusquement que ce produit de première nécessité n'était pratiquement pas fabriqué localement. Et ainsi de suite jusqu'à l'absurde. De quoi décourager les experts les plus optimistes. Il y avait de la remise en question dans l'air.

Il était nombreux en début de semaine, Français des DOM devenus collectivement « sans abri », à soupçonner les équipes de secours de ne sauver que le golf de Saint-François. C'était histoire de critiquer pour supporter la belle étoile. Saint-François était naufragée, comme les villes du châteauneuf, d'une agriculture d'esclaves ou des « superstitious » qu'ils habitaient. Il n'y avait plus de différences. Saint-François n'était aux temps déjà lointains de ses splendeurs estivales qu'un décor en trompe-l'œil. Sans rapport avec l'histoire d'une île qui s'était perdue bien avant un coup de vent.

PHILIPPE BOGGIO



taires de première urgence qui devaient remplacer les bananes à partir de vendredi.

Cet effort considérable, ce pont aérien, l'aide de la Martinique et de la Guyane, semblaient pourtant fondre instantanément. Le gendarme en colère avait beau crier. Ils étaient tous en face d'une autre dimension. Ni guerre ni tremblement de terre. Ils manquaient de mots, alors ils se répétaient les anecdotes de la nuit où la Guadeloupe agonisait. Cet autre gendarme qui s'était enfoncé avec sa famille dans une cellule, se souvenant que l'unique survivant de l'éruption volcanique de Saint-Pierre (Martinique), en 1902, avait été un désemparé (oublié dans un cachot) ; cette famille qui roulait sa case devenue bouillie, tour après tour, jusqu'à la rue suivante. Ces bateaux déposés par le vent à 300 mètres du port. Ces villas de riches effondrées à côté de masures cinquantennaires en bois de Cayenne.

Surtout, les Guadeloupéens s'avouaient un étrange sentiment : l'irréductible besoin d'associer leur solidarité. Hugo leur rendait un orgueil d'eux-mêmes qui avait, par temps calme, tant de mal à s'exprimer. Ils avaient déjà leurs héros puisque le cyclone n'avait pas fait de martyr. Par exemple, Radio-Caraïbes-International (RCI), une radio privée qui pense à la

detta. De l'eau et des couvertures. Les supermarchés, accusés, comme toute activité économique ici, d'endetter à l'année la Guadeloupe, distribuaient leurs stocks. Les entreprises détruites avaient sauvé leurs camions. On transportait l'indispensable sans l'armée, après une annonce sur l'antenne de RCI. Des affairistes du malheur vendaient-ils l'eau et le lait hors de prix ? Aussitôt, dix, vingt Guadeloupéens inspectaient un commerce du système D dont ils étaient pourtant familiers. Habités à gémir à toutes les rentrées budgétaires, les Guadeloupéens mettaient un point d'honneur à ne rien demander. Il se trouvait même des voix d'élus locaux, à commencer par ceux de la Désirade, l'île la plus touchée, pour expliquer que « l'honneur impose de rebâtir par soi-même ». Ils étaient somnolents, enfin éveillés.

Il venait de régresser de dix à vingt ans en une nuit et paraissait lavé de quelques complexes. Ils étaient du côté de leurs pères, victimes du cyclone de 1928. La Guadeloupe, peut-être redevenue sous le souffle d'Hugo une île noire, comme avant la pub et l'obsession des belles voitures ; et il y avait dans ces ruines un rappel d'esclavage qui les trouvait battus mais vivants.

Mercredi encore, le secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports, Roger Bambuck, « régional de l'étape », parce que Guadeloupéen, selon l'expression d'un gamin qui regardait son chien mort dans les restes de sa chambre d'écolier, allait d'une rue abattue à un port dévasté. Pour répéter que l'île pouvait compter sur le pays. Partout. Il rencontrait des hommes et des femmes attentifs, polis, car on sait recevoir même à ciel ouvert, et pourtant, curieusement indifférents.

Bien sûr, ils avaient besoin de tout, et ce n'était pas le ministre qui pouvait leur rendre leurs souvenirs. Surtout, ils opposaient une dignité à un mauvais sort comme à la même gouvernante qui déjà tardait. Ils avaient le cœur à leurs affaires. A Port-Louis, Roger Bambuck aurait pu se quereller avec les indépendantistes qui l'écoulaient au milieu de colis de vêtements, dans la mairie. Il sourit, salua en créole, comprenant que ceux-là géraient seuls leur sauvetage, l'île réduite à leur ville mise à bas, et que leurs initiatives même brouillonnées, même titonnantes, leur servaient de courage.

SERGE DOUBROVSKY

Le Livre brisé

Dans ses audaces, le *Livre brisé* porte à une sauvage incandescence le roman du moi. Un très grand livre.

Jacqueline Piatier / Le Monde

"Roman d'amour, roman de mort, le *Livre brisé*, maintenant reconstitué, est un grand livre."

Jérôme Garcin / L'Evenement du Jeudi

ROMAN

GRASSET

SOCIÉTÉ

DÉFENSE

Avec un budget supérieur à 189 milliards de francs

Nouvelle baisse des effectifs militaires en 1990

En dépit des prises de position des chefs militaires en faveur d'un maintien, voir d'une augmentation des personnels, le ministre de la défense prévoit de diminuer de 3 739 le nombre des emplois de cadres d'active et d'appelés du contingent dans son projet de budget pour 1990.

Le projet de budget, qui s'élève à 189 443 millions de francs (+ 3,88 %), devrait être débattu au début de novembre à l'Assemblée nationale. Il accorde cependant une priorité à l'amélioration de la condition des militaires, qui est nettement supérieure à celle qui avait été envisagée au début de l'été (le Monde du 20 juillet) avant la fronde épistolaire des gendarmes et le mécontentement dans les autres armées.

Au total, le projet de budget de la défense pour l'an prochain se monte à 230,8 milliards de francs (avec les pensions des retraités) et à 189 443 millions de francs pour ce qui concerne

les dépenses d'équipement (102 100 millions de francs) et les crédits de fonctionnement (87 343 millions) propres aux armées et à la gendarmerie. Les crédits d'équipement progressent plus vite (4,2 %) que les dépenses de fonctionnement (3,5 %) par rapport au budget de 1989.

D'avantage de gendarmes

Précisément, le budget de fonctionnement met l'accent sur une série de mesures destinées à améliorer la condition des militaires, comme l'avait réclamé le chef de l'Etat au conseil des ministres du 26 juillet et comme il l'a rappelé, la semaine dernière, lors des cérémonies du bicentenaire de la bataille de Valmy (le Monde du 19 septembre). Ce sont au total 632,4 millions de francs (au lieu de 322 millions de francs en 1989) qui seront attribués à ce secteur.

En juillet dernier, le ministre de la défense avait prévu

420 millions de francs en faveur de l'amélioration de la condition militaire. Mais, depuis, les mesures annoncées en faveur de la gendarmerie, le 23 août dernier, exigent une dépense supplémentaire de plus de 200 millions de francs.

Ces mesures concernent aussi bien l'indemnité pour charges militaires que l'avancement de certains sous-officiers de l'armée de terre ou de la marine, l'encadrement des unités de gendarmerie, la prime de séjour en Allemagne fédérale ou à Berlin et le pécule alloué aux recrues du contingent acceptant d'être volontaires pour un service plus long.

Mais ces mêmes crédits de fonctionnement ont été calculés dans la perspective d'un départ de 831 cadres d'active et de 2 908 appelés du contingent. Ces départs sont moindres que le volume de la déflation enregistrée jusqu'à présent par le ministère de la défense depuis plusieurs années consécutives, et il est probable que M. Chevènement s'est battu pour que cette diminution des effectifs soit inférieure à ce qu'il avait été prévu à l'origine dans le cadre des directives données par le premier ministre.

A l'exception de la gendarmerie qui est autorisée à recruter 750 gendarmes de métier et 250 gendarmes auxiliaires du contingent, ce sont les armées de terre (avec quelque 600 départs) et l'armée de l'air (avec environ 230 départs) qui seront le plus touchées. Selon les études en cours, la marine nationale ne subirait aucune déflation de ses effectifs.

A plusieurs reprises dans le passé, les chefs militaires avaient attiré l'attention du gouvernement sur les effets d'une nouvelle déflation sur le moral des personnels.

Un écart croissant

En onze années, depuis 1978, à l'exception des années 1981 à 1983 pour lesquelles il y avait eu une légère reprise du recrutement, les trois armées ont perdu 28 120 emplois de cadres d'active et d'appelés, soit 4,8 % de l'ensemble des effectifs militaires en France.

En juillet 1987, puis en juin 1988, le général Maurice Schmitt, chef d'état-major de l'armée de terre, puis chef d'état-major des armées, avait attiré l'attention du gouvernement sur le fait qu'une baisse des effectifs entraînait une aggravation des astreintes de service pour le personnel restant sous les drapeaux. Plus récemment (le Monde du 15 septembre), le chef d'état-major de la marine, l'amiral Bernard Louzeau, avait estimé qu'il était plus que nécessaire de stopper cette déflation.

Il faut croire que le gouvernement ne l'a pas entendu de la même oreille, puisque le ministre de la défense a dû se résoudre, tout en le ralentissant, à continuer ce mouvement de baisse des effectifs militaires, quand d'autres administrations de l'Etat sont autorisées à embaucher en 1990.

Dans ces conditions, la part prise par les crédits d'équipement au sein du budget global de la défense ne fait que croître : elle sera de 53,74 % en 1990, au lieu de 53,74 % cette année. L'écart se creuse depuis 1987 entre les crédits d'équipement, garantis de la modernisation des armées, et les dépenses de fonctionnement, censées assurer le confort de vie et de travail de ceux qui servent les armées.

Conformes à la programmation militaire 1990-1993, qui sera examinée le 3 octobre prochain par les députés, les crédits d'équipement pour 1990 sont réservés pour un tiers aux forces nucléaires stratégiques et préstratégiques, un autre tiers pour les études-recherche et développement, et pour le tiers restant à l'achat des matériels classiques.

JACQUES ISNARD

MÉDECINE

Le traitement de l'obésité et du diabète

Des chercheurs français ont découvert un troisième récepteur humain de l'adrénaline

Un groupe de chercheurs français dirigé par le professeur A. Donny Strosberg (Institut Pasteur de Paris) vient d'annoncer la découverte du troisième récepteur cellulaire de l'adrénaline, substance hormonale qui, chez l'homme, joue un rôle essentiel dans le domaine de la physiologie comme dans celui de la pharmacologie (1). Cette découverte constitue un événement dans la mesure où elle ouvre de nouvelles perspectives thérapeutiques en médecine humaine (traitement de l'obésité et du diabète).

L'adrénaline, hormone sécrétée principalement par les glandes surrénales, agit dans l'espèce humaine sur de nombreux tissus, en particulier vasculaires et musculaires, en provoquant des manifestations physiologiques importantes : accélération du rythme cardiaque, élévation de la tension artérielle et de la concentration en sucre dans le sang, vasoconstriction, etc. On distinguait schématiquement jusqu'à présent deux types de récepteurs cellulaires dénommés α et β , structure indissociable de l'action de ce type d'hormone dans l'organisme. Les substances agissant sur les récepteurs β (substances dites β -bloquantes) constituent, grâce à leurs propriétés cardio-protectrices notamment, l'un des principaux

chapitres de la pharmacologie (et de l'industrie pharmaceutique) moderne. On distingue en France, aujourd'hui, plusieurs types de récepteurs α et β (dits β_1 et β_2), ces derniers étant présents respectivement au niveau des tissus cardiaque et pulmonaire.

Dans le domaine vétérinaire

C'est un troisième récepteur β dit β_3 que viennent d'identifier et de caractériser les chercheurs français au terme d'un long et patient travail de biologie moléculaire. « Nous travaillons depuis une dizaine d'années sur ce thème, nous a expliqué le professeur Strosberg. Il y a peu, nous avons publié en même temps et presque que les équipes américaines concurrentes l'isolement des gènes qui dirigent la synthèse des récepteurs β_1 et β_2 . Plusieurs données cliniques et pharmacologiques nous laissent supposer qu'il existait un autre type de récepteur de l'adrénaline. C'est en ayant recours aux outils génétiques que nous avons pu découvrir le récepteur β_3 . Celui-ci a, d'ores et déjà, été identifié chez l'homme, le chien, le rat, le cheval, ainsi que chez les bovins et tout laisse penser que sa présence est universelle au même titre que les récepteurs des types β_1 et β_2 . »

An-déjà de son aspect fondamental, une telle découverte ouvre d'ores et déjà de nouvelles et fort

intéressantes perspectives thérapeutiques. On indique ainsi à l'Institut Pasteur de Paris que plusieurs multinationales pharmaceutiques ont déjà pris contact avec l'équipe de chercheurs. Pour sa part, celle-ci a breveté les points essentiels de sa découverte : structure du récepteur, utilisation de ce dernier pour des applications médicamenteuses, expression du gène dans plusieurs lignées cellulaires, etc.

Compte tenu de leur expérience et des données dont ils disposent dans ce domaine, les chercheurs français nourrissent aujourd'hui de solides espoirs quant aux applications thérapeutiques ultérieures de leur découverte. « Les applications thérapeutiques des dérivés capables d'activer de manière sélective ce récepteur concernent les domaines de l'obésité, du diabète dit gras et des hyperlipidémies », explique le professeur Strosberg. Ces applications pourraient également concerner, demain, le domaine vétérinaire en permettant une augmentation artificielle chez le bétail de la masse protéique en réduisant de manière simultanée la proportion des graisses de l'animal.

JEAN-YVES NAU

(1) Cette découverte est signée par M^{me} et M^{lle} Laurent J. Emorine, Stefano Marullo, Marie-M. Briand-Satzen, Gilles Patey, Keri Tate, Colette Delavier-Klatchko et A. Donny Strosberg (CNRS, université Paris-7, et laboratoire de biologie moléculaire des récepteurs, Institut Pasteur de Paris).

CAMPUS

L'entraide scolaire contre l'échec

Pour un élève en difficulté, le soutien scolaire individualisé est souvent le seul recours, l'indispensable bouée qui peut l'empêcher de sombrer définitivement. Beaucoup de parents n'ont pas le temps ou la compétence pour aider leurs enfants. Beaucoup n'ont pas les moyens de leur payer des cours particuliers. Ces inégalités ont été prises en compte par le gouvernement, puisque le plan de revalorisation de la profession enseignante a permis de dégager des crédits pour indemniser les enseignants qui assurent un suivi personnalisé de leurs élèves, et inciter les autres à le faire.

Mais il existe, et depuis longtemps, d'autres réponses à l'échec scolaire. Les initiatives efficaces ne manquent pas. Dans la région parisienne par exemple, l'Entraide scolaire amicale (ESA), créée en 1989 à l'initiative d'une mère de famille, a aidé en vingt ans des générations d'enfants. Le principe de fonctionnement est simple : chaque bénévole s'engage à donner à un élève, du CE1 à la terminale, une heure de

leçon gratuite chaque semaine pendant une année scolaire. Actuellement, 1 000 enfants sont soutenus chaque semaine par 1 000 bénévoles à Paris, mais aussi depuis peu dans certaines villes de province.

Chaque bénévole, recruté par l'association après un entretien particulier, se déplace au domicile de l'enfant, créant, selon les responsables de l'ESA, « un climat de confiance et un lien amical qui redonnent courage à l'élève ». Une équipe de responsables d'arrondissement ou de ville assure la liaison avec les assistantes sociales et les enseignants qui signalent les enfants en difficulté. Les familles peuvent ainsi compter sur une aide efficace (80 % de chances de réussite sur l'année scolaire, annonce l'ESA) pour une cotisation modique : 50 francs par an et par enfant aidé.

J.-J. B.

* Entraide scolaire amicale, 8, rue Pierre-le-Grand, 75008 Paris. Tél. : 01 46-04-84-85 ou 46-22-66-68.

Transferts de technologie

Cinq sociétés de conseil - Euro-développement, dont le siège est à l'université de Valenciennes, Trider N.V. (Belgique), Trade-Consulting (RFA), Sicoinfo (Espagne) et Michael J. Crowson & Associates (G.-B.) - ont décidé de créer un nouveau miniréseau pour encourager le transfert de technologie et la gestion de l'innovation vers des entreprises et des universités de la Communauté européenne.

* Eurodéveloppement, université de Valenciennes, La Mont Houy, 59328 Valenciennes Cedex. Tél. : 27-42-41-00 (poste 1327).

Robotique et productique

Un enseignement de spécialisation en génie robotique et productique est créé à l'Institut national des sciences et techniques nucléaires (INSTN), avec la collaboration de professeurs de l'université Paris-VI et de spécialistes du CEA et de l'industrie. Elle doit permettre à des ingénieurs diplômés de devenir des spécialistes « système » capables de s'adapter rapidement à des environnements industriels très divers.

* CEN, Saclay, INSTN, 91191 Gif-sur-Yvette Cedex. Inscriptions et renseignements : Marie-Noëlle Collet. Tél. : 69-08-58-50.

Esthétique industrielle

Un BTS d'esthétique industrielle est créé au lycée professionnel de La Souterraine (Creuse). A recrutement national, il développera des formations dans la filière Arts appliqués, particulièrement développée dans le Limousin.

NOUVEAUTE

OTTO DE HABSBOURG-LORRAINE

L'IDÉE IMPÉRIALE

Histoire et avenir d'un ordre supranational

Préface de Pierre Chaumy

226 pages - 110 F - en librairie

PRESSES UNIVERSITAIRES DE NANCY

25, rue Baron Louis, 54000 Nancy

SOCIÉTÉ

L'assassinat d'une fillette
dans les Alpes-de-Haute-Provence

La Cour de cassation refuse de dessaisir un juge d'instruction

La chambre criminelle de la Cour de cassation a rejeté, mercredi 20 septembre, la requête en suspension légitime, présentée par Richard Roman, l'un des deux hommes inculpés pour l'assassinat de la petite Céline Jourdan, sept ans, commise le 26 juillet 1988 à La Motte-du-Caire (Alpes-de-Haute-Provence).

La suspension légitime peut être invoquée par un inculpé qui estime avoir des motifs de douter de l'impartialité du magistrat instructeur. Mais s'agissant de l'affaire de la Motte-du-Caire, le juge d'instruction de Digne, M. Marc Magnan, n'est pas en cause. Si la défense demandait que l'instruction soit confiée à un magistrat d'une autre juridiction, c'est en raison du climat particulier qui règne dans la région depuis l'assassinat de l'enfant. Une réaffectation tentée le 16 juin à La Motte-du-Caire a dû être suspendue après que les défenseurs des inculpés, M. Henri Jurany et Henri Leclercq eurent été molestés par des membres de la famille de la victime tandis que la foule surexcitée qui tentait de forcer le cordon de police ne fut repoussée qu'au prix d'un véritable échange de coups (Le Monde du 19 juin).

Récemment encore, la chambre criminelle de la Cour de cassation a rejeté la requête en suspension légitime tout en dessaisissant le juge du dossier dans un souci de « bonne administration de la justice ». Cet euphémisme était de placer un magistrat dans une position inconfortable. Dans l'affaire de la Motte du Caire, la situation prend, en revanche, son véritable sens.

■ L'APM une nouvelle fois déboute d'une poursuite contre le Monde. — La Cour de Paris a confirmé en appel un jugement par lequel l'Association professionnelle des magistrats (APM), « d'office », démissionnait la communication du Monde pour un commentaire relatif à l'affaire Droit-Grélier. Dans le Monde daté 9-9 novembre 1987, Bertrand Le Gendre avait estimé, à propos du probable dessaisissement du juge Claude Grélier d'un dossier instruit contre M. Michel Droit, membre de la Commission nationale de la communication et des libertés, que ce n'était pas la première fois que la Cour de Paris, compétente pour ce dessaisissement, « rendait des services plutôt que des arrêts ». Déboutée une première fois (Le Monde du 6 juin 1988), l'APM l'a été, récemment en appel. Elle a saisi depuis la Cour de cassation, qui a jugé par le passé qu'un syndicat de magistrats n'est pas habilité à exercer des poursuites, s'il estime qu'un dossier a été jugé sur une décision judiciaire.

Mais la Cour de cassation n'a pu invoquer dans ce cas, précis, la « bonne administration de la justice » car le parquet général ne l'a pas demandée expressément. En effet, une loi du 6 juillet 1989 a été votée, qui a permis à la Cour de ne pas, dans ce cas, répondre par oui ou non sur l'absence d'une demande explicite du parquet général fondée sur la nécessité d'une « bonne administration de la justice ».

Cette nouvelle disposition résulte d'un amendement qui avait été déposé par deux députés PS, MM. Jean-Pierre Michel et Philippe Marchand. Ce dernier avait déclaré, lors des débats parlementaires, le 28 novembre 1988 : « Chacun a compris que cet amendement est la conséquence d'un certain nombre d'écarts et en particulier d'une affaire bien connue, celle du juge Grélier ».

Débat à huis clos

Ce commentaire et la loi elle-même ont été reçus à la chambre criminelle avec inquiétude car le texte revient à diminuer les pouvoirs des juges en augmentant ceux du parquet. Aussi certains magistrats ont pu être tentés de traduire leur mauvaise humeur, mais il semble qu'on se dirige plutôt vers la recherche d'une nouvelle formule permettant de changer un dossier de juridiction sans jeter le doute sur le rôle du juge d'instruction.

Quoi qu'il en soit, les arguments des uns et des autres ne peuvent

être connus puisque l'audience a eu lieu à huis clos. L'avocat de M. Richard Roman, M. Armand Lyon-Caen, avait pourtant demandé que cet « usage », en vigueur depuis 1972, soit abandonné car « malade et contraire à la loi », afin que les décisions de la Cour de cassation soient « mieux comprises » et « davantage respectées ». Ce n'était pas l'avis de M. Alain Monod, conseiller des parties civiles, qui, tout en se montrant favorable au principe général de l'audience publique, estimait qu'en l'espèce il y avait lieu « de se libérer de la pression du public ».

Il a été rejoint par l'avocat général, M. Jean Perletti, qui, utiles, cependant, des arguments différents en notant que le magistrat en cause n'était pas présent et ne pouvait donc répondre aux imputations éventuelles. En outre, à ses yeux, les débats faisaient nécessairement référence à l'instruction ouverte par le secret. Mais le magistrat du parquet se montra particulièrement ferme pour exiger que la décision soit publique.

Après une courte délibération, la Cour, présidée par M. Christian Le Guehennec, a rendu un arrêt par lequel elle déclare que « la procédure particulière » de la requête en « suspension légitime » concernant le juge de Digne « commande que les débats, qui sont par leur nature susceptibles de porter atteinte à l'ordre public ou aux intérêts de la justice, aient lieu en chambre du Conseil », c'est-à-dire à huis-clos.

MAURICE PAYROT

Fusillade à Toulon

Trois malfaiteurs tués, un policier blessé après une attaque à main armée

Trois malfaiteurs ont été tués et un policier blessé au cours de deux fusillades qui ont suivi le hold-up d'une agence du Crédit Lyonnais, à Toulon, mercredi 20 septembre. Dans un premier temps, trois hommes ont pénétré dans la banque, vers 15 h 30, et se sont fait remettre environ 80 000 francs. Aussitôt, les gangsters se sont enfuis à pied en prenant le caissier de la banque en otage. Un quart d'heure plus tard, ils libéraient le caissier et s'emparaient d'un bus en gardant prisonnier le conducteur du véhicule.

La deuxième phase de cette fuite commença alors sur la corniche du Mourillon. Les malfaiteurs, repérés par la police, échangeaient avec cette dernière des coups de feu. Au cours de cette fusillade, le

sous-brigadier Gérard Pesech était blessé à la jambe et à la jambe.

Dans un troisième temps, les malfaiteurs réussirent à échapper à plusieurs barrages de la police, prenant à nouveau un otage, un policier cette fois, Robert Copola. A bord d'une Peugeot 309, ils s'enfuyaient en direction du 309, des avant d'être arrêtés dans leur course par un nouveau barrage. Le sous-brigadier Copola tentait de se dégager et une seconde fusillade éclata alors au cours de laquelle deux des malfaiteurs tombèrent à mort. Une nouvelle et dernière course-poursuite s'engagea finalement à travers les vignes. Au terme d'une rapide et vive négociation, le troisième malfaiteur déclara aux policiers qu'il n'avait plus rien à perdre et se tira d'une balle dans la tête.

Drame à huis-clos

Les négociations sont bloquées à Tiff, ce bourg belge,
où depuis cinq jours trois malfaiteurs tiennent en otage une mère et ses deux filles

TILFF (Belgique)
de notre envoyé spécial

Quatre jours et cinq nuits après le début du drame, les négociations entre les autorités belges et les malfaiteurs qui ont pris une femme et deux enfants en otage dans une villa de Tiff étaient toujours au point mort. Les autorités avaient proposé 30 millions de francs belges (environ 5 millions de francs français) et un sauf-conduit aux truands à condition que ceux-ci relâchent les deux enfants. Ce que les trois malfaiteurs refusaient, encore, jeudi matin 21 septembre. Que font-ils ? Que veulent-ils ? Se parlent-ils ? Jeudi matin, quatre jours et cinq nuits après la prise en otage de trois personnes, une femme et ses deux enfants, par trois malfaiteurs français à Tiff, dans la banlieue de Liège, voilà les questions que l'on se pose. Quant aux réponses, pour quoi tricher : les journalistes ont difficilement à même d'y répondre. A juste titre peut-être. Se souvenant de ce qui s'est passé l'été dernier en Allemagne fédérale, où les médias furent directement mêlés à l'issue tragique d'une prise d'otages, les autorités belges ont tenu à établir un cordon infranchissable autour de la maison où se déroule le drame. Cette maison, blanche et coquette, à quelques dizaines de mètres de l'Ourthe, un affluent de la Meuse où, l'été, les

touristes viennent se baigner, n'est même pas visible de la portion de route réservée aux journalistes. Dans cette maison six personnes. Les trois otages : M^{me} Madeleine Joris, trente-huit ans, et ses deux filles, Gaëlle, dix ans et Françoise, treize ans. L'une d'entre elles a demandé des nouvelles de son père, « libéré » mardi soir par les truands.

■ On a parlé de syndrome de Stockholm, expliquant le procureur général de Liège, Léon Giron. Nous pouvons dire que les contacts sont bons, enfin le moins mauvais possible.

Chacun espère la fuite de l'autre

En face des trois otages, qui l'on fait, paraît-il, changer de pièce de temps à autre, trois truands. S'il est certain que le chef de la bande est bien Philippe Delaire, des doutes subsistent encore — répétons-le, quatre jours et cinq nuits après le début de la tragédie, sur l'identité de ses deux complices. Apparemment, il s'agit de Pierre Lacote et de Pierre Lombardo, deux amis de Delaire, et certains policiers faisaient état de dissensions entre eux.

Comment les trois hommes communiquent-ils avec les autorités ? « Les conversations ne durent jamais plus de deux minutes », répond le procureur général. Dès le début des événements, Philippe Delaire a demandé

que son interlocuteur soit le commissaire Jacques Léonard, de la police de Liège. Les deux hommes se connaissent — ils se tutoient, — le policier ayant arrêté le malfaiteur lorsque celui-ci avait été suspecté d'avoir assassiné un boxeur zérois dans un club privé de Liège. Que se disent-ils ? Tu peux avoir 30 millions de francs belges et nous l'assurons les possibilités de l'en aller, dit en substance le commissaire. D'accord pour les 30 millions, mais pas d'accord pour laisser les otages, répondrait Philippe Delaire.

Ce dialogue de sourds, interrompu mardi en milieu d'après-midi, a repris mercredi en début de soirée. « Point positif : ce sont les ravisseurs qui ont repris le contact », a indiqué le procureur. Restait l'essentiel : aucune solution de compromis n'apparaissait, jeudi matin. « Chacun espère la fuite de l'autre », déclarait un policier. A Tiff, les écoles ont été fermées. Mardi matin, une messe spéciale a été dite. Le bourg attend et demande déjà vengeance. Simon, qui est né à quelques kilomètres de là, aurait pu décrire le climat d'une bourgade de cinq mille habitants entraînée dans une telle affaire. Mais les « héros » de Simon, même les pires, ne pressent pas des enfants en otage.

JOSÉ-ALAIN FRALON.

SPORTS

GOLF : la Ryder Cup

Belfry à guichets fermés

Pour la première fois en Europe, un événement golfique aura lieu, du vendredi 22 au dimanche 24 septembre, à guichets fermés : en raison de la passion soulevée par la vingt-huitième édition de la Ryder Cup (et pour éviter les incidents), vingt mille spectateurs par jour (au lieu de trente mille en 1985) pourront suivre la confrontation des douze meilleurs professionnels européens, tenants du trophée, et de leurs homologues américains sur le parcours de Belfry (6 559 mètres par 72), dans les environs de Birmingham.

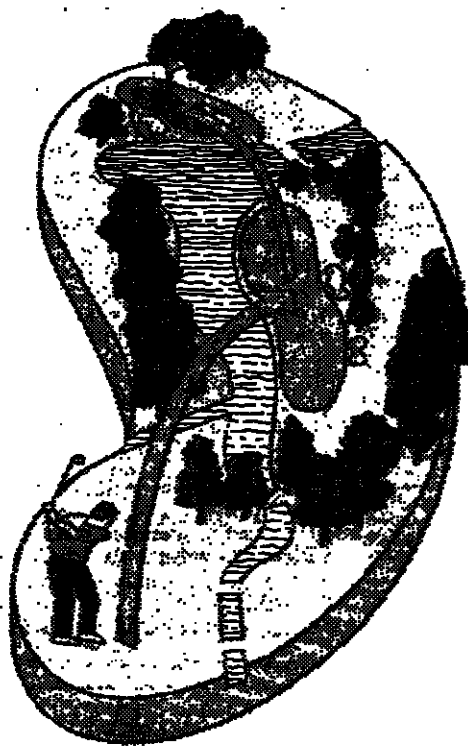
SUTTON COLFIELD
de notre envoyé spécial

Les origines du golf sont lointaines. Il n'est donc guère surprenant qu'elles provoquent des polémiques passionnées. Curieusement, jusqu'à une date récente un certain flot entourait aussi les débats de la Ryder Cup. Son instigateur était pourtant connu : Sam Ryder. Marchant de graine prospère, celui-ci s'était adonné au golf sur les recommandations de son médecin et avait engagé comme professeur particulier Ape Mitchell, l'un des meilleurs pros britanniques, qui lui avait proposé de patronner une confrontation anglo-américaine.

La rencontre eut lieu les 4 et 5 juin 1926 à Westworth, dans le Surrey. Les Américains, qui l'avaient sans doute prise pour une simple préparation à l'Open britannique, furent nettement dominés. La victoire britannique sur le score de 13 points à 1 — attestée par le Times de l'époque — ne figure pourtant pas dans le palmarès de l'épreuve. La raison tient à la composition de l'équipe américaine où les joueurs autochtones cotoyaient les vedettes naturalisées.

Pour la rencontre de juin 1927 qui se déroula à Worcester dans le Massachusetts, le triomphe américain, sur le score de 9,5 à 2,5, fut salué comme une victoire des talents, nés sur le sol américain. La Cup offerte par M. Ryder, vase élégant en or surmonté d'un minime golfier, restait donc pour deux ans aux Etats-Unis.

Les deux équipes devaient se partager les honneurs de la victoire lors des quatre premières rencontres, dans un équilibre parfaitement trompeur. La suite, en effet, allait être américaine. A partir de 1935, vingt triomphes des joueurs d'outre-Atlantique étaient ponctués d'un seul échec en 1957 et d'un match nul en 1969. Ce nul unique est devenu historique car ce fut à l'ultime trou de la dernière partie que l'Américain Jack Nic-



Le dix-huitième trou (par 4) du parcours de Belfry est l'un des plus difficiles du monde quand il s'agit d'arracher la victoire. Le drive puis le coup d'approche doivent passer par-dessus la rivière en évitant les arbres pour atteindre un green long de 54 mètres.

Dans ce stade graduellement un putt de 1 mètre au Britannique Tony Jacklin qui s'apprêtait, blême, à le jouer. « Je suis certain que tu l'aurais enlevé et je ne t'offrais pas l'occasion de me donner tort », murmura Nicklaus.

Le génie de Ballesteros

Récemment interrogé, certains joueurs américains se déclaraient hostiles à toute concession de la sorte. Les gestes de grand seigneur, il est vrai, viennent plus spontanément aux conquérants qu'aux rovauchards. Les données, dans tous les sens du terme, ont changé.

Ce fut Nicklaus, encore lui, qui redistribua les cartes d'une épreuve qui s'écroulait. L'Américain suggéra à l'Association des joueurs professionnels (PGA) britannique que les joueurs du continent, et notamment un jeune génie espagnol, Séveriano Ballesteros, devraient être admis dans une équipe devenue pleinement européenne. Ballesteros et son compatriote Antonio Garrido furent sélectionnés dans l'équipe de 1979. Ce renouvellement des cadres n'empêcha pas la défaite, mais il annonçait l'avenir. Une génération de grands joueurs européens composée notamment de Ballesteros, de l'Allemand Langer, des Britanniques Lyle, Woosnam et Faldo, et des talents d'une reconfortante solidité comme Torrance et Clark, Canizares, Pinero et Rivero arrivaient à maturité.

L'Europe bousculait sérieusement l'équipe américaine en Flo-

ride dès 1983, pour la battre dans une ambiance de chauvinisme exacerbé au Belfry deux ans plus tard. En 1987, grande première pour les soixante ans de l'épreuve, l'équipe européenne connut enfin la victoire sur le sol américain.

Mémée de main de maître par l'ancien champion Tony Jacklin, inspiré par Ballesteros, la formation doit ses victoires surtout à son esprit d'équipe.

Le format de l'épreuve exige en effet une solidarité entre les Américains n'avaient nul besoin au cours des années de conquête et de complaisance. En dehors des douze rencontres en simple qui clôturent l'épreuve, huit matches en quatre balles (deux joueurs en équipe jouent ensemble et l'on retient le meilleur score des deux sur chaque trou) et huit en fourshooting (un des deux équipes tape le premier coup et l'autre tape le coup suivant avec la même balle, et ainsi de suite), font appel à une complicité de tempérament et à une complémentarité technique délicate à mettre en place.

Nul doute que les Américains, après deux défaites consécutives avec à leur tête Raymond Floyd, un capitaine à la fois dur et attentif au moindre détail, auront retenu la leçon. Leur équipe, moins expérimentée que l'équipe européenne, n'a jamais paru aussi volontaire. Même le « treizième homme » de l'équipe européenne, la foule du Belfry contingentée à 20 000 spectateurs par jour, ne sera pas de trop pour l'arrêter.

MARC BALLADE

HALTÉROPHILIE

D'un Suleimanov l'autre

Samedi 16 septembre, lors de la première journée des championnats du monde d'haltérophilie, la vedette était revenue au nouveau jeune prodige bulgare, Ivan Ivanov, qui dans la catégorie des 52 kilos avait soulevé 272,5 kilos au total olympique, plus de cinq fois son poids de corps. L'autre champion de la journée dans la catégorie des 55 kilos n'avait été salué que pour l'anecdote : ce Suleimanov soviétique était en effet l'homonyme du Bulgare prénommé Naim, qui était le roi de la catégorie avant de passer en Turquie et dans la catégorie des 60 kilos.

Mardi 19 septembre, les leveurs de force devaient obliger les champions des 75 kilos. Mais la vedette de la journée fut Hezef Suleimanov : il avait disparu. Pour le chef de la délégation soviétique, Nicolas Parhamenko, si l'Azerbaïdjanais, qui devait fêter son vingt-deuxième anniversaire le lendemain, était introuvable, c'était qu'il battifolait à la place : « En URSS, le paratrokka a changé beaucoup de choses. Chacun est libre désormais d'aller où bon lui semble. » Une défection lui semblait impossible.

Ignorait-il ou feignait-il d'ignorer, ce bon Nicolas Parhamenko, ce qui s'était passé dans les coulisses des championnats depuis diman-

che ? Au cours de la conférence de presse qui avait suivi l'attribution de son titre, Hezef avait déclaré qu'il se rendrait en Turquie, « si les Turcs le [lui] demandaient ». Puis il avait passé la journée de lundi en compagnie de Naim, dénommé Suleimanoglu depuis son passage en Turquie en décembre 1986, après une campagne de « bulgarisation » des noms à consonance turque dans son pays natal. Enfin les principaux responsables de la délégation turque avaient quitté lundi Athènes sans attendre la fin des compétitions.

Erf, c'était bien une défection. Hezef Suleimanov avait suivi les traces de Naim : il avait demandé l'asile politique au consulat général de Turquie en compagnie du masseur de l'équipe soviétique, Vital Stabrov.

Relativement fréquentes dans certains sports, les défections d'haltérophiles Est-Européens sont rares. Après deux Polonais, Bernard Piekorz et Zbigniew Kaczmarek, et son homonyme bulgare, Hezef Suleimanov est le troisième transfuge. Sur le plan sportif, il risque une suspension d'un an, sauf si la fédération soviétique l'autorise à porter les couleurs turques avant.

A. G.

COMMUNICATION

La Cinq devant le tribunal de commerce

Le choc frontal entre M. Hersant et le tandem Seydoux-Berlusconi

M. Robert Hersant a obtenu, mercredi 20 septembre, un nouveau répit dans la guerre qu'il oppose au tandem Silvio Berlusconi-Jérôme Seydoux, pour la présidence et le contrôle de la Cinq. Le tribunal de commerce de Paris a, en effet, renvoyé au 27 septembre, son jugement sur l'action en référé introduite par le patron de la chaîne pour contraindre l'assaut. L'audience a permis de reconstituer la chronique de l'affrontement entre les trois hommes.

L'œil bleu demeure impassible. Quatre heures durant, M. Robert Hersant, seul grand protagoniste de l'affaire à suivre l'audience de bon en bout, promène le même regard

impénétrable sur le visage fermé du président Philippe Grandjean, la ferveur des avocats, la curiosité des journalistes. Par plaidoiries interposées, se dessine « en creux » le portrait d'une chaîne déchirée entre ses principaux actionnaires. Les avocats du PDG de la Cinq qualifient l'action de M. Seydoux de « montage frauduleux et délictueux » : les défenseurs de ce dernier dénoncent la « défaillance » et le « manque de transparence » de la gestion du patron de presse. Peu à peu, se reconstitue le rythme des interventions et des accusations, le « puzzle » d'une crise exceptionnelle.

Une crise ? Un véritable choc frontal plutôt, qui se met en place au printemps dernier, selon les déclarations mêmes de M. Jean-François Prat, avocat du groupe Chargeurs SA de M. Seydoux. Le 18 mai, un conseil d'administration

constate une nouvelle fois les pertes très importantes de la société (1 638 millions de francs en deux exercices). En juin, la coupe est pleine : le Conseil d'Etat relève des infractions de la Cinq pouvant remettre en cause son autorisation et le 15 du mois, les commissaires aux comptes de la société déclenchent une « procédure d'alerte », parce que la situation nette de la Cinq est négative de plus de 300 millions. « Les administrateurs en parlent entre eux », poursuit M. Prat, et six d'entre eux — les représentants de MM. Berlusconi, Seydoux et des Mutuelles agricoles (Groupepna) — « avec l'appui et le soutien du groupe canadien Vidéotron », décident de mettre fin au mandat de M. Hersant.

C'est l'époque des petites phrases. « Nous sommes en train d'examiner ce nous allons faire », confie à Bruxelles l'homme d'affaires italien. Nous espérons arriver à une solution dans les mois qui viennent ». M. Berlusconi a ses raisons : ses avocats assurent aujourd'hui qu'il est le plus gros créancier de la chaîne, hors les établissements financiers dont c'est le métier. « Je suis prêt à remettre le pied à l'étrier », assure en écho M. Seydoux, à condition que ce soit avec des partenaires qui s'entendent sur la stratégie, les investissements et une équipe de direction compétente ». M. Hersant n'entend pas le message, qui feint aujourd'hui encore de chiffrer à 2,5 milliards de francs, le coût de la « surévaluation » qu'il juge des pouvoirs publics. Il table sur 450 millions de pertes cette année, quand les collaborateurs de M. Berlusconi avancent, eux, une fourchette beaucoup élevée (400 à 550 millions).

consulté à la hâte le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) pour savoir si un putsch, cette fois, remettrait en cause l'autorisation de la chaîne et, le feu vert obtenu, convoque un conseil où, forts de l'appui des représentants des Mutuelles agricoles, ils se savent majoritaires. Convocation légale, insistent les avocats des conjurés, puisqu'elle s'appuie sur le droit des sociétés. Convocation illégale, rétorquent les défenseurs de M. Hersant, puisqu'elle contrevient aux statuts de la Cinq et que le CSA n'a pas véritablement eu le temps d'en délibérer. Une brèche est ouverte, que le patron de la chaîne flirte en introduisant un référé pour empêcher temporairement la tenue de toute nouvelle assemblée (le Monde du 20 septembre).

Surtout, l'action en justice contraindrait les Chargeurs SA et les Mutuelles à rendre public, à l'audience, un échange de lettres dont un allié de M. Hersant, M. Jean-Marc Vernes, avait été inopportunément informé. M. Seydoux s'y engage à acheter ou faire acheter, entre le 15 janvier et le 15 mars, tout ou partie des actions (16,83 % du capital) de la Cinq, que les Mutuelles agricoles voudraient céder. Et ces dernières promettent de vendre aux Chargeurs — ou à toute autre personne que ceux-ci voudraient leur suggérer — la totalité de leur participation au prix de 100,6 francs l'action (6 capitales de plus que le nominal). Elles réclament en outre à M. Seydoux (considéré implicitement comme le nouveau patron de la chaîne) d'exposer rapidement les grandes lignes de sa gestion future et de créer rapidement un comité stratégique où seraient représentés les principaux actionnaires de la Cinq.

d'achat, mais deux « options » qui demandent encore à être levées. Les statuts ? Ils seront respectés puisque les courtiers échangés y font explicitement allusion.

Le président du tribunal de commerce s'est donné sept jours pour trancher. Mais, en attendant, M. Jean-Marc Vernes, le plus fidèle soutien de M. Hersant, a signé un accord pour le rachat des actions détenues par les Echos : 3,67 % du

capital vont donc rejoindre le camp du patron du Figaro si M. Seydoux ne fait pas jouer son droit de préemption en s'alignant sur le prix très élevé (140 francs l'action) offert par Jean-Marc Vernes. Une façon de faire monter les enchères et de déstabiliser les alliances de l'adversaire.

PIERRE-ANGEL GAY

La maestria juridique du patron du Figaro

En quelques douze ans de fréquentation des tribunaux et de maîtrise des arcanes judiciaires, M. Robert Hersant est devenu un expert en ce domaine. Il sait qu'il possède un allié de choix : le temps, qui permet aux différentes affaires qui le menacent de tribunal de commerce en Cour d'Appel de traîner en longueur puis de s'annuler. Le magnat de la presse, évoquant ses nombreux procès, écrivait lui-même dans le Figaro du 2 février 1983 : « Tout cela est question d'époque... et question de temps ».

Entouré d'une véritable armada d'avocats et de juristes — dont certains comme M. Yves de Chassemarin qui fut son défenseur en 1986 au cours du procès du Progrès de Lyon figurent désormais à la tête de son groupe de presse — M. Robert Hersant sait jouer avec maîtrise des procédures juridiques pour attendre son heure politique. La plainte déposée contre lui en mars 1977 par l'Union nationale des syndicats de journalistes (UNSJ) pour infraction à l'ordonnance de 1944 sur la presse en fournit l'exemple. Alors propriétaire d'une douzaine de quotidiens (dont Paris-Normandie, le Figaro et France-Soir, M. Hersant se voit reprocher l'absence de transparence de ses capitaux et sa main-mise sur ces titres par le biais de prête-noms. Inculpé en novembre 1978, le patron du Figaro va se servir de toutes les citernes procédurales afin de retarder le jugement au fond. Déclarant la plainte des syndicats de journalistes « irrecevable », il ira jusqu'à la Cour d'appel et à la Cour de cassation. La procédure lui fera gagner deux ans : paradoxe : il jouera ensuite sur la recevabilité d'une autre plainte, celle de la Fédération française des sociétés de journalistes pour prolonger le sursis. Il en jouera d'ailleurs fort bien puisque la Cour de cassation ne statuera

sur cette affaire qu'à l'été 1984.

Entre temps, dix-huit de ses directeurs — dont André Audinot, P-DG en titre du Figaro, décédé depuis — sont inculpés en 1982 comme prête-noms. Député, André Audinot prétend ne pouvoir être traduit en justice. L'affaire est à nouveau portée devant les tribunaux et durera plus d'un an. En 1984, alors que se précise la menace d'une loi sur la transparence et le pluralisme de la presse décidée par le socialisme, M. Robert Hersant argue lui aussi de son immunité de parlementaire européen. En dépit du rejet de l'argument par le juge d'instruction, M. Claude Grélier, l'inculpation s'efface. En 1986, la nouvelle majorité politique abroge la loi de 1944, vide l'ordonnance de 1944 de sa substance : l'inscription de l'action publique engagée contre M. Hersant est prononcée en septembre 1987. A la même époque le groupe Hersant s'est enrichi de nouveaux quotidiens, le Progrès de Lyon, dont le patron du Figaro prend le contrôle ainsi que l'Union de Reims. Le rachat du Progrès permettra aux avocats de M. Hersant de mener une guerre judiciaire de plusieurs mois. Il défendront la thèse selon laquelle M. Hersant ne disposerait pas d'actions majoritaires du Progrès et qu'il n'y aurait qu'à titre « exploratoire et provisoire ». L'absence de preuves, servira à blanchir « le papivore ».

Mais c'est l'affaire de France-Soir que se rapproche le plus du feuilleté actuel de la Cinq. En 1982 le gouvernement socialiste pousse M. Max Théart à racheter le quotidien. M. Hersant fait mine de négocier. Puis rompt brutalement les discussions. Il affirme alors publiquement qu'il n'a jamais voulu vendre et que le pouvoir socialiste fait pression sur lui en le menaçant d'un contrôle fiscal. L'affaire est enterrée.

Y.-M. L.

VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique OSP
64, rue la Boétie, 45-63-12-66
MINTEL 36.15 CODE A3T
puis OSP

S.C.P. Daniel HANCY
Jean-Louis LANZARO
Avocats au Barreau de NICE
55 rue Godefroid DEBONO NICE
93.80.96.00

VENTE
AUX ENCHERES PUBLIQUES
SUR SAISIE IMMOBILIERE
Au Palais de Justice de NICE, Place du Palais - La Ministère d'avocats est obligatoire pour assister.

JEUDI 12 OCTOBRE 1989 à 9 h
UNE VILLA avec piscine
sise à CAP D'AIL, av. du Docteur Onimus

MISE A PRIX :
7.000.000 de frs
SEPT MILLIONS DE FRANCS
Cahier des charges déposé le 30 mai 1989
Visites : Mercredi 27 septembre, Mercredi 4 octobre et Mardi 10 octobre de 14 h à 16 h

Vente au Palais de Justice de Paris, le jeudi 5 octobre 1989 à 14 h 30
UN LOGEMENT ET UNE PIECE A PARIS (2^e). 62, RUE TIQUETONNE
MISE A PRIX : 500 000 F
S'adresser : M^{rs} B. de SARIAC (S.C.P. B. de SARIAC-A. JAUNEAU)
42, avenue George-V, Paris. (Téléphone de 10 h à 12 h : 47-20-82-38.)

VENTE sur saisie immobilière, au Palais de Justice à CRÉTEIL
LE JEUDI 5 OCTOBRE 1989, à 9 h 30
UN IMMEUBLE A VITRY-SUR-SEINE (94)
57, rue Jean-Perré - Angèle 58, av. de la République
comp. UN BAT. A US. INDUSTRIEL ET COMMERCIAL (s/soil), rez-de-cha. et 1^{er} à 3^{es} étages à us. bureaux, commerces - clos de murs.
M. à P. 300 000 F
S'adresser : M^{rs} S. TACNET, avocat, 28, rue Jean-Jacques, CHAMPIGNY-SUR-MARNE (54500).
TEL : 47-46-94-22. Tél. avocats T.G.J. Créteil S/for vis.

Vente sur Surendossement de 1^{er} au Palais de Justice de CRÉTEIL
LE JEUDI 28 SEPTEMBRE 1989 à 14 h 30
UN APPARTEMENT A CRÉTEIL (94)
De 3 pièces, poutres, parking
ZAC du Petit-Port. Avenue Général-Billotte
Mise à Prix : 517 000 F
S'adresser pour tous renseignements à : M^{rs} VARIOT, avocat, 166 bis, Grande-Rue, 94130 NOGENT-SUR-MARNE (94) SCP COURTEAULT, LEBDOU, RIBEAUD
DUMAS, 15, avenue de la Liberté, 94014 PARIS. TEL : 46-24-48-48
Au Greffe du Tribunal de Grande Instance de Créteil.

VENTE (subrogation de saisie immobilière, au Palais de Justice à CRÉTEIL, le JEUDI 5 OCTOBRE 1989, à 9 h 30
UN APPARTEMENT DE 3 P.P. A VINCENNES (94)
39-40, 44-48, avenue des Minimes - 41, avenue du Petit-Parc
au rez-de-cha. Bât. D JOUSS. D'UN JARDIN de 52,82 m², une CAVE s/m², Bât. D escal. D 2. UN GARAGE de 1^{er} s/m², Bât. F.
M. à P. 400 000 F
S'adresser : M^{rs} TACNET, avocat, 28, rue Jean-Jacques, CHAMPIGNY-SUR-MARNE (54500).
TEL : 47-46-94-22. M^{rs} S. ANGOZZI, avocat à VITRY/SEINE (94500), 4, rue Raspail.
TEL : 46-78-23-67. Tél. avocats T.G.J. Créteil S/for vis.

VENTE (subrogation de saisie immobilière, au Palais de Justice à CRÉTEIL, le JEUDI 5 OCTOBRE 1989, à 9 h 30
UNE PROPRIÉTÉ A FONTENAY-SOUS-BOIS (94)
10, rue de la Cornélie
comp. : MAISON D'HABIT. Rez-de-cha. : 2 pièces s/soil, cuisine, 1 ch. s/soil, W.C., 1 P. salle, cave. Rez-de-cha. : 2 pièces s/soil, 1 ch. s/soil, entrée - VASTE JARDIN avec piscine.
M. à P. : 200 000 F
S'adresser : M^{rs} TACNET, avocat, 28, rue Jean-Jacques, CHAMPIGNY-SUR-MARNE (54500).
SCP. SCHMIDT-DAVID-GUIBEE, avocats assoc. 76, av. de Wagram, 75017 PARIS.
TEL : 47-43-20-24 - Tél. avocats T.G.J. Créteil.

VENTE PAR SUITE DE SURENDOSSEMENT SUR SAISIE IMMOBILIERE
A VENDRE à l'audience des saisies immobilières du Tribunal de Gde Inst. de SAINT-NAZAIRE, au Palais de Just. 77, rue Albert-de-Mun.
LE MARDI 11 OCTOBRE 1989, à 14 h
2 IMMEUBLES ATTENANTS A LA BAULE (44)
33, AV. DE GAULLE cadastré sect. 82 456 pour une surface de 2 ares 80 centiares
25, AL. DU B-DES-AULNES cadastré sect. 82 457 pour une surface de 2 ares 80 centiares
S'adresser : M^{rs} TACNET, avocat, 28, rue Jean-Jacques, CHAMPIGNY-SUR-MARNE (54500).
Les autres éléments sont : d'une surface d'environ 400 m² : au rez-de-cha. vitrine sur 38 m (ex. De-Castell), à l'arrière de la bât. : hangar de 500 m² env. ouvert par un portail s/m² de la Baule-de-Aulnes, IMMEUBLE DANS LE HANGAR ET L'IMMEUBLE : niches, salles av. une pièce au rez-de-cha. et deux pièces à l'étage.
MISE A PRIX : 7 480 000 F
A la vente de la 6^{te} CENTRE VILLE DEVELOPPEMENT, SA, au capital de 1 000 000 F, siège 57, bd de la Villette, 75019 PARIS représentée par M. GRAFTON, P.D.G. Cette société fait suite à une société qui a été créée en 1981, des sociétés de T.G.J. de ST-NAZAIRE, le 28-06-1989. L'union, ayant été créée à la suite de M^{rs} BRUNY REAUME, et M^{rs} GUILP, co-propriétaires des 1^{ers} et 2^{es} étages de la 6^{te} LAURE 34, étage 33 et, De-Castell, représentée par M. LÉON LAURE, P.D.G. et adjoint à la 6^{te} LAURE. FRANCE INVESTISSEMENTS, représentée par son gérant M. QUIBOUF B., domicilié 25, bd de la Liberté 39000 RENNES, moyennant le prix principal de 63 millions de francs, contre les charges.
S'adresser pour tous renseignements à : SCP. FIEU et MARTEL, avocats, 22, bd Wilson, SAINT-NAZAIRE. TEL : 46-63-71-71 et SCP. PRIBON, CADORET-TOUSSAINT, DENIS, 56 d'avenue au barreau de Saint-Nazaire, Immeuble « APOLLO 1 », 2, rue de l'Écluse-de-Mont, 44000 SAINT-NAZAIRE. TEL : 46-53-33-56.

Promesse de vente ou option ?

Mais, ce n'est que début septembre que les conjurés passent à l'offensive. Le 11, à la surprise générale, tous les actionnaires (les Echos mis à part) souscrivent à l'augmentation de capital réclamée par le directeur de la chaîne. Devenu sans objet, le conseil d'administration prévu le lendemain pour pallier d'éventuelles défaillances, est annulé. Les représentants de MM. Berlusconi et Seydoux, pourtant, informent « par courtoisie », M. Hersant de sa désignation. L'attaque pour gagner du temps ? L'air de faire se découvrir l'adversaire ? Le président de la Cinq fait mine de s'y résigner, convoque un conseil d'administration pour le 15, où figurent à l'ordre du jour sa démission et l'élection de son successeur... et l'annule in extremis.

L'affrontement public est inévitable. Le groupe Chargeurs SA

« Promesse d'achat et promesse de vente égaient vent », affirmant en chœur les avocats de M. Hersant. Ils estiment que cette cession s'est faite en infraction avec le « droit de préemption » prévu par les statuts de la chaîne au bénéfice de l'ensemble de ses partenaires. Les Mutuelles ne sont plus, à leurs yeux, qu'un actionnaire « fictif » permettant à M. Seydoux de bénéficier, pour quelques mois encore, des votes de leurs deux administrateurs. Deux votes indispensables dans l'immédiat pour révoquer M. Hersant et, à plus long terme, pour tenter de modifier le rapport de forces au sein de l'actionariat. Bref, il ne s'agit là, aux yeux de Georges Terrier, du cabinet Jeantet et Associés, défenseur de la Cinq, que d'une « convention de portage et de pré-emption ».

Argumentaire contesté, bien sûr, point par point, par les avocats de la partie adverse, pour qui il n'y a ni promesse de vente ni promesse

Mutation

Suite de la première page

La formule en cahiers constitue une innovation dans la presse quotidienne nationale, mais elle est d'un usage courant dans nombre de pays étrangers.

La section A ne vous dépaysera guère : une page 2 « Débats » à la présentation comme celle de la « une », fortement améliorée et allégée ; l'étranger, la politique, et une page « Europe 1989 ».

Section B : « Culture et société », avec une seconde « une » illustrée, attribuée en fonction des événements soit à celle-ci, soit à celle-là. Une page « Communication ». En fin de section, toujours la même pièce de ce dont personne ne se plaint — les « Services » : informations pratiques, météo, carnet, programmes radio-TV. Et, tous les jours, une rubrique sports développée. Les rendez-vous hebdomadaires « Sciences-médecine », « Campus », « Monde sans l'ass » sont intégrés dans cette section aux mêmes jours que précédemment.

Section C : « Économie », avec la aussi une nouvelle « une ». On y trouve, le lundi matin, « le Monde de l'économie », « Le Monde des affaires » : conservateurs, mais cette fois dès le jeudi matin, un temps fort, consacré essentiellement à ses grandes enquêtes. Mais c'est désormais tous les jours, et

de manière sensiblement plus abondante, que seront traités les sujets de micro-économie dont il s'était fait la spécialité. La dernière page demeure celle du quotidien, avec un sommaire des nouvelles beaucoup plus détaillé qu'à l'heure actuelle, et le « billet » de Claude Sarraute.

TROIS fois par semaine, le Monde comportera désormais une quatrième section, présentée en cahier séparé de caractère thématique : le mercredi daté jeudi, le « Guide des Arts et des Spectacles » lancé au début de cette année ; le jeudi daté vendredi, « Le Monde Livres-Idées », dont le succès n'a cessé depuis plus de trois ans de se confirmer. Nous étudions d'autres projets, dont un supplément « Week-end » employant à fond les moyens d'impression en couleur dont nous disposons avec les presses offset de notre nouvelle imprimerie d'Ivry.

Celle-ci est en effet en mesure de produire des clichés en quadrichromie d'une qualité inégalée jusqu'à présent dans la presse quotidienne. La « quadri » sera utilisée tant pour la publicité que pour les « unes » de certains cahiers thématiques, ainsi que,

de temps à autre, pour la reproduction de documents d'un intérêt particulier. La bi et la trichromie seront également mises à profit. Et nous ne nous priverons naturellement pas de reproduire, quand ils en valent la peine, des clichés en noir et blanc que l'offset permet de mettre pleinement en valeur. Enfin, nous continuerons de tirer à part tous les jours l'édition internationale allégée d'une partie importante de sa publicité, mais disponible plus rapidement dans les pays voisins.

VOILA pour l'essentiel : le Monde rénove sa présentation, qui lui donne, de l'avis de beaucoup de ceux qui ont pu déjà regarder le résultat de nos essais, un « coup de jeune ». Il ne change pas fondamentalement la formule qui a fait son succès, et qui déjà, au cours des années, a été souvent modifiée. Encore moins change-t-il d'esprit : les mots-clés d'indépendance, de qualité, de recul, que nous a légué Hubert Beau-Mévy, sont plus que jamais à l'ordre du jour.

Reste que le Monde a engagé, en modernisant ses moyens d'impression, en s'étendant sur deux sites, et bientôt en généralisant la saisie directe des articles par les journalistes, une mutation profonde. Celle-ci entraîne, pour l'ensemble du personnel de l'entreprise, à tous les échelons, des adaptations, des

changements d'habitudes, qui peuvent être à l'occasion pénibles. Elle appelle en tout cas, de leur part, la continuation de l'énorme effort consenti depuis près de cinq ans au service du redressement, puis du développement du journal.

CET effort est parfois sous-estimé par des lecteurs aux prises avec les inévitables incidents de production et de distribution résultant de la mise en service de machines ultrasoniques : « Nous sommes passés, aime à dire Yves Laffargues, directeur d'IFG-Technologie, de la civilisation de la pointe à celle de la panne ». Que chacun soit bien persuadé, en tout cas, que nous faisons tout pour réduire le plus possible la portée et le nombre de ces incidents.

A. F.

« Culture Matin » en direct du Monde. — A l'occasion de la mise en place de la nouvelle formule du journal le Monde, l'émission « Culture Matin » se déroulera en direct de la rédaction du Monde, vendredi 22 septembre de 7 heures à 8 h 15. Jean Lebrun recevra successivement le sociologue Dominique Wolton, l'un des administrateurs de la Société des lecteurs du Monde, et Jean Planchais pour son livre : Un homme du Monde.

صلى الله عليه وسلم

AGENDA

CARNET DU MONDE

Naissances

— Valérie CHAMPETIER de RIBES
et
François MARGOLIN
ont la joie d'annoncer que
Louise, Chloé
est née le 17 septembre 1989.
19, rue des Gobelins,
75013 Paris.

Mariages

— Nathalie PEYRON,
avocat à la Cour,
et
Olivier de CHAZEUX,
avocat à la Cour,
sont heureux de faire part de leur
mariage, qui a été célébré le 9 septem-
bre 1989.

— M. Eugène SCHAEFFER,
professeur des facultés de droit,
et
M^{me} Françoise CHEVALLIER

sont heureux de faire part de leur
mariage, célébré dans l'intimité, le
16 septembre 1989.

14, rue de Marignan,
75008 Paris.

CARNET DU MONDE

Renseignements : 42-47-95-03.

Les avis peuvent être insérés

LE JOUR MÊME

à 9 heures et le vendredi 22 septem-

bre à 24 heures.

Vendredi, pluvieux, orages ou averse

seront le lot de tous. Samedi, la zone orageuse se limitera progressivement à un quart sud-est de la France et des averses persisteront dans le nord-est. Partout ailleurs, ce sera le retour du soleil. Dimanche, malgré quelques résidus orageux de l'est du Massif Central aux Alpes, la journée sera généralement très bien ensoleillée.

Vendredi : pluvieux et orageux.

Le matin, de l'Aquitaine, au Poirou-Charvante, aux Pays de Loire, à la Bretagne et à la Normandie, le temps sera couvert et pluvieux. Sur les autres régions, le ciel sera très nuageux. Des orages isolés pourront éclater çà et là.

Les températures minimales seront comprises entre 13 et 16 degrés sur la moitié nord du pays et entre 16 et 20 degrés sur la moitié sud.

Les températures maximales évolueront entre 20 et 23 degrés sur la moitié nord, elles s'élèveront de 23 à 27 degrés.

191, rue d'Alsace,
75014 Paris.

4, rue des Cordeliers,
Orléans 45000 Aurillac.

Décès

— Guillaume d'Azemar de Fabregues,
son mari,
Laure et Sybille,
ses filles,
et toutes leurs familles,
ont la très grande douleur de faire part du décès de

Pauline d'AZEMAR de FABREGUES,
née Pauline Echaré,
ingénieur ECF,
survenue le 10 septembre 1989.

Ses obsèques ont eu lieu en l'église de Grosas (Pyrénées-Atlantiques), dans l'intimité familiale.

Une célébration religieuse réunira parents et amis le samedi 23 septembre, à 16 heures, en l'église Saint-Yves d'Orléans-La Source (Loiret).

« Veillez et priez, car vous ne savez ni l'heure ni le jour. »

— Pierre et Mireille Dasté,
ses enfants,
Agathe Dasté et François Vailley,
Philippe et Mari Dasté,
Isabelle Dasté,
ses petits-enfants,
Romane Vailley,
son arrière-petite-fille,
Sa famille
Et ses amis,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Marcel DASTÉ,
officier de la Légion d'honneur,
survenue le 19 septembre 1989, à
Lourdes (Hautes-Pyrénées), à l'âge de
quatre-vingt-deux ans.

L'inhumation aura lieu le vendredi
22 septembre, à 10 heures, à Toulouse,
dans la plus stricte intimité.

191, rue d'Alsace,
75014 Paris.

4, rue des Cordeliers,
Orléans 45000 Aurillac.

— M. et M^{me} Raymond Bouvatiar,
M. et M^{me} Daniel Petroquin,
M. Pierre Milet et M^{me} le docteur
Annie Milet-Salé,
M. et M^{me} Henri Bouvatiar
et leurs enfants,
M^{me} Marc Bouvatiar
et ses enfants,
M. et M^{me} Michel Petroquin
et leurs enfants,
M. et M^{me} Jean-Luc Damouvier
et leur fille,
M. et M^{me} Thierry Gaudier
et leurs enfants,
M. André Salé,
M. et M^{me} Thierry Balaïnbois
et leur fille,
Les familles parentes et alliées,
ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Marcel DARCISSAC,
née Marguerite Holland,
leur mère, grand-mère et parents,
survenue à Meudon, le 20 septembre
1989, dans sa quatre-vingt-onzième
année.

La cérémonie religieuse aura lieu au
temple protestant, rue du Bassin, à
Meudon, où l'on se réunira, le vendredi
22 septembre, à 8 h 30, suivie de
l'inhumation au cimetière du Sablon,
à Biarritz, le samedi 23 septembre, à
10 heures.

« L'amour ne périra jamais. »
(1 Cor., 13.)

58, boulevard du Général-Leclerc,
92200 Nanterre,
45, avenue Hoche,
75008 Paris,
56, rue Vieille-du-Temple,
75003 Paris.

Nos abonnés, bénéficiant d'une
réduction sur les insertions du
« Carnet du Monde », sont priés de
joindre à leur envoi de texte une des
dernières bandes pour justifier de
cette qualité.

— M^{me} André Delorme,
son épouse,
Ses enfants
Et leurs familles,
M^{me} Pauline Rottier,
sa sœur,
Ses nouveaux et anciens
amis,
Et ses amis,
ont la tristesse de faire part du décès de

M. André DELORME,
chevalier de la Légion d'honneur,
ingénieur général
des Ponts et Chaussées (ex),
survenue le 14 septembre 1989.

Ils remercient avec reconnaissance
tous ceux qui se sont associés à eux.

L'inhumation a eu lieu au cimetière-
parc de La Celle-Saint-Cloud.

— M^{me} Jacques Deloche de Noyelle,
son épouse,
M. et M^{me} Alain Fargues
et leurs enfants,
M. et M^{me} Patrick Arbaud
et leurs enfants,
M. et M^{me} Marie-Olivier Bonberth
et leurs enfants,
M. et M^{me} Patrick Marasueche
et leurs enfants,
Ses enfants et petits-enfants,
M. et M^{me} Pierre Deloche de
Noyelle,
sa sœur et belle-sœur,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Jacques
DELOCHE de NOYELLE,
chevalier de la Légion d'honneur
à titre militaire,
croix de guerre 1939-1945,
survenue le 14 septembre 1989, en son
domicile, dans sa quatre-vingt-onzième
année.

« Ne craignez point, car je suis avec
vous. »

La cérémonie religieuse a eu lieu le
18 septembre, dans l'intimité familiale.

— Marie-France et Pierre
GUINOT-DELEURY,
ses parents,
Cécile et Julien,
ses frères et sœurs,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

Delphine.

Les obsèques ont eu lieu le mercredi
20 septembre 1989, à Ver-sur-Mer
(Calvados), dans l'intimité familiale.

91, rue de l'Abbé-Groult,
75015 Paris.

— M^{me} Josiane Boucher,
M. et M^{me} Jean-Claude Chaillan,
Anne et Pierre,
M. et M^{me} Georges Mazza
et Julien,
M. et M^{me} Charles Nahmany
et leurs enfants,
Parents et alliés,
ont la douleur de faire part du décès de

Jacques NAHMANY,
survenue le 17 septembre 1989.

L'inhumation a eu lieu dans la plus
stricte intimité.

Le présent avis tient lieu de faire-
part.

— Saint-Mathieu-de-Tréviers
(Hérault).
Les conseils d'administration,
Les membres du personnel,
Et les actionnaires des sociétés
Diffuser et Laboratoires Tréviers,
ont la douleur de faire part du décès
accidentel de

M. Yves POUPPEVILLE,
M^{me} Sylvie TETU,
M. Jean-Pierre TETU,
qui assurait dans les sociétés Dif-
fuser et Laboratoires Tréviers la pré-
sidence et les directions marketing et
technique.

Ils présentent leurs plus sincères
condoléances aux enfants et parents
des victimes.

— Jeanine RAGEOT,
psychologue-conseil,
nous a quittés le 16 septembre 1989.

De la part de
M^{me} Lucien Ragnot,
Raymond Charvagne,
Ses proches.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus
stricte intimité.

Un concert sera donné ultérieure-
ment à sa mémoire.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— On nous prie d'annoncer le décès,
dans sa soixante-deuxième année, de

Denis RICHEL,
agréé de l'Université,
directeur d'études
à l'École des hautes études
en sciences sociales.

De la part de
Marie-Rose et André Bédaride,
Anne Richet,
Et Florence Richet,
Ses enfants,
De ses petits-enfants,
D'Alfred Richet,
son père,
De Simone Lavitry-Richet,
sa belle-mère,
De Michèle Richet
Et Noël Furet,
ses sœurs,
De Pierre-Louis Moine,
son beau-frère,
Et des familles Richet et Herscher.

Ceux qui l'ont connu et aimé se
retrouveront en l'église Saint-Thomas-
d'Aquin, place Saint-Thomas-d'Aquin,
Paris-7^e, le vendredi 22 septembre, à
14 heures.

— Le président,
Le bureau,
Le conseil d'administration,
Le conseil scientifique,
Et le personnel de l'École des hautes
études en sciences sociales,
ont le regret de faire part du décès de

Denis RICHEL,
directeur d'études à l'EHESS.

Ses amis seront présents à ses obsè-
ques, le vendredi 22 septembre 1989, à
14 heures, en l'église Saint-Thomas-
d'Aquin.

(Le Monde daté 17-18 septembre.)

Remerciements

— Danielle Heymann-Bertola,
Dominique, Stéphanie, Agnès
Bertola,
remercient tous ceux qui s'associent à
leur peine.

Chaque message, chaque lettre
reçus depuis le décès de

Jean BERTOLA
sont une aide et un réconfort.

Anniversaires

— En union de pensée pour le cin-
quième anniversaire du décès de

Nicolas JABBOUR,

Sa famille
Et ses amis.

— Le 14 septembre 1988

Edouard MALTERRE,
ingénieur civil de l'Aéronautique,
nous quittait.

A ceux qui l'ont connu et aimé, une
pensée affectueuse est adressée.

P et A.-M. Malterre
et leur fille,
184, boulevard Baille,
13005 Marseille.

— Il y a dix ans,
le 22 septembre 1979,
disparaissait

Raymond ODENT.

— Il y a un an, le 22 septembre
1988, mourait

Marie-Christine Robert.

Ceux qui l'ont connu et aimé
pourront, avec émotion, penser plus
particulièrement à elle.

— Il y a deux ans, le 21 septembre
1987

Nessim STRUGO

nous quittait.

Sa famille
invite les personnes qui l'ont connu et
aimé à avoir une pensée pour lui.

Avis de messe

— Une messe sera célébrée à la
mémoire de

Marie-Jeanne BERNARD

le mardi 26 septembre 1989, à
11 heures, en la chapelle Notre-Dame-
de-Compassion, place du Maréchal-
Koenig, Paris-17^e (métro Porte Maillot
ou bus 43).

Soutenances de thèses

— Université Paris-IV, le mercredi
27 septembre à 9 heures, amphithéâtre
Descartes, 17, rue de la Sorbonne.
M. Salah El Naggar : « Les systèmes
de couverture dans l'architecture de
l'Égypte ancienne : les voûtes ».

— Université Paris-X (Nanterre),
le mercredi 27 septembre à 10 heures,
salle des actes, M. Paul Guyonnet :
« Comportements électrostatiques et vie
politique locale sous la V^e République ».

— Université Paris-VII, le vendredi
29 septembre à 10 heures, M. Idriel
Boussouf Habib : « Théories et straté-
gies de développement économique
intégrées. Étude de cas ».

Pompes Funèbres

Marbrerie

CAHEN & C^e

43-20-74-52
MINTEL par le 11

STERN

GRAVEUR

depuis 1840

Gravure de médailles
pour événements
et commémorations

le prestige de la gravure

41, Passage des Panoramas,
75002 PARIS

Tél. : 42.36.94.48 - 45.08.86.45

MÉTÉOROLOGIE

Evolution probable du temps en
France entre le jeudi 21 septembre
à 9 heures et le vendredi 22 septem-
bre à 24 heures.

Vendredi, pluvieux, orages ou averse
seront le lot de tous. Samedi, la zone orageuse se limitera progressivement à un quart sud-est de la France et des averses persisteront dans le nord-est. Partout ailleurs, ce sera le retour du soleil. Dimanche, malgré quelques résidus orageux de l'est du Massif Central aux Alpes, la journée sera généralement très bien ensoleillée.

Vendredi : pluvieux et orageux.

Le matin, de l'Aquitaine, au Poirou-Charvante, aux Pays de Loire, à la Bretagne et à la Normandie, le temps sera couvert et pluvieux. Sur les autres régions, le ciel sera très nuageux. Des orages isolés pourront éclater çà et là.

Les températures minimales seront comprises entre 13 et 16 degrés sur la moitié nord du pays et entre 16 et 20 degrés sur la moitié sud.

Les températures maximales évolueront entre 20 et 23 degrés sur la moitié nord, elles s'élèveront de 23 à 27 degrés.

191, rue d'Alsace,
75014 Paris.

4, rue des Cordeliers,
Orléans 45000 Aurillac.

Nos abonnés, bénéficiant d'une
réduction sur les insertions du
« Carnet du Monde », sont priés de
joindre à leur envoi de texte une des
dernières bandes pour justifier de
cette qualité.

— M^{me} Jacques Deloche de Noyelle,
son épouse,
M. et M^{me} Alain Fargues
et leurs enfants,
M. et M^{me} Patrick Arbaud
et leurs enfants,
M. et M^{me} Marie-Olivier Bonberth
et leurs enfants,
M. et M^{me} Patrick Marasueche
et leurs enfants,
Ses enfants et petits-enfants,
M. et M^{me} Pierre Deloche de
Noyelle,
sa sœur et belle-sœur,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Jacques
DELOCHE de NOYELLE,
chevalier de la Légion d'honneur
à titre militaire,
croix de guerre 1939-1945,
survenue le 14 septembre 1989, en son
domicile, dans sa quatre-vingt-onzième
année.

« Ne craignez point, car je suis avec
vous. »

La cérémonie religieuse a eu lieu le
18 septembre, dans l'intimité familiale.

Ils remercient avec reconnaissance
tous ceux qui se sont associés à eux.

L'inhumation a eu lieu au cimetière-
parc de La Celle-Saint-Cloud.

— M^{me} Josiane Boucher,
M. et M^{me} Jean-Claude Chaillan,
Anne et Pierre,
M. et M^{me} Georges Mazza
et Julien,
M. et M^{me} Charles Nahmany
et leurs enfants,
Parents et alliés,
ont la douleur de faire part du décès de

Jacques NAHMANY,
survenue le 17 septembre 1989.

L'inhumation a eu lieu dans la plus
stricte intimité.

Le présent avis tient lieu de faire-
part.

— Saint-Mathieu-de-Tréviers
(Hérault).
Les conseils d'administration,
Les membres du personnel,
Et les actionnaires des sociétés
Diffuser et Laboratoires Tréviers,
ont la douleur de faire part du décès
accidentel de

M. Yves POUPPEVILLE,
M^{me} Sylvie TETU,
M. Jean-Pierre TETU,
qui assurait dans les sociétés Dif-
fuser et Laboratoires Tréviers la pré-
sidence et les directions marketing et
technique.

Ils présentent leurs plus sincères
condoléances aux enfants et parents
des victimes.

— Jeanine RAGEOT,
psychologue-conseil,
nous a quittés le 16 septembre 1989.

De la part de
M^{me} Lucien Ragnot,
Raymond Charvagne,
Ses proches.

MÉTÉOROLOGIE

Evolution probable du temps en
France entre le jeudi 21 septembre
à 9 heures et le vendredi 22 septem-
bre à 24 heures.

Vendredi, pluvieux, orages ou averse
seront le lot de tous. Samedi, la zone orageuse se limitera progressivement à un quart sud-est de la France et des averses persisteront dans le nord-est. Partout ailleurs, ce sera le retour du soleil. Dimanche, malgré quelques résidus orageux de l'est du Massif Central aux Alpes, la journée sera généralement très bien ensoleillée.

Vendredi : pluvieux et orageux.

Le matin, de l'Aquitaine, au Poirou-Charvante, aux Pays de Loire, à la Bretagne et à la Normandie, le temps sera couvert et pluvieux. Sur les autres régions, le ciel sera très nuageux. Des orages isolés pourront éclater çà et là.

Les températures minimales seront comprises entre 13 et 16 degrés sur la moitié nord du pays et entre 16 et 20 degrés sur la moitié sud.

Les températures maximales évolueront entre 20 et 23 degrés sur la moitié nord, elles s'élèveront de 23 à 27 degrés.

191, rue d'Alsace,
75014 Paris.

4, rue des Cordeliers,
Orléans 45000 Aurillac.

Nos abonnés, bénéficiant d'une
réduction sur les insertions du
« Carnet du Monde », sont priés de
joindre à leur envoi de texte une des
dernières bandes pour justifier de
cette qualité.

— M^{me} Jacques Deloche de Noyelle,
son épouse,
M. et M^{me} Alain Fargues
et leurs enfants,
M. et M^{me} Patrick Arbaud
et leurs enfants,
M. et M^{me} Marie-Olivier Bonberth
et leurs enfants,
M. et M^{me} Patrick Marasueche
et leurs enfants,
Ses enfants et petits-enfants,
M. et M^{me} Pierre Deloche de
Noyelle,
sa sœur et belle-sœur,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Jacques
DELOCHE de NOYELLE,
chevalier de la Légion d'honneur
à titre militaire,
croix de guerre 1939-1945,
survenue le 14 septembre 1989, en son
domicile, dans sa quatre-vingt-onzième
année.

« Ne craignez point, car je suis avec
vous. »

La cérémonie religieuse a eu lieu le
18 septembre, dans l'intimité familiale.

Ils remercient avec reconnaissance
tous ceux qui se sont associés à eux.

L'inhumation a eu lieu au cimetière-
parc de La Celle-Saint-Cloud.

— M^{me} Josiane Boucher,
M. et M^{me} Jean-Claude Chaillan,
Anne et Pierre,
M. et M^{me} Georges Mazza
et Julien,
M. et M^{me} Charles Nahmany
et leurs enfants,
Parents et alliés,
ont la douleur de faire part du décès de

Jacques NAHMANY,
survenue le 17 septembre 1989.

L'inhumation a eu lieu dans la plus
stricte intimité.

Le présent avis tient lieu de faire-
part.

— Saint-Mathieu-de-Tréviers
(Hérault).
Les conseils d'administration,
Les membres du personnel,
Et les actionnaires des sociétés
Diffuser et Laboratoires Tréviers,
ont la douleur de faire part du décès
accidentel de

M. Yves POUPPEVILLE,
M^{me} Sylvie TETU,
M. Jean-Pierre TETU,
qui assurait dans les sociétés Dif-
fuser et Laboratoires Tréviers la pré-
sidence et les directions marketing et
technique.

Ils présentent leurs plus sincères
condoléances aux enfants et parents
des victimes.

— Jeanine RAGEOT,
psychologue-conseil,
nous a quittés le 16 septembre 1989.

De la part de
M^{me} Lucien Ragnot,
Raymond Charvagne,
Ses proches.

MÉTÉOROLOGIE

Evolution probable du temps en
France entre le jeudi 21 septembre
à 9 heures et le vendredi 22 septem-
bre à 24 heures.

Vendredi, pluvieux, orages ou averse
seront le lot de tous. Samedi, la zone orageuse se limitera progressivement à un quart sud-est de la France et des averses persisteront dans le nord-est. Partout ailleurs, ce sera le retour du soleil. Dimanche, malgré quelques résidus orageux de l'est du Massif Central aux Alpes, la journée sera généralement très bien ensoleillée.

Vendredi : pluvieux et orageux.

Le matin, de l'Aquitaine, au Poirou-Charvante, aux Pays de Loire, à la Bretagne et à la Normandie, le temps sera couvert et pluvieux. Sur les autres régions, le ciel sera très nuageux. Des orages isolés pourront éclater çà et là.

Les températures minimales seront comprises entre 13 et 16 degrés sur la moitié nord du pays et entre 16 et 20 degrés sur la moitié sud.

Les températures maximales évolueront entre 20 et 23 degrés sur la moitié nord, elles s'élèveront de 23 à 27 degrés.

191, rue d'Alsace,
75014 Paris.

4, rue des Cordeliers,

Le Monde

PLANTU

DES FOURMIS DANS LES JAMBES



L'ALBUM 89

164 PAGES — 250 DESSINS

La sélection de ses meilleurs dessins

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX OU PAR CORRESPONDANCE

BON DE COMMANDE PLANTU

NOM : _____ PRÉNOM : _____

ADRESSE : _____

CODE POSTAL : LOCALITÉ : _____

PAYS : _____

NOMBRE D'EXEMPLAIRES : _____ X 55 F, frais de port inclus = _____ F.

Bulletin et règlement à retourner à : *le Monde*, service vente
au numéro, 7, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09. France.

صكنا من الامل

28 A 30. Le projet de budget
39 Conjoncture

31 Matra trouve un allié allemand
pour ses semi-conducteurs

38 Marchés financiers
37 Bourse

Un entretien avec le président du CNPF à propos du conflit chez Peugeot

« Laissons Jacques Calvet tranquille »

nous déclare M. François Perigot

L'avantage électrique

La France pourra-t-elle tirer un profit de son surplus nucléaire ? La réponse positive attendue de Bruxelles concerne l'usine d'aluminium Pechiney à Dunkerque, où les stratégies françaises et EDF. Le regain amorcé ces derniers mois dans les investissements des industries de la chimie — Atchem à Gonfreville, Orkem en Lorraine, — du verre — Saint-Gobain dans la vallée du Rhône, — du papier ou du ciment dépend du jugement, bruxellois.

Disposant d'un parc nucléaire surdimensionné de sept à dix centrales, EDF a décidé de passer des contrats de partenariat avec ses gros clients industriels pour leur faire bénéficier de prix attractifs. A Dunkerque, l'établissement détiend 49 % du capital de la nouvelle usine d'aluminium de Pechiney et lui livre, jusqu'en 1997, un courant à un tarif secret (estimé néanmoins à 6 centimes le kilowattheure) en échange d'une rémunération garantie.

EDF contribue aussi à faire revenir dans l'Hexagone des usines « lourdes » qui étaient parties depuis le premier choc pétrolier dans des pays à tarif électrique plus avantageux, le Canada par exemple. L'enjeu concerne en fait tous les biens intermédiaires, dont la France peut se faire une spécialité en Europe, en retournant un avantage — trop d'investissement nucléaire — en avantage.

British Steel et les concurrents allemands se sont plaints, arguant qu'EDF bénéficie d'aides de l'Etat. M. Britten, le très britannique commissaire à la concurrence qui suspecte toutes les entreprises publiques de fausser, par nature, les règles normales, a saisi sur l'occasion. S'il l'emporte, la France perd sa bataille dans l'industrie lourde. Au-delà, la porte est ouverte pour une suspicion généralisée des tarifs de tous les services dépendant d'entreprises publiques : SNCF, RATP, France Télécom...

E. L. B.

Lire l'article « Bruxelles devrait donner son feu vert à Pechiney pour son usine de Dunkerque » page 31.

INSOLITES

La chasse au dollar blanc

Pour mieux traquer les trafiquants de drogue, l'ancien secrétaire au Trésor américain M. Donald Reagan suggère de les prendre par leur point faible : le dollar. Les négociants bien entendu en liquide, les « parains » se trouvent en permanence détenteurs d'importantes quantités de cash qu'il faut « blanchir » au plus vite.

M. Reagan propose, dans le *New York Times*, une méthode choc consistant à changer le couleur ou la taille des billets de 50 et de 100 dollars (un dollar vaut 6,60 F). Un délai de dix jours seulement serait accordé aux détenteurs de grosses coupures pour les échanger à la banque, ce qui permettrait d'établir des listes signifiant les échanges les plus importants (de plus de 1000 dollars). « Cela provoquerait la panique parmi les détenteurs de fortes quantités de liquide », assure l'ancien ministre.

Le pêche risque toutefois de révéler quelques surprises : les trafiquants de drogue ne sont pas les seuls gros détenteurs de billets verts, puisque, statistiquement, huit dollars imprimés sur 10 ne se retrouvent dans aucune transaction officielle.

Alors que les appels à la négociation se multiplient dans le conflit entre M. Calvet, président de Peugeot SA, et les salariés des usines de Mulhouse et Sochaux, la situation reste bloquée jeudi 21 septembre. A Mulhouse, les grévistes font appel à la solidarité financière des habitants de la ville.

Dans l'entretien qu'il a accordé au *Monde*, M. François Perigot, président du CNPF, apporte son soutien total à M. Calvet : « Je fais pleinement confiance au président de PSA, dont personne ne niera qu'il est un grand chef d'entreprise », nous déclare M. Perigot, qui juge « limités » les risques d'une contagion dans le reste du secteur privé.

« Si vous étiez PDG de Peugeot, comment régleriez-vous les conflits de Mulhouse et de Sochaux ? »
« Avant tout, puis-je exprimer un souhait : laissons Jacques

Calvet tranquille ! Je n'ai aucunement l'intention de me substituer à lui. Ce n'est pas la mission du CNPF de s'immiscer dans la gestion des entreprises. Je fais pleinement confiance au président de PSA, dont personne ne niera qu'il est un grand chef d'entreprise. Grâce à son action, à celle de l'encadrement et à celle de l'ensemble des salariés du groupe, celui-ci est redevenu un grand de l'industrie automobile mondiale.

« Le CNPF prône le dialogue social. Que pensez-vous du refus de M. Calvet d'engager des négociations avec les syndicats ? »

« Je n'ai pas à juger de l'attitude du président de PSA vis-à-vis des syndicats. Tout ce que je puis dire, c'est que grâce à son intelligence, sa clairvoyance et son obstination, cette entreprise gravement menacée il y a quelques années, a pu refaire surface dans un marché où la compétition est implacable.

« Je fais confiance à Jacques Calvet pour qu'il trouve, dans le conflit actuel, la solution la meilleure pour tous.

« N'avez-vous pas en train de « couvrir » l'homme le gouvernement, celui du CGT et la CGO Peugeot ? Le rôle du CNPF est-il de « couvrir » systématiquement le patron des grandes entreprises ? »

« La mission du CNPF est d'être informé des préoccupations et des problèmes des entreprises, quelle que soit leur taille et quelle que soit le secteur ou la région, pour pouvoir défendre leurs intérêts. Je le suis. Mon rôle n'est pas de « couvrir » qui que ce soit.

« Avez-vous peur d'une double contagion : d'autres conflits dans l'automobile ? Des dérapages salariaux si Peugeot cède ? »

« Tout d'abord je tiens à souligner que le climat social dans le secteur privé reste calme. Alors qu'il y avait 75 conflits, dont 56 avec occupation en septembre 1983, il y en avait 45, dont 8 avec occupation en septembre 1985 et 26 conflits, dont 3 avec occupation, en ce début de septembre 1989. La politique salariale que nous préconisons est

fondée sur les notions de souplesse et de diversité. Chaque entreprise fixe dorénavant le niveau des salaires en fonction de ses propres résultats, tient compte des performances individuelles de chaque salarié et complète éventuellement cette politique salariale par des mesures d'intéressement. A priori, cette hétérogénéité et cette diversité limitent les risques de contagion. Cela étant, en matière de climatologie sociale, la prudence et la vigilance sont toujours souhaitables.

« Quand une entreprise fait beaucoup de bénéfices, comme Peugeot, ne peut-elle pas en faire profiter ses salariés à travers un « pacte de croissance » ? »

« L'idée d'un partage imposé des bénéfices est contraire aux règles élémentaires de fonctionnement d'une entreprise. Depuis le début de la reprise, les entreprises pratiquent de façon naturelle un partage entre tous ceux qui doivent légitimement en recueillir les fruits : les salariés, les clients, les fournisseurs, les actionnaires, les établissements financiers, l'Etat.

« Les salariés ont eu et continueront à en avoir leur part. Mais il serait illusoire de fixer des règles définitives de répartition : le marché et la concurrence l'interdisent. »

Propos recueillis par MICHEL NOBLECOURT

Les « Peugeot » en grève à Mulhouse

« On a moins de sous, mais pour une fois on dit ce qu'on veut »

MULHOUSE
de notre envoyée spéciale

On les était habitués mais ils ne font pas du tout « Oh ! De part et d'autre du barrage on se regarde et on se dit : c'est la grève ». Les équipes de la direction et les équipes de la direction sont en face à face. Les équipes de la direction et les équipes de la direction sont en face à face. Les équipes de la direction et les équipes de la direction sont en face à face.

Mais la tension monte malgré tout. Des cadres et des agents de maîtrise se sont regroupés à 300 mètres derrière les barreaux du côté du centre de production. Ils sont une cinquantaine et ils avancent peu à peu vers les grévistes en main armée. Les grévistes ont répondu : « On les comprend, entendez du côté du barrage, ils ont trop de trucs à payer pour faire grève. »

« Travailleurs », porteurs de badges « Liberté du travail ! » mais le mot d'ordre n'est pas repris. « Toi l'as une bonne idée, mais gare, c'est un piège, pas nous, ceux qui bossent comme ceux qui ne bossent pas. » Les non-grévistes se tiennent à l'écart et les agents de maîtrise finissent par reculer. L'incident est évité.

« Laissez-nous passer ! »
Liberté du travail !

Le barrage est désormais pris en tenaille. De l'autre côté du piquet de grève, de nouveaux agents de maîtrise se sont installés devant les groupes de non-grévistes qui patientaient devant les autocars. Au premier rang, se tient le responsable du service maintenance du centre de production de Mulhouse, M. Rivet, un ancien secrétaire de la CGC. « Nous sommes là pour défendre la liberté du travail ! crie-t-il. C'est fait des semaines que vous nous gênez alors que nous sommes en majorité. C'est inadmissible. » Le cadre hausse le ton mais autour de lui beaucoup de non-grévistes s'éloignent sans un mot. « Vous êtes une poignée de grévistes et nous voulons travailler, poursuit M. Rivet malgré tout, laissez-nous passer. » Fatigué de

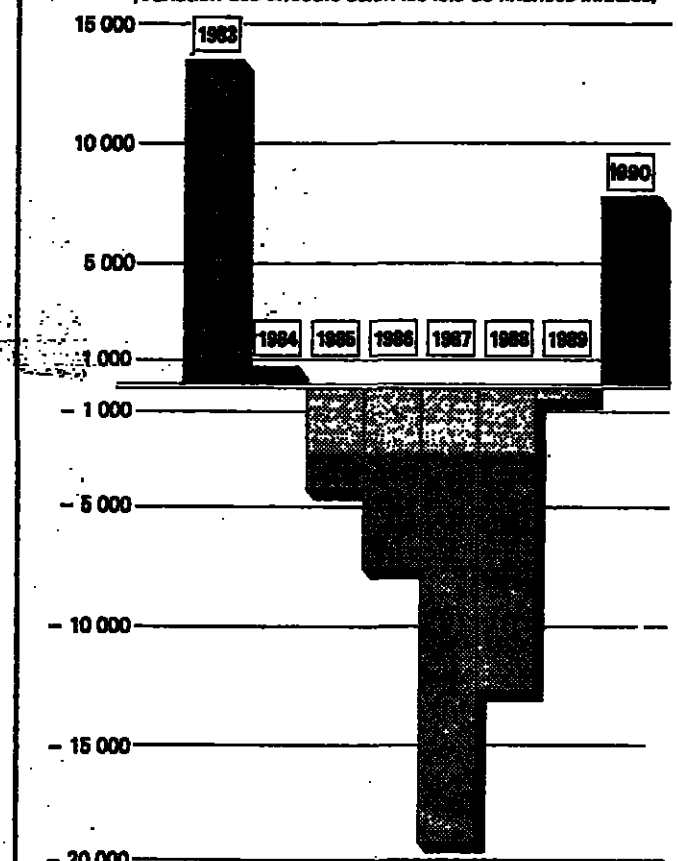
s'épuiser ainsi, il se retourne alors vers les non-grévistes en scandant : « Liberté du travail ! » mais le mot d'ordre n'est pas repris. « Toi l'as une bonne idée, mais gare, c'est un piège, pas nous, ceux qui bossent comme ceux qui ne bossent pas. » Les non-grévistes se tiennent à l'écart et les agents de maîtrise finissent par reculer. L'incident est évité.

Mais au portail est du centre, au-dessus de la route qui mène vers l'Allemagne, les cadres et la maîtrise sont plus nombreux. Et plus déterminés. Leur badge « Liberté » au revers de la veste, ils l'avancent vers les cordons. Face à eux plusieurs centaines de grévistes les attendent de pied ferme. « Allez les gars, on doit pouvoir passer » lance brusquement un des agents de maîtrise. Quelques pas de trop, des insultes de tous côtés, les deux groupes se bousculent au milieu des larmes. Les coups de poings pleuvent d'un cordon à l'autre et une bombe lacrymogène apparaît du côté des agents de maîtrise. Trois grévistes, Christophe Dominguez, un responsable de la CRDT, M. Bony, un ouvrier des ateliers et un troisième gréviste qui souhaite conserver l'anonymat, sont brûlés au visage et conduits à l'hôpital.

ANNE CHEMIN
Lire la suite page 31

L'Etat va créer 7827 emplois en 1990

(Variation des effectifs selon les lois de finances initiales)



Source : Ministère des finances
Les socialistes français avaient amorcé en 1985 une politique de réduction des effectifs de la fonction publique. Aujourd'hui, et alors que la forte croissance de l'économie leur donne de nouvelles marges de manœuvre, ils abandonnent le thème du recul de l'Etat. Pour la première fois depuis cinq ans, le nombre des fonctionnaires va augmenter en 1990, d'après le projet de loi de finances adopté mercredi 20 septembre par le gouvernement.

Dans « le Monde des affaires »

Les hommes de la DB

Peu loquaces, les hommes de la Direction du budget (« DB ») font tomber la hache sur les malheureux « ministres dépar- siera ».

Le budget présenté mercredi au conseil des ministres donne des finances publiques une vision apaisée. Le communiqué traditionnel de l'Elysée ne lui consacre que trois pages à peine. Les priorités du gouvernement y sont brièvement énoncées. La loi de finances 1990, pour son élaboration du moins, est une affaire réglée.

Pourtant, chaque année, au début de l'été, de véritables psychodrames se jouent dans les murs de la Direction du Budget ; puissance maudite au sein de l'administration, méconnue, mais terriblement efficace nichée au cœur du ministère de l'économie et des finances.

Hommes de cabinet et directeurs des services financiers défilent devant des fonctionnaires sourcilleux et plus qu'en toute autre occasion peu loquaces.

L'enjeu de ce face à face c'est cette enveloppe de crédits consacrée aux mesures nouvelles dont le montant a été fixé par le pouvoir politique. Chaque ministre en réclame sa part, plaide, expose ses projets.

Ceux qui font l'objet de priorités gouvernementales (ou pré-

sidentielles) tels le ministère de l'éducation nationale ou la recherche cette année montent le cœur léger à l'assaut de ce château des Carpes. L'entretien sera court. Presque une formalité. Matignon les soutient. La hache des fonctionnaires du budget peut s'abattre... C'est en leur faveur qu'elle va trancher. Pour les autres ce sont de très longues et parfois très dures heures de négociations qui s'annoncent. Les malheureux se trouvent du côté de la cognée.

Lire aussi :

- Conviction : la réforme des PTT vue par les dirigeants d'IBM-France, de Bull et de la CGE (page 34).
- « L'homme de l'art » : Jean-Michel Derrois, avocat, créatif... et moraliste (page 34).
- Reportage : dans les vignobles du « champagne » indien (page 35).

ÉCONOMIE

Le projet de loi

Se faire

« Qu'est-ce que le socialisme ? »

Avant l'épreuve du feu que va constituer l'examen par l'Assemblée nationale d'un budget dont personne ne sait si une majorité claire le votera. M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie et des finances, a voulu donner à la presse mercredi 20 septembre l'image de la plus parfaite sérénité.

D'humeur légère, le ministre, qui présentait son premier budget à Bercy, s'est visiblement beaucoup plu à jouer les maîtres de cérémonie, évoluant avant sa conférence de presse parmi les journalistes et ses collaborateurs. M. Bérégovoy s'est dispensé du même coup du traditionnel exposé liminaire qui chaque année décrit les grandes lignes de la loi de finances. L'exercice, il est vrai, n'était pas nécessaire puisque beaucoup avait déjà été dit dans les journaux.

« Le budget est un budget d'expansion », a-t-il souligné. « Il prépare l'avenir tout en réduisant les inégalités sociales, mais il réhabilite aussi le rôle de l'Etat par la dépense publique ». Celle-ci progressera de 5,3 % dans les comptes officiels.

« Ni le premier ministre ni moi-même, ne sommes des dérapeurs. » Pour rassurer, M. Bérégovoy a usé d'un vocabulaire sportif, reprenant à son compte le calcul alambiqué effectué l'après-midi même par le rapporteur général de la commission des finances à l'Assemblée nationale. En excluant la très forte progression de la charge de la dette publique en 1990 (21 milliards de francs) — ce qui peut se comprendre — et celle des crédits consacrés à

l'éducation nationale — ce qui se comprend déjà beaucoup moins — le ministre arrive à une croissance des dépenses publiques de 2,5 %, correspondant grosso modo aux prévisions d'inflation pour l'année prochaine.

Les dépenses de rémunération devraient croître d'un peu plus de 8 % l'année prochaine, selon l'estimation de M. Michel Charasse, ministre du budget, soucieux tout à la fois de rassurer (« un faux chiffre », puisqu'il intègre des mesures prises en cours d'année et non prévues dans la loi de finances initiale pour 1989) sans en sous-estimer l'importance. Exercice périlleux : il fallait tout à la fois donner l'impression de la rigueur aux milieux internationaux qui nous surveillent et de la générosité aux fonctionnaires des finances en grève ou sur le point de l'être.

M. Bérégovoy est revenu sur l'application anticipée de la baisse de la TVA sur l'automobile et le matériel hi-fi, entrée en vigueur les 8 et 15 septembre, dont il avait dû s'expliquer deux heures auparavant devant la commission des finances de l'Assemblée nationale. « Le marché ne pouvait attendre », a assuré sans grande conviction le ministre. Mais cette baisse anticipée n'était-elle pas surtout destinée à éviter la bronche des socialistes en les plaçant devant le fait accompli ?

M. Bérégovoy n'a pas manqué de souligner l'aspect social d'une telle mesure — cadeau fait à tous les consommateurs — avant d'affirmer que,

conscient du risque que fait peser sur la croissance économique un déficit extérieur de 4 ou 5 milliards de francs par mois, le gouvernement entendait encourager l'épargne, celle des particuliers comme celle des entreprises.

« Nos entreprises sont sous-capitalisées », s'est-il exclamé. Reste que les 4,7 milliards de francs de dotations en capital consenties en 1990 par l'Etat aux entreprises publiques apparaissent bien minces, l'Etat percevant en retour 3,4 milliards de francs au titre des dividendes. M. Bérégovoy n'a pas voulu s'étendre sur le détail de ces dotations, laissant vraisemblablement ce soin à M. Faurot.

Les informations sont venues d'ailleurs, M. Charasse — soumis à la question — a admis que la taxe d'habitation pesant sur les résidences principales et secondaires serait allourdie pour compenser une partie des pertes de recettes entraînées pour les collectivités locales par l'exonération des contribuables les plus démunis. Modification que le ministre du budget n'avait pas cru bon de devoir évoquer.

M. Bérégovoy n'a pas semblé lui en tenir rigueur, faisant preuve tout au long de la conférence d'attentions inhabituelles à son égard.

Il restait la question que tout le monde se pose : le budget de 1990 est-il un budget socialiste ? « Qu'est-ce que le socialisme ? », a répondu M. Bérégovoy.

CAROLINE MONNOT

par Alain Verholes

Un gouvernement peut-il faire progresser la justice sociale sans nuire à l'efficacité économique ?

A ce très vieux et très difficile problème, M. Pierre Bérégovoy vient pour la France de répondre par l'affirmative. En présentant, mercredi, le projet de budget pour 1990, le ministre a déclaré que les dépenses et les recettes publiques viseraient l'année prochaine à réduire les inégalités sociales et à construire une France forte, capable de se mesurer avec succès aux autres pays européens dans le cadre du marché unique de 1993.

A ceux qui douteraient que 1990 puisse être l'année d'un rapprochement important de la justice et de l'efficacité, M. Bérégovoy assène une liste impressionnante de mesures visant soit l'un, soit l'autre objectif, soit — suprême achievement — les deux à la fois. Il en est ainsi de la baisse de la TVA, qui permettra à un plus grand nombre de Français de s'acheter une automobile, mais qui permettra aussi à la France de renforcer sa position en Europe par la réduction de son inflation (les prix vont augmenter plus lentement) et par le rapprochement de sa fiscalité vers une moyenne européenne.

Le nombre, la précision, la technicité des mesures proposées obligent qu'on s'y attarde. La contradiction justice-efficacité sur laquelle butent en permanence tous les gouvernements occidentaux va-t-elle se réduire en France dans un grand mouvement dialectique ?

Pour surmonter la contradiction de leurs objectifs, M. Rocard — qui est beaucoup intervenu dans la perspective de ce budget — et M. Bérégovoy ont en quelque sorte équilibré les mesures d'équité sociale et d'efficacité économique, redistribuant aux plus pauvres de la nation une partie de ce que les plus favorisés auront gagné grâce aux décisions que va prendre l'Etat.

C'est ainsi que les revenus de l'épargne (obligations, SICAV, bons du Trésor, profits réalisés sur les marchés à terme...) vont être beaucoup moins imposés. Pour l'essentiel, cela concerne les gens riches ou bien informés, les deux allant souvent de pair. A l'inverse, l'impôt de solidarité sur la fortune va être allourdi par la création d'une tranche à 1,3 %. C'est ainsi également que plusieurs mesures fiscales favorables aux propriétaires de logement seront l'année prochaine moins généreuses et que les « revenus » souvent très confortables qu'encaissent les grands cadres de sociétés en achetant à prix préférentiels des actions de leur entreprise (stock-options) puis en les revendiquant seront un peu plus imposés qu'ils ne l'étaient jusqu'à maintenant.

Enfin, plusieurs dépenses publiques prioritaires surmontent, elles aussi, la contradiction justice-efficacité, l'éducation nationale en est le meilleur exemple.

Pour réduire des inégalités, MM. Rocard et Bérégovoy avancent une dizaine de mesures, dépendant toutes de l'Etat. Certaines prennent la forme de dépenses publiques nettement plus généreuses qu'au cours des années précédentes : éducation nationale pour lutter contre l'échec scolaire ; revenu minimum d'insertion et crédits pour le logement social afin de lutter contre la pauvreté (4 milliards supplémentaires) ; crédits pour l'emploi et la formation afin de lutter contre le chômage.

D'autres mesures modifient, on l'a vu, la fiscalité : baisse de la TVA ; plafonnement de la taxe d'habitation — qui est un impôt local — pour les ménages à revenus moyens et modestes ; allourdissement de l'impôt de solidarité sur la fortune et de la taxation de certains revenus du capital (stock-options) ; suppression de la déduction des intérêts d'emprunts contractés pour l'achat d'un logement quand le souscripteur dispose de revenus très élevés (tranche

marginale à 49 %) ; moindre abattement sur les revenus fonciers (10 % au lieu de 15 %).

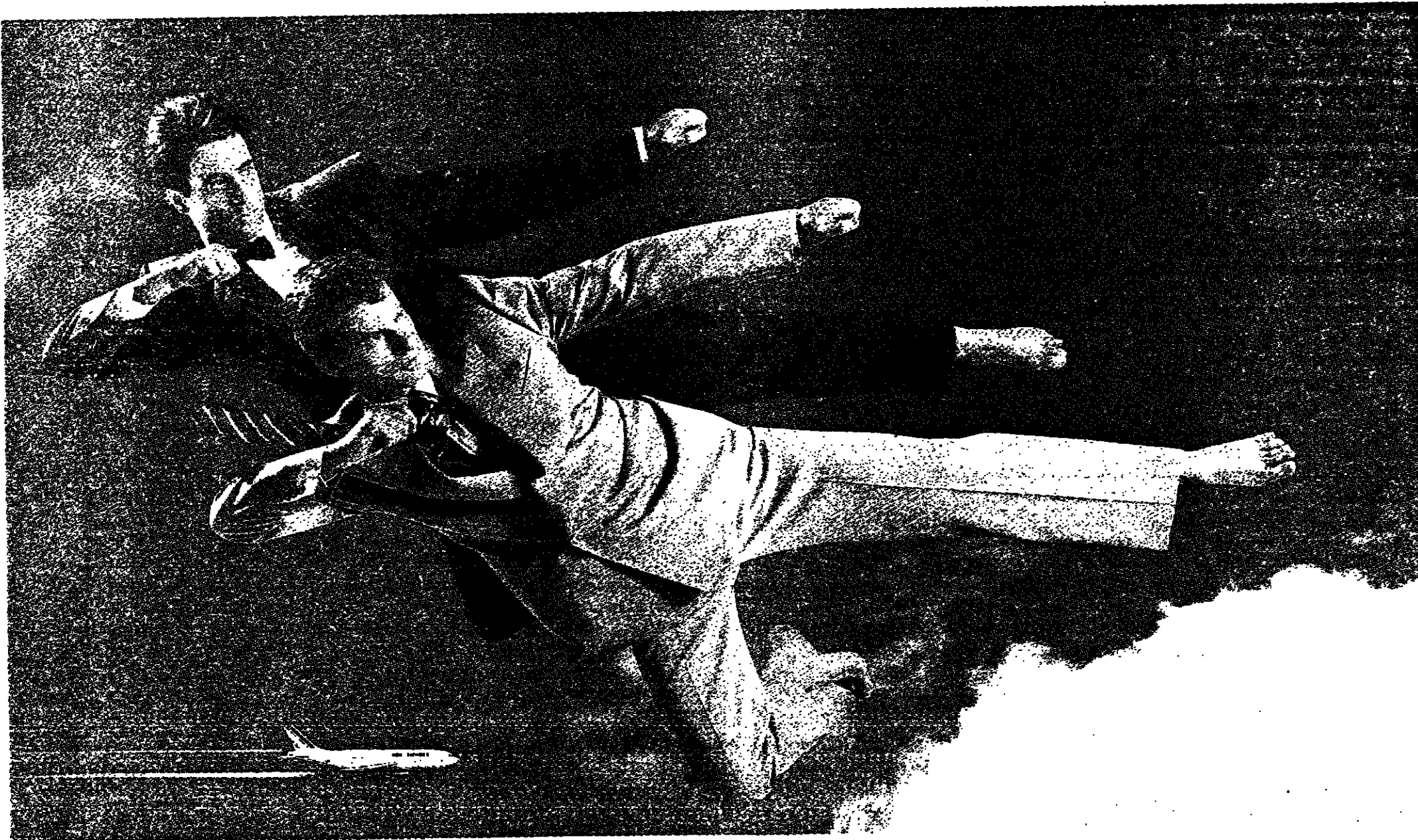
Pour rendre la France plus forte, ses entreprises plus puissantes et plus inventives, ses cadres plus dynamiques et, d'une façon générale, pour inciter les Français riches à épargner davantage, le budget de 1990 réduit de 39 à 37 % le taux de l'impôt sur les sociétés pour les seuls bénéfices réinvestis, réduit très sensiblement la fiscalité des revenus de l'épargne (il en coûtera 4 milliards par an à l'Etat en 1990, le double en 1991) et dans une moindre mesure celle des mutations de fonds de commerce. Le crédit d'impôt en faveur de la recherche est augmenté, tandis qu'un autre crédit d'impôt voit le jour, destiné celui-là à favoriser une utilisation plus longue des équipements des entreprises. Enfin, les dépenses budgétaires sont concentrées en priorité sur l'avenir : l'éducation nationale (+ 9 %), la recherche, la filière électronique (Thomson recevra 2 milliards de dotation et Bull 1 milliard).

Tel est le projet Rocard-Bérégovoy, visant à rendre l'économie française plus dynamique et plus compétitive, lui permettant de continuer à produire sans cesse davantage et donc d'être capable de redistribuer aux plus pauvres et aux moins chanceux une partie des fruits de la croissance.

Des rapports nouveaux avec l'argent

Cette présentation « officielle » du budget de 1990 ne correspond pas exactement à la réalité.

L'acharnement mis par le gouvernement à multiplier les mesures sociales — parfois à tort et à travers — s'explique autant par la crainte de se voir reprocher une trop grande mansuétude à l'égard de l'argent et du profit que par une volonté clairement établie de réduire les inégalités. Bien sûr, cette volonté là a toujours existé à gauche, et des hommes comme



ENSEMBLE, PRATIQUONS L'EXPORT DE COMBAT.

Pour réussir à l'étranger, prenez un partenaire solide : la Coface. La Coface à l'exportation, c'est l'assurance compétition. Patrons de PME, vous avez tout pour exporter : foncez.

COFACE
Siège Social 32, rue Marbeuf 75008 PARIS
OSEZ, NOUS ASSURONS.

Soyez Courtois et assurés

صوتنا من الامم

ÉCONOMIE

de finances pour 1990

pardonne l'Europe

Michel Rocard et Pierre Bérégovoy sont profondément convaincus qu'une nation se déchire si les inégalités de toutes sortes y sont trop fortes. Le modèle thalassien est sincèrement rejeté malgré des succès indéniables.

Mais depuis 1983-1984, les socialistes, qui ont été au pouvoir en étant ministres et en ont mesuré les terribles responsabilités, savent qu'un pays ne s'enrichit qu'en enrichissant les plus démunis, en donnant aux entreprises un maximum de chances pour vaincre ou seulement résister aux concurrents étrangers. D'où les fautes a priori surprenantes faites par la gauche aux entreprises, à la Bourse (1), aux marchés de l'argent, mais aussi aux gens fortunés et à leur épargne. On est loin des années roses 1981-1982 au cours desquelles un taux d'imposition de 65 % avait été créé dans la partie supérieure du barème de l'impôt sur le revenu. Loin aussi des fautes de Jacques Delors, qui s'indignait des rémunérations trop élevées des PDG des banques nationales et voulait limiter celles-ci à la rémunération d'un ministre.

Ces nouveaux rapports de la gauche avec l'argent ont mal compris et mal accueillis par les électeurs socialistes, et certains députés PS ne se gênent pas pour le rappeler verbalement au gouvernement, tandis que d'autres s'ouvrent directement de leurs états d'âme au président de la République. C'est à ces électeurs que M. Rocard s'adressait, il y a quelques semaines, dans une interview au Point, déclarant qu'il n'était pas d'accord avec la vision des gouvernements conservateurs qui veulent en Europe qu'on puisse s'enrichir l'impôt comme sans pratiquement payer d'impôts sur le capital ou même le revenu. « Mais, ajoutait le premier ministre, nous avons besoin de l'Europe », ce qui était une façon d'avouer que la France est maintenant engagée aux côtés de l'Allemagne et de la Grande-Bretagne dans une aventure qui la dépense un peu et va, en tous les cas, la contraindre à abandonner pas mal de principes moraux, idéologiques ou culturels.

Concède entre un président de la République qui ne rate pas une occasion de faire la morale à son gouvernement et une base politique qui comprend encore mal l'économie, MM. Rocard et Bérégovoy, tout en tenant bon sur le fond, ont multiplié les concessions sur la forme. Peut-on le leur reprocher ? Difficile pour un gouvernement d'être trop en avance sur les électeurs qui l'ont porté au pouvoir. Michel Rocard a longtemps été considéré à gauche comme un homme de droite parce qu'il comprenait mieux que la plupart des autres socialistes les règles de l'économie. Beaucoup d'eau a coulé sous les ponts depuis 1981-1982, et, en son sein, la gauche, les économistes ont, si l'on peut dire, pris leur revanche sur les politiques, ce

qui a facilité la gestion des affaires de l'Etat. L'exercice du pouvoir aidant, d'étonnantes conversions se sont produites. C'est ainsi que l'on a vu des hommes comme Pierre Mauroy puis Laurent Fabius prêcher couramment la rigueur (1982-1983) après avoir longtemps pratiqué le populisme (Pierre Mauroy) ou une certaine démagogie (Laurent Fabius) pour écarter les critiques. Incidemment, que faisait Michel Rocard aux propositions un peu folles de la gauche à la fin des années 70.

Tarif dédouané

Ce rappel est indispensable pour bien fixer les limites du champ étroit dans lequel se meut l'ancien premier ministre. Champ d'ailleurs placé sous la haute surveillance d'un président de la République qui, dans sa Lettre à tous les Français ou au détour d'interventions fortuites, dicte supérieurement ce qui lui semble bon : pas de nouvelles privatisations, baisse de la TVA, confirmation des charges sociales pour les entreprises employant des chômeurs de plus de cinquante ans... On pourrait multiplier les exemples. Beaucoup de ces interventions compliquent le tâche du premier ministre.

Ce n'est donc ni à Michel Rocard ni à Pierre Bérégovoy — ou pas seulement à eux — qu'il faut reprocher les dispositions fiscales d'un budget 1990 mêlant le bon et le moins bon, mais bien à un Parti socialiste qui refuse de tirer les conséquences de choix faits des années auparavant et continue de harceler ceux qui, au gouvernement, doivent maintenant prendre leurs responsabilités.

La baisse du taux de l'impôt sur les sociétés de 39 % à 37 % est-elle un cadeau superflu fait aux entreprises ? Bien des socialistes le disent parce que les résultats financiers des firmes se sont beaucoup améliorés depuis trois ans. Mais ce dédit de redressement est-il suffisant pour donner la puissance sans laquelle il n'est pas de vie possible ? Toyota dispose en permanence d'une trésorerie de 60 milliards de francs, Siemens de 60 milliards de francs, Daimler-Benz de 40 milliards de francs. Les grands groupes français n'ont que 4 ou 5 milliards de francs devant eux.

Les socialistes s'indignent des cadeaux fiscaux faits à l'épargne : obligation, bons du Trésor, placements boursiers. Ils ont raison. Mais c'est en décembre 1985, lorsque M. Mitterrand le négocia avec ses partenaires européens, qu'il fallait mesurer toutes les conséquences de l'acte unique de Luxembourg, engagé que nous étions aux côtés de la Grande-Bretagne et de l'Allemagne qui ne partageait pas — c'est le moins qu'on puisse dire — toutes nos conceptions sur la protection sociale, la justice fiscale, les inégalités.

C'est en juin 1988, lors du sommet de Hanovre, que la France s'est engagée, avec ses autres partenaires européens, à libérer les mouvements de capitaux, en ne mettant aucune condition — fiscale ou autre — à cet élargissement. Une belle occasion perdue. C'est alors que les socialistes auraient pu utilement agir ou réagir. Ils ne l'ont pas fait et le temps est maintenant passé pour s'apercevoir que nous sommes embarqués sur une galère où nous ne remons pas toujours en très bonne compagnie.

Que les électeurs de gauche et de droite — car le social de justice sociale est plus répandu qu'on ne dit, — que les électeurs donc se rassurent. Certaines mesures fiscales du budget de 1990 sont étonnantes parce qu'elles rendent légère — parfois mille — l'imposition des revenus de la grosse épargne. Mais, outre que quelques progrès peuvent être obtenus en son de la CEE en matière de communication fiscale entre administrations pour limiter la fraude, le marché unique de 1993 peut provoquer — provoque semble-t-il déjà — une formidable activité dont l'Europe va profiter pour se moderniser et accroître sa puissance. La France en tirera parti, l'essentiel étant d'abord que les entreprises tournent, embauchent, distribuent des salaires.

Le socialisme a, de ses origines, parlé avec fluence de la nécessité de répartir les richesses mais est toujours resté étrangement silencieux sur la façon dont il fallait y prendre pour produire. C'est ainsi qu'en France la seule réponse avancée fut, jusqu'à un début des années 80, les nationalisations. On en a certes vu les avan-

tages (recapitalisation) mais aussi les limites et les inconvénients : manque de souplesse, adaptation difficile et lente aux conditions changeantes des marchés... L'Europe de 1993 est une nouvelle tentative pour accroître les richesses produites et élever les niveaux de vie. Certains en souffriront car le choc va être rude. Mais, au total, la majorité des Français devraient en bénéficier.

Un accord-cé

Une page a été tournée en 1985-1986 avec l'acte unique, sorte de traité de Rome numéro deux.

Toutes les précautions n'ont pas été prises alors parce que les conséquences économiques de l'accord de Luxembourg avaient été mal vues ou insuffisamment pesées. Pouvait-elle d'ailleurs l'être ?

Il est en tous les cas trop tard pour s'en indigner et l'on comprend l'irritation d'hommes comme Michel Delebarre, ministre des transports, qui reproche aux socialistes leurs querelles infantiles, ou les efforts de Dominique Strauss-Kahn, président de la commission des finances de l'Assemblée nationale, qui s'obstine à parler d'économie dans un milieu où le raisonnement est presque toujours politique.

Dans la mesure où il prépare l'avenir, en accordant la priorité aux dépenses de recherche, de formation, d'éducation, le budget de 1990 est un bon budget qui renforce le rôle de l'Etat là où son

action est indispensable. Mais c'est aussi un budget trop « politique » qui ne rompt pas ou insuffisamment avec de mauvaises habitudes.

Il y a d'abord l'incompréhension des salaires publics. Sur le papier, tout semble en ordre, aucun dérapage n'est visible. Mais que valent les chiffres retenus alors que chaque semaine ou presque une catégorie de salariés de l'Etat obtient une prime, une gratification ? Le problème est bien de savoir si, après la rigueur des années 1986-1987 qui fut peut-être excessive, la tendance actuelle n'est pas à trop de facilités. Nous verrons. Mais une chose est sûre : si dérapage il y a, celui-ci aura été facilité par la mauvaise conscience d'un gouvernement soucieux de se faire pardonner des cadeaux faits au capital et, d'une façon générale, aux revenus non salariaux.

Politique, au mauvais sens du terme, le budget de 1990 donnera encore une fois l'impression aux Français que chaque année l'Etat modifie lois et règlements. Un impôt sur les grandes fortunes a été créé par la gauche en 1982, supprimé par la droite en 1986, repris par la gauche dès son retour au pouvoir en 1988. C'est déjà beaucoup d'instabilité. Mais cet impôt, à peine rétabli, voit son taux d'imposition maximal majoré. Oh sont les règles du jeu dans tout cela ? Le risque existe de voir fuir les grosses fortunes sous des coups plus éléments ou de les voir se transformer en « objet d'art » puisque ceux-ci sont exonérés. Et, de fait, ce marché est en pleine effervescence.

C'est aussi la mauvaise conscience d'un gouvernement har-

celé par le Parti socialiste qui explique le peu d'ambition donnée en juillet par M. Bérégovoy à ce qui devait remplacer le plan d'épargne retraite de M. Balladur. Dans la mesure où une véritable solution de l'assurance-retraite passe par des formules de capitalisation aux conséquences trop libérales (la Sécurité sociale fonctionne, dit-on, sur la répartition), on a préféré remettre à plus tard la solution de cette grande affaire.

Etait-il enfin indispensable de donner encore une fois aux propriétaires de logements l'impression qu'on leur reprend une partie des avantages qui leur furent généreusement accordés, à partir de 1985, par M. Quilès d'abord, puis par M. Méhaignerie ? Une loi peut toujours modifier une autre loi quand des raisons importantes l'imposent. Il en va ainsi de l'excessif avantage donné aux revenus du capital sous la forme des stock-options. Mais l'effet de foux croisés des mesures budgétaires sur les revenus fonciers, les déductions d'intérêts d'emprunts et, indirectement, la taxe d'habitation des gens fortunés donneront surtout l'impression que, décidément en France, ni les prix, ni les lois, ni les politiques ne seront jamais stables.

C'est sûrement de cette stabilité que le pays a maintenant le plus besoin.

(1) Les mesures favorables à l'épargne comprises dans le projet de budget pour 1990 prolongent en fait la logique de décisions prises dès 1983 par la gauche pour eximer la Bourse : suppression pour les particuliers de la distinction entre plus-values boursières à court terme et gains à long terme, c'est-à-dire, concrètement, entre spéculation et placements stables.

Le groupe PS de l'Assemblée nationale compte déposer des « amendements significatifs »

La scène se déroule dans les couloirs de l'Assemblée nationale, mercredi 20 septembre, à la sortie de la commission des finances, qui vient d'entendre MM. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie et des finances, et Michel Charasse, ministre du budget, présenter le projet de loi de finances 1990. Deux commissaires, M. Pierré (PS), M. Anberger (RPR) se croisent.

Le député PS (très sérieux) : « Je l'ai trouvé un peu mou dans la critique. On sent l'opposition gênée, comme un poisson hors de l'eau qui cherche son oxygène. On vous a connus plus pugnaces... »

Le député RPR (un peu décontenancé) : « Attends un peu ! On préfère commencer doucement. Et puis, il y a les centristes. Si on tire à boulets rouges tout ce qu'on va les faire fuir, il faut les amener doucement sur nos positions pour les fixer. Tu sais, ils ont des états d'âme... »

Le député PS (apitoyé) : « C'est vrai, ce ne doit pas être simple. Les centristes, c'est un peu leur vocation d'hésiter... »

Curieux budget 1990, qui divise la majorité comme l'opposition. Les centristes recommandent en privé ses bonnes orientations européennes, le RPR et le PR les critiquent ; le groupe PS partage avec les centristes les « états d'âme », et jurent de ne pas rester inactifs, l'année prochaine : face au Châ de Bercy (ex-Rue de Rivoli).

M. Pierre Bérégovoy est sorti, lui, ravi de son audition par la

commission des finances, présidée par un de ses « adversaires », M. Dominique Strauss-Kahn (PS). « Le premier ministre a dit : C'est un bon budget ! », le rapporteur du budget, M. Alain Richard a dit : « C'est un bon budget ! », et le président Strauss-Kahn a dit : « C'est un très bon budget ! », a expliqué le ministre de l'économie, tout sourire.

Le ministre du franc fort

Après les aigreurs de ces dernières semaines (c'est un budget qui n'est pas assez social), les députés socialistes ont décidé de faire contre mauvaise fortune bon cœur. Leur porte-parole, M. Raymond Douryère, a esquissé les pistes sur lesquelles, le PS soutiendrait toutefois s'engouffrer : recherche d'une compensation pour les revenus salariaux par rapport aux revenus non salariaux, prise en compte plus ferme de la fiscalité sur les patrimoines (ISF, droits de succession), etc.

Nombre de députés socialistes — comme de l'opposition — n'ont guère apprécié la décision unilatérale du gouvernement de baisse du taux majoré de TVA. « Il n'y a pas eu d'autorisation législative. C'est limité constitutionnellement », estime M. Philippe Auberger (RPR). Un point de vue partagé par le président du groupe PS, M. Louis Mermaz.

Globalement, les députés PS se retrouvent mal dans ce budget

« trop centriste ». Les commissaires socialistes des finances vont préparer des « amendements significatifs » pour tenter de redresser un peu le tir, notamment pour examiner les possibilités de renforcement des prélèvements sur les enrichissements spéculatifs et des mesures de meilleure justice sociale (lutte contre la fraude).

Le député socialiste M. Christian Pierré, qui suit M. Bérégovoy, explique, quant à lui, que le groupe aurait en effet tout intérêt à plancher sur les moyens de lutter contre la spéculation financière plutôt que de se polariser sur les tranches de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF).

M. Pierré, la voie tracée par M. Bérégovoy s'impose à nous puisqu'elle concilie les préoccupations sociales (RMI, baisse de la taxe d'habitation pour les revenus modestes, etc.) et la poursuite de la rigueur économique. « Bérégovoy, c'est le ministre du franc fort et de la justice sociale. Il faut que le PS le comprenne : il n'y a pas d'entrée dans l'Europe sans cette combinaison. »

Au groupe communiste, le jugement est sans appel : « Ce n'est pas un budget de gauche. Ce budget poursuit la politique d'austérité pour les travailleurs, de surcroît en de cadeaux en faveur des revenus financiers. Il accentue ainsi les tendances qui viennent de révéler les statistiques officielles, au cours des années passées, d'un transfert massif de richesses du travail vers le capital », a affirmé M. André Lajoinie.

estime M. Michel d'Ornano (UDF-giscardien) qui critique notamment l'augmentation de la dépense publique, une « préparation beaucoup trop timide de l'échec européen », et un ralentissement de la réduction du déficit.

Même écho du côté de M. Edmond Balladur qui le juge, comme M. Edmond Alphandéry « décevant ». L'ancien ministre de l'économie estime notamment que le plan de baisse des impôts est trop timide. M. Anberger (RPR) regrette pour sa part « les grosses lacunes » dans le domaine social et l'absence de réforme de l'impôt sur le revenu. « Il n'y a pas de mesures pour les salariés moyens et les familles » note-t-il.

Du côté de l'UDC, la critique est ferme mais mesurée. Ainsi M. Bruno Durieux (UDF bariste) ne partage-t-il pas le sentiment de M. d'Ornano : « le volet européen est bien couvert » dit-il. « La fiscalité pour préparer l'Europe est convenable. Bérégovoy est contraint de naviguer entre un PS très réticent et les exigences de la situation économique ». Quant à la question de l'augmentation des dépenses, M. Durieux souhaite que l'opposition affine sa position : comment les dénoncer tout en étant favorable à plus de gendarmes et plus d'enseignements ? « Ce qu'il faut juger c'est l'efficacité des postes créés », dit-il. « Finalement ce budget est plus européen que socialiste » conclut-il.

Un doigt plus critique, M. Alphandéry s'inquiète quant à lui des risques de fuites de l'épargne en juillet 1990 lors de l'ouverture des marchés de capitaux et surtout, comme M. Pierre Méhaignerie, il dénonce la bombe sociale que représente le retard des salaires sur les revenus non salariaux. Mais en toute hypothèse, les députés centristes semblent décider à faire encore entendre leur différence lors de la discussion budgétaire qui commence le 17 octobre.

PIERRE SERVANT

Les ressources de la nation

	1988 (révisé)	1989 (estimé)	1990 (prévisé)
● RESSOURCES DE LA NATION (en volume et en pourcentage)			
1) Produit intérieur brut marchand	3,7	3,5	3,0
2) Importations	8,6	7,1	6,7
● EMPLOI DES RESSOURCES DE LA NATION			
1) Consommation des ménages	2,8	2,5	2,5
2) Investissement total	7,5	5,4	4,5
dont investissement des entreprises	9,1	7,1	6,5
3) Exportations	7,0	8,4	6,3
● HAUSSE DES PRIX (en pourcentage)			
- En glissement (décembre à décembre)	3,1	3,2	2,5
- En moyenne annuelle	2,7	3,3	2,5
● POUVOIR D'ACHAT (en pourcentage)			
- Du salaire moyen par tête	1,0	1,1	1,3
- Des prestations sociales	6,6	6,4	5,3
- Du revenu disponible brut	3,5	2,6	2,8

Evolution des dépenses budgétaires pour 1990

	Loi de finances initiale pour 1989	Projet de budget pour 1990	Montant de la différence	Evolution (en %)
Dettes publiques	117,34	138	20,66	17,61
Dépenses civiles de fonctionnement	733,56	768,47	34,91	4,76
Dépenses civiles en capital	79,61	81,23	1,64	2,06
Budget militaire	221,81	236,77	14,96	6,74
Comptes d'affectation spéciale (solde)	-0,12	-0,16	-0,04	-33,33
- Opérations définitives	3,76	-4,65	-8,41	-117,29
- Opérations temporaires	1,155,96	1,217,46	61,72	5,34
TOTAL DES CHARGES	1,155,96	1,217,46	61,72	5,34
RECETTES NETTES	1,055,42	1,127,46	72,04	6,82
DU BUDGET GÉNÉRAL	-100,54	-90,22	10,32	-10,26

Evolution des déficits budgétaires

	PRÉVU (Loi de finances initiale)	RÉALISÉ
1989	117,762	129,614
1990	125,880	145,184
1991	140,152	153,288
1992	145,542	161,880
1993	159,280	178,828
1994	174,983	194,696
1995	188,543	
1996	202,22	

Un projet « décevant »

Du côté dans l'opposition, le jeu est complexe : pour l'UDC, il s'agit de faire de la critique constructive sans tomber « dans les griffes du RPR », du côté du RPR, l'enjeu consiste notamment à éviter que les centristes ne s'abstiennent sur la première partie (recettes) comme l'année dernière. Reste le budget lui-même. « Ce budget marque un tournant dans le mauvais sens »,

PIERRE SERVANT

ÉCONOMIE

Le projet de loi

Recettes : 16,7 milliards de francs d'allègements d'impôts

Les recettes de l'Etat atteignent 1 127,46 milliards de francs dans le projet de budget pour 1990, contre 1 056,4 milliards de francs dans la loi de finances initiale de 1989 telle qu'elle fut votée il y a un an à la même époque, ce qui représente — sur le papier — une augmentation de 72 milliards de francs (une fois exécutées, les budgets font toujours apparaître des différences avec les prévisions). La progression des recettes d'une année sur l'autre est de 6,8 % alors que les dépenses publiques augmentent de

5,3 %. Cela permet de réduire le déficit budgétaire de 10,28 milliards de francs, celui-ci passant de 100,5 milliards de francs en 1989 à 90,2 milliards de francs en 1990.

Le gouvernement a visé deux objectifs : la justice fiscale et la compétitivité des entreprises.

Au titre de la justice fiscale, il réduit de 9 milliards de francs (TVA, taxe d'habitation des plus démunis...) les impôts des ménages et alloué de 1,4 milliard de francs les impôts sur le

patrimoine (impôt de solidarité sur la fortune, déduction forfaitaire sur les revenus fonciers...). Soit au total une baisse des impôts de 7,7 milliards de francs pour les particuliers.

Au titre de la compétitivité, les entreprises voient leur fiscalité réduite de 3,9 milliards (impôt sur les bénéfices pour 3,2 milliards de francs notamment). L'imposition de l'épargne est elle aussi allégée de 4 milliards, soit au total 7,9 milliards.

A ces deux objectifs le gouverne-

ment a ajouté diverses mesures entraînant pour l'Etat une perte de recettes de 987 millions de francs, à cause en particulier de la modification de l'indexation de la taxe intérieure sur les produits pétroliers, qui fait perdre 1,3 milliard de francs.

En définitive, l'Etat réduit ses prélèvements fiscaux de 16,6 milliards de francs dans le budget de 1990. Aucune grande réforme fiscale n'est annoncée, sinon un abaissement général important de l'imposition des revenus de l'épargne (pour 2,8 mil-

liards de francs en 1990), abaissement voulu par la libre circulation des capitaux dans la CEE. A noter également l'introduction d'un système extrêmement compliqué de calcul de la taxe d'habitation pour permettre l'exonération des plus démunis, exonération en partie compensée par l'alourdissement de l'imposition des contribuables les plus riches sur leur résidence principale et sur leur résidence secondaire. La fiscalité locale ne va pas y gagner en clarté.

Fiscalité des ménages

● Impôt sur le revenu, actualisation du barème.

Toutes les limites des tranches du barème ainsi que la limite d'application de la décade sont relevées de 3,3 %, c'est-à-dire dans une proportion égale à celle de la hausse prévisible des prix en moyenne sur 1989.

Pour l'imposition des revenus en 1989, la décade s'appliquera à tous les contribuables dont l'impôt n'excédait pas 4 670 F au lieu de 4 520 F actuellement.

Le plafond de l'avantage en impôt procuré par le quotient familial est réévalué de 3,3 %, porté ainsi de 11 420 F à 11 800 F pour chaque demi-part.

Celui de l'avantage en impôt procuré par les deux premières demi-parts des contribuables célibataires, divorcés ou soumis à une imposition distincte est fixé à 15 090 F au lieu de 14 600 F. Le montant de l'abattement accordé par enfant marié rattaché est porté de 20 110 F à 20 780 F. Le coût de ces mesures représente près de 24 milliards de francs en 1990.

Aménagement du régime des options de souscription ou d'achat d'actions.

— Limite de déduction des cotisations versées aux régimes de retraite et de prévoyance complémentaires.

Depuis la loi de finances pour 1988, les cotisations de retraite et de prévoyance complémentaires obligatoires sont déductibles du salaire brut imposable lorsque le total des versements du salarié et de l'employeur n'excède pas 19 % d'une somme égale à douze fois le plafond annuel de la Sécurité sociale, soit 285 638 F pour 1989. A compter de l'imposition des revenus de 1990, la limite de déduction est ramenée à 19 %

d'une somme égale à huit fois le plafond annuel de la Sécurité sociale, soit 190 426 F pour 1989, limite qui était applicable avant l'intervention de la loi de finances pour 1988. Le gain budgétaire procuré par cette mesure, qui concerne 5 000 personnes, est évalué à 100 millions de francs en 1991.

— Limitation des réductions d'impôt liées aux dépenses d'habitation principale.

Ces réductions d'impôt pour intérêts d'emprunt, dépenses de ravalement, de grosses réparations et d'isolation thermique sont désormais réservées aux contribuables dont le revenu net imposable par part n'excède pas 210 210 F, ce qui correspond à un taux marginal d'imposition de 49 %. Ainsi, pour un couple de salariés sans enfants imposé avec deux parts, cette limite correspond à un salaire brut de 583 917 F. Cette mesure n'aura pas d'effet rétroactif.

— Réduction de la déduction forfaitaire des revenus fonciers.

Les propriétaires d'immeubles urbains donnés en location peuvent pratiquer sur le revenu brut de ces immeubles une déduction forfaitaire, qui représente les frais de gestion, l'assurance et l'amortissement des immeubles, s'ajoutant à la déduction, pour leur montant réel, des dépenses de grosses réparations, d'entretien et d'amélioration. Cette réduction, déjà ramenée de 25 % à 20 % avant 1980, puis à 15 % depuis 1982, sera abaissée à 10 %.

Le gouvernement estime que cette déduction forfaitaire n'est pas satisfaisante : l'amortissement qu'elle représente n'étant pas échelonné sur la durée d'utilisation des bâtiments et pourra même se prolonger au-delà de cette durée.

De plus, cette déduction, qui est

calculée sur le montant des loyers, se revalorise au fur et à mesure de l'augmentation de ceux-ci et permet ainsi une progression permanente des annuités d'amortissement, sans lien avec le prix de revient des constructions. Le projet initial était de ramener de 15 % à 13 %, pour éviter de trop pénaliser les propriétaires fonciers, mais son durcissement, avec un rendement évalué à 1,2 milliard de francs en 1990, est destiné à compenser le coût de l'aménagement du régime d'incitation à l'investissement locatif.

Aménagement du régime d'incitation fiscale à l'investissement locatif.

Les contribuables qui acquièrent ou font construire, entre le 12 septembre 1984 et le 31 décembre 1989, un logement neuf situé en France qu'ils s'engagent à louer non meublée à usage d'habitation principale du locataire bénéficient d'une réduction d'impôt égale à 10 % du prix du logement, prix limité à 200 000 F pour une personne seule et à 400 000 F pour un couple marié.

Ces mesures sont reconduites jusqu'au 31 décembre 1992. De plus, afin de favoriser l'acquisition de logements plus grands, les plafonds de dépenses qui ouvrent droit à la réduction d'impôt sont portés de 200 000 F à 300 000 F pour les personnes seules et de 400 000 F à 600 000 F pour les couples mariés.

Ce nouveau dispositif s'applique également aux souscripteurs de parts ou actions des sociétés immobilières qui ouvrent droit à la réduction d'impôt.

Cette réduction n'est accordée qu'une fois pour les investissements réalisés pendant la période de reconduction ; elle est étalée sur deux années. En outre, pour ces nouveaux investissements, la déduction forfaitaire sur les revenus fonciers est ramenée de

35 % à 25 %. Le coût de ces mesures est évalué à 730 MF en 1991 (1 350 MF en régime de croisière).

Aménagement du régime fiscal des dons faits par les particuliers.

Les dons effectués par les particuliers à des œuvres ou à des organismes d'intérêt général peuvent, actuellement, être déduits du revenu imposable dans la limite de 1,25 % de ce revenu ou de 5 % si les organismes bénéficiaires sont reconnus d'utilité publique.

En outre, l'avantage en impôt résultant de cette déduction ne peut être inférieur à 25 % dans

1200 premiers francs versés ou à 56,80 % lorsque le contribuable effectue des dons réguliers d'au moins 1200 F par an au titre de l'année d'imposition et de l'année précédente. Enfin, les dons versés aux associations d'aide alimentaire ouvrent droit à une réduction d'impôt de 50 % d'une somme limitée à 400 F. La déduction des dons est remplacée, dans les mêmes limites de 1,25 % ou de 5 % par une réduction d'impôt sur le revenu égale à 40 % des versements effectués. L'avantage fiscal qu'en retire le donateur est identique, quel que soit son taux marginal d'imposition, alors que, jusqu'à présent, cet avantage était d'autant plus important que le donateur se situait dans les tranches d'imposition élevées.

Le taux de 40 % proposé pour le calcul de la réduction d'impôt rend, en moyenne, le dispositif plus avantageux que le régime actuel. En outre, le régime particulier applicable aux versements effectués à la fourniture gratuite de repas à des personnes en difficulté est plafonné de la réduction d'impôt est porté à 500 F. Le coût de ces mesures est évalué à 100 MF en 1990.

Impôt de solidarité sur la fortune (ISF).

Une nouvelle tranche d'imposition au taux de 1,3 % est créée sur la fraction de la valeur nette taxable du patrimoine supérieure à 40 millions de francs. Le produit de cette mesure est de 200 MF.

Les limites des autres tranches sont relevées de 2,5 % à 3,5 %.

Allègement de la taxe d'habitation.

— Plafonnement de la taxe d'habitation.

Afin d'alléger la charge que représente la taxe d'habitation (TH) pour les redevables modestes, il est proposé de plafonner la cotisation de taxe d'habitation affectée à l'habitation principale à 4 % du revenu imposable du foyer fiscal.

Ce plafonnement à 4 % concerne environ un million de contribuables.

dont le revenu imposable est, pour la quasi-totalité, inférieur à 150 000 F. L'essentiel de l'allègement profite à ceux dont la cotisation de taxe d'habitation est supérieure à 4 000 F.

A titre d'exemple, pour un contribuable dont le revenu brut est de 110 000 F (ce qui correspond à un revenu imposable de 79 200 F) et dont la taxe d'habitation est de 5 000 F, le plafond de 4 % entraînera un allègement de plus de 1 800 F.

— Augmentation des dégrèvements de taxe d'habitation.

Les dégrèvements partiels de taxe dont bénéficient les personnes non imposables ou faiblement imposables sont augmentés :

— Le dégrèvement partiel de 30 % qui, pour les personnes non imposables à l'impôt sur le revenu, s'applique à la fraction de leur cotisation de taxe excédant un certain seuil (1 305 F pour 1989), est porté à 100 %. La cotisation résiduelle est donc, en fait, plafonnée en valeur absolue à 1 305 F pour environ 1 800 000 contribuables.

Le dégrèvement partiel de 15 % qui, pour les personnes dont le montant de l'impôt sur le revenu est inférieur à 1 500 F, s'applique depuis cette année à la fraction de leur cotisation dépassant 1 305 F en 1989, est porté à 50 %. Toutes choses égales, l'allègement de la cotisation de ces personnes est triplé. Cette mesure concerne environ 540 000 contribuables.

D'un coût total de 2,3 MF, ces allègements de taxe d'habitation seront financés à hauteur de 500 millions de francs par une cotisation de solidarité dont le taux sera de 0,2 % de la valeur locative des habitations. Toutefois, pour les résidences secondaires, ce taux sera de 0,7 %, 1,2 % ou 1,7 %, lorsque les valeurs locatives imposables sont respectivement comprises entre 15 000 et 30 000 F, entre 30 000 et 50 000 F, ou supérieures à 50 000 F. Le coût net de cette mesure est donc de 1,8 MF.

Ces différents allègements concernent environ 3,3 millions de contribuables.

[Les modalités de cette cotisation de solidarité, très complexes, seront controversées, et leur application deviendrait très délicate en cas de révision des valeurs locatives, qui, dans la plupart des cas, se traduiraient par un relèvement important de ces valeurs.]

● Allègement de TVA.

Réduction de 2,8 % à 25 % du taux majoré de la taxe sur la valeur ajoutée.

Dans la perspective de l'harmonisation européenne des taux de TVA, la diminution du taux majoré de la TVA, la baisse de 28 % à 25 % du taux majoré entre en vigueur en plusieurs étapes :

— Dès le 8 septembre 1989, pour les opérations portant sur les véhicules de tourisme et les motos d'une cylindrée supérieure à 240 cm³. Les opérations de crédit-bail demeurent toutefois soumises au taux de 28 % jusqu'à l'expiration des contrats, lorsque ceux-ci ont été souscrits avant cette date ;

— Le 15 septembre 1989, pour les matériels électroniques et l'ensemble des biens et services soumis au taux majoré.

Le coût de cette mesure sera de 5,87 milliards de francs en 1990.

Réduction du taux de la TVA applicable aux médicaments pris en charge par la Sécurité sociale.

Le taux de la taxe sur la valeur ajoutée applicable aux opérations portant sur les médicaments destinés à l'usage de la médecine humaine sera ramené à 2,10 % pour les médicaments pris en charge par les régimes obligatoires de Sécurité sociale.

Son coût net est évalué à 1,4 MF en 1990, pour un coût brut de 3,4 MF.

Compétitivité des entreprises

Baisse de l'impôt sur les sociétés.

Le taux de l'impôt sur les sociétés est ramené de 39 % à 37 % pour les seuls bénéfices réinvestis dans l'entreprise.

Le taux de 42 % est maintenu pour les bénéfices distribués.

Un choix identique avait été fait lors de la loi de finances pour 1989. Le taux de l'impôt sur les sociétés avait été, à cette occasion, ramené de 42 % à 39 % pour les bénéfices réinvestis.

Elle s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 1990.

Cet allègement sera répercuté sur les acomptes échus à compter du 1^{er} janvier 1990.

Le coût de cette mesure est de 3,2 milliards de francs en 1990.

Credit d'impôt pour dépenses de recherche.

Les entreprises industrielles et commerciales qui développent un effort de recherche peuvent bénéficier d'un crédit d'impôt égal à 50 % de la différence entre le montant des dépenses de recherche de l'année et le montant des mêmes dépenses de l'année précédente, revalorisées de la hausse des prix à la consommation.

Cinq mille entreprises environ bénéficieront de ce dispositif, dont le coût est évalué à 2,5 milliards de francs.

Désormais, l'effort de recherche sera mesuré, non plus par rapport à la seule année précédente, mais par rapport à la moyenne des dépenses des deux dernières années. Ces dépenses seront, comme actuellement, revalorisées de la hausse des prix à la consommation.

La mesure s'appliquera pour la détermination du crédit d'impôt affecté aux années 1990 à 1992.

Le coût de cette mesure est de 600 millions de francs en 1991.

Credit d'impôt pour la réduction du temps de travail.

Afin de favoriser la réduction de la durée du travail, et de faciliter la création d'emploi, il est proposé d'instituer un crédit d'impôt pour les entreprises qui réduiront la durée du travail à compter du 1^{er} janvier 1990. Ce crédit d'impôt sur les sociétés sera accordé aux entreprises réduisant de 3 heures au moins la durée hebdomadaire du travail, tout en maintenant la durée d'utilisation des équipements. Il sera renforcé pour les entreprises accroissant d'un moins 15 heures la durée d'utilisation des équipements. Le coût de la mesure sera de 500 millions de francs environ en 1991.

Mobilité financière et économique.

Transmission des entreprises. — Afin de poursuivre l'effort entrepris dans le cadre de la loi de finances pour 1989 et pour faciliter la transmission des entreprises, notamment des plus petites d'entre elles, il est proposé de :

1) réduire la fiscalité de l'Etat : les mutations à titre onéreux de fonds de commerce et conventions assimilées, jusqu'alors soumises au taux de 11,8 %, seront assujetties à un taux de 0 % pour la fraction n'excédant pas 100 000 francs, à un taux de 6 % pour la fraction comprise entre 100 000 francs et 300 000 francs et à un taux de 11,80 % pour la fraction excédant 300 000 francs.

Dans la pratique, environ les deux tiers des cessions de fonds de commerce — ceux dont la valeur ne dépasse pas 335 000 francs — ne seront pas davantage imposés que les cessions de parts sociales qui sont soumises à un droit de 4,80 %. Les autres cessions bénéficieront d'un avantage dégressif avec l'augmentation de la valeur du fonds. Le coût de la mesure est de l'ordre de 655 millions de francs en 1990.

Le barème applicable en 1990 sur les revenus de 1989 pour deux parts

BARÈME 1989		BARÈME 1990	
Fraction du revenu imposable (revenus 1989)	TAUX (en %)	Fraction du revenu imposable	TAUX (en %)
N'excédant pas 34 000 F	0	N'excédant pas 35 140 F	0
De 34 000 F à 35 560 F	5	De 35 140 F à 36 740 F	5
De 35 560 F à 42 140 F	9,6	De 36 740 F à 43 540 F	9,6
De 42 140 F à 66 620 F	14,4	De 43 540 F à 68 820 F	14,4
De 66 620 F à 85 640 F	19,2	De 68 820 F à 88 480 F	19,2
De 85 640 F à 107 540 F	24	De 88 480 F à 111 080 F	24
De 107 540 F à 130 140 F	28,8	De 111 080 F à 134 440 F	28,8
De 130 140 F à 150 140 F	33,6	De 134 440 F à 155 100 F	33,6
De 150 140 F à 250 186 F	38,4	De 155 100 F à 258 420 F	38,4
De 250 186 F à 344 060 F	43,2	De 258 420 F à 355 420 F	43,2
De 344 060 F à 406 980 F	49	De 355 420 F à 420 420 F	49
De 406 980 F à 462 960 F	53,9	De 420 420 F à 478 240 F	53,9
Au-delà de 462 960 F	56,8	Au-delà de 478 240 F	56,8

Comment varieront les divers impôts (en millions de francs)

RECETTES	Résultats 1988	Loi de finances initiale 1988	Budget 1988 révisé	Projet de budget 1990	Progression	
					1989/1988 en %	1990/1988 en %
I. — RECETTES FISCALES						
Impôt sur le revenu	230.645	243.830	243.830	261.780	5,72	7,36
Impôt sur les sociétés	135.241	134.863	154.500	160.422	14,24	3,83
Autres impôts directs	96.337	104.648	101.200	103.580	5,05	2,85
Enregistrement, timbre et Bourse	70.732	71.541	73.075	76.620	3,31	4,85
Produits des douanes	113.143	125.033	125.800	131.277	5,58	4,35
Taxe sur la valeur ajoutée	552.833	564.067	584.365	612.234	6,17	4,31
Pour mémoire : — remboursements TVA	- 77.321	- 81.003	- 83	- 97.900	15,10	10
d'où : TVA nette	475.518	483.064	497.365	514.334	4,73	3,29
Autres impôts indirects	33.216	35.765	35.800	34.034	7,78	- 4,33
Total du chapitre I	1 238.215	1 273.747	1 321.170	1 379.947	6,70	4,45
II. — RECETTES NON FISCALES						
.....	84.545	96.358	93.408	104.527	17,58	5,15
III. — PRÉLÈVEMENTS au profit des collec- tivités locales et de la CEE						
.....	- 176.642	- 183.116	- 185.351	- 187.218	4,93	1,01
IV. — A DÉDUIRE :						
Remboursements et dégrèvements	- 134.488	- 137.573	- 153.100	- 169.800	10,55	19,31
Total des recettes nettes (chap. I à IV)	1 007.575	1 055.416	1 082.127	1 127.456	7,40	4,13
Recettes fiscales nettes (chap. I, III et IV)	323.030	953.058	382.719	1 022.323	6,47	4,03

صلى الله عليه وسلم

ÉCONOMIE

de finances pour 1990

2) réduire les taxes additionnelles au droit principal : les collectivités locales seront associées à cette mesure en instituant, pour ces mêmes fractions, des taux de 0%, 0,60 % et 1,40 % pour la taxe départementale et des taux de 0%, 0,4 % et 1 % pour la taxe communale, au lieu de 1,40 % et 1 % sans aucun seuil. Ces dispositions seront applicables au 1^{er} octobre 1989.

Adaptation de la fiscalité au grand marché européen

• Allègement de la fiscalité de l'épargne

Afin de favoriser l'épargne des particuliers et de limiter les risques de délocalisation de l'épargne liés à la libération des mouvements de capitaux le 1^{er} janvier 1990, les taux de prélèvement sur les produits de placements à revenus fixes sont réduits.

— Les taux de 25 % et 32 % sont remplacés par un taux unique de 15 % qui s'applique :
— aux produits des obligations, des titres de créances négociables, des titres participatifs et des parts émises par les fonds communs de créances encasés à compter du 1^{er} janvier 1990 ;
— aux produits de comptes courants d'associés, lorsque ces comptes sont bloqués et destinés à être incorporés au capital.

— Le taux de 45 % est ramené à 35 % et s'applique :

— aux produits de placement, autres que les bons et titres, courus à partir du 1^{er} janvier 1990 ;
— aux produits des comptes courants d'associés, sans contrainte de blocage ni d'incorporation au capital ;

— aux produits des bons et titres émis à compter du 1^{er} janvier 1990 ;
— Le taux de 50 % n'est pas modifié pour les bons anonymes.

Ces taux s'entendent hors prélèvements sociaux. Le coût de ces mesures est de 2,5 Md F en 1990.

• Suppression de la taxe sur les conventions d'assurance applicable aux contrats d'assurance sur la vie.

La taxe sur les conventions d'assurance-vie perçue au taux de 5,15 % est supprimée.

Le coût de cette mesure est de 1,2 Md F en 1990 (2,4 Md F en régime de croisière).

• Plan d'épargne populaire

Le plan d'épargne populaire (PEP) remplacera le Plan d'épargne retraite (PER) à partir du 1^{er} janvier 1990, avec une durée de

dix ans prolongeable, un maximum de 600 000 F (1 200 000 F pour un couple, avec exonération fiscale des intérêts capitalisés et une prime limitée à 1 500 F par an pour les ménages non imposés) (le Monde du 20 juillet 1989).

• Contrôle fiscal sur les mouvements de capitaux

Afin de lutter contre la fraude fiscale et le blanchiment de capitaux d'origine délictueuse, dans la perspective de la libération des mouvements de capitaux au sein de la CEE, le 1^{er} juillet 1990, deux catégories de mesures sont envisagées.

• Un dispositif d'information sur les transferts :

— Obligation de conservation : dans le prolongement des dispositions prévues en matière de droit de communication, les personnes qui interviennent dans les transferts de l'étranger de capitaux devront conserver, sous une forme adaptée afin qu'elle soit facilement exploitable, la trace précise des transferts effectués vers l'étranger par des personnes physiques ou des sociétés non commerciales résidant ou domiciliées en France.

— Déclaration de transferts : cette obligation de conservation sera complétée par une déclaration des transferts physiques de capitaux dont le montant excède 50 000 F par transfert, afin d'éclairer le champ de cette mesure les transferts transfrontaliers.

— Déclaration d'ouverture des comptes à l'étranger : par analogie avec les dispositions déjà en vigueur pour les comptes ouverts en France, les comptes ouverts à l'étranger seront l'objet d'une déclaration de la part de leur titulaire.

• Sanctions

Les capitaux transférés en infraction aux dispositions déclaratives relatives aux transferts physiques et à la déclaration des comptes ouverts à l'étranger seront considérés comme des revenus imposables en France, sauf preuve contraire apportée par le contribuable.

Afin d'éviter une exonération de fait des produits de l'épargne placée à l'étranger, ces revenus pourront être taxés sur une base forfaitaire, en cas de défaut de réponse aux demandes de justification de l'administration.

Economies d'énergie

• Dépenses de grosses réparations et d'isolation thermique
Le dispositif de réduction d'impôt sur le revenu pour les dépenses de grosses réparations

effectuées sur l'habitation principale vient à expiration le 31 décembre 1989. Ce régime est reconduit jusqu'au 31 décembre 1992, et étendu aux dépenses de grosses réparations destinées à améliorer l'isolation thermique des immeubles achevés avant le 1^{er} janvier 1982.

Par ailleurs, les majorations du plafond de dépenses sont maintenues et améliorées puisque la majoration de 3 000 F concerne désormais tous les enfants à partir du troisième.

Le coût de cette mesure est de 900 MF en 1991.

Mesures diverses

Modification de l'indexation de la taxe intérieure sur les produits pétroliers

Le tarif de la taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers (TIIPP) est relevé, chaque année, dans la même proportion que la limite inférieure de la septième tranche du barème de l'impôt sur le revenu. Dans le souci de préparer l'harmonisation européenne des taxes pétrolières, le tarif de la TIIPP n'est indexé que sur 75 % de l'évolution de la limite inférieure de la septième tranche du barème de l'impôt sur le revenu. Le coût total de cette mesure est évalué à 1,27 million de francs.

— Relèvement du plafond d'exonération des titres restaurant

Ce plafond est porté de 18 F à 21,50 F à compter du 1^{er} janvier 1990. Le coût de cette mesure est de 20 millions de francs en 1990.

— Création d'une taxe forfaitaire annuelle due par les services de communication audiovisuelle.

Afin de couvrir les frais de contrôle du respect des obligations contenues dans la décision d'autorisation, il est créé une taxe forfaitaire annuelle due par l'ensemble de ces services.

— Relèvement de la taxe de sécurité sur les aéroports.

Afin de financer l'amélioration des équipements affectés à la sécurité dans les aéroports, le tarif de la taxe due par les entreprises de transport public aérien est doublé.

Il est porté de 5 F à 10 F par passager embarqué à destination de l'étranger et de 3 F à 6 F par passager embarqué vers d'autres destinations. Le gain de cette mesure est évalué à 160 millions de francs en 1990.

Les stocks options

Les plus-values taxées plus complètement

Des actions de la société X cotées 100 F en bourse sont proposées en 1989 par la direction à certaines catégories de personnel au prix préférentiel de 80 F. Les cadres peuvent acheter ces actions au bout de quatre ans. Si au moment de l'achat le cours de l'action en bourse est de 200 francs, les 120 de « plus-value » (200 - 80) ne sont taxés ni comme plus-value ni comme salaire (à condition que les actions aient été conservées un an).

Si le cadre revend au bout d'un an les actions qu'il a achetées et dont le prix coté, continué à monter pour atteindre par exemple 220 F, le salaire est taxé à 17 % sur une plus-value de 20 F. Le projet gouvernemental aboutit à ce que la plus-value prise en compte soit désormais de 140 F (220 F - 80).

Dépenses : 138 milliards de francs pour les intérêts de la dette publique

Les dépenses publiques atteignent 1217,7 milliards de francs dans le projet de budget pour 1990, contre 1156 milliards de francs dans la loi de finances initiale pour 1989, votée à l'automne 1988. Elles augmentent de 61,7 milliards de francs d'une année sur l'autre (+ 5,3 %).

Cette progression, assez forte, des charges publiques se produit malgré l'allègement de 9 milliards de francs qu'entraînera l'arrêt, au 31 mars 1990, des subventions que l'Etat versait jusqu'à présent à l'Association pour la structure financière, organisme qui payait les préretraites et la retraite à soixante ans pour aider les régimes complémentaires. Sans cette économie on atteindrait un taux de progression des dépenses de 6 %. Mais la forte croissance économique, probablement sous-estimée en termes de PIB, permet au gouvernement de réduire tout de même le déficit.

Le bond des dépenses publiques se justifie en grande partie par la charge des intérêts de la dette, qui s'accroît de 17,8 % d'une année sur l'autre et atteint maintenant 138 milliards de francs, soit 20,7 milliards de francs de plus qu'en 1989. Cette augmentation, très sensible, s'explique

par le stock de la dette publique qui s'accroît sans cesse (d'où la nécessité de faire baisser chaque année le déficit budgétaire), par le niveau élevé des taux et, enfin, par des obligations d'un type particulier (ORT) émises en 1983 et en 1984 pour six ans (trois ans renouvelables) avec remboursement simultané des intérêts et du capital à l'échéance. Nous y sommes.

Les dépenses civiles de fonctionnement et d'intervention (768,5 milliards de francs) sont fortement gonflées par la progression de la charge des salaires rémunérations (+ 8,3 %). Les dépenses civiles en capital progressent, elles, faiblement (+ 2 %), atteignant 81,2 milliards de francs contre 79,8 milliards de francs, à cause notamment de la faiblesse des dotations aux entreprises publiques (4,7 milliards de francs), dotations que vient d'ailleurs presque complètement compenser le versement de dividendes par les firmes bénéficiaires (3,4 milliards de francs).

Le budget militaire atteint 230,8 milliards de francs, en progression de 4 % sur 1989 (+ 9 milliards de francs). Mais les grandes priorités du budget de 1990 ont été accordées à l'éducation nationale, à l'emploi et à la formation professionnelle, au logement social et à la recherche.

les plus âgées...) prévus dans le plan emploi.

Ensuite, en matière de formation professionnelle, 20,6 milliards de francs vont être consacrés aux programmes en faveur des adultes (augmentation de 3,1 % des places offertes en stages), 10,2 milliards de francs aux actions de formation en faveur des jeunes.

Les dispositifs d'insertion professionnelle vont disposer notamment de 9,6 milliards de francs (SIVP, TUC transformé en contrat emploi-solidaire, stages jeunes de seize à vingt-cinq ans) ; 400 millions de francs sont affectés à l'amélioration des formations, en application du plan de rénovation de l'apprentissage.

Enfin, 10,5 milliards de francs sont consacrés aux dépenses d'orientation du marché du travail, dont 2,2 milliards de francs pour les chômeurs créateurs d'entreprises (3 milliards de francs pour la revalorisation des crédits de l'ANPE (budget en hausse de 3,3 %). Les dépenses d'indemnisation du chômage se stabilisent à 9,7 milliards de francs.

Le revenu minimum d'insertion : 8 milliards de francs en 1990. 8 milliards de francs sont prévus pour 1990, contre 6 milliards de francs en 1989. Cette somme permettra de financer les allocations, la participation de l'Etat au fonctionnement du dispositif, et de cofinancer avec les départements d'outre-mer les actions d'insertion offertes aux bénéficiaires du revenu minimum d'insertion. Le développement de la mesure, qui devrait s'étendre pour couvrir environ trois cent cinquante mille foyers en 1990, explique cette augmentation des crédits.

• L'aide publique au développement : dépenses en hausse de 8,9 %.

En progression de 8,9 %, le volume des dépenses en faveur de l'aide publique au développement (APD) s'établit à 34,6 milliards de francs en 1990. L'effort en faveur des pays en développement représentera, en 1990, 0,545 % du PIB (0,50 % en 1989), ce qui permettra à la France de rester en tête des grands pays industrialisés. Cette aide se répartit entre l'aide bilatérale (25,3 milliards de francs) et l'aide multilatérale (9,3 milliards de francs).

L'annulation de la dette des pays les plus pauvres représente, en application des dispositifs retenus aux sommets de Toronto et de Dakar, une charge budgétaire de 2,2 milliards de francs. Les dépenses civiles d'aide publique sous forme de dons (coopération, aides aux initiatives privées) progressent également.

En matière d'aide multilatérale, la dotation du Fonds européen de développement s'élève à 2,45 milliards de francs. Les crédits destinés aux autres banques et fonds (3,08 milliards de francs) doivent permettre notamment la poursuite de la contribution française à l'augmentation du capital de la Banque mondiale, ainsi que la constitution d'un fonds multilatéral de soutien aux pays en difficulté.

La préparation de l'avenir

• Education : le plus gros budget civil
Avec 227,3 milliards de francs

inscrits au projet de loi de finances 1990, l'éducation constitue de loin le plus gros budget civil de l'Etat, talonnant celui de la défense nationale. Conformément aux engagements gouvernementaux en faveur de l'éducation, il augmente de 18 milliards de francs par rapport à 1989, soit une progression de 8,7 %, plus rapide que les années précédentes (+ 5,6 % en 1989, + 4 % en 1988) et plus soutenue que l'évolution globale du projet de budget (+ 5,6 %). Le gros du budget de l'éducation est consacré au secteur scolaire (199,9 milliards, + 8,6 %), mais les crédits alloués à l'enseignement supérieur augmentent encore plus fortement (27,4 milliards, + 9,5 %).

L'essentiel de cet effort est consacré aux personnels de l'éducation nationale. Le projet de budget prévoit la création de 14 990 emplois supplémentaires (13 523 pour l'enseignement public et 1 467 pour le privé). Les nouveaux emplois sont principalement des emplois d'enseignants : 10 621 au total, dont 6 396 enseignants opérationnels à la rentrée prochaine (1 100 dans le supérieur) et 4 225 en formation. Pour la première fois depuis des années est prévue une petite reprise des créations de postes de personnels non enseignants (714 au total). D'autre part, la revalorisation des traitements des enseignants - qui a fait l'objet de longues négociations au printemps dernier - trouve sa traduction dans le budget : 4,6 milliards de francs y seront consacrés en 1990.

En dehors des emplois, de nombreuses dispositions sont destinées à améliorer l'accueil des élèves et le fonctionnement du système scolaire et universitaire : augmentation spectaculaire des crédits d'équipement des universités (3 milliards, soit une progression de près de 22 %), amélioration des bourses (+ 275 millions de francs) et de l'aide aux familles, lancement d'un plan lecture (9 millions de francs), développement de l'apprentissage des langues étrangères (44 millions de francs), renforcement de l'équipement informatique et audiovisuel dans les établissements (130 millions de francs), enfin, modernisation de l'administration de l'éducation nationale (170 millions de francs).

• Recherche : poursuite des grands programmes

Le budget civil de la recherche et du développement technologique augmente de plus de 7 % en 1990, soit d'environ 3 milliards de francs. En outre, le dispositif du crédit d'impôt recherche sera amélioré. L'aide à la recherche et à l'innovation des entreprises s'articule autour de trois volets : le soutien apporté aux grands projets technologiques nés d'une collaboration industrielle européenne (électronique, microélectronique, télévision haute définition, ensemble du programme Euréka) ; la promotion de nouveaux grands projets destinés à améliorer la compétitivité des entreprises (TCV de troisième génération, voitures propres, recherches agroalimentaires...) ; des aides à l'innovation dans les PMI par le canal de l'ANVAR, dont la dotation croît de 10 %.

Lire la suite page 30

Evolution des emplois publics

	Emplois 1989	Emplois 1990	90-89
I. BUDGETS CIVILS			
Adm. étrangères et coopération	11 976	11 936	- 0,3 %
Agriculture et forêt	29 509	29 535	+ 0,1 %
Culture et communication	12 364	12 296	- 0,5 %
Economie, finances et budget	179 915	179 287	- 0,3 %
Education nationale	1 013 878	1 027 243	+ 1,3 %
Equipement, logement, transports et mer	125 501	124 970	- 0,4 %
Industrie (hors appels)	156 570	156 399	- 0,1 %
Justice	31 157	31 211	+ 0,2 %
Services du premier ministre	2 460	2 473	+ 0,5 %
Solidarité, santé et travail, emploi et formation professionnelle	24 419	24 282	- 0,6 %
Autres ministères	23 469	23 264	- 0,9 %
TOTAL	1 631 648	1 644 896	+ 0,8 %
II. DÉFENSE (hors appels)	434 475	431 133	- 0,8 %
III. BUDGETS ANNEXES			
Postes et télécommunications	434 161	432 082	- 0,5 %
Autres budgets	864	864	0 %
TOTAL GÉNÉRAL	2 501 148	2 508 975	+ 0,3 %
Établissements publics de recherche	58 908	59 401	+ 0,8 %



LA TENTATION NIHILISTE

Roland Jaccard

On se lasse de tout, sauf du nihilisme...

Collection "Prospéctives" dirigée par Roland Jaccard 200 pages - 602

PUF

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

ÉCONOMIE

Le projet de loi de finances pour 1990

Suite de la page 29

La poursuite des grands programmes technologiques entraîne une augmentation des crédits en faveur de l'espace (les subventions au CNES seront majorées de 702 millions de francs en autorisation de programme, AP) du fait de la « montée en régime » des grands programmes spatiaux européens décidés lors de la conférence de La Haye en novembre 1987 (Ariane-V, Hermès, Columbus), de la croissance du programme national d'observation de la Terre (décision gouvernementale sur SPOT-4), et de l'extension des programmes scientifiques. Augmentent aussi les crédits en faveur des programmes aéronautiques (+ 410 millions de francs de AP) afin de financer la « montée en charge » des programmes Airbus A 330 - A 340 et CFM 56 (moteur de l'A 340).

● **CULTURE** : les grands travaux encore

Après l'importante remise à niveau de 1989 (+ 12,9 %), le budget de la culture et de la communication s'élève à 10,56 millions de francs (+ 7,6 % à structures constantes). Cette augmentation permet de consolider la politique des grands travaux et de renforcer les moyens de fonctionnement et d'intervention en matière culturelle, en particulier dans le domaine des spectacles.

L'enveloppe affectée aux grands travaux permet d'assurer le financement de la deuxième phase du Grand Louvre (533 millions en AP, 350 millions en crédits de paiement, CP) et le développement de projets nouveaux, qui prennent le relais des opérations en cours d'achèvement (Opéra de la Bastille, Cité de la musique...).

Ainsi seront financés :

— Au budget du ministère de la culture : les études et les premiers travaux de la Bibliothèque de France (300 millions en AP et 158 millions en CP), de même que les grandes opérations architecturales dans les régions qui seront dotées de 200 millions en AP au lieu de 150 millions en 1989 ;

— Au budget du ministère de l'éducation nationale : l'aménagement de la grande galerie du Muséum d'histoire naturelle (125 millions en AP et 19 millions en CP) ;

— Au budget du ministère des affaires étrangères : la construction, quai Branly, à Paris, d'un centre de conférences internationales (160 millions en AP et 56 millions en CP, ainsi que vingt-cinq emplois).

La création bénéficie de moyens nouveaux pour l'audiovisuel.

Le montant total des ressources du secteur (hors TDF) attendu en 1990 est de 10,9 millions de francs (+ 9,6 %). Les ressources allouées au service public augmentent de 952,6 millions de francs.

Efficacité de l'Etat

● **LE RENOUVEAU DU SECTEUR PUBLIC.**

Nouveau crédit pour l'information.

Le budget de 1990 comprend un certain nombre d'actions engagées pour rénover les méthodes de gestion dans toutes les administrations. Les crédits individualisés à ce titre dans les dotations à vocation interministérielle atteignent ainsi 170 millions de francs en 1990.

Doivent s'y ajouter l'inscription de mesures nouvelles dans les budgets des divers ministères pour un montant de 393 millions de francs afin de renforcer l'effort des administrations dans les domaines de la formation, de la communication interne et externe, de l'amélioration des conditions de travail et d'accueil du public, et d'études de modernisation des services et d'évaluation des politiques publiques.

Le développement de l'équipement informatique et bureautique des administrations sera poursuivi en 1990. Les crédits affectés aux nouvelles opérations (1,39 milliard de francs) progressent de près de 11 % par rapport à 1989.

● **LES MISSIONS DE SÉCURITÉ.**

Défense :

230,8 milliards de francs.

Pour l'année 1990, le budget de la défense s'élève au total à 230,8 milliards de francs (y compris les pensions et dotations effectives au fonds spécial des ouvriers de l'Etat), soit une progression globale de 4,04 %. L'enveloppe strictement militaire s'établit à 189,4 milliards de francs, soit + 3,88 %.

Les dépenses ordinaires progressent de 3,53 % à 87 milliards de francs. Est prévu également un ensemble de mesures spécifiques à la gendarmerie : création de 1 000 emplois dont 750 gendarmes de carrière, mesures indemnitaires, renforcement des moyens de fonctionnement et amélioration des conditions de vie des personnels.

Les crédits d'équipement s'établissent à 102,1 milliards de francs en crédit de paiement (+ 4,18 %) et 118 milliards de francs en autorisation de paiement (+ 3,84 %) auxquels s'ajoutent 1 milliard de francs de fonds de concours, conformément au projet de loi de programmation relatif à l'équipement militaire pour les années 1990-1993. Les crédits sont destinés à financer les grands programmes d'équipement (notamment la modernisation de la composante nucléaire : nouvelle génération de sous-marins lanceurs d'engins, système Hads, livraison de 13 Mirage-2000 N).

Les crédits destinés aux programmes spatiaux (Syracuse et Hélics essentiellement) sont en forte augmentation (+ 51 % en crédits de paiement).

JUSTICE :

crédits en hausse de 7 %

Pour 1990, les crédits du ministère de la justice s'élèvent à 16,8 milliards de francs et enregistrent une progression de 7,06 % (+ 1,1 milliard de francs), supérieure à celle déjà observée en 1989 (+ 6,20 %).

Sont prévues : la mise en service de 13 des 16 premiers établissements pénitentiaires achevés, qui assurera une capacité de

7 000 places. Ces établissements bénéficieront de la création de 2 000 emplois nouveaux qui s'ajouteront aux postes libérés par la fermeture des prisons vétustes. Le programme de construction (1,2 milliard de francs en crédits de paiement) sera poursuivi. La conclusion de marchés de gestion mixte pour le fonctionnement matériel des prisons bénéficiera de 193 millions de francs.

POLICE :

La modernisation des services de police et l'amélioration de la présence policière bénéficient de l'essentiel des mesures nouvelles proposées pour 1990 (+ 645,3 millions de francs sur un total de + 856,1 millions de francs). L'ensemble des crédits affectés à la police augmente de 7,2 % par rapport à 1989. Ces mesures nouvelles, qui prolongent l'application de la loi de modernisation de la police du 7 août 1985, permettront l'amélioration de la situation des personnels, l'augmentation des moyens de fonctionnement, le renforcement des effectifs (500 emplois pour une brigade chargée de la sécurité dans les trains de banlieue pour un coût de 58,7 millions de francs).

● **LES INTERVENTIONS SOCIALES ET ÉCONOMIQUES.**

La protection sociale et la santé : 15 milliards de francs pour les handicapés

L'action sociale est marquée par l'augmentation de 6,6 % de l'allocation aux adultes handicapés (15 milliards de francs). Alors que les centres d'aide par le travail bénéficient de la création de 1 840 places et que le programme d'humanisation des hospices est accéléré dans le cadre des contrats de plan, les autorisations ouvertes à ce titre progressent de 25 %.

L'accroissement des actions de prévention sanitaire concerne la lutte contre le Sida (+ 110 millions de francs), la toxicomanie (+ 56 millions de francs), l'alcoolisme et le tabagisme (+ 17 millions de francs).

Les crédits inscrits dans le bud-

get de l'Etat au titre du Fonds national de solidarité (FNS) s'élèvent à 20,2 milliards de francs en 1990, afin de garantir une revalorisation du minimum vieillesse parallèle à celle des pensions.

Les concours de l'Etat aux régimes sociaux atteignent 9,6 milliards de francs en 1990 (+ 4,9 %).

● **L'AGRICULTURE : effort en faveur de l'enseignement**

Les crédits inscrits au budget du ministère de l'agriculture s'élèvent à 37,5 milliards de francs (+ 3,54 %), soit environ 28 % du total des dépenses publiques bénéficiant à l'agriculture française (135,6 milliards de francs en 1990).

Les grandes priorités retenues bénéficient d'une progression de leurs dotations avec, outre le maintien de l'effort d'équipement (1,6 milliard de francs en autorisations de programme), un effort majeur en faveur de l'enseignement (148 millions de francs pour la revalorisation de la condition enseignante et la rénovation de l'enseignement) et la poursuite de la mise en œuvre de la réforme de la politique agricole commune (153,4 millions de francs pour le gel des terres et 53 millions de francs pour l'extension de la réforme).

Le renforcement de la solidarité en faveur du secteur agricole se traduit par l'attribution de 500 millions de francs aux agriculteurs en difficulté et la forte progression de la subvention au BAPSA (+ 6,8 %).

● **L'INDUSTRIE : un budget en baisse**

Pour 1990, le budget de l'industrie s'établit à 16,9 milliards de francs, en diminution de 2,8 % du fait de la baisse des crédits de paiement correspondant aux décisions prises antérieurement. Ce budget se caractérise toutefois par une augmentation de 6,5 % (17,5 milliards de francs) des moyens d'engagement.

La progression de 6,4 % des crédits d'intervention bénéficie principalement à l'innovation et à la recherche. Les crédits accordés à

PANVAR et aux actions de soutien à la recherche industrielle et à l'innovation sont notamment en hausse de 23,8 %.

Les interventions prioritaires concernent, en particulier, les actions de normalisation métrologie et qualification et les concours apportés aux interventions de l'AFME.

La reconduction des crédits destinés à la reconversion des zones en crise (403 millions de francs en autorisations de programme) assure la poursuite de l'aide en faveur des régions menacées de désindustrialisation (Lorraine, zones minières...).

● **LES DÉPARTEMENTS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER :**

priorité à l'investissement et à la formation.

Pour 1990, ce budget s'élève à plus de 2 milliards de francs en crédits de paiement (3,2 %) et à 1,2 milliard en autorisation de programme. Sont prévues de nouvelles mesures en faveur de la Nouvelle-Calédonie : augmentation de 5,2 % des crédits de paiement destinés à l'investissement et à 13,5 % en autorisations de programme. Les dépenses consacrées à la formation de jeunes Néo-Calédoniens progressent de 19 millions de francs.

Les subventions au FIDOM progressent de 20 % en crédits de paiement à 317 millions de francs et de 10,3 % en autorisations de programme à 460 millions de francs.

● **LES TRANSPORTS :**

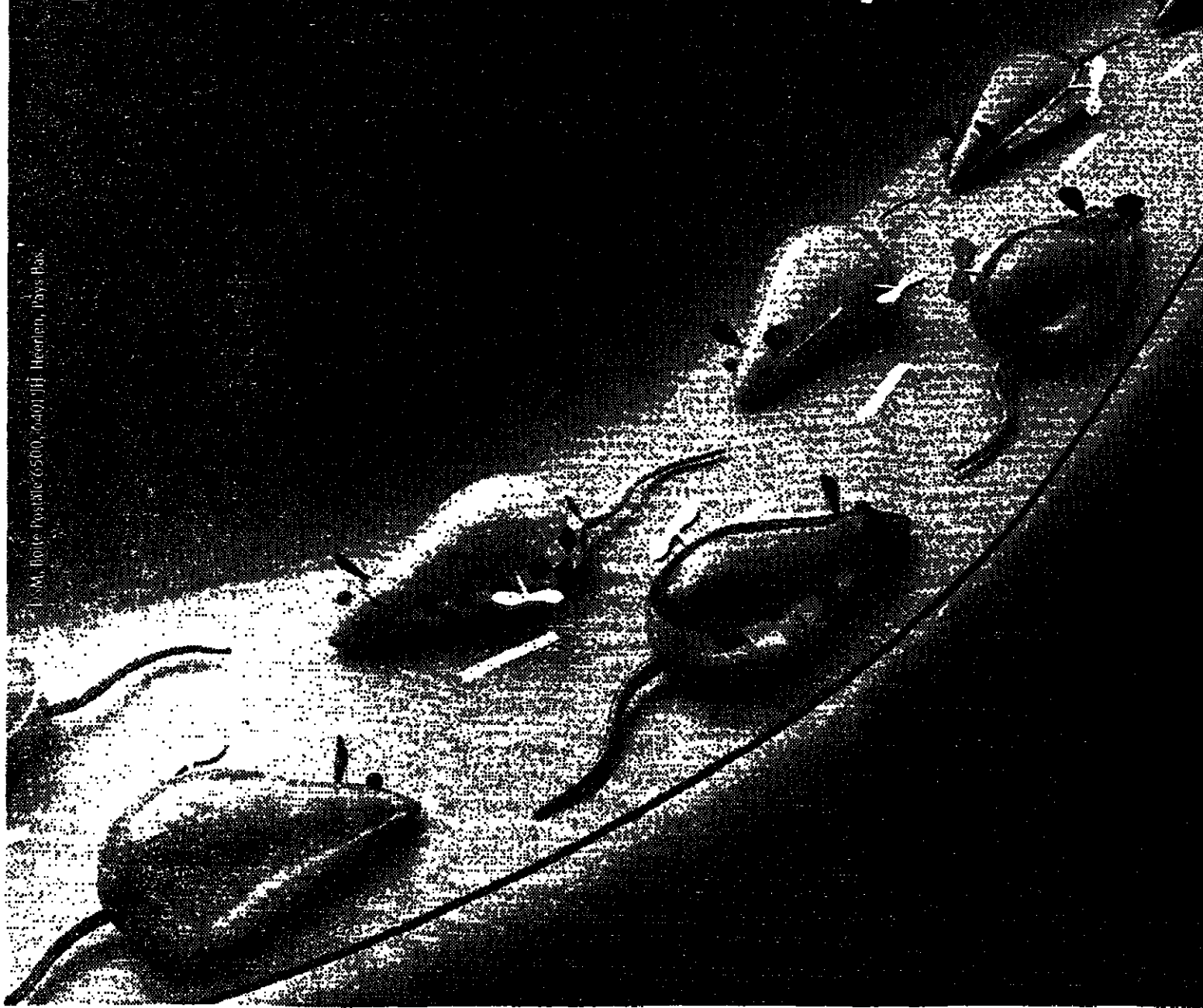
+ 30 % pour la sécurité routière

La sécurité routière voit son budget augmenter de 30 % à 770,1 millions de francs. Les crédits d'investissement (461,9 millions de francs en autorisations de programme) sont consacrés aux efforts de réorption des points noirs et au lancement du programme Sirius (équipement de gestion du trafic sur l'île-de-France).

En ce qui concerne l'équipement routier, les autorisations de programme augmentent de 120 millions de francs pour atteindre 7,5 milliards de francs.

Trop de voitures couinent... comme une portée de souris: nous y mettons bon ordre!

M. Boute-Poulenc (500, 7000) J.H. Boute-Poulenc, Paris (14)



Toute médaille a son revers: si les matériaux de synthèse font faire de plus en plus de progrès à la construction automobile, ils sont parfois la cause, en frottant l'un contre l'autre, de petits bruits lancinants.

Des "couinements" qui pourraient faire penser qu'une souris a fait son nid dans la voiture! On a tenté d'y remédier sans succès avec des lubrifiants siliconés. Alors que faire? Tendre une souricière?

Soyons sérieux! Chez DSM, l'un des principaux groupes chimiques européens, on a découvert la solution en mettant au point une matière plastique aux qualités multiples: très solide, durable, résistante à la chaleur, se teintant avec exactitude, s'usinant sans difficultés particulières. Et en plus, les tests le prouvent, tout "couinement" est éliminé.

Ainsi, sur la route, avec le silence retrouvé grâce à DSM, plus rien ne grince... conducteurs compris!

DSM

Nous avons déjà la solution, ou bien nous la trouvons.

صكنا من الامل

10541P

ÉCONOMIE

INDUSTRIE

Pour financer ses acquisitions à l'étranger

Rhône-Poulenc pourrait émettre des « titres participatifs d'un style nouveau »

« Il n'y a pas de quoi fêter un chat. » Pour M. Jean-René Fourton, président de Rhône-Poulenc, les 8,5 milliards de francs destinés à l'acquisition de RTZ Chemicals et au développement de l'industrie chimique (Le Monde du 21 septembre) ne sont pas un véritable problème. Le défi est plus dans l'intégration de ces nouvelles activités qui renforcent considérablement l'un des trois pôles du groupe, celui tourné vers les nouveaux matériaux et les spécialités chimiques.

Commentant, mercredi 20 septembre devant la presse, ces deux achats stratégiques, M. Fourton a d'emblée écarté la question du financement. Tout a été fait pour relativiser cette opération dont le montant en valeur absolue est important, mais qui, comparé à la situation financière de Rhône-Poulenc, « reste dans des proportions limitées, faciles à gérer ». Ces sommes représentent moins d'un an de cash-flow du groupe qui dépense les 10 milliards de francs et 12 % du chiffre d'affaires global.

(65,3 milliards de francs en 1988). « De toute façon, si nous ne faisons rien, à terme à préciser M. Fourton, la structure du bilan ne bougerait pas beaucoup. » Le ratio d'endettement sur fonds propres passerait de 0,5 à 0,8 % retrouvant ainsi son niveau de la fin de l'année 1988.

« Nous sommes en septembre et nous avons encore trois mois pour prendre une décision », a indiqué le président de Rhône-Poulenc, en précisant que tout serait fait en accord et en concertation avec l'actionnaire principal qu'est l'Etat. Quelques heures plus tard, M. Pierre Bérégovoy évoquait les possibilités de renforcement des fonds propres du groupe et révélait l'existence d'un projet d'émission de « titres participatifs d'un style nouveau », sans pour autant donner plus de détails. Le ministre de l'Economie et des Finances précisait toutefois que ce projet n'était pas lié aux deux acquisitions faites par Rhône-Poulenc. Un dossier serait à l'étude au Trésor et la nature juridique de ce nouveau produit ne rapprocherait de celles des obligations.

La contrainte du « non » (ni privatisation ni nationalisation), définie par M. François Mitterrand en 1988, oblige à la création de nouveaux produits financiers pour renforcer les fonds propres des groupes nationalisés. Rhône-Poulenc ne pourra pas introduire une de ses filiales en Bourse comme ce fut le cas récemment pour Pechiney, avec Pechiney International, destiné à financer en partie le rachat d'American Can. Après avoir utilisé son quota de certificats d'investissements et être l'un des seuls à avoir émis des titres subordonnés à durée indéterminée, (TSDI), Rhône-Poulenc déploie des trésors d'imagination pour créer de nouveaux instruments lui permettant d'assurer le renforcement de ses fonds propres. Le risque pour ces produits de plus en plus sophistiqués et complexes est d'être en définitive mal perçus par les investisseurs potentiels.

DOMINIQUE GALLOIS.

Dans un marché menacé de récession

Matra trouve un allié allemand pour ses semi-conducteurs

Matra a trouvé preneur pour sa filiale spécialisée dans les semi-conducteurs, Matra-Harris (MHS) : une filiale de l'allemand Daimler-Benz entre dans son capital. L'arrivée du géant allemand — qui détient déjà 5 % du capital de Matra — soulagera le groupe français : il a englouti 600 millions dans l'affaire et une nouvelle crise se profile dans l'industrie mondiale des semi-conducteurs.

Après bien des années d'errance, MHS a trouvé un allié de taille : Telefunken Electronic GmbH (TEG), filiale indirecte de Daimler-Benz spécialisée dans la microélectronique. TEG va entrer dans son capital à hauteur de 50 % pour un prix non révélé. MHS trouve donc un partenaire allemand pour financer son développement. Tandem pendant dix ans avec Harris, auquel il avait racheté en 1978 sa technologie. A dire vrai, depuis plusieurs mois, il faisait frémir le marché des semi-conducteurs par ses performances de MHS, qui acca-

mulait les pertes année après année et n'avait pas pu s'imposer sur le marché français face à Thomson, sacré « champion national », aux riches heures du plan composé, Harris s'était progressivement égaré de l'entreprise natale, pour se retirer totalement en juin de son capital (qu'il possédait à 20 %).

Depuis plusieurs années, M. Jean-Luc Lagardère, président de Matra, amonçait qu'il cherchait un partenaire pour sa société dotée, selon lui, d'un outil industriel très moderne.

Un secteur difficile

Mais dans le milieu de la microélectronique, on affirmait qu'il en demandait trop cher. D'autant que MHS accumulait les contreperformances : 117 millions de francs de pertes pour 295 millions de chiffre d'affaires en 1986, 157,4 millions de déficit pour 281,4 millions de chiffre d'affaires en 1987, 129,8 millions de pertes pour 363,5 millions de chiffre d'affaires l'an passé. Matra avait maintenant que MHS lui a coûté

600 millions de francs : 1 milliard de pertes auquel on peut soustraire 400 millions de francs de soutien public au titre du plan composé, selon son porte-parole.

A la décharge de M. Lagardère, il faut souligner que la microélectronique est un secteur difficile. Les crises s'y succèdent suivant un cycle comparable à celui du marché du porc ! Seules les plus grosses firmes ont survécu, obligées souvent de s'allier pour survivre. Les premiers signes d'une nouvelle crise apparaissent d'ailleurs dans les semi-conducteurs. A l'exception des mémoires dites « dynamiques » (celles qui équipent les micro-ordinateurs), terrain de prédilection des Japonais, le marché était plat depuis un an. Depuis juin, il semble avoir engagé une lente décroissance, tandis que les mémoires (20 % du total des semi-conducteurs) se mettent à chuter. Les prix de la mémoire de 1 mégabit — très demandée — perdent entre 30 et 50 cents par mois depuis juin. De 14 dollars pièce ce mois-là, ils pourraient tomber à 10 dollars à la fin de l'année, selon les spécialistes. Après deux années florissantes (hausse de 38 % du marché en 1988), on s'attend donc à un cru médiocre (environ 10 %) en 1989 et à une petite récession l'an prochain.

Appuyé sur un partenaire puissant, MHS sera donc mieux armé pour affronter la tempête. Il reste que cet accord confirme une fois encore l'intérêt porté par Matra à Daimler-Benz. Lors de sa privatisation, début 1988, Daimler-Benz était entré directement dans son capital à hauteur de 5 %. Et, à l'heure où tous les industriels de l'armement cherchent à nouer des alliances en Europe, M. Lagardère caresse l'espoir de nouer des participations croisées (à hauteur de 20 %) entre ses branches défense et celles de son énorme voisin d'outre-Rhin. Mais cette opération n'est encore qu'un projet.

FRANÇOISE VAYSSE

Malgré l'opposition du vice-président britannique, M. Brittan

La Commission de Bruxelles devrait donner son feu vert à Pechiney pour son usine de Dunkerque

La Commission européenne pourrait bientôt donner son feu vert au projet commun de Pechiney et d'EDF de construire une usine d'aluminium de 200 000 tonnes à Dunkerque.

BRUXELLES

Réunis mercredi 20 septembre à Bruxelles, la Commission européenne a refusé, apparemment à une large majorité, de suivre M. Leon Brittan, son vice-président chargé de la politique de concurrence, qui, convaincu que Pechiney et EDF bénéficieraient dans cette affaire d'aides de l'Etat français incompatibles avec le droit communautaire car risquant de fausser le jeu normal de la concurrence, proposait d'engager contre ce dernier la procédure formelle d'enquête prévue à l'article 93 (paragraphe 2) du traité de Rome.

La Commission a donné trois semaines à M. Brittan pour éclaircir les derniers problèmes que soulève le contrat à long terme de fourniture d'électricité passé entre Pechiney et EDF. Celle-ci facture-t-elle son contrat à Pechiney à un prix suffisant pour couvrir ses coûts ? Sur l'ensemble de la période (1988-1994), il est prévu que Pechiney ne paie pas plus de 1,12 milliard de francs (plus de 7 milliards de francs) pour le troisième trimestre 1989 après un profit de 137 millions au deuxième trimestre. Cette perte est due à une provision spéciale de 1,3 milliard de francs, essentiellement pour assurer une meilleure couverture des prêts accordés aux pays en voie de développement. La Chasse a précisé qu'elle portait à 46 % contre

repondre à l'orientation qui a été prise mercredi : le délai très bref donné à M. Brittan donne à penser que la Commission, sachant que Pechiney est pressé de lancer l'opération, souhaite clore le dossier sans tarder.

Aux termes de la procédure de l'article 93, les intéressés, et en particulier les concurrents du projet de Dunkerque qui sont à l'origine des plaintes adressées à Bruxelles (Bri-

tish Steel, l'association des producteurs ouest-allemands de fer blanc), sont invités à faire connaître leur point de vue. Son ouverture signifierait pour Pechiney et EDF un délai supplémentaire de plusieurs mois avant d'être fixés.

M. Brittan, nommé à Bruxelles début 1988 par M. Thatcher pour remplacer Lord Cockfield, l'ancien ministre des affaires européennes, a été élu à la tête de la Commission unique de 1993, est considéré

La Chasse Manhattan annonce une perte de 1 milliard de dollars pour le troisième trimestre. — La Chasse Manhattan a annoncé le 20 septembre une perte de 1,12 milliard de dollars (plus de 7 milliards de francs) pour le troisième trimestre 1989 après un profit de 137 millions au deuxième trimestre. Cette perte est due à une provision spéciale de 1,3 milliard de francs, essentiellement pour assurer une meilleure couverture des prêts accordés aux pays en voie de développement. La Chasse a précisé qu'elle portait à 46 % contre

29 % précédemment le taux de provisionnement de ces prêts qui atteignent 6,2 milliards de dollars. La provision de 1,3 milliard intègre également 126 millions de francs de prêts immobiliers risqués accordés par une filiale en Arizona et 38 millions pour couvrir des pertes sur les marchés financiers. La Chasse a prévu d'augmenter son capital de 500 millions de dollars et de restructurer certaines de ses activités, ce qui devrait entraîner la suppression d'une cinquantaine de postes à Londres et à New-York.

comme un conservateur brillant et déterminé mais peu enclin à la bienveillance à l'égard des entreprises publiques. Il a appuyé sa démonstration pour suspecter EDF de bénéficier d'aide publique sur deux arguments : le prix du courant facturé selon lui au-dessous du prix coûtant, et le fait aussi qu'EDF, entreprise endettée, était financièrement trop fragile pour s'engager sans un solide soutien des pouvoirs publics dans une opération dont la rentabilité demeurerait à terme problématique. M. Martin Bengemann, le vice-président allemand de la commission chargée du marché intérieur et de la politique industrielle, ancien président du parti libéral ouest-allemand et à ce titre peu suspect de sympathie excessive pour le secteur public, estimait cette argumentation peu fondée. Il l'a apparemment emporté.

PHILIPPE LEMAITRE.

SOCIAL

Malgré les multiples appels à l'apaisement

M. Calvet, président de Peugeot, refuse toujours de négocier

Les appels en faveur de l'ouverture de négociations ou de la désignation d'un médiateur dans le conflit Peugeot se multiplient sans pour autant que la situation évolue. M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'Economie a souhaité le 20 septembre sur Antenne 2 que « la discussion s'engage [...] pour qu'on trouve une issue à ce conflit ».

Le bureau exécutif du Parti socialiste a exprimé sa solidarité envers les grévistes et estime que « le conflit n'est que trop dur ». M. Louis Mermaz, président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, est intervenu dans le même sens. Pour sa part, le RPR accuse les socialistes de « jeter de l'huile sur le feu ». Quant aux dirigeants des confédérations syndicales, ils ont refusé leur demande d'ouverture de négociations.

Ajout que les pouvoirs publics restent sur une prudente réserve. M. Jacques Calvet, PDG de PSA maintient ses positions fermes. M. Jean-Marie Bockel, député maire (PS) de Mulhouse, s'est d'ailleurs déclaré « très déçu » le

20 septembre au terme d'un entretien de plus d'une heure avec le patron de Peugeot, à Paris. A Mulhouse, la tension a fini par retomber après quelques incidents.

Les grévistes ont décidé de consacrer la journée du jeudi 21 septembre à des collectes de fonds et on déserte l'usine qui devrait, jeudi 21 septembre, tourner à 50 % de ses capacités. A Sochaux, la grève se poursuit et la production ne dépasse pas 25 à 30 % de la normale. A Poissy (Yvelines) des débrayages extrêmement limités ont eu lieu.

Depuis le début du conflit, quelque 15 000 « 205 » n'ont pu être produites à Mulhouse et 8 000 « 305 » et « 405 » à Sochaux selon la direction. Etant donné que les autres usines tournent à plein ce manque à produire de 21 000 voitures, que la CGT chiffre à 1,17 milliard de francs, ne pourra être rattrapé que très difficilement. Les clients non servis seront tentés d'aller chez Renault — encore, que ce dernier a également des goulots d'étranglement — et chez les importateurs.

(Suite de la page 25.)

Mais malgré l'échec des tentatives de médiation, les non-grévistes n'ont pas bougé, non pour aider les blessés et le coup de force de leur hiérarchie ne leur plaît guère. « Ils cherchent à provoquer les piquets de grève pour les accuser de violence, glisse l'un d'eux, mais là on a bien vu qu'ils s'étaient avancés les premiers ». La cause de solidarité passe alors de main en main. En un quart d'heure les grévistes réunissent 9 500 francs. Même succès auprès des non-grévistes du barrage — est installé au niveau de l'île Napoléon à près de huit kilomètres de l'usine : les billets de 50 F et 100 F s'entassent au fond de la caisse. Un ouvrier des ateliers de peinture glissera même un billet de 500 F. Des fournitures, des clins d'œil, des poignées de mains, les non-grévistes croient eux aussi dit-il à la solidarité. « De toute façon, c'est vrai qu'on a des salaires de misère, souligne l'un d'eux mais c'est justement pour ça qu'on ne peut pas faire grève tous, ça nous coûterait trop cher ». Beaucoup parlent d'enfants et de crédits immobiliers. D'autres glissent à mi-voix qu'il vaut mieux chez Peugeot ne pas être « mal vu ». « Après, on nous change d'atelier et on nous remet sur la chaîne explique un ouvrier de la peinture et dans ce cas, tant pis pour les qualifications ». Certains ont reçu des coups de téléphone de leurs chefs d'équipes leur

recommandant de ne pas trop se « mouiller » et tous redoutent à la fois les photographes et les huissiers. « Mieux vaut ne pas être vu du tout ».

Mais malgré les apostrophes du petit matin et les incidents du portail est, l'humeur des barrages demeure tranquille dans l'après-midi. Dès 14 heures, les agents de maîtrise et les cadres ont quitté les lieux. Les autorisations des voitures des grévistes diffèrent. France-Info en permanence et tous tendent l'oreille à la moindre allusion au conflit Peugeot. Ceux qui sont allés se promener autour du supermarché tout proche se donnent rendez-vous à travers les haut-parleurs : « Les grévistes de Peugeot sont prêts de se rendre sur le parking annonce la voix claire de l'hélicoptère des grévistes. Ils sont attendus devant le supermarché ».

La plupart ont fait des provisions et ils s'installent sur des couvertures aux alentours des barrages. En fin d'après-midi, lors de l'assemblée générale, beaucoup seront déçus en apprenant la levée des barrages pour le lendemain. « C'est curieux, souligne un jeune ouvrier qui vit là sa première grève, on a moins de sous mais pour une fois on dit ce qu'on veut. En fait, c'est plus dur mais finalement on est plus heureux ».

ANNE CHEMIN.

Durcissement dans la fonction publique

Le conflit aux impôts s'étend

Le conflit aux impôts gagne du terrain. Le SNUI (autonome), principal syndicat de cette administration, a franchi le pas, mercredi 20 septembre en lançant un appel à une « grève générale illimitée ». Le SNUI compte recevoir l'appui des autres fédérations des finances avec lesquelles une réunion devait avoir lieu, jeudi 21 septembre. Selon le SNUI, qui rappelle que le conflit aux impôts dure depuis sept mois, des rentrées de TVA sont bloquées et des « services indispensables » à plusieurs catégories d'utilisateurs (bijoutiers, notaires, viticulteurs, entreprises) ne peuvent être assurés. Les syndicats se sont par ailleurs mobilisés pour s'opposer au transfert vers la chambre syndicale de la bijouterie des poinçons garantissant la qualité des ouvrages en or détenus par la Direction de la garantie des impôts. Les syndicats ont mis en garde les consommateurs qui ris-

quent de n'avoir « plus aucune garantie » sur la qualité des ouvrages en métaux précieux.

Mercredi et jeudi, la grève s'est étendue à plusieurs services des Douanes (notamment la direction nationale des statistiques de Toulouse, ce qui pourrait retarder la publication des chiffres du commerce extérieur d'août. Mardi, des agents des impôts parisiens ont occupé la Bourse, dont les cotations ont été interrompues une demi-heure environ. Jeudi, des manifestations régionales doivent avoir lieu sur l'ensemble du territoire.

Les banques vont réduire leurs effectifs de 2 % par an. — Dans son rapport annuel 1988, l'Association française des banques (AFB), qui regroupe 415 banques commerciales exerçant en France, estime que ce secteur d'activité devrait, dans l'avenir, réduire ses effectifs « à un rythme de l'ordre de 2 % par an », en moyenne. Les banques à réseaux sont celles qui sont les plus engagées dans ce mouvement, qui s'est déjà traduit par une baisse de 1 % sur la période 1986-1987. Les premières réductions étaient intervenues dès 1980, entre 1983 et 1985 les recours à des contrats de solidarité s'étaient développés. Fin 1987, l'effectif global était de 251 634 personnes.

Le Monde

AFFAIRES

Ces hommes de la « DB »

Au cœur du ministère des finances, la direction du budget

« **D**ES égarés », des « refractions » (1) : évoquez en période estivale la direction du budget devant un responsable de cabinet d'un ministère lambda et les noms d'oiseaux pleuvent : « Des irresponsables : un ministre en tournée en province reçoit des tomates parce que, coincé dans son bureau, un obscur administrateur civil se sera procuré le plaisir sportif de raboter quelques millions de francs sur un budget qui en compte plusieurs centaines. »

Pas de doute : les deux cent cinquante fonctionnaires de la direction du budget, qui, depuis avril dernier, gisent au 120, rue de Bercy sont craints et parfois haïs. Tout jeune énarque débarquant dans les services d'un gros ministère dépeint (l'éducation nationale, l'équipement, le logement, l'intérieur) se verra conter de terrifiants récits où la ruse des hommes de la direction du budget n'a d'égal que leur duplicité. Exemple édifiant : si Jean Choussy, directeur de ce ser-

vice de l'administration des finances de 1981 à 1985, a conseillé à ses sous-directeurs d'offrir de l'orangeade lors des conférences budgétaires, ce n'est pas par civilité mais assurément pour déconcentrer les représentants des ministères au beau milieu de l'exposition de leur dossier. Plus fondé en revanche est le reproche souvent adressé à la direction du budget de confisquer arbitrairement des économies que les ministres, un peu naïfs, leur désignent eux-mêmes, persuadés qu'ils pourront les affecter à des mesures nouvelles.

« On leur dit : sur tel crédit on pourrait faire une économie et utiliser cet argent pour financer les projets qu'on a. Ils nous répondent : la dépense nouvelle n'est pas justifiée, mais l'économie vous est accordée », se plaint un des responsables du plus gros ministère dépeint.

Dès lors, lorsqu'il apprend que son ministre l'a désigné pour aller à une conférence budgétaire, le poulx de tout fonctionnaire normalement constitué s'accroît.

« Cette année, on n'était pas vraiment rassuré. On est passé en conférence juste après les types de l'industrie. Et on les a vus ressortir blêmes », raconte-t-on au ministère du commerce et de l'artisanat.

Le sacerdoce des moines-soldats

Et pour cause : venus solliciter 15 milliards de francs au titre des dotations en capital des entreprises publiques, le 101, rue de Grenelle venait d'en arracher trois fois moins. Mais, coriaces avec les puissants, les fonctionnaires se montrent magnanimes avec les petits. Privilège du pouvoir. « On devait être simplement reconduits en francs courants. Et finalement nos crédits augmentent de 5,5 % ». Les services de M. François Douhin jubilent.

Les fonctionnaires du budget vivent leur mission comme un sacerdoce. Lorsque Henri Emmanuel était leur ministre de tutelle de 1983 à 1986, il les flattait en les comparant à des moines-soldats.

« Nous sommes les seuls sur lesquels les groupes de pression n'ont aucune prise. Un véritable rempart anti-lobby. Notre boulot, c'est de permettre au politique de trancher avec tous les éléments en main », explique un administrateur civil.

Exemple type : chaque été, les maires des communes du sud-est de la France s'étonnent du pauvre milliard consacré à la lutte contre les incendies de forêt. L'opinion publique y est sensible. Le ministre de l'intérieur s'interroge. La direction du budget pond alors une note technique. Elle passe en revue les mesures de prévention envisageables, chiffre leur coût et affiche froidement en contrepartie le nombre d'hectares qui peuvent être sauvés.

Et de rappeler à la Place Beauvau que l'enveloppe budgétaire est limitée et que d'importants crédits devraient être alloués, par exemple, à la lutte contre la drogue. Au ministre de choisir.

Aide à la décision politique, la direction du budget est un formidable lien de pouvoir. Un centre ner-

veux vers lequel convergent une profusion d'informations sur tous les domaines de l'action gouvernementale, à l'exception des questions de défense et des affaires internationales.

Pas étonnant, dès lors, qu'elle attire chaque année son contingent de jeunes énarques parmi les mieux classés de chaque promotion. On choisit, certes, la direction du budget après les grands corps (inspection des finances, Conseil d'État, Cour des comptes) et après la direction du Trésor, mais devant le Quai d'Orsay.

Pas étonnant non plus que le fonctionnaire du budget ait longtemps été considéré comme la quintessence du technocrate. Le jeune énarque qui y est affecté dispose de quatre ans pour faire ses preuves avant de partir « en mobilité ». Il joue sa carrière sur sa capacité à tenir le budget dont il devient le titulaire. « Tenir », c'est être capable de passer au crible les projets d'un ministre pour y détecter et neutraliser toute source de dérive dépensière.

C'est également se mettre en chasse d'économies à réaliser. « Allez expliquer à ces jeunes types qu'il vaut mieux lâcher un peu tout de suite lorsqu'on a un conflit social sur le dos plutôt que de lâcher trop après », gémît un membre du cabinet d'un grand ministère.

« Une organisation à la prussienne »

Entre jeunes administrateurs civils, l'émulation est très forte : deux énarques par promotion deviendront chefs de bureau, un seul sous-directeur. On ne se fait donc pas de cadeau. On rivalise d'astuce pour dégonfler son budget, sans bésiter, par un prodigieux jeu de canalisation, à faire déborder du même coup celui du voisin.

Cette concurrence permanente attise l'opiniâtreté de la direction du budget. Un titulaire de budget qui a dû concéder une dépense importante ne s'avouera pas pour autant vaincu. Doit-il accepter de

Le budgétaire tel qu'on le parle

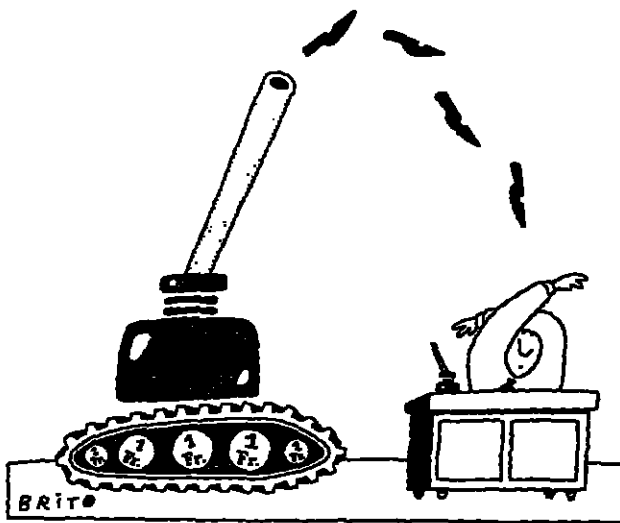
Arbitrage : décision d'affecter ou non des crédits à un ministère en fonction des actions qu'il propose pour l'année suivante.

Bande mollettère (crédit) : ligne budgétaire qui n'a plus aucune justification, mais qui a échappé à tous les peignages serrés entrepris par des générations successives de fonctionnaires à la direction du budget. Du nom de crédits affectés à l'acquisition de telles bandes découvertes par hasard il y a une quinzaine d'années dans le budget du ministère de la défense.

C'est la préséance de la direction du Trésor, mieux choisie à la sortie de l'ENA, qui a longtemps alimenté les rancœurs.

Point de... : « point de banqueroute, point d'augmentation d'impôt, point d'emprunt ». C'est la première phrase d'une lettre de Turgot au roi « contenant ses idées générales sur le ministère des finances ». Rédigée en 1774, elle est affichée comme une sainte relique à la direction du budget.

Redéploier : réaction épidermique de tout fonctionnaire



Conférence budgétaire : réunion au cours de laquelle chaque ministre vient négocier son budget pour l'année suivante. Il est généralement représenté par certains membres de son cabinet ainsi que par son directeur des services financiers. Les entretiens se déroulent à la direction du budget, dans le bureau du sous-directeur qui chapeaute ce ministère, en présence de ses collaborateurs.

Jack Lang (méthode) : le ministre de la culture et de la communication est la bête noire de la direction du budget. Sa pratique favorite « consiste à demander trois fois plus pour obtenir une fois et demi de trop ».

Mobilité : second poste imposé à tout jeune fonctionnaire hors de son administration d'origine au bout de quatre ans.

Non-agression (pacte de) : accord tacite conclu entre la direction du budget et celle du Trésor, les deux puissances rivales du ministère de l'économie et des finances.

du budget face à un représentant de ministère dépensier qui lui présente des mesures nouvelles à financer. Redéploier, c'est réaliser des économies sur un poste pour les transférer sur un autre. Stratégie parfois dangereuse pour le quémandeur (voir ci-contre).

Sauce (faire la...) : participer à la procédure budgétaire en calculant et recalculant les soldes, en négociant les crédits, en traquant les possibilités d'économies. La lot de tout bon budgétaire.

Seute-Bouton (jouer à...) : mauvais jeu de mots construit à partir du nom de l'actuel directeur du budget M. Daniel Bouton. Méthode qui consiste pour un ministre à tenter de court-circuiter la direction du budget en utilisant ses relations privilégiées avec le chef de l'État pour infléchir des arbitrages par trop défavorables (cf. méthode Jack Lang).

Trente (... trente-deux, trente-sept, quarante) : code d'accès 1989 à la direction du budget. En clair, les rangs de sortie des élèves de l'ENA qui ont choisi la DB.

Septembre 1989

LE MONDE diplomatique

AU SECOURS DES ÉCONOMIES DE L'EST

Ni l'appel au secours de la Pologne ni les pressantes sollicitations de la Hongrie et de l'URSS ne déclenchent vraiment l'enthousiasme en Occident. Bernard Cassen mesure la tâche qui attend l'Europe des Douze, chargée d'organiser l'aide à la Pologne et à la Hongrie, et les risques pour la construction européenne d'une coopération accrue avec ces pays. Marie Lavigne explique pourquoi les hommes d'affaires et le gouvernement américains s'engagent avec tant de prudence dans l'aménagement de nouveaux liens économiques avec l'URSS.

Également au sommaire :

- **HUBERT BEUVE-MÉRY :** Une vie à contre-courant, par Claude Julien.
- **EUROPE DES AFFAIRES :** Droit et justice sous la loi du marché, par Yves Denaly.
- **MAGHREB :** L'agriculture en état d'urgence, par Jean-Jacques Pérennès.

EN VENTE CHEZ VOTRE

MARCHAND DE J

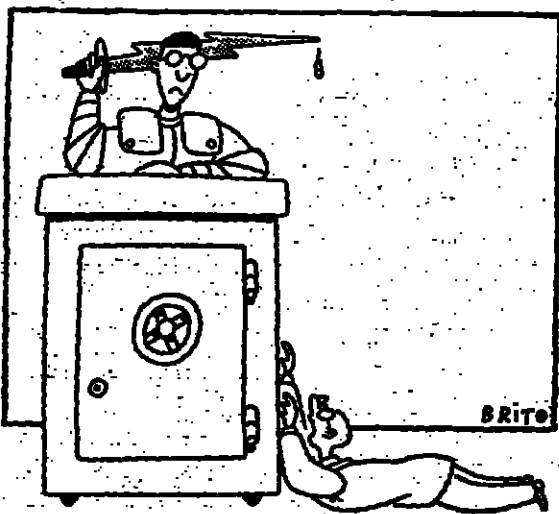
صكنا من الامم

qui font trembler les ministres

tient d'une main de fer les dépenses de l'Etat

mauvaise grâce la construction de l'Opéra Bastille, le voilà qui reporte son ressentiment sur la place et la station de bus moyennes, que les architectes se proposent de réaménager. Les travaux ne se feront pas. « Il ne faut jamais abdiquer sa puissance », souligne l'un de ces moines-soldats.

Cette machine à broyer de la dépense est redoutable car l'huile et très efficace. « Une organisation à la prussienne », commente, administrateur, un ancien de la direction du budget, un profil déviant qui se montre par ailleurs très critique. Equipe restreinte baignant dans « une saine atmosphère de caserne », quadrillage du champ de l'action gouvernementale en six sous-directions et vingt-quatre bureaux, sont propices à l'éclosion d'une mentalité « commando ». A la direction du budget, on est rarement avare... de métaphores guerrières. On « se mobilise », on « se bat », et l'on « vainc ». A très court terme, parfois. En 1978, les hommes de la DB l'avaient exporté sur les contrôleurs aériens.



La cohérence de la direction du budget n'est pas qu'apparente. C'est la procédure budgétaire qui l'impose. Perspectives internes, conférences de première phase, rédaction de loi de finances, tous

les fonctionnaires connaissent les mêmes échéances, ont le même corps de doctrine : la dépense publique doit être maîtrisée, le budget de l'Etat équilibré. Avantage : même les attachés d'admini-

stration - ces fonctionnaires considérés comme des « sous-énergiques » dans la hiérarchie administrative - ont le droit de « faire la sauce ». Inconvénient : le poids de la structure est énorme. « Un esprit individualiste sera malheureux chez nous », reconnaît l'actuel directeur du budget, M. Daniel Bouton. Les fonctionnaires du budget sont-ils pour autant ces ennuyeux personnages que l'on décrit dans l'administration ? « C'est vrai qu'on nous reproche. On ne joue pas au ping-pong comme les Trésoriers, ni aux esthètes dilettantes comme au Quai d'Orsay », confie un administrateur civil. Reste qu'il existe des moyens imparables pour détecter un membre de la direction du budget. D'abord, le Sud-Ouest s'y porte très bien. Il est du dernier chic d'avoir des racines bordelaises ou péguériniennes. Ensuite, il y est très apprécié de connaître sur le bout des doigts les grande classiques du répertoire lyrique.

CAROLINE MONNOT

(1) Refro : guerrier brutal, soldat (dictionnaire Robert).

Le compte à rebours

Le budget, reflet de priorités politiques, est avant tout l'œuvre du gouvernement. Cependant, sa préparation implique aussi la mise en œuvre de techniques. C'est là que la direction du budget intervient. La procédure budgétaire a une échéance majeure : le premier mardi d'octobre, date butoir fixée au gouvernement pour déposer le

projet de loi de finances à l'Assemblée nationale. Obéissant à des règles empiriques (elle n'est codifiée par aucune loi ni par la Constitution), la « fabrication » du budget comprend trois phases : une phase de réflexion, les « perspectives », suivie d'une phase de négociation et de mise en forme et, enfin, une phase parlementaire.

Première phase : les perspectives

Cette phase est interne au ministère de l'économie et des finances. Elle se déroule de janvier à mars. La direction du budget prévoit l'évolution spontanée des dépenses en fonction des hypothèses économiques pour l'année suivante qui lui ont été fournies par la direction de la prévision. La direction générale des impôts, assistée des douanes, fait de même de son côté pour les recettes.

Début avril, la direction du budget dispose d'un prototype : le budget de reconduction. C'est à partir de ce budget prévisionnel que Matignon arrête l'enveloppe de mesures nouvelles. Tous les membres du gouvernement reçoivent alors une « lettre de cadrage » qui leur précise la marche à suivre dans l'élaboration de leur budget et les contraintes à respecter.

Deuxième phase : les négociations

La deuxième étape court d'avril à septembre. La direction du budget, lors des conférences dites de « première phase », enregistre les désaccords entre ses propres évaluations et les besoins exprimés par les ministères dépeniers. En cas d'incompatibilité totale, le dossier est transmis à Matignon, qui tranche. Les « lettres pleines » arrivent dans les ministères mi-juillet et font à chacun un montant de crédits disponibles. De nouvelles conférences (dites de « seconde

phase ») permettant d'en détailler l'affectation à l'intérieur de chaque ministère. Sont également définitivement arrêtées les recettes en fonction des augmentations et allègements de fiscalité prévus par le gouvernement. Et, dès le mois d'août, la direction du budget commence à rédiger la loi de finances. Le document est déposé sur le bureau de l'Assemblée nationale le premier mardi d'octobre.

Troisième phase : le Parlement

Les débats commencent généralement autour du 15 octobre. Les membres de la direction du budget assistent à tour de rôle aux débats, suivent plus particulièrement le budget dont ils ont la responsabilité. Ils

s'efforcent de calculer l'impact du moindre amendement. Le collectif d'automne les mobilise encore un peu. Mais déjà, ils anticipent lors de conférences méthodologiques la prochaine procédure budgétaire...

Quatre grandes directions

Il existe quatre grandes directions au ministère de l'économie et des finances. Aux deux grandes faucons que sont la direction du Trésor et du budget, il convient d'ajouter la direction de la comptabilité publique et la direction générale des impôts.

La direction du budget fabrique le budget de l'Etat, rédige la loi de finances et surveille son exécution. Elle étudie tous les textes et projets susceptibles d'avoir une répercussion sur les finances publiques avec le plus grand scrupule. Assistée des contrôleurs d'Etat, elle exerce une tutelle sur les établissements autonomes, les entreprises et sociétés publiques. Elle contrôle également le budget d'organisations internationales (la CEE notamment). Elle compte 247 agents au 31 décembre 1988 dont 155 fonctionnaires de catégorie A (catégorie la plus élevée dans la hiérarchie administrative).

La direction du Trésor est placée directement sous l'autorité du ministre de l'économie et des finances. Comme son nom l'indique, elle gère la trésorerie de l'Etat c'est-à-dire

ses recettes et ses dépenses. Elle assure le financement du déficit budgétaire en créant de la monnaie, en émettant des emprunts. La direction du Trésor assure une tutelle sur les banques nationalisées. Elle gère la dette de l'Etat. Elle rassemble 390 fonctionnaires.

La direction générale des impôts détermine l'assiette de tous les impôts. Elle recouvre la TVA, les droits d'enregistrement et l'impôt sur la fortune.

Elle participe chaque année à la procédure budgétaire en faisant des prévisions de recettes. Ses services centraux comptent 1 890 fonctionnaires, mais avec ses services extérieurs (centres départementaux des impôts, hôtels des impôts) elle rassemble 80 000 agents.

La direction de la comptabilité publique assure le recouvrement des impôts directs (impôts sur le revenu et les sociétés) et les impôts locaux. Elle gère le réseau de perceptions. Elle compte 52 000 agents dont 1 310 fonctionnaires dans ses services centraux.

Septembre 1989

LE MONDE diplomatique

REGAIN D'INTERVENTIONS ÉTRANGÈRES AU LIBAN

Dans l'attente d'un règlement global au Proche-Orient, le Liban fait à nouveau le théâtre de interventions étrangères où de nouveaux acteurs entrent en scène. Alain Gresh décrit les nouveaux rapports de forces qui s'esquissent, alors que pèsent les négociations de paix dans la région. Mais qui souhaite l'avènement d'un régime démocratique au Liban ?

Également au sommaire :

- WASHINGTON : Mière et racines dans la capitale du pouvoir, reportage de Florence Beaugé.
- PSYCHANALYSE et RECHERCHE de L'UNIVERSALITÉ : L'incrimination à l'épreuve des neurosciences, par Henri Koca.
- LA POLITIQUE ÉNERGÉTIQUE : Dans l'impasse, par Arthur Rindler-Schjerve.

MARCHAND DE JOURNAUX

AFFAIRES

Le « champagne » indien à l'assaut du thé au lait

Avec ses marques « Omar Khayyam » ou « Marquise de Pompadour », Shyam Chougule, vigneron de Narayangaon, vise les marchés européen, asiatique, arabe... et même indien

NARAYANGAON (Inde)
de notre envoyé spécial

MARCHER sur une voute de vignes, situées à près de deux mètres au-dessus du sol, provoque une étrange impression. Ployant vers le bas, les grappes sont recouvertes d'un manteau de feuilles. Elles sont ainsi doublement protégées d'un soleil excessif et des inondations qui ravinent la terre en période de mousson. Dans les régions de Bangalore et de Hyderabad, mais tout spécialement ici, dans l'Etat du Maharashtra qui est la principale région viticole de l'Inde, toutes les vignes sont plantées ainsi, les pieds dans l'eau et la tête à l'ombre. Un réseau de tuyaux de caoutchouc court le sol ; chaque pied de vigne possède son propre robinet d'où l'eau, préalablement filtrée, s'écoule automatiquement, au goutte à goutte. Ce matériel, acheté aux Etats-Unis, revient à environ 40 000 roupies (1) l'hectare.

Nous sommes à Narayangaon, près de Pune, sur les terres de Shyam Chougule, industriel et vigneron, qui exploite plus de

40 hectares de bon vignoble... champenois. Le paysage, avec ces gros mamelons rocheux qui se découpent sur un horizon désertique, fait davantage penser au Texas qu'à la « montagne de Reims » ou à la région d'Eprenay, mais, pour le reste, des cépages aux bouteilles vides, tout est « Product of France ». L'aventure du « champagne » indien a commencé en 1980 et a pris son essor le 13 décembre 1982, lors de la signature d'un contrat entre Champagne India Limited (Bombay), et Champagne Technology (Reims). Les deux sociétés sont des filiales, respectivement de Indage Group (le consortium de M. Chougule), et de Piper-Heidsieck. Les Français ont pris leurs précautions ; en aucun cas le nom de Champagne Technology et, à plus forte raison, celui de Piper-Heidsieck, ne doivent apparaître. Pas plus celui de « Champagne ».

Le contrat précise qu'il s'agit de produire et commercialiser, avec le savoir-faire français, du « vin mousseux » (terme employé sur les étiquettes). Les financements sont indiens et français : Banque du Maharashtra et Central Bank of

India, d'une part, et, pour une somme de 10 millions de francs, Intercomi (filiale de la BNP), d'autre part. L'ensemble représente un investissement d'environ 80 millions de roupies. Il fut décidé après que des experts de la région champenoise se furent rendus à Narayangaon pour y procéder à différentes analyses. Surprise : la terre contient à peu près le même taux de calcaire que dans les vignobles français. Des cépages champenois sont alors importés : chardonnay et pinot noir mais aussi - ô sacrilège ! - ugni blanc, c'est-à-dire un cépage de Cognac. Qu'importe ; mélangés, ces boutons successifs croissent et se multiplient sans difficulté.

L'épreuve de vérité

L'acclimatation étant réussie, la production du « Marquise de Pompadour » peut commencer. Pendant près de deux ans, un maître de chai de Piper-Heidsieck, M. Brisbois, a surveillé l'installation de la chaîne de fabrication et formé un expert indien, M. Abhay Kewadkar. « Nous n'avons fait aucun

compromis avec la qualité, nous explique celui-ci, les caps proviennent de la région Champagne, la technique est identique et tout le matériel vient de France ». La visite d'une usine qui est gardée comme un coffre-fort confirme que tout le matériel est importé. Ayant été exempté de taxes à l'entrée en Inde, il est sous contrôle gouvernemental. Pas question, donc, de sortir la moindre bouteille de « Marquise de Pompadour ». Dans une atmosphère parfaitement climatisée, des ouvriers vêtus comme des laborantins travaillent avec précision et efficacité.

Cuves, centrifugeuses, machines à retourner les bouteilles, machine d'embouteillage (huit cents à mille bouteilles à l'heure), tout est « made in France ». Reste l'épreuve de vérité... « Sauf si on est français, chavrin et malhonnête, on ne peut faire la différence », nous avait assuré, à Bombay, un banquier occidental. N'en déplaise à ce « connaisseur », le « Marquise de Pompadour » fait penser à cette publicité pour un apéritif sans alcool ; cela a le couleur du champagne (en plus foncé), l'apparence du champagne :

bouteilles, étiquettes, bouchons (importés d'Espagne), et presque le goût (plus terne, moins gazeux, sans corps). Pas question évidemment de le dire aussi crûment à notre mentor, Abhay Kewadkar, pour l'instant occupé à plonger son nez dans son verre, puis à recracher le liquide après gargarismes divers.

Au-delà du goût de bouchon, disons qu'il manque au « Marquise » un supplément d'âme. Peut-être la différence réside-t-elle dans ce savoir-faire trois fois séculaire des vignerons français... De toute façon, le champagne du Maharashtra n'est pas destiné - en principe - aux Hexagonaux. La production, qui a atteint deux cent mille bouteilles en 1987 et trois cent cinquante mille bouteilles l'année suivante, devrait dépasser quatre cent mille bouteilles cette année. Les ambitions de Shyam Chougule ne s'arrêtent pas là : ayant obtenu récemment l'autorisation de prospecter le marché indien, il espère vendre un million de bouteilles par an (à 300 roupies l'unité) à ses compatriotes buveurs de thé au lait... Jusqu'à présent, le « champagne » du Maharashtra était exclusivement destiné à

l'exportation (quelques bouteilles étaient disponibles à bord des vols d'Air India, ainsi que dans deux ou trois hôtels cinq étoiles de Bombay).

Principaux clients : Allemagne fédérale, Grande-Bretagne, Japon, Suède, Canada, Nouvelle-Zélande et pays arabes, où le « Marquise de Pompadour » prend l'appellation de « Omar Khayyam », du nom de ce grand savant et poète persan qui sut si bien chanter la gloire du vin. Dans les restaurants de Londres (où la bouteille est vendue entre 5 livres et 6 livres sterling), de Munich ou de Bombay (environ 400 roupies la bouteille), il est bien sûr vendu sous l'appellation (abusiv) de « champagne ». « C'est vrai que sur la carte des vins des restaurants, il est souvent écrit « champagne ». Mais nous n'y pouvons rien : ce sont les restaurateurs qui sont responsables », explique le maître de chai indien... faneusement ingénu !

LAURENT ZECCHINI

(1) Une roupie indienne vaut environ 0,50 franc français.

TRAITEMENT DE TEXTES

Comment Buster Keaton a vaincu Don Juan

L'AFFAIRE de la Société générale - ce raid boursier raté, lancé il y a un an par quelques capitalistes soutenus par l'Etat sur la principale banque privatisée française - n'a pas seulement été une belle histoire, ce fut aussi l'un des derniers épisodes de cette longue relation incestueuse qu'entretenaient en France l'Etat et les entreprises. La République des loups, le livre que vient de publier M. Airy Routier, grand reporter à l'Expansion, est donc tout à la fois un bon roman et une réflexion sur l'évolution actuelle du capitalisme français. L'auteur n'a pas tort de voir dans ce raid raté - une date historique dans le recul du pouvoir d'Etat - dans notre pays.

La République des loups est d'abord un bon roman. Les multiples personnages du monde des affaires et de la politique y sont croqués, souvent féroce. L'attaquant, M. Georges Pébereau, le président de Marceau Investissements, y est dépeint comme un « Don Juan séduisant, pervers et carnassier, ivre de pouvoir ». M. Marc Vénos, le président de la « cible », la Société générale, est mieux traité : « Masque austère, œil malicieux et humour décapant : il y a du Buster Keaton derrière cet homme-là », écrit M. Airy Routier.

Une attaque préméditée

Au-delà, l'enquête apporte un certain nombre d'éléments sur l'affaire. Tout d'abord, l'auteur confirme, à travers de multiples détails, que le raid de M. Pébereau n'a pas été le fait d'une « main invisible » - comme l'a longtemps soutenu M. Pierre Bérégovoy, le ministre de l'Economie, - mais qu'il a été « initié dans le bureau du directeur de cabinet du ministre des finances », chez M. Bérégovoy, donc.

L'attaque avait été très largement préméditée, mais - et c'est là l'un des principaux apports de la République des loups - jusqu'à la fin du mois de juin 1988, le raid devait être mené conjointement par MM. Georges Pébereau (président de Marceau Investissements) et Jean-Charles Naouri (président du fonds d'investissements Euris, mais surtout ancien directeur de cabinet de M. Bérégovoy, entre 1982 et 1986) et devait viser la Compagnie générale d'électricité (CGE). L'assaut devait donc être dirigé par les deux hommes, avec le soutien de la Caisse des dépôts et de M. Maxwell, à visage découvert, et avec des justifications économiques. Framatome, filiale de la CGE, aurait lancé une OPA. M. Naouri aurait remplacé M. Suard à la présidence de la CGE.

A la fin du mois de juin, des dissensions au sein du groupe des assaillants auraient conduit à l'abandon de l'attaque de la CGE. « Effrayé par le montage financier qui lui a été proposé, note M. Routier, Jean-Charles Naouri s'est alors brutalement retiré ». C'est à partir de là que, l'idée lui ayant été peut-être soufflée par MM. Leven et Descours (président des Sources Perrier et des Chaussures André), M. Pébereau a frappé à toutes les portes des « capitalistes de gauche » pour réunir des fonds et s'attaquer à la Générale.

Le livre de M. Routier laisse cependant une question sans réponse : l'opération a-t-elle permis l'enrichissement rapide de quelques personnalités ? Le rapport de la COB restant jusqu'à présent réservé aux membres du collège de la COB et à M. Pierre Bérégovoy, il faudra donc attendre les conclusions de la justice pour en savoir plus.

La République des loups est aussi une réflexion sur les relations entre l'Etat et le capital en France. Le raid imaginé par MM. Pébereau et Boublil (alors directeur de cabinet de M. Bérégovoy) était, selon M. Routier, « une tentative de retour à la collusion malsaine des intérêts publics et privés, protégés par le secret, telle qu'on la pratiquait dans les années 60 et 70 ». L'échec de l'opération - lié en particulier à l'attitude de certains dirigeants d'entreprises publiques - traduit « le renouveau complet de l'organisation du pouvoir économique en France ». L'Etat a été humilié.

A la tête des entreprises publiques, une « nouvelle bande de loups » est en train de conquérir sa pleine autonomie. Un système « d'anglo-saxonne, pourvu d'une morale plus exigeante et doté d'organes de pouvoir décentralisés détenant chacun une parcelle de souveraineté », est en train de s'imposer. Airy Routier en conclut, sans doute à juste titre, que « la privatisation des entreprises publiques du secteur concurrentiel est désormais inscrite dans les faits. Elle pourra être niée, occultée, retardée ou contournée, mais elle est inéluctable, n'en déplaise au chef de l'Etat qui mesurera sans doute là les limites de tout pouvoir politique ».

N'a-t-il pas d'ores et déjà abandonné son ambition de « dénoyauter » les sociétés privatisées. Il en fut beaucoup question lors de la campagne pour l'élection présidentielle. Le thème n'est même pas effleuré à l'occasion des débats du congrès du PS.

ERIK IZRAELEWICZ

► La République des loups, le pouvoir et les affaires », de M. Airy Routier, Calmann-Lévy, septembre 1989, 281 pages, 98 F.

1939 - 1940 L'ANNÉE TERRIBLE

LE FEUILLETON DE L'ÉTÉ
DISPONIBLE
EN UN SEUL
NUMÉRO



Rassemblés dans un seul journal illustré de nombreuses photos inédites, les 35 épisodes du feuilleton de l'été parus dans le Monde racontent les moments-clés de cette année terrible.

De l'invasion de la Pologne par la Wehrmacht à la bataille de Narvik, de la « drôle de guerre » au sabordage de la flotte à Mers-el-Kébir, de la rencontre Pétain-Hitler à Montoire aux lois antijuives de Vichy, Jean-Pierre Azéma retrace les mécanismes de l'effondrement militaire, politique et moral d'un pays qui était l'un des plus puissants de l'Europe.

Le Monde

NUMÉRO SPÉCIAL HORS SÉRIE - 40 pages - 22 F

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX OU PAR CORRESPONDANCE

1939-1940 : L'ANNÉE TERRIBLE

NOM : _____ PRÉNOM : _____

ADRESSE : _____

CODE POSTAL : _____ LOCALITÉ : _____

PAYS : _____

NOMBRE D'EXEMPLAIRES : _____ x 32 F, frais de port inclus = _____ F.

Bulletin et règlement à renvoyer à : le Monde, service vente au numéro, 7, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09, France.

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 20 SEPTEMBRE

**Cours relevés
à 17 h 30**

[illegible]

Comptant (référation)

CAV (satisfaction)

20/9

VALEURS			% du cours	% de coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Emis- sion	Paiement	VALEURS	Emis- sion	Paiement	VALEURS	Emis- sion	Paiement	VALEURS	Emis- sion	Paiement				
Obligations										Étrangères										Actions									
Emp. 6,50 % 77	322	30	2 800	C.I.C. (Financ. del	220	220	Magasin S.A.	82	82	Viel	184	184	A.A.A.	1118	1118	13	France-Général	283	283	283	177	177	142	22	177	177	142	22	
8,50 % 78/80	102	10	1 800	C.I. Maritime	878	878	Marignan Parc	420	420	Wattmex S.A.	831	831	Arcton	248	248	24	France-Indes	114	114	114	88	88	88	88	88	88	88	88	
10,50 % 79/84	104	10	0 475	Chaux (B)	2009	2009	Minet Display	505	505	Bois de Meuse	217	217	Arcton	580	581	57	France-Indes	476	476	476	254	254	254	254	254	254	254	254	
12,25 % 80/80	106	10	8 807	Colmar (B)	1180	1180	Colmar (B)	1180	1180				Arcton	580	581	57	France-Indes	476	476	476	254	254	254	254	254	254	254	254	
12,25 % 82/80	102	10	11 018	Colmar (B)	384	384	Colmar (B)	384	384				Arcton	580	581	57	France-Indes	476	476	476	254	254	254	254	254	254	254	254	
10 % juin 82	104	10	6 506	Colmar (B)	788	788	Colmar (B)	788	788				Arcton	580	581	57	France-Indes	476	476	476	254	254	254	254	254	254	254	254	
14,80 % jan. 83	107	10	4 840	Colmar (B)	14230	14230	Colmar (B)	14230	14230				Arcton	580	581	57	France-Indes	476	476	476	254	254	254	254	254	254	254	254	
12,40 % déc. 83	115	10	8 022	Comp. Lyon-Alain	433	433	Comp. Lyon-Alain	433	433				Arcton	580	581	57	France-Indes	476	476	476	254	254	254	254	254	254	254	254	
12,20 % jan. 84	108	10	11 018	C.I. (B)	512	512	C.I. (B)	512	512				Arcton	580	581	57	France-Indes	476	476	476	254	254	254	254	254	254	254	254	
10,25 % mars 86	113	10	8 538	C.I. (B)	847	847	C.I. (B)	847	847				Arcton	580	581	57	France-Indes	476	476	476	254	254	254	254	254	254	254	254	
QRT 12,75 % 83	107	10	3 378	C.I. (B)	140	140	C.I. (B)	140	140				Arcton	580	581	57	France-Indes	476	476	476	254	254	254	254	254	254	254	254	
QRT 10 % 2000	108	10	5 170	C.I. (B)	836	836	C.I. (B)	836	836				Arcton	580	581	57	France-Indes	476	476	476	254	254	254	254	254	254	254	254	
QRT 8,80 % 1987	107	10	8 722	C.I. (B)	847	847	C.I. (B)	847	847				Arcton	580	581	57	France-Indes	476	476	476	254	254	254	254	254	254	254	254	
QRT 8,80 % 1987	108	10	5 265	C.I. (B)	847	847	C.I. (B)	847	847				Arcton	580	581	57	France-Indes	476	476	476	254	254	254	254	254	254	254	254	
Ch. Franco 3 %	100	10	1 938	C.I. (B)	847	847	C.I. (B)	847	847				Arcton	580	581	57	France-Indes	476	476	476	254	254	254	254	254	254	254	254	
Ch. Franco 3 %	100	10	1 938	C.I. (B)	847	847	C.I. (B)	847	847				Arcton	580	581	57	France-Indes	476	476	476	254	254	254	254	254	254	254	254	
Ch. Franco 3 %	100	10	1 938	C.I. (B)	847	847	C.I. (B)	847	847				Arcton	580	581	57	France-Indes	476	476	476	254	254	254	254	254	254	254	254	
Ch. Franco 3 %	100	10	1 938	C.I. (B)	847	847	C.I. (B)	847	847				Arcton	580	581	57	France-Indes	476	476	476	254	254	254	254	254	254	254	254	
Ch. Franco 3 %	100	10	1 938	C.I. (B)	847	847	C.I. (B)	847	847				Arcton	580	581	57	France-Indes	476	476	476	254	254	254	254	254	254	254	254	
Ch. Franco 3 %	100	10	1 938	C.I. (B)	847	847	C.I. (B)	847	847				Arcton	580	581	57	France-Indes	476	476	476	254	254	254	254	254	254	254	254	
Ch. Franco 3 %	100	10	1 938	C.I. (B)	847	847	C.I. (B)	847	847				Arcton	580	581	57	France-Indes	476	476	476	254	254	254	254	254	254	254	254	
Ch. Franco 3 %	100	10	1 938	C.I. (B)	847	847	C.I. (B)	847	847				Arcton	580	581	57	France-Indes	476	476	476	254	254	254	254	254	254	254	254	
Ch. Franco 3 %	100	10	1 938	C.I. (B)	847	847	C.I. (B)	847	847				Arcton	580	581	57	France-Indes	476	476	476	254	254	254	254	254	254	254	254	
Ch. Franco 3 %	100	10	1 938	C.I. (B)	847	847	C.I. (B)	847	847				Arcton	580	581	57	France-Indes	476	476	476	254	254	254	254	254	254	254	254	
Ch. Franco 3 %	100	10	1 938	C.I. (B)	847	847	C.I. (B)	847	847				Arcton	580	581	57	France-Indes	476	476	476	254	254	254	254	254	254	254	254	
Ch. Franco 3 %	100	10	1 938	C.I. (B)	847	847	C.I. (B)	847	847				Arcton	580	581	57	France-Indes	476	476	476	254	254	254	254	254	254	254	254	
Ch. Franco 3 %	100	10	1 938	C.I. (B)	847	847	C.I. (B)	847	847				Arcton	580	581	57	France-Indes	476	476	476	254	254	254	254	254	254	254	254	
Ch. Franco 3 %	100	10	1 938	C.I. (B)	847	847	C.I. (B)	847	847				Arcton	580	581	57	France-Indes	476	476	476	254	254	254	254	254	254	254	254	
Ch. Franco 3 %	100	10	1 938	C.I. (B)	847	847	C.I. (B)	847	847				Arcton	580	581	57	France-Indes	476	476	476	254	254	254	254	254	254	254	254	
Ch. Franco 3 %	100	10	1 938	C.I. (B)	847	847	C.I. (B)	847	847				Arcton	580	581	57	France-Indes	476	476	476	254	254	254	254	254	254	254	254	
Ch. Franco 3 %	100	10	1 938	C.I. (B)	847	847	C.I. (B)	847	847				Arcton	580	581	57	France-Indes	476	476	476	254	254	254	254	254	254	254	254	
Ch. Franco 3 %	100	10	1 938	C.I. (B)	847	847	C.I. (B)	847	847				Arcton	580	581	57	France-Indes	476	476	476	254	254	254	254	254	254	254	254	
Ch. Franco 3 %	100	10	1 938	C.I. (B)	847	847	C.I. (B)	847	847				Arcton	580	581	57	France-Indes	476	476	476	254	254	254	254	254	254	254	254	
Ch. Franco 3 %	100	10	1 938	C.I. (B)	847	847	C.I. (B)	847	847				Arcton	580	581	57	France-Indes	476	476	476	254	254	254	254	254	254	254	254	
Ch. Franco 3 %	100	10	1 938	C.I. (B)	847	847	C.I. (B)	847	847				Arcton	580	581	57	France-Indes	476	476	476	254	254	254	254	254	254	254	254	
Ch. Franco 3 %	100	10	1 938	C.I. (B)	847	847	C.I. (B)	847	847				Arcton	580	581	57	France-Indes	476	476	476	254	254	254	254	254	254	254	254	
Ch. Franco 3 %	100	10	1 938	C.I. (B)	847	847	C.I. (B)	847	847				Arcton	580	581	57	France-Indes	476	476	476	254	254	254	254	254	254	254	254	
Ch. Franco 3 %	100	10	1 938	C.I. (B)	847	847	C.I. (B)	847	847				Arcton	580	581	57	France-Indes	476	476	476	254	254	254	254	254	254	254	254	
Ch. Franco 3 %	100	10	1 938	C.I. (B)	847	847	C.I. (B)	847	847				Arcton	580	581	57	France-Indes	476	476	476	254	254	254	254	254	254	254	254	
Ch. Franco 3 %	100	10	1 938	C.I. (B)	847	847	C.I. (B)	847	847				Arcton	580	581	57	France-Indes	476	476	476	254	254	254	254	254	254	254	254	
Ch. Franco 3 %	100	10	1 938	C.I. (B)	847	847	C.I. (B)	847	847				Arcton	580	581	57	France-Indes	476	476	476	254	254	254	254	254	254	254	254	
Ch. Franco 3 %	100	10	1 938	C.I. (B)	847	847	C.I. (B)	847	847				Arcton	580	581	57	France-Indes	476	476	476	254	254	254	254	254	254	254	254	
Ch. Franco 3 %	100	10	1 938	C.I. (B)	847	847	C.I. (B)	847	847				Arcton	580	581	57	France-Indes	476	476	476	254	254	254	254	254	254	254	254	
Ch. Franco 3 %	100	10	1 938	C.I. (B)	847	847	C.I. (B)	847	847				Arcton	580	581	57	France-Indes	476	476	476	254	254	254	254	254	254	254	254	
Ch. Franco 3 %	100	10	1 938	C.I. (B)	847	847	C.I. (B)	847	847				Arcton	580	581	57	France-Indes	476	476	476	254	254	254	254	254	254	254	254	
Ch. Franco 3 %	100	10	1 938	C.I. (B)	847	847	C.I. (B)	847	847				Arcton	580	581	57	France-Indes	476	476	476	254	254	254	254	254	254	254	254	
Ch. Franco 3 %	100	10	1 938	C.I. (B)	847	847	C.I. (B)	847	847				Arcton	580	581	57	France-Indes	476	476	476	254	254	254	254	254	254	254	254	
Ch. Franco 3 %	100	10	1 938	C.I. (B)	847	847	C.I. (B)	847	847				Arcton	580	581	57	France-Indes	476	476	476	254	254	254	254	254	254	254	254	
Ch. Franco 3 %	100	10	1 938	C.I. (B)	847	847	C.I. (B)	847	847				Arcton	580	581	57	France-Indes	476	476	476	254	254	254	254	254	254	254	254	
Ch. Franco 3 %	100	10	1 938	C.I. (B)	847	847	C.I. (B)	847	847				Arcton	580	581	57	France-Indes	476	476	476	254	254	254	254	254	254	254	254	
Ch. Franco 3 %	100	10	1 938	C.I. (B)	847	847	C.I. (B)	847	847				Arcton	580	581	57	France-Indes	476	476	476	254	254	254	254	254	254	254	254	
Ch. Franco 3 %	100	10	1 938	C.I. (B)	847	847	C.I. (B)	847	847				Arcton	580	581	57	France-Indes	476	476	476	254	254	254	254	254	254	254	254	
Ch. Franco 3 %	100	10	1 938	C.I. (B)	847																								

Cote des changes

Marché libre de l'or

[illegible]

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ★ : marché continu

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :
-55-91-82, poste 4330

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Crédit d'équipement des PME

FICHE D'INFORMATION

Emprunts du CEPME garantis par l'Etat, septembre 1989

Le directeur du Crédit d'équipement des PME a décidé, dans sa séance du 6 septembre 1989, de procéder à l'émission de titres d'un montant nominal de 1 milliard de francs.

Cette émission est autorisée par arrêté du ministre de l'économie, des finances et du budget.

Charges relatives à l'opération

Le produit de l'émission s'élèvera à 987 640 000 F. Le montant net encaissé par le Crédit d'équipement des PME s'élèvera à environ 982 459 000 F après déduction sur le produit ci-dessus des rémunérations globales dues aux intermédiaires financiers pour 14 881 000 (TVA incluse), ainsi que des frais légaux et administratifs pour environ 300 000 F.

I - CARACTERISTIQUES DES OBLIGATIONS 8,40 % SEPTEMBRE 1989/1996

MONTANT : 700 millions de francs représentés par 140 000 obligations.

PRIX DE SOUSCRIPTION : 99,32 %, soit 4 866 F, par obligation.

dont prix d'émission : 98,515 %

coupon court : 0,805 %

DATE DE RÈGLEMENT DES SOUSCRIPTEURS : 2 octobre 1989.

DATE DE JOISSANCE : 28 août 1989.

INTERET : Les obligations rapporteront un intérêt annuel de 8,40 %, soit 420 F par titre, payable en une seule fois le 28 août de chaque année, et pour la première fois le 28 août 1990.

TAUX DE RENDEMENT ACTUEL BRUT : 8,69 %.

DURÉE : 6 ans et 330 jours à compter du 2 octobre 1989.

AMORTISSEMENT NORMAL : Les obligations seront amorties en totalité le 28 août 1996 par remboursement au pair.

ASSIMILATION : Les obligations seront assimilées aux obligations 8,40 % 1989/1996 - code SICOVAM 11 541 - dès le 2 novembre 1989.

Le nombre d'obligations 8,40 % - code 11 541 - à échéance du 28 août 1996 est de 160 000 titres ; ces obligations sont cotées 88,70 % au 12 septembre 1989.

A compter du 2 novembre 1989, l'ensemble de ces obligations sera regroupé en un gisement unique.

PRISE FERME : La présente émission fait l'objet d'une prise ferme par un groupe d'établissements dirigé par la Caisse nationale de Crédit agricole.

II - CARACTERISTIQUES DES OBLIGATIONS 9 % SEPTEMBRE 1989/1999

MONTANT : 300 millions de francs représentés par 60 000 obligations.

PRIX D'ÉMISSION : 100,80 %, soit 5 040 F, par obligation.

DATE DE RÈGLEMENT DES SOUSCRIPTEURS : 2 octobre 1989.

DATE DE JOISSANCE : 2 octobre 1989.

INTERET : Les obligations rapporteront un intérêt annuel de 9 %, soit 450 F par titre, payable en une seule fois le 19 août de chaque année ; par exception, le premier terme d'intérêts payable le 19 août 1990 sera de 350 F, correspondant à une rémunération annuelle de 7,96 %.

TAUX DE RENDEMENT ACTUEL BRUT : 8,75 %.

DURÉE : 9 ans et 321 jours à compter du 2 octobre 1989.

AMORTISSEMENT NORMAL : Les obligations seront amorties en totalité le 19 août 1999, par remboursement au pair.

ASSIMILATION : Ces obligations seront assimilées aux obligations 9 % 1988/1999 - code SICOVAM 11 187 - dès le 19 août 1990.

Le nombre d'obligations 9 % à échéance du 19 août 1999 est de 633 413 et se répartit comme suit :

- 493 413 titres en code 11 187 cotés 101,00 % au 12 septembre 1989 ;

- 140 000 titres en code 14 180 cotés 99,50 % au 12 septembre 1989.

A compter du 19 août 1990, l'ensemble des ces obligations sera regroupé en un gisement unique.

PRISE FERME : La présente émission fait l'objet d'une prise ferme par un groupe d'établissements dirigé par la Caisse nationale de Crédit agricole.

III - DISPOSITIONS COMMUNES

AMORTISSEMENT ANTICIPE : Le Crédit d'équipement des PME s'interdit de procéder, pendant toute la durée de l'emprunt, à l'amortissement anticipé des obligations par remboursement.

En revanche, il se réserve le droit d'amortir par anticipation ces obligations en procédant, à toute époque et sans limitation de prix, à des rachats en Bourse, notamment dans le cadre du fonds de régularisation comme indiqué ci-dessous.

Le Crédit d'équipement des PME se réserve également la possibilité d'amortir par anticipation tout ou partie de l'emprunt par voie d'offres publiques d'échange ou de rachat d'obligations, sans limitation de prix.

FONDS DE REGULARISATION : Le Crédit d'équipement des PME s'engage, si cela est nécessaire au bon fonctionnement du marché, à racheter des titres en Bourse dans la limite de 10 % des titres restant en circulation au début de chaque période annuelle d'intérêts. Dans le cas où les rachats n'auraient pas atteint la limite de 10 % susvisée pour une année considérée, il pourra procéder à l'acquisition du solde les années suivantes.

Les titres ainsi rachetés ne pourraient être revendues et seraient annulés.

ASSIMILATION : Au cas où le Crédit d'équipement des PME émettrait ultérieurement de nouveaux titres entièrement assimilés aux présents titres, notamment quant au montant nominal, aux intérêts, à leurs échéances, aux conditions et dates d'amortissement et aux garanties, le Crédit d'équipement des PME pourra unifier, pour l'ensemble de ces titres, les opérations d'amortissement qui porteront ainsi, sans aucune distinction, sur les titres des émissions successives.

FORME DES TITRES : Les titres pourront revêtir la forme au porteur ou nominative au choix des titulaires. En application de l'article 94-II de la loi n° 81-1160 du 30 décembre 1981 (loi de finances pour 1982) et du décret n° 83-359 du 2 mai 1983 relatif au régime des valeurs mobilières, les droits des titulaires seront représentés par une inscription en compte à leur nom :

- chez l'intermédiaire de leur choix pour les titres au porteur ;

- chez l'émetteur et, s'ils le souhaitent, chez l'intermédiaire de leur choix pour les titres nominatifs.

La SICOVAM assurera la compensation des titres entre les titulaires de compte.

Les titres seront inscrits en compte et négociables le 4 octobre 1989.

RÈGIME FISCAL : Le paiement des intérêts et le remboursement des titres seront effectués sous la seule déduction des retenues opérées à la source ou des impôts que la loi met ou pourrait mettre obligatoirement à la charge des porteurs.

En l'état actuel de la législation, les intérêts des titres émis à compter du 1^{er} janvier 1987 perçus par des personnes physiques sont :

● soit, sur option, soumis au prélèvement forfaitaire de 26 % libératoire de l'impôt sur le revenu ;

● soit pris en compte pour la détermination du revenu taxable à l'impôt sur le revenu.

Pour les revenus perçus à compter du 1^{er} janvier 1988, l'abattement global sur les dividendes d'actions et les produits de titres est porté à 8 000 F, pour les personnes célibataires, veuves ou divorcées, et à 16 000 F, pour les couples mariés soumis à une imposition commune.

COTATION : Les obligations feront l'objet d'une demande d'admission à la Cote officielle (Bourse de Paris).

GARANTIE DE L'ÉTAT : Le service des emprunts en intérêt, amortissement, impôts et frais accessoires est garanti par l'Etat.

L'émission sera ouverte le 18 septembre 1989 et pourra être close sans préavis.

BUT DE L'ÉMISSION : La présente émission contribuera au financement des prêts directs à moyen et long terme du Crédit d'équipement des PME.

La notice, prévue par la loi, est publiée au Bulletin des annonces légales obligatoires du 18 septembre 1989.

A notre connaissance, aucun élément nouveau intervenu depuis le 22 mai 1989, date du visa n° 89-194 approuvé par la Commission des opérations de Bourse sur la note d'information publiée à l'occasion de l'émission de l'emprunt du 29 mai 1989, n'est susceptible d'affecter d'une manière significative la situation financière de la Société.

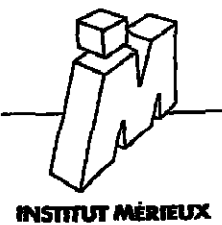
Le président du directeur

Michel PRADA

VISA DE LA COMMISSION DES OPÉRATIONS DE BOURSE

Par application des articles 6 et 7 de l'ordonnance n° 67 833 du 28 septembre 1967, la Commission des opérations de Bourse a approuvé, sur la présente fiche, le visa n° 89-401 en date du 13 septembre 1989.

Le rapport annuel de l'exercice 1988 ainsi que la note n° 89-194 du 22 mai 1989 sont disponibles sur simple demande au Crédit d'équipement des PME. Service de la communication, 14, rue du 4-Septembre, 75002 PARIS. Tél. : 42-98-80-85.



INSTITUT MÉRIEUX

Une assemblée générale extraordinaire de l'Institut Mérieux international (IMI) s'est réunie le 15 septembre 1989. Cette assemblée permet, par une augmentation de capital, de porter les participations d'IMI à 100 % dans Pasteur Vaccins et Rhône-Mérieux.

L'augmentation de capital de l'IMI a été réservée à l'Institut Pasteur et à l'Institut Pasteur de Lille, qui ont apporté 49 % de Pasteur vaccins, et à la société Applications chimiques de Rhône-Poulenc, qui a apporté 28 % de Rhône-Mérieux.

A la suite de ces opérations, la structure de capital de l'IMI se répartit de la façon suivante :

- Rhône-Poulenc : 50,1 %
- Famille Mérieux : 18,4 %
- FIRP (Dassault) : 13,9 %
- Institut Pasteur et Institut Pasteur Lille : 4,4 %
- Public et autres : 13,2 %

Cette assemblée Institut Mérieux internationale a entériné également la fusion de l'ensemble des activités médecine humaine au sein de la société Institut Mérieux.

Pasteur-Mérieux Sérums et Vaccins sera constitué par la fusion des sociétés Institut Mérieux et Pasteur Vaccins au cours du premier semestre 1990.



CRÉDIT FONCIER DE FRANCE

AUGMENTATION DE CAPITAL

En exécution de la décision qui avait été prise par l'assemblée générale extraordinaire de la société le 20 mai 1987, le conseil d'administration du Crédit Foncier de France, dans sa séance du 20 septembre 1989, a porté le capital social à 2 883 073 800 F :

- par création et attribution gratuite de 1 201 280 actions nouvelles de 285 F nominal, à raison d'une action nouvelle pour sept actions anciennes, y compris celles résultant de l'augmentation de capital en espèces,

- et par élévation du nominal des actions anciennes et nouvelles de 285 F à 300 F.

Les demandes d'attribution pourront être présentées à partir du 9 octobre 1989 ; toutes indications utiles seront adressées, le moment venu, aux actionnaires pour leur permettre de faire valoir leurs droits.

LA BOURSE EN DIRECT

LE MONDE DE LA BOURSE

Suivez en direct l'évolution
des cours de la Bourse

BOURSE

36.15 LEMONDE

PERFORMANCES MOYENNES ANNUELLES
DES SICAV AXA DEPUIS LEUR CRÉATION

SICAV OBLIGATIONS				SICAV ACTIONS				
DROUOT SÉCURITÉ OCT. 1979	DROUOT SÉLECTION MAY 1984	MUTUELLES UNIES SÉLECTION FÉV. 1984	AXA EUROPE DÉC. 1986	DROUOT INVEST. JUN. 1970	DROUOT FRANCE OCT. 1978	MEDITERRANÉE OCT. 1985	AXA INVEST. DÉC. 1986	AXA VALEURS SEP. 1988
+16,55%	+12,82%	+12,28%	+11,00%	+15,41%	+23,85%	+20,74%	+11,23%	+20,73%

INFLATION DEPUIS LEUR CRÉATION

+7,58%	+3,91%	+4,00%	+3,30%	+8,33%	+7,94%	+3,10%	+3,30%	-
--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	---

PERFORMANCES MOYENNES ANNUELLES
DES SICAV AXA DEPUIS 6 ANS

DROUOT SÉCURITÉ +14,43 %*	DROUOT INVEST. +14,02 %*	DROUOT FRANCE +26,81 %*
------------------------------	-----------------------------	----------------------------



Les SICAV AXA

Des performances sur le long et le moyen terme,
la qualité reconnue de l'équipe de gestion financière.

* Au 30/06/89 - coupon net inclus réinvesti.
* Inflation, taux moyen sur 6 ans : +4,59%.

INFORMATIONS

service minitel
3616 AXA

Ces SICAV peuvent être souscrites auprès des Agences Général du Groupe AXA ou bien auprès d'AXA BANQUE 53, rue La Boétie, 75008 PARIS

GÉNÉRAL
et DYNAMISER
SES COLLABORATEURSGÉRER ET
DYNAMISER
SES
COLLABORATEURS

par F. Bournois et
Ph. Poirson

248 pages 170 F

Les « vainqueurs » des années 90 seront les entreprises qui auront le mieux géré leurs ressources humaines, mobiliser les énergies et développer la créativité de leur personnel. Voici un ouvrage original qui allie les dimensions concrètes du terrain à la rigueur de pensée. Vous y trouverez des points de repères théoriques qui vous permettront de ne pas avoir tout à apprendre « sur le tas », ainsi que des conseils, illustrés par de nombreux exemples vécus.



61, boulevard Saint-Germain,
75240 PARIS Cedex 05.
Tél. (1) 46.34.21.99

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde
sans visa

Le système

Le système...
Le système...
Le système...

Le système...
Le système...
Le système...

AVIS D'ENQUÊTE

AVIS D'ENQUÊTE...
AVIS D'ENQUÊTE...
AVIS D'ENQUÊTE...

AVIS D'ENQUÊTE...
AVIS D'ENQUÊTE...
AVIS D'ENQUÊTE...

AVIS D'ENQUÊTE...
AVIS D'ENQUÊTE...
AVIS D'ENQUÊTE...

AVIS D'ENQUÊTE...
AVIS D'ENQUÊTE...
AVIS D'ENQUÊTE...

صندوق العمل

ECONOMIE

Deux études divergentes sur les origines du déficit industriel

Le système productif français reste fragile et mal orienté

Derrière les profits retrouvés et même le retour des créations d'emplois, les entreprises françaises demeurent fragiles. Le système productif porte encore la marque des « mouvements de fond » qui l'ont affecté pendant plus de dix ans de crise. En témoignent le déficit persistant du commerce extérieur industriel et le recul des parts de marché de la France, du moins jusqu'en 1988, dans les exportations mondiales. Tel est le bilan tracé par l'INSEE d'un côté et par le ministère des finances de l'autre. Si le constat est unanime, les deux organismes divergent, en revanche, sur l'analyse.

Pour l'INSEE, l'insuffisance de la mutation française est structurelle : elle vient du manque de spécialisation dans les secteurs d'avenir et il convient donc de l'accélérer. Pour les fonctionnaires de la DREE (direction des relations économiques extérieures), le problème est celui de la « compétitivité-prix ». Les entreprises n'ont pas été assez agressives à l'exportation, il faut donc les soutenir quel que soit leur secteur (1).

Le document de l'INSEE s'inscrit dans les traditions des grandes « fresques » publiées tous les sept ou huit ans par l'organisme de la porte de Vanves. Il est donc impossible à résumer. Toutefois, les auteurs mettent un accent original sur deux phénomènes marquant la décennie 80.

Le premier retrace l'évolution des résultats financiers des entreprises. Après le premier choc pétrolier (1973) et le renchérissement des coûts de production, les entreprises ont choisi, dans un premier temps, d'augmenter leurs prix. Il faudra attendre 1982 pour qu'elles prennent conscience de la profondeur du mal et adoptent des

mesures de restructuration (réduction des effectifs, rigueur salariale). C'était tard et entre-temps les bilans s'étaient dégradés par trop d'endettement. C'est ce décalage de réaction à la crise qui explique que les situations financières ne sont pas encore, en 1989, totalement saines et que l'investissement, même s'il augmente depuis 1985, reste insuffisant.

Le processus a, au passage, fortement accentué les décalages entre les secteurs. L'automobile a choisi de ne pas trop amoindrir ses investissements et a recouvré ensuite une rentabilité très bonne (en 1986). En revanche, le textile, « qui a privilégié l'équilibre de ses comptes », a subi la concurrence étrangère et continue de reculer.

Le tertiaire gagnant

Deuxième constat : le tertiaire est le grand gagnant des années 80 face à l'industrie. Si le phénomène est connu — avec un boom des services de la santé et des services aux entreprises — les bouleversements internes à ces branches le sont moins. L'INSEE souligne que les grandes surfaces représentent désormais plus de la moitié (55%) des achats alimentaires des ménages contre un tiers (32,6%) en 1970, que le BTP a opéré, en reculant, une mutation énorme avec une bipolarisation des entreprises (essor des groupes et de l'artisanat, rétrécissement des PME) ainsi que le transport (effondrement du transport maritime français, recul du trafic marchand de la SNCF, fort gain des transports aériens et routiers).

Ces changements très profonds, dont on ne soupçonne pas toujours l'ampleur, sont-ils suffisants ? La France n'a-t-elle conduit assez loin sa mutation face aux nouvelles conditions de la concurrence ? Le déficit persistant du commerce extérieur pousse à une réponse négative. Non

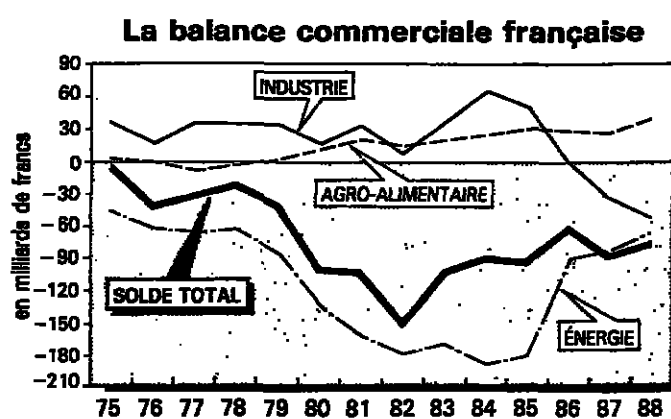
pas en raison du déficit en tant que tel — les chiffres statistiques sont toujours difficiles à interpréter — mais par ce qu'il révèle comme faiblesse.

L'INSEE, à ce sujet, partage les analyses du CEPII (2) sur la mauvaise spécialisation de l'industrie nationale. Elles se résument ainsi : nous ne vendons pas assez de produits de haute technologie ni assez dans les marchés des pays développés parce que nous manquons de « pôles » sectoriels forts, à l'image de la mécanique allemande ou de l'électronique japonaise.

Exportateurs de poids moyens, les industriels français n'ont alors pas de liberté en matière de prix. Ceux-ci leur sont imposés par les poids lourds qui maîtrisent les pôles (en général, les concurrents allemands).

Dès lors, la concurrence porte de moins en moins sur la « compétitivité-prix », mais sur la constitution de ces pôles d'excellence. La réorption du déficit passe par une nécessaire politique industrielle qui crée puis accompagne une spécialisation adéquate.

Pour la DREE, au contraire, la faible spécialisation « ne paraît pas sur le long terme déterminante, ni à l'importation, ni à l'exportation ». L'important est, quel que soit le secteur, de fabriquer des produits haut de gamme moins sensibles à



une concurrence par les prix, qui reste déterminante. Cette spécialisation explique en effet « les deux tiers de la dégradation de nos échanges depuis trois ans ».

Décalage conjoncturel

L'autre tiers provient d'une cause conjoncturelle : le décalage de croissance entre la France et ses partenaires.

La DREE souligne ensuite le comportement négatif des entreprises placées dans ce cadre. A

La logique serait voulu que la conclusion soit : le taux de change du franc — en particulier à l'égard du deutschemark — est mauvais et il faut le revoir. Vieux débat, lancinant débat de la politique économique française. Plusieurs fonctionnaires du ministère des finances sont, encore aujourd'hui, favorables à ce qu'on appelle « une réévaluation du deutschemark dans le système monétaire européen ». Mais il était difficile de le dire si clairement dans un ouvrage préfacé par M. Ransohr, ministre du commerce extérieur, mais aussi par M. Bérégovoy, qui a fait du franc fort la pierre angulaire de sa politique.

Une nouvelle politique industrielle ? Une nouvelle politique monétaire ? Le mérite de ces deux ouvrages est, au moins, de maintenir le débat ouvert et de chiffrer les arguments.

E. L.B.

(1) Les Entreprises à l'épreuve des années 80. Étude du système productif français, INSEE.

(2) Où en est la compétitivité française ? Direction des relations économiques extérieures. Bureau d'analyse et de prévision. La Documentation française.

(3) Centre d'études prospectives et d'informations internationales.

(Publicité)

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE L'ÉQUIPEMENT
SGT/FONCIER

AUTOROUTE A 43
Section MONTMÉLIAN - ALBERTVILLE
RACCORDEMENT A LA RN n° 6
Communes de : AITON-BOURGNEUF et CHAMOUSSET

AVIS D'ENQUÊTE

Préalable à la déclaration d'utilité publique modificative portant également sur la modification des POS d'AITON et CHAMOUSSET en résultant.

Le Préfet de la Savoie informe le public qu'une enquête portant sur l'utilité publique modificative du projet de raccordement de l'autoroute A 43 section Montmélian-Albertville à la route nationale n° 6 et sur la modification des POS des communes d'Aiton et de Chamousset en résultant, sur le territoire des communes d'Aiton, Bourgneuf et Chamousset a fait l'objet d'un arrêté en date du 14-09-1989.

L'enquête se déroulera du 9 octobre 1989 au 10 novembre 1989, inclusivement dans les conditions ci-après :

1. - CONSULTATION DU DOSSIER DE L'OPÉRATION PROJETÉE

Un dossier de l'opération projetée comprenant les pièces relatives à la déclaration d'utilité publique modificative ainsi que celles relatives à la modification des POS des communes concernées et un registre d'enquête seront déposés :

- à la Préfecture de la Savoie à Chambéry, du lundi au vendredi de 9 h à 11 h 30 et de 14 h à 16 h 30.
- à la Sous-Préfecture de St-Jean-de-Maurienne, du lundi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 16 h.
- à la mairie d'Aiton, les lundis, mardis, jeudis et vendredis de 14 h à 18 h ; les mercredis et samedis de 9 h à 12 h.
- à la mairie de Bourgneuf, les lundis de 15 h à 18 h, les vendredis de 17 h à 19 h et les samedis de 9 h à 11 h 30.
- à la mairie de Chamousset, les mardis de 17 h 30 à 19 h 30 et les vendredis de 17 h 30 à 20 h.

afin que chacun puisse en prendre connaissance et consigner éventuellement ses observations sur le registre d'enquête ou les adresser par écrit, à la Préfecture, à la Sous-Préfecture de St-Jean-de-Maurienne ou en mains au président de la Commission d'enquête qui les verra et les annexera au registre.

Une commission d'enquête a été désignée :

- M. Puydier Georges, géomètre expert, 4, rue Sommeiller, 73000 Chambéry. Président.
- M. Morphet Henri, ingénieur divisionnaire des TPE en retraite, 158, quai Charles-Roisard, 73000 Chambéry.
- M. Dezer Jean, cadre technico-commercial en retraite, 88, rue des Allotages, 73190 Challes-les-Eaux.

2. - RÉCEPTION DU PUBLIC PAR LA COMMISSION D'ENQUÊTE

Le vendredi 10 novembre 1989, un membre de la commission d'enquête siègera à la mairie :

- d'Aiton de 14 h 30 à 18 h
- de Chamousset de 14 h 30 à 18 h

afin d'y recevoir le public.

A l'issue de l'enquête, une copie du rapport énonçant ses conclusions sera déposée dans les mairies concernées, à la Sous-Préfecture de St-Jean-de-Maurienne ainsi qu'à la Préfecture de la Savoie à Chambéry où, pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête, toute personne concernée par le projet pourra en demander communication.

Le Monde
PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

Le Monde
CAMPUS

CHAQUE MERCREDI NUMÉRO DATÉ JEUDI

L'ACTUALITÉ DES ÉTUDIANTS

NOUVEAU
Chaque semaine
des dizaines d'offres
de stages en entreprises

Parce que les étudiants se préoccupent de leur orientation, *Campus* passe au crible les nouveaux diplômes et recherche les formations qui ont la cote auprès des entreprises.

Parce que les étudiants se passionnent pour les études internationales, *Campus* enquête sur les possibilités offertes par l'Europe et les universités étrangères.

Campus, c'est aussi le bon côté de la vie étudiante : les activités sociales et culturelles, les associations, les loisirs et les livres et revues qui intéressent les étudiants.

LES ÉTUDIANTS ONT UN VRAI JOURNAL

SUPPLÉMENT GRATUIT AVEC LE MONDE
chaque mercredi, numéro daté jeudi

L'ESSENTIEL

SECTION A

Débats

« L'orthographe ? Et si on parlait d'histoire », par Gérard Antoine ; « La mort des révolutions », par Denis Langlois... 2

Maké :

barre à l'ouest, toute

L'archipel fête son premier siècle d'indépendance sous le signe d'un rapprochement marqué avec l'Europe... 3

La répression au Burkina-Faso

Les auteurs de la tentative de coup d'Etat auraient été victimes d'une machination... 7

Financement des partis

La commission des lois de l'Assemblée nationale a supprimé les dispositions prévoyant une amnistie 10

Les sénatoriales dans l'Eure

M. Joël Bourdin, maire de Bernay, brouille les cartes... 11

SECTION B

L'Etat et la cathédrale d'Evry

Le projet d'une cathédrale à Evry-Corbeil se heurte à des problèmes de financement. L'Etat envisage d'y participer... 13

Polémique autour du Musée Rodin

Le projet de l'architecte Henri Gaudin prévoit la création d'une galerie sous les jardins. Sacrilege, répondent les défenseurs de ce lieu célèbre et protégé... 13

Guadeloupe : une île à refaire

La Guadeloupe, encore sous le choc, vit l'expérience de la solidarité. Un hélicoptère français de la sécurité civile s'est écrasé, lundi, à La Désirade, faisant un mort et huit disparus... 17

Armées : effectifs en baisse

Les armées, à l'exception de la gendarmerie qui recrute et, peut-être, de la marine, vont devoir se séparer en 1990 de 3 739 cadres de métier et recrues du contingent... 18

Digne : juge confirmé

La Cour de cassation a rejeté la requête en suspension de la solidarité. Une fillette dans les Alpes-de-Haute-Provence. Le juge d'instruction de Digne ne sera donc pas dessaisi du dossier... 19

Golf : Belfry à guichets fermés

Pour éviter des incidents, vingt mille spectateurs par jour seulement pourront suivre, du 22 au 24 septembre, à Belfry (Angleterre), la Ryder Cup, affrontement des douze meilleurs joueurs européens et américains... 19

La bataille pour « la 5 »

Par avocats interposés, M. Hersant, d'une part, MM. Seydoux et Berlusconi, d'autre part, se sont affrontés pendant quatre heures. Le tribunal de commerce tranchera le 27 septembre... 20

SECTION C

Les grèves chez Peugeot

Mobilisation à Mulhouse et à Sochaux. Un entretien avec M. Perigot, président du CNPF, alors que M. Calvet refusait toujours de négocier... 25

Le projet de budget 1990

Le tableau des recettes et des dépenses. Réactions mitigées à droite comme à gauche... 26 à 30

L'offensive de Rhône-Poulenc aux Etats-Unis

Pour financer ses acquisitions, le groupe nationalisé émettrait des « titres participatifs d'un style nouveau »... 31

Accord Matra-Telefunken Electronic

Le producteur français de microélectronique troque un partenaire américain contre un allemand... 31

LIVRES

Du côté de chez Freud

Il y a cinquante ans disparaissait le père de la psychanalyse. Voyage dans ses appartements à Vienne et à Londres... 41 et 45

Un inédit de Sartre

En 1948, le philosophe tente, contre Heidegger, de fonder une morale de la liberté. Voici, avec quarante ans de retard, Vérité et existence... 46

Bonheurs

Pour son dernier feuilleton littéraire, Bertrand Poirot-Delpech a réuni une grande dame, Nathalie Sarraute, et une débutante, Françoise Bouillot. Pour un même bonheur de lecture... 42

Services

Abonnements	9
Annonces classées	36
Cartes	22
Expositions	21
Loto, Loterie	23
Météorologie	22
Mots croisés	23
Radio-Télévision	23

L'explosion du DC 10 Brazzaville - Paris

La direction d'UTA privilégie la thèse de l'attentat

« Malheureusement, j'ai le regret de vous dire qu'il n'y a pas de survivants. » C'est en ces termes que le colonel Jean Job, chef des forces françaises à N'Djamena a averti, le mercredi 20 septembre, le gouvernement français des résultats des recherches entreprises par ses hommes dans le Ténéré, au Niger, sur les lieux où s'est abattu, mardi, le DC 10 de la compagnie UTA (Le Monde du 21 septembre). 171 personnes se trouvaient à bord.

Repérés dans la matinée de mercredi par un Transal militaire, les débris de l'appareil, disparu quarante minutes après son décollage de N'Djamena pour Paris, étaient atteints dans l'après-midi par deux hélicoptères Puma de l'armée de terre française transportant des médecins. Une quarantaine de parachutistes du 8^e régiment parachutiste d'infanterie de marine sautaient sur les lieux du drame. Ils ont découvert des débris extrêmement éparpillés, la queue de l'avion était séparée d'une dizaine de kilomètres du poste de pilotage. Ils ont commencé à rassembler les corps des victimes dont certaines étaient encore attachées à leur siège.

Les militaires français devraient recevoir le renfort de deux compagnies sénégalaises motorisées nigériennes de soixante hommes, qui progressent malaisément vers le massif du Ténéré où s'est abattu l'avion. Ces secours devront résoudre de difficiles problèmes logistiques, car cette région du désert du Ténéré est peu accessible et la piste d'atterrissage la plus proche

M. Mitterrand a présenté ses condoléances aux familles des victimes et notamment à M. Renaud Denois de Saint-Marc, secrétaire du gouvernement dont le frère se trouvait à bord du DC10. M. Georges Bush, à lui aussi, adressé ses condoléances aux parents des victimes parmi lesquelles figure l'épouse de l'ambassadeur des Etats-Unis au Tchad. Le président tchadien, M. Hissène Habré, qui a perdu dans la catastrophe son ministre du plan et de la coopération, M. Soumaila Mahamat, a décerné un deuil national de trois jours. Enfin, les délégués des 161 pays membres de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI), réunis mercredi à Montréal, ont observé une minute de silence à la mémoire des passagers du DC10 d'UTA avant de reprendre leurs travaux sur la prévention du terrorisme aérien.

Les enquêteurs vont bientôt être à pied d'œuvre pour tenter de trouver les causes de la catastrophe.

M. Michel Delebarre, ministre de l'équipement, du logement et des transports, a dépêché en Afrique quatre spécialistes du « Bureau Enquête accident » de l'Inspection générale de l'aviation civile, qui travailleront de concert avec l'équipe américaine composée d'enquêteurs de l'administration fédérale de l'aviation civile, du conseil américain de la sécurité des transports, du constructeur de l'avion McDonnell Douglas et du motoriste General Electric.

La thèse de l'attentat est privilégiée par la compagnie UTA dont le président, M. René Lapautre, a déclaré qu'une cause accidentelle « supposerait une série de circonstances tout à fait exceptionnelles. L'hypothèse de l'attentat paraît mieux correspondre à ce que nous savons des circonstances dans lesquelles s'est passé cet accident, des conditions dans lesquelles le contact a été perdu avec l'avion et des premières constatations qui ont pu être faites sur la disposition des débris ».

En effet, l'éparpillement des morceaux de l'avion laisse penser que l'appareil a explosé à une altitude comprise entre huit à dix mille mètres et ce fait présente des similitudes avec la catastrophe du Boeing 747 de Pan Am tombé en décembre 1988 sur le village de Lockerbie, en Ecosse. En 1984, le même vol UT 772, effectué alors en DC 8, avait été détruit par une bombe sur l'aéroport de N'Djamena.

Revendications

La responsabilité de la catastrophe a été revendiquée longtemps après la chute de l'avion - par plusieurs correspondants anonymes. A Londres, l'un de ceux-ci a téléphoné à une agence de presse ce message : « Nous sommes fiers de cette action qui a été pleinement réussie et nous tenons à dire que les Français sont prévenus qu'ils ne doivent plus échanger avec les Israéliens des informations relatives au cheikh Obeid. Nous réclamons la libération de celui-ci, sinon nous rappellerons le souvenir des attentats à Paris en 1985 et 1986. Le cheikh Obeid, chef intégriste aubé, a été enlevé, en juillet dernier, par un commando israélien.

Les services de renseignements bien que septiques recherchent lors onze passagers du vol UT 772 qui avaient réservé, sur l'avion disparu, un billet Brazzaville-N'Djamena. Deux d'entre eux ne s'étaient pas présentés à l'embarquement à Brazzaville. Il s'agit de vérifier l'hypothèse de la présence d'un engin explosif, soit laissé à bord par l'un des passagers, soit confié à un autre passager à la dernière minute par une personne n'ayant pas embarqué.

La fédération CGT des transports a, d'autre part, dénoncé les conditions de sécurité des vols d'UTA qui a allégué les failles et les détournements. « La direction a pris la responsabilité de supprimer ce dispositif pour des raisons d'économies, bien que les organisations syndicales l'aient mise en garde », a déclaré le CGT.

Le numéro du « Monde » daté 21 septembre 1989 a été tiré à 524 856 exemplaires

(Publicité)

Social

La base vote Duriez

Après trois semaines de grève dure, la Direction a finalement cédé. Bientôt les dactylos auront de nouvelles machines à écrire, sélectionnées parmi les 63 modèles du catalogue DURIEZ : Brother, Canon, Hermes, IBM, Olivetti, Olympia, Panasonic, Rank-Xerox, Sharp...

Touchées par de telles marques... de considération de leur patron, les secrétaires ont immédiatement repris le travail.

EN BUREAUTIQUE ET INFORMATIQUE, DURIEZ, C'EST L'EVENEMENT

3, RUE LA BOÉTIE (8^e)
TEL. : 47.42.91.49
112, BP St-GERMAIN (6^e)
TEL. : 46.33.20.43
132, BP St-GERMAIN (6^e)
TEL. : 43.29.05.60

Catalogue gratuit sur place ou par poste contre 3 timbres à 2,20 F.

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Arrêtez le progrès !

J'ai l'air fine, moi, avec ma poupée sur le doigt. Je me suis coupée en mangeant un biscuit. Enfin... En essayant. Hier, j'accompagnais mon amie Josée à la cantine. Elle emplit un tas de trucs infâmes sur son plateau, pamplemousse, carottes râpées, fromage blanc à 0%, compote de pommes... régime, régime. Avec la compote, un biscuit sous celophane. Elle me le refait, ça fait grossir. Tout en bavardant, je me mets à déchirer l'enroulement d'une main distraite. Il résiste. J'insiste. Je me casse un ongle. Je recommence avec mes dents. Il résiste. Pas mon bridge. Je l'attaque au couteau. Il m'échappe, et je me rattrape à la lame.

Je passe à l'infirmerie faire panser mes plaies et je force chez Maurice, bien décidée à tremper ce foutu biscuit dans mon café. On a tout essayé : un ouvre-boîtes, un tire-bouchon, un tournevis, un décapeur, un canif suisse... On a tapé dessus à coups de marteau, le biscuit, on l'a réduit en bouillie, la tasse, la soucoupe et le cendrier aussi. Pas l'emballage. Il est sorti intact du carnage.

J'en ai marre de ces luttes homériques pour arriver à déloger un morceau de fromage planqué sous la trompeuse transparence d'une enveloppe hermétique que les bunkers du mur de l'Atlantique. Ces packs de bière qui se haussent du col dans des cartons blindés qu'on est obligé de découper à la scie électrique. De ces couvercles obstinément vissés sur des bouteilles bien décidées à se le garder, leur putain de jus de fruit. Et de ces collés rigolards - chiche que t'es pas cap' de mettre la main sur ce que je t'apporte - barricadés derrière des couches de polystyrène thermocoollées et de bandes de scotch entoilées. Impossible d'en venir à bout. Même à la tronçonneuse. De dépit, la mienne en a pété sa chaîne.

Mais le plus vicieux, c'est les mélangeurs qui ont remplacé, dans les salles d'eau, les bons vieux robinets d'antan. Ces saloperies qu'il faut tourner, tirer, pousser, va savoir, il y en a pas deux pareils, au risque de recevoir des giclées de flotte brûlante ou glacée à la gueule si on a le culot de leur mettre la main à la manette !

A New-York

Au moins trois morts dans un Boeing 737-400 qui s'abîme dans l'East River

Un Boeing 737-400 de la compagnie Usair, qui décollait, le mardi 20 septembre, de l'aéroport new-yorkais de la Guardia, n'a pu prendre l'air et s'est abîmé dans le fleuve East River. Au moins trois des soixante-deux personnes qui se trouvaient à son bord ont été tuées. Sept passagers sont portés disparus.

Le pilote de l'appareil a effectué une « accélération-arrêt », c'est-à-dire qu'après avoir mis les gaz à fond pour décoller il s'est aperçu que la poussée des réacteurs était insuffisante. Il a inversé leur flux et freiné au maximum. L'avion a dérapé et poursuivi sa course jusqu'au fleuve où il s'est cassé en trois morceaux.

Le Boeing 737-400 est un bi-réacteur récent de cent-trente sièges dont les moteurs CFM56, construits en commun par l'américain General Electric et le français Snecma, ont connu plusieurs défaillances. Un appareil des Midland Airways s'était écrasé, le 8 janvier 1989, en Grande-Bretagne, après qu'un de ses réacteurs fut tombé en panne. Le pilote avait compté par erreur le seul réacteur en état de marche. Il y avait eu quarante-quatre morts et quatre-vingt-deux rescapés.

LE PREMIER GUIDE DE L'INFORMATION ELECTRONIQUE POUR LES MANAGERS

LE GUIDE DES BANQUES DE DONNEES

TELEMATIQUE MAGAZINE

500

BANQUES DE DONNEES POUR L'ENTREPRISE

Les meilleures banques de données professionnelles, commerciales, juridiques, administratives, économiques... accessibles par minitel et micro-ordinateur. HORS-SERIE EN VENTE DANS LES KIOSQUES DES 15 SEPTEMBRE

IC APPLE CENTER :
LA SEULE RAISON OBJECTIVE
D'ETRE FOU DE JOIE
A CAUSE DE LA RENTREE.
(sans passer pour un fayot)

-25% sur tout Apple*

*Opération rentrée 89, valable jusqu'au 30 septembre pour tous les étudiants et enseignants, 26 rue du Renard Paris 4^e.

-25 %, c'est quand même une bonne surprise pour la rentrée. C'est surtout une voie royale sur toute la gamme Apple. Quel plus beau terrain d'entente que la culture informatique Apple pour tous les étudiants et enseignants. L'Apple Center International Computer est un point d'ultra compétence en hardware comme en software. C'est normal, 10 ans d'Apple ça compte.

(1) 42 72 26 26



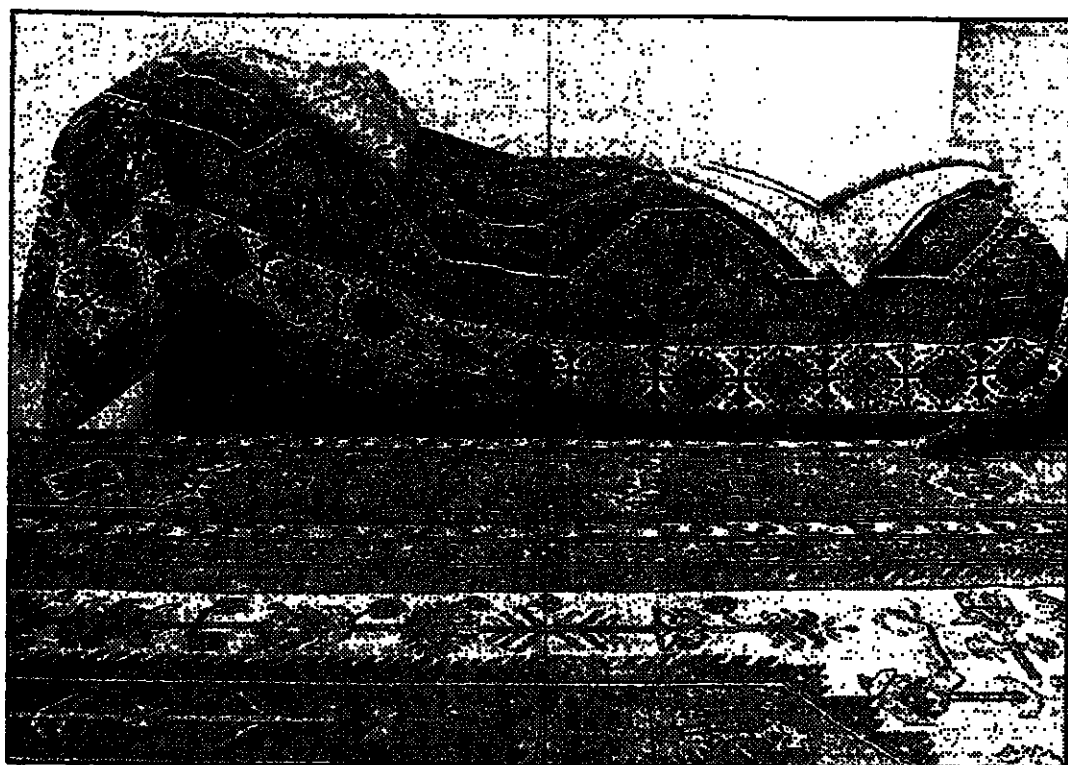
صلى الله عليه وسلم

L I V R E S • I D E E S

ARPENTIER les lieux où Freud a vécu, c'est refaire le chemin qui mène à la naissance de la psychanalyse, de ses balbutiements iconoclastes à une quasi-respectabilité. C'est aussi dévider l'histoire d'une époque finissante — la Vienne du début du siècle — et revivre le traumatisme de deux guerres mondiales dont Sigmund Freud fut le témoin désolé.

La biographie de celui-ci y insiste : il est mort voilà cinquante ans, le 23 septembre 1939, à Londres, chassé de Vienne par les nazis. Vienne capitale d'un empire réduit en 1918 à l'état de province. Vienne la frivole et, en même temps, humus du génie : Freud, Schöberg, Schnitzler, Klimt... Vienne, en ce début de siècle, triomphante et guettée par la décadence, condensé d'une Europe dont l'étoile commençait à pâlir.

Freud détestait Vienne, qui le



Le divan

Du côté de chez Freud

Le père de la psychanalyse est mort voici tout juste cinquante ans. Son appartement de Vienne et sa maison de Londres sont devenus musées. La ferveur d'aujourd'hui rachète l'isolement qui fut longtemps le sien.

lui rendait bien. Il a fallu attendre 1971 pour que l'appartement du 19 Berggasse, où la psychanalyse devint science de l'inconscient, soit transformé en musée. Freud y vécut en famille et y fraya sa route, presque solitaire, pendant quarante-sept ans.

Les guides de Vienne n'omettent plus de signaler l'existence de ce musée, fier désormais d'une affluente qui croît avec les années. Après l'avoir ignoré, tenu à distance puis chassé, Vienne revendique Freud aujourd'hui comme l'un de ses génies. Exilé dans son propre pays, le père décrié de la psychanalyse n'en reviendrait pas de découvrir, au pied de la Hofburg, sur les tourniquets de cartes postales proposées aux touristes, sa photo entre celles de François-Joseph et de Sissi l'impératrice.

Les pèlerins de la psychanalyse se bousculent pareillement au 20 Maresfield Gardens, une confortable maison de briques rouges, à Hampstead, un quartier résidentiel du nord de Londres. Après la mort de Freud à l'âge de quatre-vingt-trois ans, sa fille Anna, la dernière de ses six enfants, sa préférée aussi, y entreprit longtemps la flamme (la traite de poudre) de la psychanalyse. Lorsqu'elle disparut à son tour, en 1982, la dernière demeure de Freud se prépara à devenir musée.

Ouvrant en 1986, il abrite « le »

divan, offert à la fin du siècle dernier à Freud par l'une de ses patientes et apporté avec lui de Vienne. Sa silhouette courte et massive, le lourd chéris qui le recouvre, sont dans le ton d'un intérieur bourgeois de l'époque. Sauf que pour les fidèles de l'église psychanalytique (et de ses chapelles) il est à la psychologie des profondeurs ce que la pomme de Newton (pour peu qu'elle ait été conservée...) est à la gravitation universelle.

Si l'on n'est pas obligé de partager la ferveur de ceux qui viennent se recueillir au 20 Maresfield Gardens, il faut quand même mesurer ce que fut ce divan pour l'intelligence des « maladies nerveuses ».

La fidèle, riche et généreuse Marie Bonaparte, qui aida la famille Freud à fuir à Londres, explique dans *Le Petit Parisien* du 14 juin 1938 (les Freud viennent de transiter par Paris) le rôle du fameux divan dans l'art de l'illustre professeur : « La psychanalyse se pratique ainsi : le malade est étendu [...], bien au repos. Le psychanalyste s'installe derrière lui et le prie de dire tout ce qui lui passe par l'esprit [...], que ce soit insignifiant, choquant, dégoûtant, impoli, voire grossier. »

Choqués, les contemporains de Freud l'étaient. « Dégoût-

tante », sa théorie de la sexualité lui avait valu dès 1905 une hostilité pratiquement générale. Et insignifiant fut l'accueil que les Viennois réservèrent à *l'Interprétation des rêves* : en 1906, six ans après la publication de ce qui reste son livre majeur, il ne s'en était vendu que trois cent cinquante et un exemplaires !

Vingt-cinq cigares par jour

Être en butte à une telle suspicion n'empêchait pas Freud de tracer sa voie, quel que soit, souvent, son désenchantement. *L'Interprétation des rêves*, où l'on entrevoit son cheminement futur, s'ouvre sur cette épigraphe-programme due à Virgile : « Si je ne puis remuer le ciel, je secouerai l'enfer. »

Avec pareille profession de foi intellectuelle, on ne faisait pas carrière dans la Vienne respectueuse de cette époque, surtout si l'on y ajoutait la malchance d'être juif. Et si, raconte Octave Mannoni, on se reconnaissait une dette à l'égard d'un célèbre gynécologue qui professait que pour guérir une hystérie, le mieux aurait été de lui délivrer cette ordonnance : « Pénis normal, à renouveler... »

De fait, le docteur Freud dut attendre dix-sept ans pour obtenir le titre de professeur, alors qu'à cette époque, rapporte l'un de ses biographes américains, Peter Gay, ses collègues ne patientaient en moyenne que huit ans. Freiné dans sa carrière,

en proie aux effroyables difficultés qui frappèrent les Viennois après 1918, Freud fut contraint de recourir, sa vie durant, à la générosité de ses amis. En 1919, il dut même demander à un journal hongrois, qui lui avait réclamé un article, à être payé en pontons de terre...

Pour autant, la vie que Freud menait à Vienne pendant plus d'un demi-siècle n'est pas que de privations. Elle est celle d'un père de famille attentif, sinon toujours présent, aux activités intellectuelles dévorantes. Et à l'emploi du temps rarement fantaisiste.

Freud s'accorde une promenade par jour, rejoint de son pas rapide le Ring, la solennelle artère qui ceinture la Vienne historique, et s'arrête volontiers au Café Landtmann, si viennois encore aujourd'hui qu'il ne doit pas avoir beaucoup changé. Il fait halte chez son marchand de cigares. Il en fume vingt-cinq par jour, une mauvaise habitude à laquelle il doit un cancer de la mâchoire auquel il résista quinze ans et qui lui coûta de multiples et douloureuses interventions chirurgicales.

Sous la surveillance de la Gestapo

Il ne subsiste plus grand-chose aujourd'hui au 19 Berggasse, de l'univers familial de Freud. Meubles, bibliothèque et tableaux l'ont suivi à Londres en

1938, où il faut reconstituer mentalement le bureau et le cabinet viennois du grand homme.

Par chance, il nous reste les clichés d'Edmund Engelman, un jeune photographe qui, à la veille de l'exil de Freud, immortalisa les lieux à la barbe de la Gestapo, qui surveillait l'immeuble.

Freud travaillait entouré de statuettes anciennes qu'il collectionnait avec passion et qui encombraient jusqu'à son bureau (cet engorgement de l'archéologie de l'inconscient pour l'archéologie est un rapprochement facile mais juste).

Les photos d'Edmund Engelman nous montrent aussi l'appartement privé de Freud, qui jouxtait son cabinet. Le décor victorien est celui d'un bourgeois conventionnel qui préférait accrocher au-dessus du divan de ses patients une mauvaise reproduction du temple d'Abou-

LE FEUILLETON

de Bertrand Poirot-Delpech, de l'Académie française

Bonheurs

Une grande dame de la littérature, Nathalie Sarraute, avec *Tu ne t'aimes pas*, et une débutante, Françoise Bouillot, avec *la Boue*, réunies pour le dernier feuilletton de B. Poirot-Delpech.

Page 42

PHILOSOPHIE

Un inédit de Sartre

En 1948, le philosophe tente, contre Heidegger, de fonder une morale de la liberté.



Page 46

D'AUTRES MONDES

par Nicole Zand

Ghetto juif, ghetto polonais

Un sujet brûlant. Un catholique polonais, J.M. Rymkiewicz, s'interroge sur la « shoah » d'hier et l'« antisémitisme sans juifs » d'aujourd'hui.

Page 48

La rencontre de Gaulle-Sartre

Selon Bernard Fauconnier, le général aurait reçu le philosophe en Irlande, en 1969. Une fiction vraisemblable.

L'ETRE ET LE GÉNÉRAL, de Bernard Fauconnier, éd. Régine Desforges, 158 p., 89 F.

L'agent de cette rencontre entre le général de Gaulle, en mai 1969, dans sa retraite d'Irlande, et le Nobel récalcitrant Jean-Paul Sartre est Maurice Clavel, le gauchiste illuminé. C'est, pour les tatillons, la seule invraisemblance de *L'Être et le Général*, qui relate cette rencontre, car Maurice Clavel, en réalité, est entré dans la vie militante de Sartre deux ans plus tard. Pour le reste, tout est crédible. Je ne sais si de Gaulle aurait souhaité s'entretenir avec le philosophe de la contestation pour essayer de comprendre Mai 68 et ses suites, mais je suis sûr que, si le grand

homme lâché par les siens avait fait à Sartre la promesse que leur rencontre resterait clandestine, le « petit homme », comme l'appelaient ses amis des années 30, ou le « cher petit être », comme l'appelaient parfois Simone de Beauvoir, l'aurait acceptée, par curiosité gaie, lui qui, jeune homme, prétendait que, comme Hippocrate, il n'avait jamais rencontré personne qui le valût.

Voici donc *Les chènes qu'on abat*, version Sartre, beaucoup plus amusante et, en définitive, plus profonde que la version Malraux où, à vrai dire, comme le dit sans révérence l'auteur, c'était plutôt « les fraises qu'on sucre ». Une des phrases prêtées par Malraux à de Gaulle semble avoir servi de déclencheur au

roman du jeune philosophe Bernard Fauconnier : « La bêtise peut parler pour ne rien dire, l'intelligence, non. Vous verrez. Il faudra en revenir à savoir ce que l'on pense. On peut se battre pour des passions confuses, on ne peut pas — vous voyez ce que je veux dire ? — se battre tous les jours pour des calembredaines. On finit par la vente des journaux gauchistes sur les boulevards ; non par manque de courage, mais ce courage-là ne rencontre jamais son ennemi. Si j'avais dit à Staline que bientôt chez nous les adversaires de l'Etat — du gouvernement — ne parviendraient pas à se faire arrêter, il aurait pensé que je devenais fou. »

Michel Contat.

(Lire la suite page 46.)

JACQUES FOLCH-RIBAS



La chair de pierre

ROMAN

La "passion" d'un bâtisseur ; l'homme qui, au XVII^e siècle, fit Québec.

ROBERT LAFFONT

des livres ouverts sur la vie

ACTUALITÉS

Suède, paradis des écrivains

Le succès du Salon de Göteborg le confirme : le livre se porte bien au pays de Strindberg

Göteborg est une jolie petite ville au bord de la mer, à 500 km au sud de Stockholm. C'est là que depuis cinq ans a lieu un Salon du livre. Du 7 au 10 septembre, 57 000 personnes ont visité ce Salon. Quand on sait que l'entrée est à soixante couronnes (soit 60 F.), que le prix du livre est assez élevé — environ 30 % de plus qu'en France, — un constat s'impose : la Suède est un pays où on aime le livre, où on lit énormément. Il faut dire qu'il existe dans ce pays un système de bibliothèque qui encourage et favorise la lecture. Huit millions d'habitants disposent d'environ trois mille bibliothèques. Un comité de sélection achète sur épreuves les ouvrages que lui proposent les éditeurs. De quatre cents à mille cinq cents exemplaires sont ainsi vendus avant même la parution du livre. Les auteurs et traducteurs perçoivent un pourcentage sur les prêts. C'est l'Etat qui règle ces droits dérivés.

Les écrivains sont bien organisés et savent défendre leurs droits. Leur association, une sorte de syndicat avec un bureau élu démocratiquement, existe depuis 1893. Puissante, efficace et apolitique, elle a réussi à instaurer des règles et traditions qui protègent l'écrivain. Elle a négocié avec l'association des éditeurs ce qu'on appelle « un contrat minimum ».

Le prix du livre étant libre, les droits d'auteur sont calculés sur le prix que l'éditeur consent au libraire. L'auteur perçoit 27,5 % sur ce prix de vente ; il doit payer lui-même ses cotisations sociales. Il lui reste environ 20 % net (15 % sur le « poche »). L'auteur est propriétaire de ses droits annexes (droits étrangers, droits d'adaptation audiovisuelle, etc.).

Dans l'ensemble, les écrivains arrivent à vivre de leur écriture. L'Etat subventionne leurs recherches, accorde des bourses et des aides. Les passages à la radio et à la télévision sont bien rémunérés. Pour Jan Myrdal, auteur d'une soixantaine d'ouvrages (romans, essais, reportages), la condition de l'écrivain est plutôt bonne : « En Suède, me dit-il, l'efficacité de notre syndicat est parvenue à nous garantir ceci : tous les droits sont des droits d'auteur ! On continue toujours à négocier pour améliorer notre situation. Nous luttons par exemple en ce moment pour régulariser les différents droits en vue d'abolir définitivement les droits annexes ».

Pour Karl Otto Bonnier, directeur de la maison du même nom, « le livre se porte plutôt bien ; 30 à 40 % des ouvrages publiés sont tra-

duits : la langue anglaise en tête bien sûr, c'est notre deuxième langue. Mais on se tourne à présent vers la France et la francophonie ».

Pour la première fois, un grand prix littéraire doté de 100 000 couronnes va être attribué cette année. Il s'agit du Prix August (Strindberg). La profession voudrait en faire un prix de prestige et ainsi un best-seller, c'est-à-dire atteindre cent mille exemplaires, chiffre exceptionnel pour ce petit pays.

Tahar Ben Jelloun.

Des poètes français à Sarrebruck

Organisé par l'Institut d'études françaises de l'université de la Sarre, que dirige Jean-Louis de Rambures, une soirée poétique franco-allemande réunira sept poètes et leurs traducteurs sarrois : Marie Etienne, Bernard Noël, Pierre Oster, Jacques Reda, Jean Ristat, Jacques Roubaud, Bernard Vargartig avec, notamment, Ludwig Harig, l'auteur d'*Une jeunesse allemande*, Eugen Helmle traducteur de Queneau et de Perec.

Cette manifestation aura lieu le jeudi 28 septembre au Kulturcafé de Sarrebruck. (Renseignements : Institut d'études françaises, Sarrebruck ; tél. : 19-681-36175.)

Les Goncourt à Nancy

Le onzième « Livre sur la place » se déroulera à Nancy du 21 au 24 septembre et sera cette année, organisé autour de la figure et de l'œuvre des frères Goncourt.

Ce choix ne doit rien au hasard. D'une part, parce que les deux frères sont de souche lorraine — Edmond est né à Nancy et toute leur parenté vit dans la région. Ensuite parce qu'on réédite cet automne le *Journal* de Jules et d'Edmond ; enfin parce que le jury Goncourt décernera cette année encore sa bourse annuelle de la biographie à Nancy, en même temps qu'il fera connaître sa première sélection d'automne pour le prix Goncourt.

Une dizaine d'anciens lauréats de ce prix viendront participer aux débats et aux tables rondes — le *Monde* les réunira avec les membres présents du jury Goncourt le samedi 23 à 17 heures, sur le thème « A quoi sert le prix Goncourt ? », ainsi que des dizaines d'écrivains, d'éditeurs, de critiques.

Vous écrivez ? Écrivez-nous !

Important éditeur parisien recherche, pour ses différentes collections, manuscrits inédits de romans, essais, récits, mémoires, nouvelles, poésie, théâtre. Les ouvrages retenus feront l'objet d'un lancement par presse, radio et télévision. Contrats définis par l'article 49 de la loi du 11/03/57 sur la propriété littéraire. Adresses manuscrits et CV à : La Pensée Universelle Service L. M. 4, rue Chateaubriand 75004 Paris. Tél. 48 87 08 21.

LA PENSÉE UNIVERSELLE ÉDITEURS



Voici enfin disponibles les *Mémoires* de l'abbé Grégoire. Rédigés sous l'Empire, elles livrent à nu la personnalité hors du commun de cet évêque républicain. A l'heure où les cendres de l'abbé Grégoire sont déposées auprès de celles des grands hommes de la République, ces pages où héroïsme, fidélité et amour de la Liberté s'expriment avec une passion intense pour réfléchir à la signification profonde de la Révolution française.

160 F.

Editions de Santé

19, rue Louis le Grand 75002 Paris. Tél. : 47 42 86 21

LE FEUILLETON

de Bertrand Poirot-Delpech

de l'Académie française



Nathalie Sarraute.

Bonheurs

méditations de Brice-Parain. L'élucidation continue de ce qui est dit devient le personnage principal du livre.

Parfois, la conversation cesse de raviver des significations appauvries et cherche à cerner des nuances de sensations n'ayant aucun nom dans aucune langue, ce qui, comme dit Cézaré à propos d'autre chose, « s'enchevêtre aux racines mêmes de l'être, à la source impalpable du sentiment ». Ces choses innommables sont désignées par images comme du « mou », du « flageolet », du « bourbeux ». A y mettre le pied, on risque l'enlèvement. Il est question d'un « grouillement de choses fuyantes qui se cachent dans des trous sombres, des sentes humides », et dont l'homme-qui-s'élève affirme, pour sa commodité, qu'elles le « dépassent ».

Un freudien de village ne tarderait pas à conclure de ces métaphores que l'inexprimable appartient au monde inquiétant de la femme, tandis que l'homme se réserverait la sérénité de décrire le sens des choses visibles, en surface. Il y a de la complaisance de gynécée chez les interlocuteurs, face à un mâle fort de son inaptitude à saisir les nuances, le non-dit.

ON dirait, ces bavardes, des écolières, des gamines autour du coffre à jouets qu'est, pour elles, le vocabulaire. Au fond, elles se moquent du génie auto-proclamé par qui elles se prétendent éblouies. Elles savent de science infuse et diffuse que la femme est l'espoir de la langue, sinon l'avenir de l'homme. Il ne leur resterait plus qu'à s'aimer elles-mêmes autant que s'adore leur imposteur et maître. S'il leur manque quelque chose, c'est l'audace de se préférer, source d'épanouissement contagieux.

Ainsi résumé, le livre peut sembler abstrait. Il ne l'est pas du tout, pas plus qu'un bavardage d'après dîner entre gens qui adorent parler tout en s'étonnant du piège permanent qu'est le langage. Si on demande à un livre de nous étourdir avec les fiançailles d'une héritière du siècle dernier, mieux vaut contourner *Tu ne t'aimes pas*. Mais si on attend de la lecture qu'elle

nous incite et nous aide à décapier le vernis des mots courants, à les charger de sens nouveaux et toujours provisoires, alors il faut savoir que Nathalie Sarraute, dont c'est la hantise, nous offre encore une fois l'occasion d'un tel enrichissement, d'un tel bonheur.

C'EST un bonheur différent mais aussi indéfinissable que donne Françoise Bouillot. Après l'écrivain chevronné, une débutante pleine de promesses. Françoise Bouillot, trente-cinq ans, signe aujourd'hui son deuxième livre (*Le premier, Roman de Robert*, date de 1988).

La Boue nous plonge dans un monde négligé sous prétexte qu'il tendrait à disparaître, celui du sous-prolétariat rural. Nous ne savons plus, nous ne voulons plus savoir, ce que c'est de vivre entre les seaux, la paille, l'urine et le lait répandu. La Nature, les citadins y retournent, en excursion. Ils ont oublié qu'elle pique, qu'elle empoisonne, ensanglante, que les mères y tuent leurs petits, que les ronces y gagnent sur les fleurs, que tout y marche à la violence, à la haine, à l'horreur. L'homme suit.

La présence catholique jetait sur cette vie de fauves un semblant de douceur civilisée. C'est fini. Les platres

des églises de campagne s'écaillent derrière les portails clos. Le bistrot du village meurt à son tour. Le château ne sert plus de repère pour l'admiration ou la détestation. Il change de mains. Des managers bizarres s'imaginent qu'ils vont rentabiliser la terre. Les laissés-pour-compte du modernisme ne peuvent que rabâcher, verre en main, les vieilles affaires louches dont se nourrissait l'existence villageoise : l'enfant tombé au puits, le cimetière d'Allemands ; « nos histoires à nous », quoi !

UNE honte commune rassemble les survivants de la Boue. Inutile de révéler quelle honte, ces choses-là se surprennent dans la pénombre des pages et des granges. Elles aident à supporter le manège des saisons, le sang des oies égorées, le cri des cochons qu'on assomme, toute cette barbarie baptisée sélection naturelle.

La Boue se lit comme on enjambe une flaque de purin, pour demander son chemin au fond d'un bocage. L'effet de dépaysement n'est pas cultivé pour lui-même. Les mots les plus simples opèrent le miracle de nous immerger dans un univers dont le nombrilisme rive gauche de la production romanesque actuelle nous avait fait oublier jusqu'à l'odeur.

Ecoutez, par exemple, ce que Françoise Bouillot, sans hausser le ton et en jouant de la musique des mots, nous dit d'une certaine honte aux champs : « C'est elle, c'est sa grande ombre après l'éblouissement de l'été dehors, qui jette les servantes bray en croix sur les meules, qui fait s'allonger des hommes sous d'autres, dans la poussière de blé. C'est de là que jaillissent les rats, avec leurs yeux rouges et leur queue interminable et chauve... »

Une voix est en train de se placer, il me semble, sur un registre de réalisme nu, dans la lignée de Béatrix Beck. S'il fallait rapprocher en raison Françoise Bouillot de Nathalie Sarraute, on pourrait évoquer Pirandello, la première rappelant le naturalisme, la seconde le dramaturge des faux-semblants. Mais, plus naturellement, il y a du plaisir à réunir une très grande dame de la littérature et une débutante, dont la même passion du mot juste fait notre joie.

Justifier une consécration et hasarder une découverte, sous le signe du même bonheur de lecture : c'est une manière de récapituler ce qui m'a toujours animé, comme critique.

Ce feuilleton est en effet le dernier. Voyez le pouvoir des mots : tant que la décision était « dans l'air », l'affectif en semblait absent. De l'annoncer noir sur blanc en dégage l'émotion, comme le fait d'apprendre un deuil aux amis relance les larmes. On ne met pas fin sans peine à dix-sept ans d'une certaine tâche ; et quelle tâche !

Plus de cent livres reçus chaque semaine, une dizaine d'entre eux lus, deux ou trois épluchés crayon en main, au total des milliers d'ouvrages dévorés et de journées rivées à des textes, près de huit cents articles publiés, l'équivalent d'une douzaine de volumes...

Non, je n'ai pas perdu l'appétit pour autant ! Un livre maladroît fait plus penser et rêver, il dégage plus de liberté et de bonheur à vivre que le charriage d'images truquées et de mots creux qui obscurcit notre vie. A y bien regarder, c'est ce que je n'ai cessé de répéter. Et je continuerai. Mais quoi ! L'écriture donne envie de démontrer qu'elle peut tout faire : traverser les arts d'expression, les cultures, les frontières, les mentalités, les apparences. J'essaierai de le prouver chaque semaine à partir du 27 septembre.

Un réseau de sympathies puissantes et secrètes comme la lecture même s'était tissé ici, autour de « Seigneur le Mot », entre auteurs, éditeurs, libraires et lecteurs. A eux tous, aux derniers notamment, je dis merci de tout cœur. — B.P.D.

NDLR : à partir du jeudi 28 septembre (*Le Monde* daté du 29 septembre), le feuilleton sera assuré par Michel Braudoux.

LIVRES • IDÉES
ROMANS

Jack-Alain Léger pamphlétaire de charme

Une machine de guerre contre le monde
littéraire montée en divertissement baroque

LE SIÈCLE DES LUMIÈRES

de Jack-Alain Léger,
Orban, 348 p., 125 F.

Jack-Alain Léger est un écrivain-Proteus, et qui s'en flatte. Il a touché à tous les genres, changé trois fois de nom d'auteur, sept fois d'éditeur, comme les tirages confidentiels comme le succès mondial. On l'avait laissé, il y a deux ans, sur un gros roman, *Wanderweg* (1), presque historique, tout chargé d'événements et de personnages, qui suivait l'avènement du nazisme en Allemagne autour d'un héros inoubliable, un compositeur de génie, auquel Richard Strauss servait de lointain modèle. Cette création objective, où les fastes rouges et or de l'Opéra cotoyaient la barbarie, lui avait ouvert les portes de chez Gallimard.

On le retrouve aujourd'hui, dans une nouvelle maison, plus que jamais aux prises avec lui-même, ressentant son déchirement intime, narré ses dernières misères, rappelant ses malheurs passés, écrivain, en outre, le livre qu'il nous donne à lire et sur lequel il s'interroge. Il en résulte une œuvre qui diffère de ses précédents autopsies, presque rose, comique, en bien des pages, subtile dans l'agencement de ses motifs très variés, véhéments et poétiques tout ensemble, puisqu'elle s'ingénie à faire régner une précoce douceur de vivre dans un monde dont elle dénonce la grossièreté, la bêtise, l'arrogance, les prétendus progrès, les fausses valeurs : notre « siècle des ténèbres ».

Quintet
et solo

Le livre se présente d'abord comme un spectacle, bien situé, bien daté. Le rideau s'ouvre sur une demeure coquette, en Champagne, par une belle soirée de l'été dernier. Cinq amis ont décidé de passer leurs vacances ensemble : le couple des hôtes, qui ont deux jeunes enfants, un ethnologue, une cinéaste, et notre écrivain-narrateur-auteur, qui se remet à écrire après une panne-éclat. Ils devisent gaiement de littérature, de musique, de civilisation, en buvant le vin champagne qui ne remédait ni à

de la propriété et en écoutant des disques de Mozart. Ils adorent le dix-huitième siècle. Entre eux, l'harmonie règne, savamment entretenue par une prudente délicatesse dans leurs rapports.

Nous sommes dans un roman-conversation, une sorte de quintet qui alternera avec le solo de l'écrivain à mesure que son roman prendra corps. L'hiver précédent, il a mis fin à une psy-

chétaire, un peu trop reconnaissable, tournée au règlement de comptes. « L'empoisonneuse » ne lui a-t-elle pas proposé, pour des raisons commerciales, de « couper » dans son précédent roman, de changer son titre ? Quel sacrilège !

Le solo ne s'en tient pas à cette tonalité polémique. Un voyage à Munich auprès d'un ami allemand, séduisant figure peinte comme un Papageno tra-

fuyant, insaisissable, à la fois roman et essai sur le roman, procès et cure.

Jack-Alain Léger multiplie pourtant les références, littéraires les unes, musicales les autres. Il se voit en Diderot, en don Quichotte, en Saint-Simon... Il tente, à travers les phrases, de rejoindre Mozart, ses motifs où la joie éclate, ses quintets, ses opéras...

« Le siècle
des ténèbres » ?

Mais son principal modèle, il ne le révèle, imprudemment, qu'à la fin, reliant ainsi ce roman-ci à *Wanderweg*. C'est le *Capriccio*, de Richard Strauss, conversation en musique qui se déroule dans un château en 1775. Il analyse cet opéra ironique et léger, composé en plein déchaînement de la violence nazie. Il rappelle comment se déroula sa première représentation, le 28 octobre 1942 : si tôt le rideau baissé sur les feux de la fête insolite, les sirènes d'une alerte déchirèrent la nuit.

Ce final, saisissant dans sa simplicité, reprend le livre et l'emblématique. Il en exagère toutefois la portée. A qui fera-t-on croire que les maux dénoncés ici : détérioration du langage, ruine des formes, abus de pouvoir des médias, des éditeurs, des critiques, nous conduisent au pire des trous noirs ? Il n'y a, au cœur du « siècle des ténèbres », qu'un écrivain blesmé qui monte en divertissement baroque une machine de guerre contre son petit monde. Mais il nous prend si bien au jeu de ses images, de ses contrastes, de ses métamorphoses, où se manifeste sa nostalgie du siècle des Lumières, que la satire se fait charme.

Jacqueline Piatier.

(1) Grand prix des lectrices de
Elle.

Michel-Ange en démon

Frédéric Rey a écrit « sa » vie du peintre.
Un regard neuf et sombre
pour une déclaration d'amour du beau

L'HOMME MICHEL-ANGE

de Frédéric Rey,
Éditions de Fallois,
594 p., 130 F.

Il existe, paraît-il, une catégorie de « biographies romancées ». On aurait cru que toute biographie, fût-elle cuirassée de notes et lestée de citations, tenait de la fiction, à l'insu de son auteur, le plus souvent, lequel ravaude, raccommode et coud bout à bout anecdotes et morceaux de certitude usés par le temps. Il se pourrait même que l'exercice biographique gagne à s'avouer subjectif et à renoncer à toute chimère d'exactitude, ne serait-ce que par honnêteté et parce qu'il peut alors librement s'autoriser satire et apologie. Plutarque est, en la matière, un excellent modèle.

L'Homme Michel-Ange, de Frédéric Rey, est une de ces « biographies romancées ». Il a fallu ce titre disgracieux et le mot « romancé » pour distinguer l'ouvrage de la multitude des biographies « non romancées », ou supposées telles. Il se trouve néanmoins des historiens de l'art pour déclarer l'ouvrage déconstruit par telle inexactitude ou tel anachronisme. Ange Politien était-il tel que Rey le décrit ? Et Jules II ? Et Paul III ? Graves questions...

Frédéric Rey a mêlé trois motifs essentiels : l'époque, l'artiste et la morale de la création. Le premier est le plus propre à surprendre et à séduire. L'auteur se plait au pittoresque des lieux, cérémonies et scènes de genre. Des bords de l'Arno aux bains publics de Rome et aux rives du Tibre peuplées d'athlétiques batailles, son héros visite toutes sortes d'endroits, bien ou mal famés. Il préfère les plus mal fréquentés, ceux où les mercenaires se baignent sans pudeur, où la débauche se dissimule dans les vestiges des thermes impériaux, où les corps les plus mâles s'exhibent dans la pénombre.

Ce n'est pas là la Renaissance méditative et héroïque que l'on vante d'ordinaire, mais une autre, paléenne et scabreuse.

Celle de Michel-Ange, le débauché tragique, le peintre furieux et malade, celle du démon Michel-Ange que Rey dépeint. Ce misanthrope convaincu de son génie, fils d'une famille ruinée et rustique jeté dans des cours princières et papales, déconcerté et dépit par sa roideur et la dureté de ses jugements. Il abomine Léonard de Vinci, sa belle chevelure et ses costumes roses. Il ne respecte ni le savoir ni la subtilité de Pie de La Mirandole. Il est vainqueur et sournois dès qu'un artiste menace sa gloire. C'est, par excellence, le grand peintre méchant homme.

Et méchant parce que malheureux sa jeunesse durant, convaincu de sa laideur et affligé autant par la solitude que par la compagnie. Là serait le nœud de son destin, le ressort de son drame et de son génie. Tout le livre suggère, sans tomber dans le pathos, que Michel-Ange a longtemps souffert avant de consentir à satisfaire ses appétits sexuels autrement que par des dessins de bûcherons et de soldats et que son art, né de la frustration, n'aurait atteint sa plénitude qu'une fois celle-ci guérie. Le meilleur du roman est dans le récit des promenades nocturnes dans Florence et Sienne d'un jeune homme partagé entre désir et refus du désir. Dans le détail des tourments et le récit de ces chasses à l'homme qui finissent quand le chasseur n'ose pas s'emparer de la proie, Rey parvient à une grandeur sombre.

L'art
et le désir

La souffrance et la honte l'inspirent mieux que le bonheur. Quand Michel-Ange aime et est aimé, le roman perd de son intensité, et le romancier de sa vigueur. Il raconte ce qu'il faut bien raconter, la Sixtine, Saint-Pierre, l'apothéose romaine et la vie rangée en compagnie de Tommaso Cavalieri, mais il a envie d'abréger. L'essentiel est déjà dit. Autant Rey tire brillamment parti de son héros dans les deux premiers tiers du livre, autant il paraît ensuite encombré de son grand homme.

Il y a néanmoins une morale dans cette vie, morale de la création artistique qui suggère que l'art est à sa perfection quand le désir sexuel, quel qu'il soit, est assouvi. Tout s'explique alors : si Michel-Ange est devenu le « divin », c'est parce qu'il a vécu en une période de licence et servi des pontifes qui préféraient la lecture de Boccace à celle de Saint-Paul et célébraient les noces du paganisme et de la chrétienté. Et si Rey dépeint Savonarole et ses zéloteurs comme de sinistres imbéciles — ce qu'ils étaient, selon toute vraisemblance — ce n'est point sans raison, mais parce qu'il concilie, terreur religieuse et obsession de la pureté vont de pair, pour le plus grand malheur des peuples et des œuvres. La « biographie romancée » finit en réflexion esthétique et historique ardemment argumentée. On ne peut songer sans regret que cette apologie de la création est le dernier livre de Frédéric Rey, récemment disparu (1), et que son œuvre se clôt sur une déclaration d'amour du beau.

Philippe Dagen.

(1) Le Monde daté du 9-10 juillet.

Voyage dans un cerveau

BRUCKNER FILS

d'Alain Monvoisin,
éd. Jacqueline Chambon
151 p., 75 F.

Le lecteur qui ouvre le premier roman d'Alain Monvoisin, Brückner fils, risque d'être déconcerté par les premières pages du récit. Ne serait-ce que parce qu'il lui faut pénétrer au cœur du labyrinthe cérébral du héros — invitation inhabituelle — et se faire témoin, à la façon d'une cellule enregistreuse, des multiples secousses météorologiques, typhons et cyclones, qui bouleversent cet univers instable. « Déblayer. Rebâtir. Le terrain du cerveau ne se prête pas aux constructions « en dur ». Des combles aux caves, Brückner fils, « 36 ans (trente-six) », tente frénétiquement de faire front aux tempêtes, de colmater les fuites et les brèches, d'étayer les fondations...

Cela se passe aux Malouines, dans une propriété vouée au délabrement, noyée dans la boue d'innombrables champs de betteraves. Brückner fils, peintre en quête de « l'hydre à combattre », est accouru là pour assister sans larmes à l'enterrement de Brückner père, retrouvé mort au-dessus d'un bac de tripes sanguinolentes, réservées aux molosses. « 23 ans (vingt-trois) », qu'il n'avait pas revu ce père, « archétype modèle de la délinquance » qui courrait aux ornières du petit garçon les

« détails de sa liaison amoureuse avec Manu-Adler », le poète gestionnaire des Chants catalaniques et lui lisait les fragments d'un traité de son cru sur le suicide. Enfermé dans sa chambre d'enfant, nourri par le vieux Fatty — « 220 kilos (deux cent vingt) », — qui, « littéralement, engraisse comme il respire », d'exercices de rire en exercices de haine, la pensée effolée de Brückner « psychopompe » n'en finit pas d'opérer le bouclage du deuil. Des « kilomètres de pensées » fugitives, exacerbées par la « vision d'enfer » qu'il aimerait arrêter une bonne fois pour toutes. Mais rien à faire : le suicide aux œufs durs et au vin blanc n'a pas marché, et la vie continue...

Brückner fils est passé aux « exercices de restructuration » : Adrien Brückner est-il mort de sa mort naturelle ? Le poète-gestionnaire, le vieux Fatty et le nègre de Maïga n'en veulent-ils pas aux vestiges du royaume des Malouines ? Auquel cas le peu de Brückner fils ne vaut plus très cher...

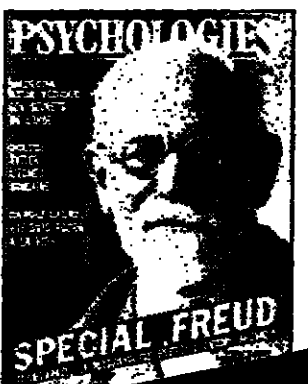
Le lecteur n'aura pas perdu son temps dans le cerveau de Brückner fils. Alain Monvoisin, sculpteur de profession, a su modeler un texte envoûtant, vif et subtil. Il y a, dans cet étrange récit, de très belles pages, écrites dans un style tendu et surprenant.

Valérie Cadet.

La psychanalyse, cinquante ans après la disparition de FREUD, est-elle encore incontournable ?

PSYCHOLOGIES, le magazine qui s'intéresse à ce qu'il y a de plus secret en nous, propose ce mois-ci un volumineux dossier sur FREUD et son œuvre.

Vous y trouverez une définition claire des concepts de la psychanalyse, une liste des termes les plus couramment utilisés, des enquêtes, des interviews, des articles documentés. Un ensemble qui vous fournira les réponses précises à toutes ces questions que vous vous posez sur la psychanalyse.



A QUOI SERT AUJOURD'HUI LA PSYCHANALYSE ?

PSYCHOLOGIES « SPÉCIAL FREUD »

N° 68 - Septembre 1989 - En vente chez votre marchand de journaux

Utilisez votre Macintosh

à 100 %
de ses capacités

Formation et conseil en
micro-édition et infographie.
Impression laser en libre service.
Transcodage IBM • Macintosh

LASERMARK

48 bd Richard Lenoir 75011 Paris
Tél : 48 06 84 01
Lun - Ven 9.00-18.30 Sam 14.00-18.00

AU FIL DES LECTURES

par Joëlle Saraghean

Une comédie poétique

L'AMOUREUX

MALGRÉ LUI
de Benoît Duteurtre,
Gallimard,
Coll. « L'Infini »,
164 p., 88 F.

Pour son troisième roman *L'Amoureux malgré lui*, Benoît Duteurtre, vingt-neuf ans, s'est placé sous le signe du Voltaire de *Candide* : « Hélas, dit Candide, je l'ai connu cet amour, ce souverain des cœurs, cette âme de notre âme : il ne m'a jamais voulu qu'un baiser et vingt coups de pied au cul. » Quand on est jeune, solitaire, qu'on est un apprenti musicien incertain de son avenir et qu'on est la recette pour survivre ? L'amour, bien sûr.

Alors, il va essayer, ce narrateur charmant jeune homme, qui n'est pas a priori hostile à l'amour mais qui n'arrive pas à s'intéresser à « quelques frottements de chair ». Il va « connaître LA femme », sept femmes même, pour tenter de « guérir ». Puis il « essaiera » un homme, lorsque, enfin, il croira avoir découvert « l'épouvantable vérité » : « Si je n'aime pas les femmes, c'est donc que l'homme... les hommes. Cette idée me paraissait ridicule, et pourtant, à bien démentir les rouages de ma libido, (...) je ne voyais pas d'autre explication, pas d'hypothèse plus claire, plus saisissante. » Élémentaire, my dear..., puisqu'il

fait absolument, sous peine d'anormalité radicale, avoir envie, sinon d'amour, du moins de sexe.

Benoît Duteurtre tient, sans une fausse note, la ligne mélodique de sa comédie légère et poétique. Son style est suffisamment alerte et maîtrisé, son héros a assez de naïveté et de folie candide, pour que jamais l'humour ne tourne à l'effet comique, ni que l'esprit de sérieux pointe le bout de son nez. Le jeune pianiste se force à s'intéresser à ce que le hasard met sur sa route : Violetta, qui veut simplement « baiser » ; Caroline, la petite bourgeoise, qui prend des leçons de piano en rêvant de renverser, un jour, le professeur sur son lit ; Lili, la cantatrice à la voix aigre, qui se rêve en Maria Callas et travaille en cachette, à mi-temps, dans une administration ; Claire, qui aimerait jouer à la mère incestueuse ; Esther et son insupportable petit garçon, Charlemagne, qu'elle traite comme son mari...

Quelques autres encore, dont le fameux David, jusqu'à ce qu'enfin paraisse, par des détours inattendus, celle qu'on attendait : Cathy, la psychanalyste. À partir d'elle tout s'arrange, bien sûr. *Candide* laisse place au *Meilleur des mondes* et Benoît Duteurtre clôt son récit sur un dernier sourire ironique et, peut-être, une première inquiétude...

Un perdant à New-York

LES PETITS MENSONGES

de Régine Michel,
Le Pré aux Clercs,
210 p., 89 F.

Guy, le héros des *Petits Mensonges* de Régine Michel, est un beau Français, un grand blond. Vague réalisateur de reportages télévisés, il décide de se rendre à New-York pour filmer la ville... Quelle originalité !

Dans ce New-York que Régine Michel sait évoquer avec justesse et délicatesse, sans se croire tenue à l'excès de lyrisme ou de détestation dont les Européens font trop souvent usage, on sait d'emblée que Guy va perdre. Il n'est jamais là où il faut et il joue faux.

Ce que Guy découvre, ce n'est même pas la face cachée de la « grosse pomme », celle de la vraie violence, des quartiers sinistres où l'on peut mourir pour quelques dollars. Il s'installe dans le New-York de ceux qui vivent, condamnés à la précarité et à une unique obsession : le désir de rester dans ce lieu où les folies et les désastres grandioses les consolent de leurs déboires minables. Ainsi rencontre-t-il le jeune Monica,

pas encore vingt ans, d'origine brésilienne, peintre à ses heures, vivant d'expédients en tremblant à l'idée d'être chassée des États-Unis (son visa est presque expiré et elle n'a pas d'argent). Puis Diane, qui habite à Staten Island, le quartier que l'on peut rejoindre par le ferry. Diane aime le New-York portuaire, l'odeur de la mer, surprenante au pied de ce monstre urbain. Elle se grieve dans les bars de minuit et tente d'oublier qu'elle pourrait être obligée, un jour, de rejoindre son Nebraska natal...

Enfin Chris, la Canadienne, trop sage pour New-York, habite Montréal et incarne la réussite que Guy n'aura jamais. On ne sait ce qui l'attache, même provisoirement, à ce piètre amant, ce qui la pousse à proposer de financer son film, puis à différer ce projet. Peut-être simplement le désir de l'humilier. Guy, décidément, n'est pas doué pour les jeux difficiles de ce continent. (D'ailleurs, il n'était pas meilleur.) Sans vouloir briser le suspense, on peut gager que New-York le tuera. Mais de quelle manière ? Il faut sans doute lui faire confiance sur un point : son aptitude à marquer aussi sa sortie.

Du danger d'écrire

LE MANUSCRIT

de Geneviève Gennari,
Éditions du Rocher,
180 p., 89 F.

Geneviève Gennari a écrit, avec le *Manuscrit*, un texte plus intime que romanesque, dont le récit ou l'analyse peuvent difficilement rendre compte. Soit on accepte le « jeu » de Marie Marty, la dame qui garde depuis vingt-neuf ans son manuscrit dans un tiroir, dont il n'est sorti que pour de multiples refus par divers éditeurs, soit on ne veut rien savoir de cette histoire d'échecs à répétition et on referme le livre après la première page.

Dans le premier cas, on finit par se prendre pour Marie Marty, comme l'a cru Geneviève Gennari, qui a pourtant, elle, publié vingt livres. Avec

elle, on se met à croire à ce roman, le *Jeune Fille de la maison*, dont elle ne dit pourtant pas grand-chose de précis, sinon qu'il était un « nouveau roman » avant la lettre et apparaîtra désormais comme une vague copie. Il prend toute la place, le manuscrit : chassé un mari, remplace les enfants qu'on n'aura pas, s'efface devant le second mari pour mieux tenir, dans la clandestinité, le rôle de l'amant. C'est une plaisante fable, qui devrait s'appeler *Du danger d'écrire*.

Avec Marie Marty et son manuscrit, on passe un moment sinon agréable, du moins sans aucun ennui. Mais, le livre refermé, on s'envie de l'oublier. Car le morale de la fable a un air de cauchemar : que deviennent les auteurs des textes qu'on ne publiera jamais ?

L'ascétisme sensuel de Patrick Drevet

Un adolescent face au désir, dans le trouble de cet incertain passage qui mène à la maturité

UNE CHAMBRE
DANS LES BOIS
de Patrick Drevet
Gallimard, 266 p., 90 F.

« Le jeune garçon dont le personnage me hante... » La première ligne du roman de Patrick Drevet — le sixième — *Une chambre dans les bois*, dessine exactement l'espace littéraire que l'écrivain nous propose d'arpenter à ses côtés. Elle contient tous les thèmes de sa matière romanesque : la nature de l'attirance amoureuse ; l'obsession ; le regard enfin, qui découpe dans la réalité une forme charnelle pour l'ordonner à cette obsession.

On pourrait même pousser l'analyse un peu plus loin. Drevet n'écrit pas : « Le jeune garçon qui me hante », mais : « dont le personnage me hante », comme pour mieux souligner à la fois la distance que l'écriture impose d'avec l'objet qu'elle se donne, et la limite de cette hantise, attachée à une pure apparence, à ce « personnage » littérairement composé pour y répondre.

Peut-on, à force de transparence et dans l'effort obstiné, obsédé, du regard, atteindre cette pure apparence, la toucher,

si ce n'est du doigt, du moins de la plume ? Et, cette apparence une fois rejointe, peut-on l'affranchir du monde, réduire, pour ainsi dire, le monde à elle, la libérer de tout ce qui n'est pas son irrédurable pureté ?

Dans le précédent roman de Patrick Drevet, *Le Visiteur de hasard* (« le Monde des livres » du 2 octobre 1987), l'intrigue, trop enfermée peut-être dans une certaine convention romanesque sexuelle — l'attirance sensuelle d'un professeur pour son jeune élève, — abordait les questions qui sont, ici, portées plus loin, hors du soupçon d'immoralisme et de la facile anecdote érotique. Questions que nous semble appeler l'ensemble du projet littéraire de Patrick Drevet.

L'enfance
comme une légende

Le personnage central d'*Une chambre dans les bois* est un adolescent, David, qui se retrouve « pour un bref séjour » au milieu d'une équipe de bûche-

rons italiens au fond d'une « reculée » jurassienne où parviennent, lointains, les échos de l'insurrection algérienne. Le décor est posé sur lequel se détache, pour David, la figure de l'ainé, William, jeune homme sombre et taciturne. L'atmosphère est immédiate. A la fois précise, exclusive pour ce qui est de la personne qui l'exerce, et indéterminée, encore confuse quant à sa nature. En contrepoint, l'attirance réciproque de William et de la mère de David, décrite avec une grande pudeur et vérité, propose une image différente, adulte, du désir.

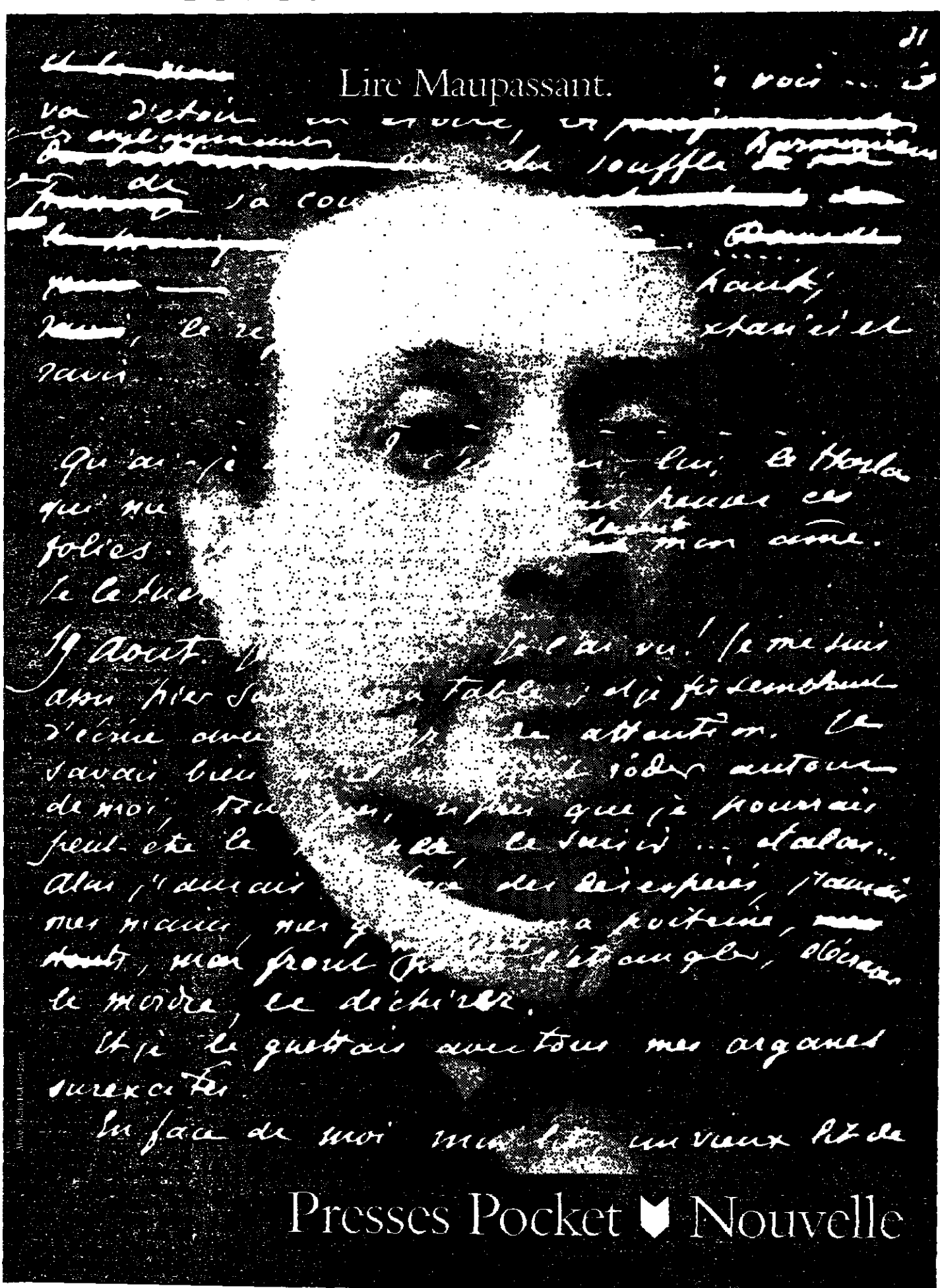
« Longtemps le réel reste lettre morte pour un être, et puis, un jour, il s'incarne dans un visage qui éveille soudain toute la puissance des sens et de la conscience. » Adoptant le point de vue de l'adolescent, transposant en lui son propre trouble, Drevet parvient à rendre extrêmement sensible cette zone d'incertitude où le désir, suivant ses méandres singuliers, cherche à se dire à lui-même. « Nous portons en nous notre enfance comme une légende... » L'âge adulte nous invite à déchiffrer cette légende, à confronter le désir au réel, à parvenir enfin au

lieu où l'adolescent sera « lu jusque dans ses profondeurs les plus reculées, considéré en ce qu'il ne connaît pas lui-même de lui ».

« Il lui est échoué de vivre à l'orée de la vie, son cœur n'est fait pour battre qu'à proportion des battements dont il devine agité le cœur des autres. » Patrick Drevet sait magnifiquement décrire ce passage trouble, incertain, qui mène aux premières marches de la maturité, cette solitude et ce « saisissement inexplicable de tout l'être » dans les prémices d'un épanchement affectif et sensuel.

« La maîtrise du langage nous dépasse des émotions qu'elle nous permet de nommer. » Tout l'art de Drevet est dans ce balancement : art ascétique en ce qu'il accepte, revendique cette dépossession ; art de la fascination traduite en mots, en style. La langue ici se fait corps, cherche interminablement à en épouser les contours. L'emploi du présent met en relief l'intemporalité de la narration, sa suspension dans le temps imaginaire du récit.

Patrick Kéchichian.



LIVRES • IDÉES
ESSAIS

Pierre Rey et l'incomparable dompteur

Dix ans en analyse chez Lacan
et quelques best-sellers pour tenir le coup

UNE SAISON CHEZ LACAN
de Pierre Rey,
Laffont, 222 p., 89 F.

Certains de ses disciples, plus insolents et donc plus clairvoyants que d'autres, avaient surnommé le Boudha « l'incomparable dompteur des âmes mal apprivoisées ». Lacan, à sa manière, était aussi un « incomparable dompteur » : il n'est que de lire le palpitant récit de l'analyse du journaliste Pierre Rey pour s'en convaincre.

Cette analyse, ce voyage initiatique dura dix ans. Lacan disait : « La psychanalyse est un remède contre l'ignorance ; elle est sans effet sur la connerie. » Ce qui s'en dégage en premier lieu, renchérit Pierre Rey, c'est une perte d'innocence envers le son creux des idées générales dès lors qu'il s'agit de généralité, de charité ou de liberté : on ne peut plus faire semblant de ne pas savoir que les dés y sont pipés.

Pierre Rey était donc un être « mal apprivoisé » lorsque Jacques Lacan le prit au lasso de son inconscient : « M'êtes-vous demandé de le rejoindre aux antipodes pour une entrevue de vingt secondes à dix millions, j'aurais trouvé l'argent et j'y serais allé. » Ainsi le veut le transfert : c'est sans doute une folie d'y céder, mais c'en est cer-



Pierre Rey : en romancier conscient des ruses de l'écriture.

tainement une plus grande encore d'y résister.

Reste qu'avec Jacques Lacan qui, tout au long de son analyse, aurait mérité le surnom d'« Avida Dollars », il fallait casquer. Et c'est là que l'histoire se corse : Pierre Rey n'a pas encore les moyens de son ambition. Tout juste parvient-il à tendre trois billets à l'incomparable dompteur, trois billets qui disparaîtront instantanément dans la poche de son pantalon. Mais après ?

L'analyse ne dissout pas seulement les illusions, elle rend parfois inventif. Et conquérant. Pierre Rey, après avoir dévoré les deux best-sellers mondiaux qui défrayaient alors la chronique, *Papillon* et *Le Parrain*, songe qu'après tout lui aussi... Il convainc illico Robert Laffont de lui consentir une confortable avance. Le voici enfin libéré de la hantise quotidienne d'avoir à payer son analyste ; le public y gagnera quelques années plus

tard le Grec, la Veuve, *Palm Beach*, *Sunset*...

Trop souvent, les récits d'analyse sont l'œuvre d'honorables psychiatres dont la platitude du style ne le cède en rien à la convention des sentiments. Ils sont entrés en analyse non pas parce qu'ils sont mal apprivoisés, mais trop apprivoisés. Rien de tel avec Pierre Rey : c'est un romancier conscient des mille ruses de l'écriture qu'il raconte ses séances rue de Lille et qu'il déjoue la dernière tentative de séduction du maître, celle à laquelle succombent presque tous ceux qui ont tâté du divan : devenir analyste. Lacan l'y a incité. Pierre Rey lui a répondu : « Vous me voyez assis sur une chaise pendant des années à entendre ressasser ce que j'ai essayé de résoudre en venant chez vous ? »

Pierre Rey rappelle que son premier best-seller s'achève sur la mort d'un homme riche et célèbre qui, dans un accès de lucidité amère, prononçait sa propre oraison funèbre : « Finalement, je n'ai été bon qu'à gagner de l'argent. » Faut-il voir là la trace ironique d'une ambivalence impossible à résoudre avec l'incomparable dompteur ou celle d'une rivalité vorace dont cette *Saison chez Lacan* signifierait enfin le dénoué ?

R.J.

PSYCHOLOGIE EN MIETTES

par Roland Jaccard

Signé Sigmund

« Lorsque je ne peux pas écrire ni lire des lettres, je crains — par ennui mortel — d'attraper le choléra », confie Freud à l'âge de dix-huit ans. En conséquence de quoi, il se révèle toute sa vie un épistolaire maniaque, un correspondant exigeant, gérant ses puleuses destructrices à travers d'innombrables lettres et tout un rituel d'écriture : il établissait des listes de lettres reçues et envoyées, et ne manquait pas de tancer les correspondants trop lents ou trop en retard.

« Freud démiurge, relié à ses correspondants comme le Dieu de Schröber aux hommes bédés à la six-quatre-deux, surveille les retards et les interruptions, craignant qu'ils n'indiquent la pause définitive de la mort ou, celle, équivalente, de la fin du lien affectif », écrit Alain de Mijolla dans son brillant article, « Images de Freud au travers de sa correspondance », qui ouvre le second numéro de la *Revue internationale d'histoire de la psychanalyse* (1), consacré à Freud, sa correspondance et ses correspondants.

Quatre études (celles d'André Haynal, de Judith Dupont, de Thierry Bokanowski et de Pierre Sabourin), remarquables par leur information et par la subtilité de leur analyse, sont au centre de ce numéro. Elles examinent, à la lumière de leur correspondance, les relations entre Freud et Sándor Ferenczi, Freud délaissant son rôle de conseiller technique pour celui de conseiller matrimonial, quand son correspondant tombe amoureux de Gisela Palos, puis de la fille de celle-ci, Elma. On le voit : dans son deuxième numéro, la *Revue internationale d'histoire de la psychanalyse* s'impose non seulement comme un outil de recherches précieuses, mais aussi comme l'une des revues les plus instructives. Loin d'être le fossé de la psychanalyse, comme l'accusent quelques mauvaises prophéties, elle en est le plus stimulant message.

(1) PUF, 530 p., 270 F.

— A signaler également, le livre de Laurence Paton et Gisa Liberman, *Freud premier Américain*, un journal imaginaire de la femme du psychanalyste. (Edit. Renardot et Cie, 298 p., 89 F.)

L'inconscient à l'heure de la perestroïka

Un vent nouveau se lève désormais à l'Est, où les docteurs de l'âme soviétiques se font les plus ardents défenseurs d'une perestroïka de la conscience.

Dans un long article fournissant d'informations et débattant d'hypothèses, paraît dans *Esquisses psychanalytiques* (1), Irina Masoun s'est penchée sur les avatars de la psychanalyse en URSS, pour constater qu'après la période de purge stalinienne où des psychanalystes payèrent de leur vie leur attachement au freudisme, la glasnost et la perestroïka sont en train de pousser les rives de la psychologie. Le retour à Freud est réclamé avec force conviction.

Glasnost signifie dire à haute voix, penser autrement, ne pas approuver le penser unanime ; en invitant chacun à réussir la perestroïka de sa conscience, on l'invite du même coup à se reconstruire, à changer de concepts et de langage d'ordre. Les journaux informent les Moscovites de la mise en place d'un « SOS-psy » téléphonique et anonyme.

Un psychologue publie sa confession et conclut sur l'avenir de la « culture psychologique ». On pratique la psychothérapie par la sculpture. On parle volontiers, à propos de Staline, du « syndrome du père ». Les revues réhabilitent Freud à tour de bras.

Seule pierre d'achoppement, mais elle est de taille : l'inconscient, auquel on reproche son rôle « absolutiste » dans la théorie freudienne. « Face à cet inconscient », écrit Irina Masoun, « jugé trop conflictuel dans son rapport à la « conscience », au « social » chez l'homme, les théoriciens soviétiques sont, aujourd'hui, à la recherche d'une solution de compromis... Compromis destinés aussi à maintenir le dialogue entre certains types de psychothérapie (dont la suggestion, l'hypnose, l'intégration émotionnelle...) en vigueur en URSS et la psychanalyse chère à l'Occident. »

(1) *Esquisses psychanalytiques*, n° 11, printemps 1989 (194, avenue du Maine, 75014 Paris).

Voir Maupassant.

Presses Pocket lance « Lire et Voir les Classiques » : la nouvelle collection de poche qui fait aimer et comprendre la littérature.

Les grands textes classiques... De *La Princesse de Clèves* à *Candide*, des *Liaisons Dangereuses* à *Eugénie Grandet*, du *Horla* à *La Chartreuse de Parme*,

ils sont autant d'étapes dans l'histoire de la littérature.

Pourtant les élèves et les étudiants ont souvent du mal à voir en eux autre chose qu'un devoir, une obligation.

Avec sa nouvelle collection « Lire et Voir les Classiques », Presses Pocket propose, en poche, une façon originale d'aborder ces grands textes.

Renouant avec la tradition des livres illustrés des XVIII^e et XIX^e siècles, Presses Pocket allie le texte et l'image grâce à un cahier iconographique de 16 pages en couleurs, encarté au centre du livre. Ce cahier stimule l'imagination (et aide la lecture) avec des gravures d'époques, des tableaux, des images d'adaptations théâtrales

ou cinématographiques. Il permet d'entrer plus facilement dans l'œuvre, de mieux la situer dans son contexte.

Dans chaque volume, outre le texte intégral, le lecteur trouvera une présentation simple et accessible de l'œuvre rédigée par un universitaire. Les notes explicatives sont situées non pas à la fin de l'ouvrage mais

en bas de pages. Enfin, un dossier non seulement littéraire mais aussi historique regroupant documents et témoignages enrichit et complète la lecture.

Parmi les premières parutions de la Collection « Lire et Voir les Classiques » : *La Princesse de Clèves*, *Le Horla*, *La Chartreuse de Parme*, *Candide*, *Notre-Dame de Paris*, *Eugénie Grandet*, *Les Fleurs du Mal*, *Cyrano de Bergerac*, *La Mare au Diable*, *Trois Contes*, *L'Education Sentimentale*, *Fables de La Fontaine*.



A partir de 20 F. pour le prix d'une édition de poche, des classiques qui sont plus que des classiques.

Collection Lire et Voir les Classiques

Du côté de chez Freud

(Suite de la page 41.)

Pour qu'il parte, il faut l'insistance de son ami et biographe Ernest Jones, qui a des relations au Foreign Office, et une démarche, avec l'accord de Roosevelt lui-même, du secrétaire d'Etat américain auprès de Berlin.

Cette intervention américaine, Freud la doit à William Bullitt, alors ambassadeur des Etats-Unis à Paris, avec lequel il avait travaillé quelques années auparavant à une étude sur le président Wilson. Freud a signé de meilleurs ouvrages que ce livre publié en commun, et on se prend à regretter que sa perspicacité ne se soit pas exercée sur d'autres de ses contemporains, comme l'impératrice Sissi, dont le psychanalyste Bruno Bettelheim évoque avec verve la « nature narcissique » et « hystérique », ou le prince héritier Rodolphe, qui se suicida à Mayerling avec sa maîtresse, en proie, prétend le même Bettelheim, à un « conflit œdipien intense ».

Un film de 1938, que projette le musée de Maresfield Gardens, montre un vieillard au regard aigu, emmitouflé dans des couvertures sur la balancelle du jardin de sa maison londonienne. Freud a quatre-vingt-deux ans. Il met la dernière touche à son *Moté*, ultime témoignage de sa liberté d'esprit. L'antisémitisme fait rage sur le continent, et Freud, bien qu'il revendique, au crépuscule de son existence, sa qualité de « vieux juif », y sape l'un des piliers de la croyance

hébraïque : Moïse ne serait pas juif de naissance mais égyptien !

Les historiens sur lesquels Freud s'appuie pour pousser sa démonstration ne valent pas grand-chose, mais, comme le remarque Albert Memmi, peu importe. Ce que cherche Freud au fond, avec ce livre, c'est à délivrer les juifs du corset d'une religion souvent oppressante et qu'il assimile, de même que les autres religions, à une « névrose ». « Pour libérer les juifs », traduit Memmi, il faut tuer Moïse », et c'est à quoi Freud s'emploie dans ce dernier message qui, comme la science de l'inconscient qu'il aura affûtée jusqu'au bout de ses forces, est un message de liberté.

Bertrand Le Gendre.

Vade-Mecum

Avant de mettre ses pas dans ceux de Freud à Vienne et à Londres, on consultera :
• *La Vie et l'Œuvre de Sigmund Freud*, d'Ernest Jones (trois tomes), PUF, 1969, 1970 et 1972.
• *La Maison de Freud*, Bergasse 19, Vienne. Photographies d'Edmund Engelmann. La Saul, 1987.
• *Sigmund Freud, lieux, visages, objets*. Edition dirigée par Ernst Freud, Lucie Freud et Iles Grubrich-Sinitsa. Editions Complexe et Gallimard, 1978.
• *Vienne (1880-1938)*. L'Apocalypse joyeuse. Sous la direction de Jean Clair. Editions du Centre Georges-Pompidou, 1986.

PHILOSOPHIE

La vérité selon Sartre

Un inédit de 1948 dans lequel le philosophe tente, contre Heidegger, de fonder une morale de la liberté

VÉRITÉ ET EXISTENCE
de Jean-Paul Sartre,
texte établi et annoté
par Arlette Elkaim-Sartre,
Gallimard, 156 p., 92 F.
En vente à partir
du 26 septembre.

La Morale de Sartre est une histoire à suspense, ce qui cadre après tout avec une conception de l'histoire en suspens, en perpétuel sursis. S'il n'y a pas de fin de l'histoire, pas d'histoire achevée qui permettrait de prendre sur l'histoire en train d'être faite le point de vue de la vérité historique ultime, il est impossible d'établir une morale sur des valeurs transhistoriques. Et si la recherche morale est liée à l'action dans l'histoire, elle se conçoit difficilement dans un traité achevé, un livre de Morale.

Comme on sait, tout le problème est là, que rencontre Sartre lorsque, après avoir promis une Morale à la fin de *L'Être et le Néant*, il entreprend de la rédiger en 1947-1948 et commence pour cela à penser au fil de la plume dans de gros cahiers noirs, au nombre d'une dizaine, selon son témoignage tardif. Les deux premiers ont été publiés en 1983 par les soins d'Arlette Elkaim-Sartre. Arlette Elkaim qui, depuis en a découvert un, non entièrement rempli, le publie à présent sous le titre *Vérité et existence*.

« J'ai pris ce monde sur mes épaules... »

En 1948, Sartre, en plein travail sur sa Morale, lit la conférence de Heidegger *De l'essence de la vérité*, qui le frappe. On peut supposer qu'il ouvre alors un nouveau cahier, afin, en quelque sorte, comme il l'avait déjà entrepris une première fois dans ses *Carnets de la drôle de guerre*, de « prendre position » vis-à-vis de Heidegger.

Politiquement, il s'est expliqué dès 1944, en déclarant que le fait qu'Heidegger était nazi prouve qu'il n'a pas de caractère, mais n'invalide pas sa philosophie, et que c'est elle qu'il s'agit de discuter. Cette discussion, il l'avait menée dans *L'Être et le Néant*, où la théorie de l'être-pour-la-mort d'Heidegger est contestée par la démonstration que la mort n'existe pas pour le pour-soi et que ce que celui-ci

peut et doit assumer, c'est sa « situation », dont la finitude n'est qu'une modalité factuelle et non pas un donné ontologique.

Autrement dit, une vie ne se fait pas sous le regard de la mort, mais avec le projet de réaliser quelque chose dans le monde — projet qui sera sans doute interrompu par la mort, mais qui n'en crée pas moins un événement neuf dans le monde, et c'est ce qui, philosophiquement et moralement, importe. Le rôle du philosophe, comme de l'intellectuel, est alors de dévoiler une vérité du monde en la nommant et en l'assurant. Rappelons-nous Frantz des *Sequestres d'Altona* : « J'ai pris ce monde sur mes épaules, et j'ai dit : j'en répondrai. En ce jour et pour tous jours. » Ce qui est exactement ce qu'Heidegger n'a jamais voulu faire.

Un philosophe qui ne tire pas lui-même les conséquences éthico-politiques de sa philosophie, dit Sartre en pensant à Heidegger, doit s'attendre à ce que d'autres les tirent à sa place. Après avoir publié dans *Les Temps modernes* plusieurs textes mettant en discussion le lien entre les positions politiques d'Heidegger et sa philosophie, notamment l'article, décisif, d'Eric Weil, en 1948 (1), avec lequel il se sentait probablement en accord sur l'essentiel, Sartre ne reviendra plus sur la question Heidegger, sinon pour la régler en une courte phrase de la *Critique de la raison dialectique*, qui règle en même temps la question Marx : « Toute philosophie qui subordonne l'humain à l'Autre que l'homme, qu'elle soit un idéalisme existentiel ou marxiste, a pour fondement et pour conséquence la haine de l'homme : l'histoire l'a prouvé dans les deux cas. »

Dans sa conférence intitulée *De l'essence de la vérité*, Heidegger pose que cette essence ne saurait résider dans l'adéquation d'un énoncé au réel mais qu'elle est, fondamentalement, la

liberté. Et l'essence de la liberté est l'ouverture à l'étant tel qu'il se dévoile. Ce qui implique que l'homme historique peut aussi ne pas laisser l'étant être ce qu'il est.

Le mystère et le dévoilement

L'obscuration de l'être, sa dissimulation, ou encore la non-essence originelle de la vérité, Heidegger l'appelle le mystère. Et c'est l'oubli de ce mystère qui pousse l'homme à l'errance. Seule l'acceptation résolue de ce mystère, donc la pensée de l'errance, permet à la philosophie de commencer à dévoiler le sens de ce que nous appelons

l'Être. La vérité est alors l'Unité qui dissimule de l'histoire.

Pour Sartre, cette notion de mystère, fondatrice de ce qu'il est convenu d'appeler le second Heidegger, celui d'après la *Kehre* (le tournement), est inacceptable. C'est dans l'historicisation de la quête de l'Être que peut se fonder une morale de conversion à l'authenticité. Mais le problème que pose Sartre d'emblée est celui-ci : toute doctrine de la conversion risque fort d'être un « a-historisme » et toute doctrine de l'historicité risque fort d'être un amoralisme. Il reprend donc la question de la vérité là où Heidegger avait prétendu la dépasser par un saut dans l'ouverture à l'Être. C'est

bien dans le jugement que réside la vérité, et le jugement est phénomène interindividuel : je ne juge que pour l'autre. « Pour moi, absolu sujet qui ai le premier dévoilé mon dévoilement, qui était purement vécu, m'est rendu comme absolu-sujet par l'autre si d'abord je le lui donne. » Ce dévoilement ne peut se faire que dans et par l'histoire, comme un acte décisif de celui qui, manifestant la vérité, illumine l'Être.

À la croisée de ses propres chemins

Se pose alors la question de la fin de l'histoire : s'il y a une dernière génération qui sait la vérité, toute notre recherche est tatonnement aveugle ; si, au contraire, nous délimitons pour nous une fin de l'histoire sans l'extrapoler à Dieu ou à la Science, la vérité qui se révèle dans l'action historique de dévoilement devient possible. Il semble toutefois qu'elle soit alors de l'ordre du pari, et c'est l'idée sur laquelle cet essai interrompt ne débouche pas encore.

Il développe longuement l'idée de la vérité comme recherche qui se temporalise, qui se vérifie. Un exemple à contrario, développé comme souvent chez Sartre d'une façon mi-romanesque, mi-philosophique, celui de la jeune comédienne qui ne veut pas aller consulter un médecin pour savoir si elle est véritablement atteinte de la tuberculose qu'elle craint d'avoir, montre que la vérité et l'ignorance volontaire ont le même fondement : la liberté comme dévoilement, à cela près que l'ignorance consiste à se mettre entre les mains du hasard, autrement dit à se confier à la mort par passivité, à en appeler au Destin, bref qu'elle est mauvaise foi ; alors que la vérité implique l'action vérificatrice.

Mais « qu'a donc l'Être en soi qui puisse effrayer ? », demande Sartre. Sa réponse est encore

pascalienne : « La réalité humaine véritable, en découvrant l'Être, découvre son délaisement au sein de l'inhumain. » Elle peut tenter l'oubli, mais vainement, car la structure fondamentale du monde c'est la Vérité. On peut soit la vérifier (c'est-à-dire tenter de la faire être par le langage et l'action), soit la recevoir d'un existant qualifié par sa puissance pour dire le Vrai : Dieu, Hitler ou Staline, qui nous délivre de la responsabilité du Vrai. A quoi Sartre oppose l'attitude de la générosité qui est de « jeter la vérité aux infimes dans la mesure où elle m'échappe ». La liberté ainsi exige l'ignorance du destin que le monde réserve à l'entreprise humaine. « L'homme est l'ouvrier d'une vérité que nul ne connaît jamais. »

On sait que la raison fondamentale pour laquelle Sartre n'a pas publié ses cahiers de 1947-1948 est qu'ils débouchaient sur une morale de la générosité calquée sur l'acte du créateur, « une morale d'écrivain ». Son entreprise consistait ensuite à essayer de lier morale et politique, mais il ne publiera pas non plus les notes qui tentent de fonder cette philosophie morale de l'action. Et finalement c'est dans l'action elle-même, et dans une tentative de dévoilement d'une vérité, celle de l'écrivain Flaubert, qu'il investira ses forces.

Vérité et existence nous montre Sartre à la croisée de ses propres chemins, plus près encore de *L'Être et le Néant* que de *Critique de la raison dialectique*, et le texte est passionnant. Il se suspend sur cette idée si parfaitement sartrienne : « En ne prétendant pas vivre avec mes petits-fils, je leur interdissais de me juger avec leurs barèmes. En leur demandant mon acte comme proposition, pour qu'ils en fassent ce qu'ils en veulent, j'échappe au risque qu'ils en fassent autre chose que ce que je voulais. » Ce qu'il avait formulé, en marge, en un superbe aphorisme : « Il y a beau temps que nous sommes délivrés des fantômes de nos grands-pères. Si nous nous délivrons à présent des fantômes de nos arrière-petits-enfants. »

Michel Contat.

(1) Eric Weil, « Le cas Heidegger », *Les Temps modernes*, n° 22, juillet 1947. Texte récemment repris dans la revue *Lignes*.



Krzysztof Pruszkowski : « Sartre et Beauvoir ».

De Gaulle et Sartre

(Suite de la page 41.)

Le vieux roi Lear déposé, arpente sa lande irlandaise, vent donc parler avec ce fou, l'opposant absolu, l'esprit qui toujours nie. Et le fou, qui a plus de sens du devoir qu'on lui en suppose d'ordinaire, accepte parce qu'il pense pouvoir sauver quelque chose, après quoi il pourra finir son *Flaubert* en paix.

Sauver quoi ? La France, du terrorisme. Il a senti, chez certains de ses jeunes camarades de combat, un puissant désir de mort. C'est ce qu'il veut dire au grand homme d'Etat, pour que celui-ci fasse comprendre aux siens que la répression risque de le durcir, ce désir. Mais il ne le lui dira pas, et il fait bavarder d'abord. « Ça manque de femmes, ici », remarque le philosophe. Et le général répond finement, en bon connaisseur des années 50-60 : « Il manque quelqu'un pour achever dignement cette décennie. Le sommet du triangle dont nous formons la base : Brigitte Bardot. » Mais il a un souci plus tarabuisant : la conviction que, sans une autre pensée, il n'y aura pas de siècle prochain. Et si c'était Sartre qui la forgeait, cette pensée ? Il n'en est pas sûr, Sartre non plus. Ils savent l'un et l'autre que, d'une

certaine façon, ils sont les derniers.

Leur rencontre, dit Sartre à de Gaulle, annonce quelque chose : « Bientôt, nos camps seront mêlés dans une masse indistincte. Je ne crois pas à l'avènement de la concorde. » Il restera rebelle. Les deux hommes vident ensemble une bouteille de whiskey. De Gaulle, que l'alcool a rendu prophétique : « Continuez. Continuez à fasciner et à vous faire le parrain de toutes les révoltes. Vous ne le faites pas si mal. Vous connaissez le néant, son attente vous a froissé, vous savez jouer avec le vide et l'abîme. Mais je vous en prie, Sartre, au nom de ce qui s'achève, veillez au grain. Vous êtes un des seuls qui, par votre influence et la puissance de votre voix, puissiez éviter pour l'avenir des morts inutiles... »

Ce livre intelligent donne existence à une rencontre qui n'a pas eu lieu, mais dont les effets ont été réels : la France n'a-t-elle pas échappé au pire du terrorisme ? Il faudra bien qu'une autre voix rebelle relaie celle de Sartre. A moins, bien sûr, que l'on ne préfère la drogue.

M. C.

Le roman de leur vie

La correspondance Sartre-Beauvoir est désormais à la Bibliothèque nationale : un document littéraire fascinant.

Sartre, Beauvoir, les chercheurs aussi et, à travers eux-ci, le public devront beaucoup de reconnaissance à M^{me} Maurice Berné, conservateur au département des manuscrits de la Bibliothèque nationale, et à Sylvie Le Bon - de Beauvoir, la fille adoptive de l'écrivain. Sans elles, sans leur bonne entente, sans l'accord aussi, bien sûr, de la commission du ministère du budget à laquelle il incombe de se prononcer sur les dations d'œuvres d'intérêt patrimonial offertes en paiement de droits de succession, l'important ensemble de manuscrits de ces deux auteurs parmi les plus importants du siècle aurait été dispersé chez des collectionneurs et y serait, comme beaucoup d'autres, resté enterré pendant de longues années.

C'est l'image même de « Sartre et Beauvoir » qui aurait souffert de ne pas être complétée par les journaux de jeunesse (quatre cahiers, inédits), les journaux de l'avant-guerre et de la guerre (cinq cahiers, en grande partie inédits) de Simone de Beauvoir et par ses lettres à Sartre, qui avaient tant manqué dans les deux volumes *Lettres au Castor* et à quelques autres, publiés en 1983, et surtout par l'immensité des lettres de celui-ci. Simone de Beauvoir a sans doute eu tort de les publier en les censurant. Éliminer ce qui n'était pas l'amour de Sartre pour elle, par discrétion pour « les autres », encore vivantes, ou leur famille, c'était

fausser le portrait de Sartre qui ressortait de ces lettres. Il faudra des années, probablement, pour qu'une édition complète et « croisée » de cette correspondance rétablisse la vérité, en définitive bien plus favorable à Sartre que ne l'étaient les lettres telles qu'elles ont été publiées par le « Castor ».

Sans censure aucune

En attendant, cette correspondance, sans conteste l'une des plus importantes de toute l'histoire de la littérature, sera consultable à la Bibliothèque nationale. Sylvie Le Bon - de Beauvoir s'apprête à publier, l'année prochaine, les lettres de Simone de Beauvoir à Sartre, sans censure aucune, en même temps que les carnets.

Un rapide survol de cette correspondance, qui demandera

encore à être complétée par les lettres aux « autres » et aussi à la mère de Sartre pour que le « roman » soit complet — car c'est bien d'un roman de relations très romanesques qu'il s'agit, comme Sartre s'en avise clairement, — révèle que Sartre s'est en quelque sorte puni de ses mensonges en s'empêchant d'écrire le roman vrai de sa vie affective, ce qui a laissé les *Chemins de la liberté* se perdre dans les sables de la politique. Ce roman vrai, moyennant de subtiles stratégies de séduction mêlées à une volonté constante d'authenticité, se trouve dans les lettres, qui n'atteignent sans doute pas le statut d'œuvre mais constituent l'un des plus fascinants documents littéraires, tout à fait unique en son genre, dès lors qu'on peut lire les réponses.

M. C.

Une nouvelle biographie

Aux Etats-Unis vient de paraître, aux Presses universitaires de Chicago, la première volume d'une biographie de Sartre qui a toute une histoire. Il s'agit en effet de la « biographie autorisée », comme les Anglo-Saxons désignent une biographie à laquelle le sujet biographié prête son concours : Sartre avait signé en 1970 un contrat amical avec son propre fils, le journaliste et écrivain américain John Gerasi, fils d'un de ses amis de jeunesse, et militant gauchiste, pour que celui-ci réalise une biographie essentiellement politique. Il a eu avec lui, en toute liberté, des entretiens bimensuels pendant plusieurs années, mais l'ouvrage n'a pas été terminé avant la mort de Sartre.

Fils de vitesses par Annie Cohen-Solal, John Gerasi a écrit une deuxième mouture de son livre, plus personnelle, plus agressive, cherchant à rendre à Sartre la radicalité antibourgeoise que le livre de sa concurrente avait estompée. Intitulée *Sartre, Hated Conscience of his Time* (conscience haïe de son époque), avec pour sous-titre au premier volume « Protestant or Protestant ? », cette biographie qui a perdu son « autorisation », mais où le biographe, en revanche, s'implique fortement, est bien accueillie par la presse américaine.

Il faudra sans doute attendre l'échecement du second volume pour qu'elle paraisse en France, l'édition française ayant été dès l'origine commanditée par Gallimard qui, entre-temps, ne voyant rien venir de Gerasi, avait racheté les droits d'édition du livre d'Annie Cohen-Solal acquis par Pantheon Books.

Contes et Récits du Livradois

Textes recueillis par
Henri POURRAT

16 x 22, 468 pages, 96 ill.
280 FF

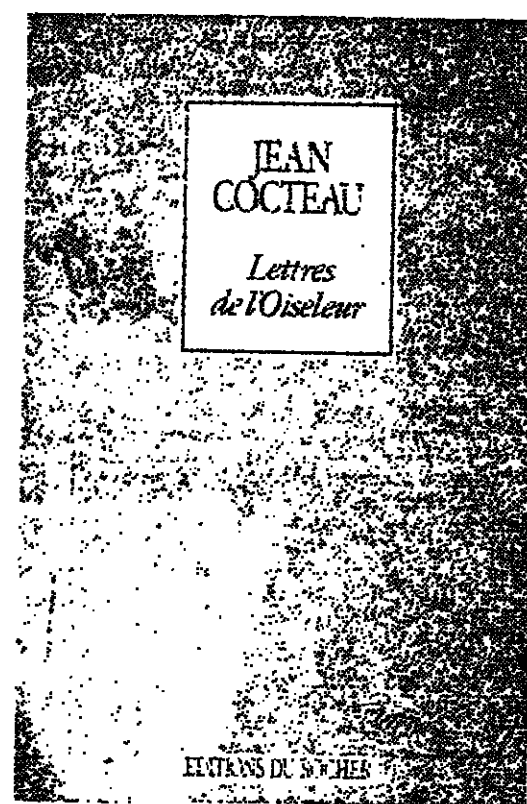
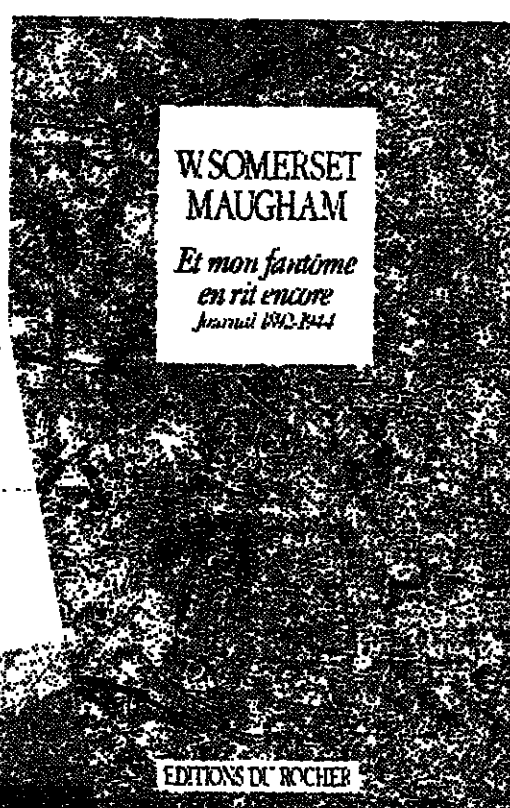
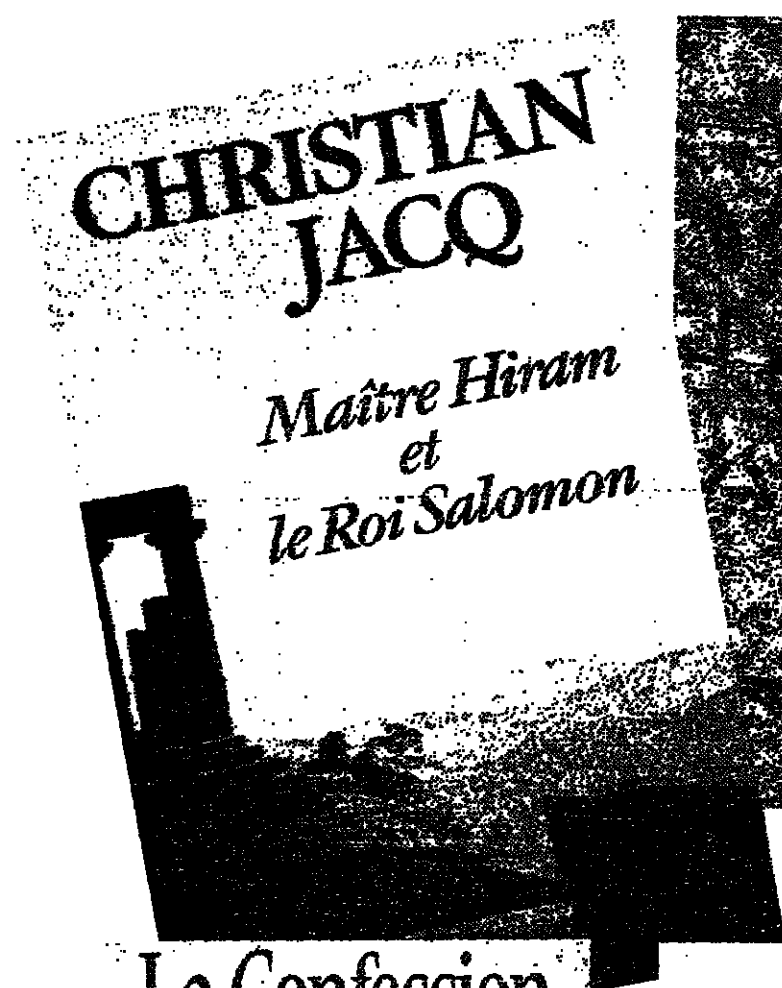
Maison neuve & Larose



La rentrée littéraire

EDITIONS DU ROCHER

JEAN-PAUL BERTRAND ÉDITEUR



L'érudition et la passion

LA DERNIÈRE GARE

(Umschlagplatz)
de J.M. Rymkiewicz,
traduit du polonais
par Véronique Patis,
Robert Laffont, coll. « Pavillons »
295 p., 95 F.

« Dans le monde, il n'y a plus de juifs. Ce peuple n'existera pas. » Cette phrase de Marek Edelman en conclusion du terrible livre du Polonais J.M. Rymkiewicz *Umschlagplatz* (la Dernière Gare), laisse un goût de cendre. Publié il y a deux ans en polonais aux éditions Kultura par les Polonais de France, le livre qui sort chez Robert Laffont est, étrangement, d'une brûlante actualité. En effet, dans la Pologne d'aujourd'hui, où l'affaire du carnage d'Anschwitz agit comme un révélateur d'un antisémitisme latent qui affleure plus ou moins ouvertement de temps à autre — cette Pologne où l'on compte avant 1939 jusqu'à dix pour cent de juifs et où survivent quelques milliers... dont un pourcentage important sont convertis — la permanence d'un « antisémitisme sans juifs » reste un phénomène encombrant (1).

« Pendant très longtemps j'ai recherché le plan d'*Umschlagplatz* », commence quasi proutinement ce livre-labyrinthe sur les ruines d'un lieu qui n'existe plus, lieu de mémoire caché comme une blessure honteuse : le ghetto de Varsovie et son ombilic, Umschlagplatz, la « place du Transbordement » contiguë à la gare de marchandises, d'où partirent vers les camps de la mort, lors de la « grande liquidation » de 1942, 310 000 juifs. « C'est là que l'histoire des juifs polonais a pris fin ou plus exactement qu'elle s'est immobilisée. »

ROY, né à Varsovie en 1935, l'auteur, poète, auteur dramatique, essayiste, romancier, avait sept ans en 1942 ; à l'aide des souvenirs qu'il tente de faire remonter à la conscience claire, des témoignages de sa famille, de ses amis, de sa femme juive, de survivants et des morts, il se livre à la reconstitution de l'histoire avec une minutie, un soin de greffier tout à fait prodigieux, remettant en question à chaque page les informations qu'il vérifie inlassablement, scrupuleux jusqu'à l'obsession, jusqu'à la démence. Une précision maniaque dans le concret de la description qui rend insoutenable la répétition de l'horreur. Ou plutôt l'acceptation muette de mesures apparemment

légales, normales : l'ordre donné aux juifs par le gouverneur de Varsovie de vivre dans le « quartier juif » ; ceux qui habitent en dehors du périmètre du quartier doivent y déménager avec un baluchon avant le 31 octobre 1940. Ghetto surpeuplé, menacé par la faim, puis la famine, les poux, les cadavres jetés dans une fosse commune, l'extermination massive et les « transplantations » vers les chambres à gaz de Treblinka déclenchées le 22 juillet 1942.

Que les Polonais nous pardonnent si on ne peut s'empêcher — même si on sait que c'est là la répétition du racisme — de les suspecter tous. Et plus encore ceux qui font état de leur mauvaise conscience. On ne peut pas voir aujourd'hui les horribles immeubles construits sur l'emplacement des rues Mila, Smocza, Niska, ou bien le « monument aux morts du ghetto » régulièrement menacé de destruction, sans se demander comment il se fait que tous ses habitants ont disparu et que seuls restent les albums de photos. « Ainsi, une personne ayant habité pendant la période de la grande liquidation rue Grzybowska, entre la rue Wronia et la rue Zelazna, raconte-t-elle, qu'elle pouvait de sa fenêtre voir le petit ghetto, des enfants juifs se glissant sous les fils de fer pour se rendre du côté aryen, les Lettons en uniforme noir marchant le long de ces barbelés et faisant la chasse à ces enfants. (...) Cette personne, qui a aujourd'hui la soixantaine passée, est aujourd'hui ce qu'elle est par ce qu'elle a vu ce qu'elle a vu. »



Ghetto juif, ghetto polonais...

COMMENT réagit-on quand on voit qu'on dresse, en plein milieu d'une ville, des barbelés, des palissades, des portes pour discriminer, humilier, parquer, couper du monde toute une population, quelque 400 000 personnes ? Comment peut-on accepter, sans devenir fou, d'entendre jour après jour les fusillades contre des hommes qui, comme des rats, tentent de fuir l'enfer et de franchir la muraille ?... « Nous vivions aux abords du lieu où eux sont morts », explique Rymkiewicz avide de savoir ce que le passé signifie pour la vie et la spiritualité polonaises et ressantant indéfiniment, plus de quarante-cinq ans après, sa recherche d'un temps perdu : souvenirs d'Otwock, une si charmante petite station de vacances proche de Varsovie au bord de la Swider, où se baignaient des jeunes gens tandis que passaient les convois de juifs

transférés à Varsovie, avant que des Polonais aillent piller leurs demeures abandonnées à jamais. Otwock, tout empreinte de la douceur de vivre qui précède les catastrophes et encore hantée par le fantôme des hôtes juifs de la pension de Mme Sarah Fliegel-taub et du cinéma L'Oasis. Person-nages et situations qui évoquent à la fois le si nostalgique Badenheim 39 d'Aharon Appelfeld (Belfond, 1986) et la terrible résurrection des morts dans le salon berlinois d'une riche dame juive de l'inoubliable *Récital de Hartmut Lange* (Payard, Prix du Festival du Livre de Nantes 1988)...

Le poète J.M. Rymkiewicz nous ressuscite avec sa vision poétique cette place qui fut la porte de service de l'enfer, et par laquelle un peuple qui vivait là depuis la fin du Moyen Âge fit sa dernière sortie. Ils n'avaient pas la même religion, ne pratiquaient pas les mêmes métiers, ne parlaient pas la même langue et pourtant, jusque dans la mort, ils restent indissolubles. Comme le garçonnnet coiffé d'une casquette de la photo si connue, qui a les mains levées, symbole de la mort du ghetto et dont on sait maintenant qu'il est vivant. « L'identité du garçon est connue : Artur Siematek, fils de Léon et Sarah née Dab, natif de Łowicz. Artur a mon âge : nous sommes tous les deux nés en 1935, écrit Rymkiewicz. Nous sommes debout côte à côte, lui sur cette photo prise dans le ghetto de Varsovie, moi sur une photo prise dans la gare d'Otwock. Je fais un sourire. Son visage à lui — c'est un sergent SS qui prend la photo — n'exprime rien. » L'auteur ajoute : « C'est moi maintenant qui vais lever les bras et toi tu vas les baisser. »

Rymkiewicz nous touche par sa sincérité, par l'émotion qui s'élève de tout son livre, un océanisme laïc. Il n'empêche : c'est Artur qui, à jamais, gardera les mains levées devant l'arme de l'Allemand casqué.

(1) Voir l'interview du directeur du Mouvement Żak : « le premier geste de bonne volonté doit être fait par des catholiques polonais », dans le Monde du 12 septembre 1989.

LETTRES ÉTRANGÈRES

Anita Brookner et le « désir infini »

Dans la Porte de Brandebourg, la romancière anglaise poursuit sa réflexion, assez pessimiste, sur la réalité et ses insatisfactions.

LA PORTE DE BRANDEBOURG
d'Anita Brookner,
traduit de l'anglais par Fanchita
Gonzalez Battle,
éd. La Découverte, 264 p., 95 F.

Anita Brookner, dont nous connaissons déjà quatre romans (1), avait intitulé son dernier livre (traduit en français sous le titre *La Porte de Brandebourg*) *Latecomers*, c'est-à-dire « Retardataires ». Les retardataires sont ses deux héros, Hartmann et Fibich qui, tous deux, eurent un mauvais départ dans l'existence, une enfance malheureuse marquée par leur fuite hors de l'Alle-

magne nazie, que leur réussite tardive ne parviendra pas à effacer (pour Fibich tout au moins).

Aussi bien le fil directeur de ce livre, qui se situe dans la plus pure tradition du roman psychologique anglais, est-il constitué par la présence sous-jacente d'un passé qui imprègne chaque instant de la vie, l'obsession de souvenirs à demi effacés mais toujours actifs, qu'il importe d'enfouir ou de confronter si l'on veut parvenir enfin à trouver quelque équilibre. En dépit d'un apparent changement de perspective — Anita Brookner insère

l'histoire de ses personnages dans la succession de trois générations, — ses thèmes et son approche sont aisément reconnaissables.

L'angoisse et l'optimisme

Comme les précédents, ce livre est construit suivant une série de grandes oppositions, chaque personnage étant accompagné non d'un double, mais de son exact contraire. Soit deux amis de « tempéraments diamétralement opposés » : ce sera Fibich, l'éternel angoissé, hanté par une image terrible gardée depuis l'enfance, que soutiendra, tout au long de sa vie, Hartmann dont la nature heureuse repose sur une sagesse élémentaire : celle qui « consiste à ne pas trop fouiller les domaines compliqués » (dont le passé, bien entendu, fait partie). Soit leurs deux épouses, l'une frivole, enfantine et narcissique, l'autre mélancolique, profonde et effacée ; soit deux couples donc, qui représentent des tendances humaines fondamentales et contradictoires (il va de soi que chacun de ces couples aura un enfant, une fille et un garçon, aussi différents l'un de l'autre que possible, l'une étant soumise et silencieuse « comme une héroïne de Trollope », l'autre beau et séduisant, tels ces héros byroniens dont, tout enfant

encore, il aimait à entendre l'histoire).

Cette structure simple permet à Anita Brookner d'explorer, avec sa justesse de ton habituelle et sa discrète ironie, les mécanismes complexes qui sous-tendent la frustration, l'insatisfaction à vivre, ou, au contraire, cet épanouissement, cette assurance sans faille qui fascinent déjà l'héroïne malheureuse de *Regardez-moi* devant le couple resplendissant qui faisait irruption dans sa vie.

« Les Hartmann, songe Fibich, lui paraissent plus forts que lui, supérieurs, sans aucune raison valable mais parce qu'ils étaient intrépides, obtus même, et que cela leur permettait de mieux réussir au jeu de la vie ». D'un côté sont ceux qu'a façonnés une constante répression de leurs instincts et qui, soumis aux autres, craignent de reconnaître leurs propres désirs ; de l'autre, ces êtres « obtus », plus favorisés par la vie, dont l'équilibre et le succès sont liés à la force vitale et à l'égoïsme. Tout droit venant de l'ère victorienne, l'une des protagonistes pense avec regret qu'elle n'avait pas « permis à ses désirs de remonter du souterrain profond où elle les avait prématurément enfouis », tandis qu'une autre, sachant d'instinct que « le seul amour qui ne trahit jamais est l'amour de soi », met à profit

ses heureuses dispositions. Le pessimisme d'Anita Brookner n'envisage pas de possibilité intermédiaire entre ces deux modes d'être également insatisfaisants, ni d'issue heureuse à la lutte intérieure de ses personnages.

« On ne grandit jamais »

Fibich retournera à Berlin, sur les lieux où il perdit ses parents. Au moment où il croit s'être enfin défait d'un sentiment de culpabilité écrasant et où, réconcilié avec lui-même, il rentre chez lui, un incident le terrasse, qui ressuscite soudain l'épisode redouté de l'enfance. « On ne grandit jamais, pensa-t-il, soudain frappé par cette vérité. Chacun transporte tous ceux qu'il a été, intacts, et qui attendent de se manifester dans les moments de douleur, de peur, de danger. » Apport récent dans cette lignée de romans, l'interprétation psychanalytique est là, sous-jacente ; mais jamais elle ne charge ni ne complique une vision d'une parfaite clarté que traduit une prose précise et limpide, dépourvue de toute recherche d'effets (la traduction la restitue bien).

Ainsi Anita Brookner poursuit-elle, en la menaçant, sa réflexion sur la tension entre le « désir infini » et sa « réalisa-

tion limitée ». A l'inverse d'un écrivain comme John Cowper Powys qui affirmait n'avoir jamais pris en défaut « cette technique qui permet d'obtenir ce qu'on désire en éliminant l'intensité », à la différence, aussi, des visionnaires qui surent exploiter « le don divin de la satisfaction-des-désirs-par l'illusion » (2), Anita Brookner insiste, roman après roman, sur l'éternelle inévitabilité de la réalité qu'accroissent encore l'enfermement des êtres en eux-mêmes.

Christine Jordis.

(1) *Regardez-moi* (1986), *Sofka* (1987), *Une amie d'Angleterre* (1988), éditions La Découverte ; *Hôtel du Lac* (1988), Belfond.

(2) John Cowper Powys, *Ma philosophie à ce jour*, Grail, Autan/Elvex, 1973.

— LA VIE DU LIVRE —

LIVRES
POLONAIS
et livres français
sur la Pologne
et
l'Europe de l'Est
Catalogues sur demande
LIBELLA
12, rue Saint-Louis-en-l'Île, PARIS-4
Tél. : 43-26-51-09

LIVRES D'HISTOIRE
ACHAT-VENTE
LIBRAIRIE
PAGES D'HISTOIRE
8, rue Brée, 75006 PARIS
(1) 43-54-43-61
CATALOGUES
MENSUELS
Service de recherche de livres
d'histoire épuisés

100.000 LIVRES
EN STOCK
5 CATALOGUES PAR AN
LIBRAIRIE LE TOUR DU MONDE
9 RUE DE LA POMPE 75116 PARIS